

La dette extérieure de l'Argentine

Buenos-Aires souffle le chaud et le froid

LIRE PAGE 32

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde des arts et des spectacles »

Pages 15 à 22

Gainsbourg, Mireille et la chanson française

La « protestation » Le nouvel échec des Dix

Mobilisation contre le général Pinochet

L'opposition au gouvernement autocratique du général Pinochet a toutes les raisons de se féliciter du succès de sa nouvelle « journée de protestation nationale » du 27 mars. Elle aura été, en effet, l'une des plus suivies des huit démonstrations de cette nature organisées depuis mai 1983.

La capitale ainsi que les grandes villes, Valparaíso et Concepción, ont été virtuellement paralysées par la grève des transporteurs urbains. En raison de sa configuration géographique particulière, c'est le pays tout entier qui a ressenti les effets de l'arrêt de travail des camionneurs : corporation dont les membres peuvent changer le destin du pays, comme on l'avait déjà constaté en 1972-1973. Les petits commerçants, dont l'activité n'avait pas pu contribuer, lui aussi, à la chute de Salvador Allende, ont massivement baissé leurs rideaux.

La majorité des Chiliens, qui avait si longtemps sinon applaudi du moins toléré le général Pinochet après le trépas du général Pinochet, ont été surpris de la manifestation au début des années 70, serait-elle en train de basculer dans une opposition active ? Divers indices tendent à le faire croire. On doit ainsi observer que le Commandement national des travailleurs, qui a organisé la « journée » du 27 mars, est aujourd'hui dirigé par un homme d'obédience démocrate-chrétienne, M. Rodolfo Seguel, leader des travailleurs du cuivre : or la DC et les mineurs avaient largement contribué au coup d'État du 11 septembre 1973.

Les femmes, dont on dit qu'elles font la pluie et le beau temps au Chili, ont manifesté le 8 mars dernier leur vigoureux appui à une évolution démocratique du cours des choses. L'Église admet le chef de l'État de renouer le dialogue avec l'opposition avant que la vie publique prenne un cours tragique. La presse officielle semble voler au secours de celle de l'opposition - censurée - en évoquant le « mal gouvernement » (« desgobierno »). Il n'est pas jusqu'au représentant des États-Unis à Santiago qui ne manifeste publiquement sa déception des « lenteurs » - le mot est d'un diplomate ! - du processus d'ouverture amorcé à l'automne dernier.

Est-ce à dire que le général Pinochet est aux abois ? Qu'il n'est plus soutenu que par une armée elle-même nécessairement permeable à la clameur qui monte du pays ? On a trop souvent pronostiqué sa chute imminente pour risquer une telle affirmation. L'homme a prouvé plus d'une fois par le passé sa diabolique habileté. Et l'opposition est toujours divisée entre les tenants d'une solution pacifique (surtout démocrates-chrétiens et socialistes) et ceux qui, au sein d'une extrême gauche très influente dans la jeunesse et parmi les habitants des bidonvilles, affirment la légitimité de la violence face au tyran.

Reste que la journée du 27 mars a certainement constitué une importante étape vers la réalisation d'une « grève générale » qui, selon maints opposants, marquerait le commencement de la fin pour une dictature devenue anachronique, même en Amérique du Sud.

au Chili

Le pays a été paralysé pendant une journée

De notre envoyé spécial

Santiago. - Les Chiliens ont protesté massivement, le mardi 27 mars, contre le gouvernement du général Pinochet. Ils l'ont fait, comme au cours des sept autres journées de protestation, en affrontant les forces de l'ordre aux cris de « Pain, travail, justice et liberté ! », et de « Il va tomber, il va tomber ! ». Un slogan, était aussi de plus en plus fréquent : « Ça se sent, ça se sent, Allende est présent ! ».

Ce qui n'avait pas été possible en juin dernier, lorsque le commandement national des travailleurs (CNT) avait lancé hautement le mot d'ordre de grève générale, s'est réalisé d'une façon inattendue le 27 mars : les Chiliens se sont massivement abstenus d'aller travailler, et c'est le secteur-clé des transports, celui sans lequel aucune démonstration ne peut réussir au Chili, qui a été pratiquement paralysé. Les camions sont restés au garage. Les autobus n'ont pas pris la route. Les transports urbains ont fonctionné au ralenti à Santiago, à Valparaíso et à Concepción, les trois principales villes du pays. Autre surprise : les commerçants ont baissé leur rideau en fin de matinée. Par crainte des manifestations, selon les autorités.

Parce que le gouvernement reste sourd à nos revendications », a déclaré, mardi, le président de la confédération du commerce de détail, M. Rafael Cusile.

Les consignes données par le CNT ont été suivies au pied de la lettre. L'absentéisme a été quasi total dans les écoles, et les universités se sont mises en grève. L'activité a été à peu près normale dans l'industrie, mais, « fait sans précédent », selon le leader syndical M. Rodolfo Seguel, des assemblées se sont tenues sur les lieux de travail. À l'ordre du jour, un seul thème de discussion : la grève générale. Enfin, pour couronner la protestation, un cacerolazo a accueilli, à 20 h 30, l'entrée en vigueur du couvre-feu et rappelé au pouvoir que, dans beaucoup de foyers, les casseroles sont vides.

JACQUES DESPRÉS.

(Lire la suite page 3.)

● Bataille pour les trente-cinq heures en RFA

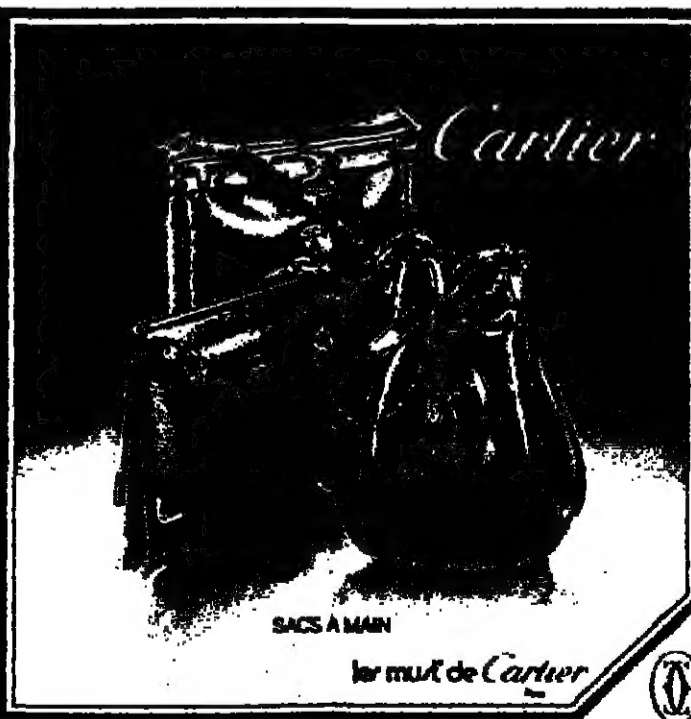
Menace de grève générale dans la métallurgie et la sidérurgie

LIRE PAGE 32 LE REPORTAGE DE JEAN BENOIT

● L'affaire des avions renifleurs

Le retour de 150 millions de francs dans les caisses d'ELF-ERAP

LIRE PAGE 12 LE DÉBUT DE NOTRE ENQUÊTE



Le désaccord entre les Britanniques et leurs partenaires reste entier après la dernière réunion de Bruxelles

De notre correspondant

« On est revenu à la case départ », a résumé M. Cheysson.

La présidence française avait accepté, la semaine passée, que les discussions sur la correction du déséquilibre budgétaire soient reprises par les ministres des affaires étrangères à où les chefs d'État et de gouvernement les avaient laissées. Les Britanniques avaient réagi de manière plutôt positive à cette initiative. Les Neuf ont joué le jeu, et ont fait des pas supplémentaires dans la direction du Royaume-Uni. Ils ont fait de façon délibérée sans qu'on ait eu l'impression qu'ils se laissent entraîner par la négociation.

En quoi consistent ces offres nouvelles ? A proposer pour 1984 une compensation forfaitaire de 1 milliard d'ECU. Puis à faire décaler dès 1985 (et non en 1986, comme il avait été proposé une semaine plus tôt), le mécanisme de correction du déséquilibre budgétaire proposé par la présidence française, et accepté, pour l'essentiel, par M. Thatcher.

L'avantage du mécanisme, c'est qu'il prévoit un taux de progression

de la compensation : plus le déficit budgétaire de la Grande-Bretagne augmente, plus la Communauté intervient et corrige. Le mécanisme joue donc comme une sorte de super-indexation. Il serait avantageux pour le Royaume-Uni de le faire décaler en 1985 plutôt qu'en 1984, c'est-à-dire avant que l'ajustement de la Communauté à l'épargne et au Portugal (prévu pour le 1^{er} janvier 1986) ait produit ses premiers effets sur le montant des dépenses de la CEE. Les Britanniques obtiendraient ainsi l'assurance que, s'agissant de leur propre contribution, ses effets seraient neutralisés. Le désaccord a porté sur le montant de référence à prendre comme base de départ pour faire jouer le mécanisme : si l'on part, par exemple, de l'hypothèse d'un déficit britannique de 2 milliards d'ECU, combien faudrait-il compenser en 1985 ? 1 milliard, ou un peu plus de 1 milliard, comme l'ont préconisé les Neuf ? 1,25 milliard d'ECU, comme continuait de le demander les Britanniques ?

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 3.)

Servir l'Europe

par ROLAND DUMAS (*)

L'ambition de servir l'Europe est plus grande. Mais il reste près de trois mois à la présidence française pour parvenir au double objectif qu'elle s'est fixé : consolider les bases de la Communauté et ouvrir une nouvelle phase de la construction européenne. Elle le fera avec détermination et patience pour mettre du côté de l'Europe toutes les chances de succès.

Le gouvernement de la France est conscient avec lui-même. Nombre de femmes et d'hommes qui le composent ou qui le soutiennent ont, il y a presque trente ans, participé à la naissance de la Communauté et, depuis, contribué à son développement. Ils ont vu avec fierté l'Europe retrouvée apporter à ses peuples la paix, la liberté, la prospérité. Ils attendent maintenant d'elle qu'elle les aide à aborder dans de bonnes conditions le tournant de ce siècle.

(*) Ministre des affaires européennes.

A cette fin, l'action s'exercera pendant les mois à venir dans trois domaines : renforcer les fondements de la Communauté, l'attirer aux peuples qui ont vocation à la rejoindre, donner un sens à l'Europe du futur.

Malgré les apparences, le conseil européen n'a pas été un long marchandage. Il a permis d'ouvrir une discussion salutaire sur les fondements mêmes de la Communauté et les principes sur lesquels devraient reposer les solutions proposées à surmonter la crise actuelle. Bref, une « mise à plat » de tous les problèmes.

La Communauté du traité de Rome est fondée sur trois grandes réalités :

- une politique agricole commune, qui se traduit par un marché unique et des prix garantissant le revenu des producteurs ;
- une union douanière, qui autorise la libre circulation des biens, et dans une large mesure des personnes ;

(Lire la suite page 3.)

Le dernier « isme »

par ANDRÉ FONTAINE

Les Français, ou du moins ceux qui s'arrogent le droit de penser pour eux, passent facilement d'un « y a qu'à » à un autre : il leur suffit, pour ce faire, de changer d'isme. Hier, sous Giscard, champion du « libéralisme avancé », il n'y en avait que pour le socialisme. Aujourd'hui, sous Mitterrand, premier président socialiste de la République, dont le parti dispose, à l'Assemblée nationale, de la majorité absolue, le libéralisme opère un retour en force. C'est que les meilleures idées sont toujours celles qui ne sont pas au pouvoir : la République, comme chacun sait, n'a jamais été aussi belle que sous l'Empire.

C'est aussi que, dans ce pays, comme le constat, il y a déjà deux siècles, La Harpe, qui n'échappait pas lui-même au reproche d'inconstance, « le premier jour est pour l'engagement, le second pour la critique et le troisième pour l'indifférence ». Nous sacrifions trop à la mode. Ce pourrait être l'une des raisons du fameux silence des intellectuels de gauche et de la soudaine profusion de ceux de droite.

Au même titre que le socialisme, dont il existe, de Lénine à Léon Blum, de Pol Pot à Helmut Schmidt, tant d'avatars au coursage peu évident, le libéralisme est un mot dont le sens a beaucoup varié. A en croire Littré, « libéral se dit surtout des membres de l'opposition sous la Restauration », autre-

ment dit des adversaires du pouvoir alors considérable de l'Eglise et de leur bête noire, la Congrégation. C'est à ce titre qu'il fut condamné, en 1864, par le Vatican. Le Sylabus, « catalogue des principales erreurs de notre temps », publié par Pie IX, dénonce en effet, dans son dernier alinéa, la proposition suivante : « Le pape peut et doit se réconcilier et transiger avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne ». Les partis libéraux italien et belge, pour ne parler que d'eux, se situent dans cette filiation.

En France, comme le note René Rémond dans un ouvrage classique (1), le libéralisme « orléaniste » dont V.G.E. est l'héritier, constitue, avec la « contre-révolution » et le « bonapartisme », l'une des trois grandes traditions de la droite. Volontiers aussi longtemps que l'Eglise prétendait tout régenter, les libéraux encourageaient aujourd'hui la résistance de cette même Eglise au « service public unifié » de l'enseignement.

Pour citer encore René Rémond, « la vérité du libéralisme réside dans l'association intime de l'attachement à l'idée de liberté et de la défense de l'ordre politique et social », ce qui implique dans l'ordre économique, toujours selon le même auteur, « la confiance dans l'initiative privée » : il s'agit de

recourir le moins possible à l'intervention de l'Etat. C'était déjà, au XVIII^e siècle, la doctrine d'Adam Smith. Aujourd'hui on redécouvre son octogénnaire disciple autrichien, Friedrich von Hayek, acharné à dénoncer le « constructivisme », la prétention prométhéenne des hommes à créer la société idéale alors que le cours des choses résulte de leurs actes, beaucoup plus que de leur volonté (2).

(Lire la suite page 2.)

(1) René Rémond, Les Droites en France, Aubier-Montaigne, réédité en 1982.

(2) Voir l'interview de F. von Hayek par Christian Descombes dans le Monde Aujourd'hui daté 11-12 mars.

« La croissance de l'audiovisuel est retardée »

nous déclare le PDG de la Régie Française de publicité

M. PHILIPPE LE MÉNESTREL

LIRE PAGE 23

صكرا من الاموال

Le Monde

idées

Nos privilèges

par ALFRED GROSSER

Libéralisme

Le libéralisme fait un retour en force en France. André Fontaine craint qu'il n'ait pas plus réponse à tout que le socialisme. Alfred Grosser juge insupportable le discours à la mode sur l'insanité de la notion de justice sociale et demande que chacun prenne un peu plus conscience de ses propres privilèges et un peu moins de ceux des autres. Pierre Drouin rend compte d'un livre de Michèle Saint-Marc sur l'histoire monétaire de la France, riche d'informations sur l'un des aspects fondamentaux de l'économie.

« DROIT aux privilèges : vivez un privilège ! » Si, ce genre d'appel existe. Dans une publicité immobilière. En général, le mot est utilisé pour désigner un avantage indû accordé à d'autres, avantage contre lequel on fait appel à notre capacité d'indignation.

Il serait tentant de reconnaître aussi les privilèges de fait qui ne sont pas appelés privilèges parce qu'il s'agit de situations de force ou bien inconscientes, ou bien ignorées. Ainsi pour la composition des listes pour les élections européennes : le privilège des appareils, des princes qui gouvernent les partis, est d'écarter des hommes qui ont fait preuve de compétence et de conviction au service de cette Europe que les élections sont supposées servir. Ainsi pour le privilège accordé à la puissance d'un syndicat : que risquait la CGT à intervenir par la violence pour assurer sa domination sur un centre de formation pour immigrés ? Que risquaient des membres du Syndicat du Livre à introduire de force une page de texte dans un quotidien d'Alsace ?

Limitons-nous cependant aux privilèges appelés tels par ceux qui les dénoncent, tout en considérant comme un droit le privilège qu'ils passent pour détenir aux yeux des autres. Il n'y a guère lieu de railler, car dans les crises sociales que la crise économique a ravivées, la conviction de chacun est fondée sur des arguments nullement abusifs, sur une légitimité en conflit avec d'autres légitimités.

Ne pas risquer le chômage constitue bel et bien un énorme privilège

pour les fonctionnaires de tout rang. Mais comparez les salaires : les rémunérations mensuelles de moins de 5 000 francs, ne les trouve-t-on pas dans la fonction publique et dans les services publics plutôt que chez les employés du secteur privé ? L'INSEE range les enseignants parmi les cadres : la comparaison financière rend le classement un peu provocant. Sont-elles alors justifiées, les manifestations de fonctionnaires contre le refus gouvernemental de respecter telle promesse ? Quel privilège pourtant que de pouvoir faire pression par la manifestation ! Depuis trois ans, les préférences ont été contraintes à la solidarité par des prélèvements et par des baisses de prestations imposées en violation d'engagements très précis. Ils sont hors d'état d'exercer une pression pour se défendre.

Les pêcheurs espagnols n'ont pas le privilège d'appartenir à une Europe qui s'est attribuée les eaux où ils avaient coutume de pêcher. Les pêcheurs français n'ont pas le privilège de se soustraire aux règlements européens, qu'il s'agisse de limitations de la prise ou de la taille des poissons. Pêcheurs français et pêcheurs espagnols défendent, les uns contre les autres, un revenu assurément fort peu privilégié.

Citadins et paysans

Quel citadin accepterait les servitudes de l'exploitant obligé d'assurer la traite quotidienne de ses vaches ? Et qu'il soit donc privilégié, par rapport à lui, tous

ces salariés urbains qui ne se sont pas endettés pour assurer la rentabilité de l'exploitation ! En même temps, les privilèges accordés aux agriculteurs sont énormes. Une garantie de prix et d'écoulement sans plafonnement de la production : comme les ouvriers de la sidérurgie aiment qu'on crée une situation analogue dans leur industrie ! Les deux tiers des dépenses européennes attribuées par le Fonds de garantie agricole, n'est-ce pas un privilège, alors que tant de régions industrielles auraient besoin d'une assistance immédiate ?

Peut-être est-ce à propos de l'enseignement privé que la notion de privilège est le plus souvent évoquée. De façon trop confuse. Il faudrait partir d'une formule de Lionel Jospin parlant de « privilèges abusifs ». Il y a effectivement des privilèges qui constituent des abus, d'autres non. En période de pénurie, le droit de créer librement des établissements bénéficiant automatiquement du financement public constitue un avantage injuste quand l'Etat, faute de ressources, s'est imposé de limiter ses propres créations. Mais la possibilité de constituer des équipes enseignantes d'assurer un minimum d'autonomie pédagogique à chaque établissement, de mener à bien des expériences d'avant-garde pour la formation des maîtres, elle, ne constitue un privilège que parce que, pour nombre de raisons, cette possibilité n'existe guère dans l'enseignement public, alors qu'il serait souhaitable qu'elle existât. Abolir le privilège, ce serait alors faire bénéficier

tout le monde de la situation des privilégiés actuels.

Le capitaine Cep, d'Alphonse Allais, demandait que l'assistance au beurre devienne l'apanage de tous. Il est des cas où la formule n'est pas absurde. Il en est un bel et bien été ainsi pour la protection sociale. Mais, le plus souvent, la revendication face au privilège d'autrui est fondée sur le refus de prendre en considération le privilège que cet autrui voit dans la situation de celui qui revendique contre lui. Le beau succès du *Toujours plus !* de François de Closets est, hélas, fort ambigu : si on peut prendre conscience de ses propres privilèges ou pour s'indigner à l'égard des privilèges des autres ?

Accepter la comparaison circulaire

Or les tensions actuelles ne peuvent s'atténuer que si chaque groupe accepte la comparaison circulaire : nous avons à la fois moins et davantage que d'autres. Il y a évidemment des « nous » moins bien placés que d'autres, par exemple les ouvriers des chantiers navals, encore que la collectivité intervienne par des commandes artificielles qui constituent un privilège par rapport aux ouvriers du textile. Et il y a des « nous » particulièrement bien placés, par exemple les professeurs d'université : j'exerce, sans risque de le perdre, un métier stimulant dans une tranquillité psychologique que peuvent légitimement envier les enseignants du secondaire et avec une liberté d'expression dont le bénéficiaire que font peu de journalistes

de la presse écrite ou audiovisuelle. Le dire clairement, n'est-ce pas ébranler la crédibilité de l'action syndicale qui s'exerce au nom du groupe ?

Eh bien, ébrançons-la ! La lutte contre l'autodestruction de la société trop échauffée passe par là. Cependant, pour parler ainsi, il est indispensable de partir d'une vision morale des relations sociales. Il faut s'efforcer de regarder avec moins d'envie ceux qui ont plus et avec davantage de mauvaise conscience ceux qui ont moins. Il faut s'interroger sur le juste et l'injuste.

Or ce n'est pas évident pour tout le monde. Au contraire : qu'il se répande vite en ce moment, l'insupportable discours emprunté à Hayek sur l'insanité de la notion même de justice sociale ! Ceux qui parlent comme lui des vertus hors morale des mécanismes spontanés du marché sont pourtant en général des professeurs garantis comme fonctionnaires contre les risques d'un libre jeu de la demande.

Façon à un cynisme particulièrement dangereux en temps de crise, où il s'agit tout au contraire de ne pas retirer la protection sociale aux victimes du marché, les hommes et les femmes qui, à gauche, ont, sans cesse le mot de justice sociale à la bouche, devraient enfin voir clair et parler vrai dans l'embronchami des privilèges catégoriels et ne plus faire comme si la hiérarchie des favoris était facile à établir. Ce serait provoquer des colères supplémentaires ? Et si c'était au contraire le seul moyen d'éviter de nouvelles explosions ? Si c'était, de surcroît, un langage auquel seraient sensibles des millions de gens lassés de la surenchère des revendications antagonistes ?

LU « HISTOIRE MONÉTAIRE DE LA FRANCE (1800-1980) » de Michèle Saint-Marc

Étalon, où es-tu ?

Ce ne sont pas les ouvrages qui contiennent dans leur nouveau le plus d'heures de travail qui viennent spontanément sur le devant de la scène. Le Monde a même mis un certain temps à découvrir l'*Histoire monétaire de la France (1800-1980)* de Michèle Saint-Marc. Mais il n'est pas trop tard pour saluer ce considérable effort de recherche, qui comble une lacune, puisqu'on y trouve tout à la fois les données statistiques monétaires et les enseignements que l'on peut tirer des relations de ces variables avec leur environnement économique.

L'histoire quantitative a ses lettres de noblesse. Elle est portée par un courant fort. Il faut en profiter. Michèle Saint-Marc en a su conscience, sûrement, pendant les années de recherche qu'elle a consacrées à son sujet, en partant de l'année 1800, date de fondation de la Banque de France et des premiers relevés de chiffres et d'observations cohérents.

C'est une véritable « banque de données » monétaire que notre auteur offre dans une première partie, après avoir, pour que le lecteur navigue sur un terrain solide, défini les concepts utilisés. On peut prendre connaissance en toute sécurité des évolutions de la masse monétaire, de l'épargne, des crédits à l'économie, des flux de paiements et leurs vitesses de circulation, ainsi que des taux de l'intérêt.

M^{me} Saint-Marc se lance ensuite dans une entreprise plus ambitieuse qui est l'étude de la « monétarisation française », c'est-à-dire de l'évolution des fonctions monétaires telles qu'elles sont pratiquées en France. L'auteur confronte avec la réalité une théorie qu'elle avait élaborée il y a

une douzaine d'années. Quatre niveaux sont observés : ceux des moyens de paiement, de l'étalon de valeur, de l'épargne et du crédit. Elle n'a pas lieu de se plaindre de ses premiers raisonnements.

La lecture sera plus intriguée par les analyses très originales que l'auteur développe dans la troisième partie de son ouvrage : relations entre variables monétaires et variables démographiques, sociologiques, et celles de la production de biens et services. Un pas de plus et cette fois M^{me} Michèle Saint-Marc dénonce les erreurs qui se transmettent selon elle dans l'enseignement de la discipline économique. La théorie quantitative notamment « sort très meurtrie » de sa confrontation avec les faits. Notre auteur s'en prend surtout aux « monétaristes », Irving Fisher et Milton Friedman, qui privilégient la relation monnaie-prix.

Ce qu'a engrangé à M^{me} Michèle Saint-Marc servira, bien sûr, surtout aux spécialistes, tellement l'appareil de sa recherche est visible et indispensable (séries de chiffres, tableaux, courbes, formules). Cette matière très riche permettrait de réexaminer sous un autre jour l'histoire économique de la France des dix-neuvième et vingtième siècles, de mieux comprendre notamment les effets des passages de l'étalon fixe à l'étalon variable. Quelle leçon en tirer ? Le système monétaire deviendrait-il à l'auto-organiser ? Il est encore trop tôt pour le dire.

PIERRE DROUIN.

« Histoire monétaire de la France (1800-1980) ». Presses universitaires de France, 1983, 442 pages, 480 F.

(Suite de la première page.)

Moins d'Etat : c'est l'un des slogans sur lesquels s'est fait élire, il y a quatre ans, Ronald Reagan. Pour la plupart des Français, à l'époque, il faisait figure de réactionnaire à tous crins, parfaitement étranger aux réalités de notre temps. Aujourd'hui, il est devenu une sorte de maître d'école, dont Guy Sorman exalte le credo dans un livre à succès (3). Aussi bien nos néo-libéraux n'en ont-ils que pour les Etats-Unis, cette « Mecque de la modernité », comme écrit Jacques Frémontier, où ils se rendent en pèlerinage pour en revenir « mentalement fascinés par le mirage de l'esprit d'entreprise et par la nostalgie d'une société civile non investie par l'Etat » (4). Et ce n'est pas seulement le cas des giscardiens : les jeunes gaullistes aussi. Le général n'est plus là pour leur faire les yeux verts.

Moins d'Etat, cela veut dire bien évidemment moins d'impôts, moins de retenues sociales, moins de papiers, moins de règlements, moins de délais, moins d'entraves de toutes sortes à l'initiative. On comprend qu'un tel programme rencontre un vaste écho chez tous ceux qui se sentent bridés jusque dans leurs aspirations les plus modestes par la fantasmagorie force d'inertie propre à toutes les bureaucraties.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que telle était aussi l'ambition de Marx, lequel annonçait l'inevitable « dépassement de l'Etat », après une brève période de « dictature du prolétariat », dont il se gardait bien, au demeurant, de préciser la nature. Le paradoxe est que ses héritiers, une fois maîtres de l'Etat, aient fait exactement le contraire et que, léninistes ou sociaux-démocrates, ils aient tellement accru pour la plupart les interventions du pouvoir.

Aussi bien sont-ils souvent les premiers, aujourd'hui, à réagir contre cet excès. La Chine a décollectivisé ses campagnes et collabore avec le capitalisme japonais. Le travail au noir fleurit dans les pays de l'Est. La Hongrie a composé avec l'initiative privée. Les communistes italiens sont hostiles à toute extension du secteur public.

Le Mexique cherche à céder les actions détenues par les banques nationales. Le gouvernement social-démocrate suédois entend réintroduire celles qu'il avait achetées en 1970, pour leur venir en aide, à des entreprises en difficulté. François Mitterrand exalte l'esprit d'initiative et s'est engagé à diminuer d'un point le montant des prélèvements obligatoires.

L'imitation difficile

On pourrait continuer longtemps. Presque tout le monde est d'accord pour souhaiter que l'Etat réduise ses interventions. Plus il y en a, d'ailleurs, et moins bien marche l'économie. En vingt ans, de 1960 à 1980, et bien que leur part de la production mondiale soit passée de 13,7 % à 18,9 %, les pays communistes (Chine et Indochine comprises) ont vu leur part du revenu mondial baisser de 18,2 % à 17,3 %. Pendant le même temps, la part de la production mondiale de l'Europe occidentale baissait certes de 27,6 % à 23,4 %, mais sa part du revenu passait de 24,6 % à 27,1 %. Quant au Japon, sa part de production passait de 4,6 % à 8 % et sa part du revenu

Le dernier « isme »

de 3,2 % à 9,5 %. Et l'on voit aujourd'hui les Etats-Unis, après une phase de sévère récession, accumuler les signes d'une vigoureuse reprise : 7,2 % de croissance en rythme annuel pour le premier trimestre, qui commencent à gagner la République fédérale et la Grande-Bretagne.

Est-ce à dire qu'il nous suffit de copier le Japon, ou nous y conviait hier, ou les Etats-Unis, ou comme on nous le propose de plus en plus à présent ?

1) Il y a tout d'abord que, comme dirait le général de Gaulle, les Japonais sont des Japonais, les Américains des Américains et les Français des Français. A Tokyo, le même parti conservateur, qui agit la main dans la main avec le patronat, est au pouvoir depuis près de quarante ans. Le peuple japonais est le plus homogène et le plus cohérent qu'il soit. Il est mobilisé depuis l'école, où on lui enseigne une discipline de fer, pour une compétition économique implacable avec le reste de la terre.

Les Américains ont le système de protection sociale le moins développé du monde capitaliste. Ils ont la religion du profit. L'immensité de leur marché intérieur les met relativement à l'abri des tempêtes extérieures. Les moyens financiers dont ils disposent leur donnent dans la bataille technologique et commerciale d'énormes atouts.

Les Français ont toutes les qualités, bien sûr, mais César notait déjà que les Gaulois avaient la division dans le sang. A la veille de la dernière guerre, Sieburg pouvait dire que ce qu'il admirait le plus chez eux c'était leur « fantastique capacité de résistance au progrès ». Et puis il y a le poids de l'héritage, ancien et récent.

L'Etat a toujours joué un rôle moteur : la France n'a pas attendu Colbert pour devenir colbertiste. Et les Français, de droite ou de gauche, n'envisagent pas, les sondages le montrent bien, de renoncer à l'aspect « providentiel » de cet Etat que, de gauche comme de droite, ils détestent si facilement. Que réclame-t-on ? Plus de sécurité, de meilleurs hôpitaux, un meilleur enseignement, davantage d'aide aux entreprises. Et à qui demandons-nous tous ces services ? L'Etat bien évidemment. On aimerait voir la tête de nos compatriotes si le programme Reagan de réduction de la protection sociale était appliqué ici.

2) Le spectaculaire reprise américaine, qui frappe tant nos néo-libéraux, ne saurait faire oublier que la médaille a son revers : le mystère de tant de Noirs, d'hispanophones, de pauvres Blancs, deux millions de gens qui n'ont pas de domicile fixe, des dizaines de milliers de clients, chaque jour, dans chaque grande ville, pour les soupes populaires, des équipements — ponts, routes, barrages, canaux, ports, etc. — si délabrés qu'il faudrait 2 500 milliards de dollars, selon *US News*, pour les remettre en état. Un déficit budgétaire énorme, qui laisse planer la menace d'une reprise de l'inflation : l'économie, vient de dire le président de la banque fédérale, Paul Volcker, fait face à une « période critique ». Un dollar agité comme un ludion. Et un poids économique déclinant : de 1960 à 1980, la part des Etats-Unis dans la production mondiale est passée de 26,7 % à 20,8 %, et leur part de revenu de 36,3 % à 24,6 %.

3) Cette reprise ne saurait faire oublier la situation dans laquelle se débattent certains partenaires des Etats-Unis, au premier plan desquels le Brésil et le Mexique, si endettés qu'il suffirait que l'un d'eux déclare sa cessation de paiement pour provoquer une tempête dans le système bancaire mondial. L'Argentine ne peut faire face à la prochaine échéance des intérêts de sa dette. Dans beaucoup de pays qui ont adopté avec enthousiasme, du Chili à Israël, le libéralisme tant vanté, il n'a pas précédemment donné les résultats escomptés.

4) On veut bien croire avec Gérard Debreu, qui vient de recevoir le prix Nobel pour ses travaux d'économie, que la supériorité du système libéral est, comme il l'a déclaré au *Figaro Magazine*, « mathématiquement démontrée ». Mais pour que ce système puisse jouer, il faudrait qu'il joue librement. Or, à l'intérieur même des Etats-Unis, l'Etat exerce un rôle économique considérable, quand ce ne serait que par ses commandes aux industries de l'armement et de l'espace.

L'impuissance des beaux principes

A l'extérieur, il suffit de regarder la carte du monde pour constater que la zone de fonctionnement de l'économie libérale est relativement limitée géographiquement, et qu'elle l'est plus encore si l'on prend en compte le volume des populations. A la fin de ce siècle, 80 % des humains vivront dans le tiers-monde. Quelle sera la proportion qui bénéficiera alors des vertus de l'économie libérale ? Quelles réponses celle-ci peut-elle apporter, par exemple, au réveil du fondamentalisme musulman, alors qu'il est né en bonne partie de la conviction, très répandue en terre d'Islam, que le modèle capitaliste a échoué ?

5) Car il y a encore, et peut-être surtout, que l'on ne peut pas isoler l'économie du reste. Personne ne l'a mieux dit que Raymond Barre, dont on peut difficilement nier la double compétence, sur cette question, de professeur et de praticien. « Les théories économiques, écrit-il, traitent des phénomènes économiques purs, dans un contexte, c'est-à-dire un jeu d'hypothèses, précises. La politique économique concerne une réalité complexe dont les phénomènes économiques ne sont qu'un aspect. Elle s'exerce dans un champ de contraintes politiques, psychologiques, démographiques et sociales dont il faut tenir compte » (5).

C'est l'évidence même. C'était se faire beaucoup d'illusions que de croire qu'une application littérale des nobles idéaux du socialisme suffirait à établir l'harmonie, la justice et le progrès. Ce serait se faire beaucoup d'illusions que de croire que l'application pure et simple des dogmes libéraux suffirait à donner du travail à tout le monde, à maintenir notre niveau de vie et à arracher notre pays au déclin qui le menace.

Après tout, ces beaux principes ont été souvent mis en application. Ils ont été impuissants à prévenir les crises, les guerres et les révolutions. C'est qu'on ne peut faire que dans la jungle la liberté ne profite davantage aux forts qu'aux faibles. Or il y a un moment où les faibles prennent conscience de leur force. Et l'un des progrès indéniables de l'humanité a tout de même consisté à essayer de protéger les faibles contre l'égoïsme et l'arrogance des forts.

ANDRÉ FONTAINE.

(3) Guy Sorman, *La Révolution conservatrice américaine*, Fayard, 1983, réédité en livre de poche, « Pluriel », 1984.
(4) Jacques Frémontier, *Les Cadets de la droite*, à paraître le 2 avril au Seuil.
(5) Raymond Barre, *Une politique pour l'avenir*, Plon, 1981.

choisir la cause des femmes

fini le féminisme ?

“perdre plus que nos chaînes”

par Gisèle Halimi

GALLIMARD *unf*

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75407 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4287-23 PARIS - Tél. MONDAPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

| PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER | ABONNEMENTS |
|--|---------------------------------------|
| Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 2,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 96 c. ; Gr.-B., 50 p. ; Grèce, 60 dr. ; Irlande, 96 p. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 375 P. ; Luxembourg, 360 L. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Singapour, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,60 L. ; Thaïlande, 162 sh. | 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois |
| | FRANCE |
| | 341 F 695 F 859 F 1080 F |
| | TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE |
| | 661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F |
| | ÉTRANGER (par messagerie) |
| | 1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS |
| | 381 F 685 F 979 F 1 240 F |
| | IL - SUISSE, TUNISIE |
| | 454 F 838 F 1 197 F 1 530 F |

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à fournir leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en espèces d'implémentation.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Bouvy-Méry (1944-1960) Jacques Fauriol (1960-1982)

Imprimé de « Monde » S.A. des Imprimeries PARISIENNES

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

LE NOUVEL ÉCHEC DES DIX A BRUXELLES

Servir l'Europe

(Suite de la première page.)

une préférence communautaire, qui encourage le commerce entre États membres et dissuade les achats à l'étranger.

Les difficultés que connaît aujourd'hui l'Europe des Dix sont le résultat d'années rétrospectives à ces principes, de dérapages successifs consentis par des compromis excluant toute approche volontaire de la construction européenne.

L'évolution de la politique agricole commune en fournit de bons exemples.

Les montants compensatoires monétaires (MCM), institués en 1969 (1), constituent une entrave insurmontable à l'existence d'un marché unique, dont les producteurs demandent à juste titre le démantèlement depuis plusieurs années. Les distorsions de concurrence induites par ces MCM ont, en effet, causé un préjudice considérable à certains agriculteurs de la Communauté, français en particulier.

Le non-respect par certains États membres de la préférence communautaire aggrave les excédents de production et la situation budgétaire de la Communauté. Pour les seuls produits importés dans les secteurs des céréales et de la viande, le coût total (incluant recettes) de la non-préférence communautaire dépasse 2,5 milliard d'ECU par an.

Et pourtant, au cours de négociations commerciales avec les grands partenaires de la Communauté, qui se sont achevées au GATT en 1979, les gouvernements d'alors ont accepté que des produits de substitution entrent librement sur le marché européen. Ils ont ainsi doublé la violation du principe de la préférence communautaire par un affaiblissement de l'union douanière.

En approuvant au conseil européen de Dublin, en 1979, le principe d'un mécanisme visant à « corriger » la situation britannique au regard du financement de la Communauté, et en renouvelant cet accord par la suite, la délégation française a contri-

bué à mettre à mal une nouvelle fois les principes fondamentaux du contrat communautaire. Elle a entraîné ses partenaires dans cette voie. S'il est légitime de tenir compte de certains problèmes particuliers du Royaume-Uni, il ne saurait être question de compenser intégralement un déséquilibre financier en partie dû, précisément, au non-respect par les Britanniques de la préférence communautaire, je veux parler des droits de douane et des prélèvements agricoles, qui n'entrent en aucune façon dans la contribution anglaise.

Le conseil européen de Bruxelles peut être considéré comme un succès parce qu'il a été l'occasion d'une clarification des enjeux et des positions sur ces différents points, et qu'il a permis d'acquiescer des solutions conformes aux fondements de la Communauté. Il a ainsi été entendu que les quatre cinquièmes des MCM positifs devaient être démantelés en 1985. Il a été décidé d'entamer avec les États-Unis des négociations permettant à terme de stabiliser, plus tard de réduire, les importations de produits de substitution des céréales. Enfin, la mise au point d'un système équilibré de correction des déséquilibres financiers, et respectant le traité, a été largement engagée, et pourrait aboutir si la raison l'emporte sur toute autre considération.

Par ailleurs, la France a plaidé à Bruxelles pour que la rigueur qui s'applique actuellement à la gestion des économies nationales s'exerce à l'égard de la Communauté. Ses partenaires ont accueilli très positivement ses propositions de création d'un système de maîtrise des dépenses, respectueux des droits du Parlement européen, et susceptible pour tenir compte des exigences de la politique agricole commune.

Le lent processus de remise sur pied de la Communauté n'est pas achevé. Il se poursuivra lors des conseils spécialisés qui seront réunis conformément aux procédures habi-

tuelles pour mettre en forme les accords qui ont été obtenus. Il constituera la trame des entretiens bilatéraux que la présidence française organisera pour réduire les divergences qui subsistent entre le Royaume-Uni et le Neuf et parvenir à un accord d'ensemble, dans le respect des principes fondamentaux qui régissent la Communauté.

L'élargissement

L'Espagne et le Portugal demandent depuis plusieurs années à entrer dans la Communauté. Après une réflexion fort longue, le moment est venu de lever les derniers obstacles qui s'y opposent. L'histoire, la géographie, la politique mais aussi l'intérêt de l'Europe commandent de mettre fin à l'attente de ces deux États dont l'apport sera considérable pour l'Europe de demain.

L'adhésion du Portugal et de l'Espagne — cette dernière adhère actuellement près de 70 % de ses importations de produits agricoles hors de la CEE — apportera de nouveaux marchés à notre agriculture et à nos industries, et renforcera rapidement le potentiel technologique et humain de la Communauté. Mais pour être véritablement bénéfique, l'élargissement doit prendre soin des intérêts légitimes de l'ensemble des régions concernées. C'est pourquoi l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun, qui devrait intervenir au 1^{er} janvier 1986, ne prendra son plein effet qu'après une période transitoire de dix ans en moyenne. De la sorte, des solutions appropriées pourront être apportées aux revendications des producteurs les plus directement affectés par l'élargissement, notamment ceux du sud de la France.

Les garanties appropriées figurant dans le traité dont la discussion est loin d'être achevée.

Cette souplesse et cette prudence rendront pleinement profitable pour tous le passage d'une communauté à dix à une communauté à douze.

La construction européenne est une œuvre qui ne saurait s'interrompre. Face à des partenaires dans le monde dont l'adaptation aux nouvelles conditions de la croissance a été plus rapide, l'Europe doit faire preuve d'audace. C'est par l'élaboration d'une réponse concertée à la crise que traverse l'Europe et par une utilisation rationnelle de l'ensemble des moyens dont ils disposent que les États membres parviendront à renouer avec la croissance économique et à lutter efficacement contre le fléau du chômage.

Depuis plusieurs mois progressent, à l'initiative de la France, l'idée d'un espace social européen dont l'adoption permettra une harmonisation des législations sur la durée du travail, la formation, la protection sociale des travailleurs. L'espace social contribuera sans aucun doute à réduire le nombre des sans-emploi, mais il rendra en outre possible la participation active du monde du travail à la construction de l'Europe industrielle et technologique.

Celle-ci est en train de naître. Des succès comme ceux du lanceur Ariane et de l'Airbus, la mise au point du programme Esprit — obtenue grâce à la persévérance de la France — la décision des sociétés européennes d'informatique d'accepter des normes communes en sont autant de signes encourageants. La France a proposé à Bruxelles que soient définies des politiques communes dans tous les secteurs d'avenir : l'informatique, la biotechnologie, les télécommunications, les infrastructures de transports, etc. Dans le cadre de stratégies sectorielles précises, la Communauté favorisera la mobilité et la coopération entre les chercheurs, une collaboration étroite entre entreprises européennes, un accroissement des réalisations communes.

Ouvrir la voie au XXI^e siècle

Le président de la République a envisagé une Europe de l'espace, procédant d'un jour au lancement d'une station habitée. Quel symbole plus éloquent pourrait-on proposer aux hommes dans vingt ans d'ici, que celui-ci, réalisé au nom d'une Europe forte, dans une unité, technologiquement avancée et indépendante des deux superpuissances ?

Mais que signifierait la puissance économique de l'Europe si elle se laissait envahir par les moyens audiovisuels et les techniques de communication des autres ? Les paquebots du jour où ils renoncèrent à leur culture. Des propositions ont été faites à Bruxelles pour promouvoir l'espace culturel européen, unissant les hommes par-delà les frontières, mêlant leurs traditions, développant leurs langues, facilitant les créations communes et leur diffusion. L'identité européenne se construit chaque jour, elle ne demande qu'à s'exprimer.

Conforçons l'existence politique de l'Europe, garantis de sa croissance économique. La Communauté doit renforcer sa cohésion interne pour s'affirmer en toute indépendance sur la scène internationale. Dans le strict respect du traité qui a fondé la Communauté, assurons un fonctionnement harmonieux de ses institutions. Le conseil des ministres, le Parlement, la commission, détiennent chacun une part de responsabilité et l'exercent pleinement. Chaque conseil spécialisé prenant à nouveau les décisions qui lui appartiennent — revenant à une pratique plus conforme à l'esprit du compromis de Luxembourg y de janvier 1966. — le Conseil européen, assisté au besoin d'un secrétariat permanent, retrouvera son rôle d'arbitrage politique et d'orientation.

Plus forte, la Communauté contribuera davantage à l'équilibre du monde tout en assurant mieux la défense de ses intérêts. Elle répondra à l'attente des pays du tiers-monde en déclinant ses moyens mais aussi en leur permettant de ne plus avoir à choisir entre deux aliénations.

Telles sont les directions dans lesquelles la Communauté devra poursuivre son action jusqu'au Conseil européen de Fontainebleau et au-delà de cette nouvelle rencontre. Ainsi s'achèvera par la persuasion et la négociation le travail commencé à Bruxelles.

Mais la présidence française ne se contentera pas de régler les contentieux, elle ouvrira les voies nouvelles de l'Europe du XXI^e siècle. Pour y parvenir, elle aura besoin de l'appui de tous les Français.

ROLAND DUMAS.

(1) En 1969 le ministre des finances était M. Giscard d'Estaing, le secrétaire d'État au budget, M. Chatelet, et le ministre de l'Agriculture, M. Pom.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Le désaccord reste entier

(Suite de la première page.)

M. Gaston Thorn, président de la Commission européenne, invité en fin d'après-midi à présenter une proposition de compromis, y a renoncé après avoir constaté que l'écart entre les Neuf et les Britanniques demeurerait trop grand pour que l'exercice ait un sens. Cet écart ne se réduit pas à celui qui sépare 1,1 milliard d'ECU de 1,25 milliard d'ECU : de fait du mécanisme qui prévoit une correction plus importante en cas d'augmentation du déficit, si l'on retient un montant de référence élevé, on risque fort d'aboutir rapidement à des niveaux de compensation considérables, entre 2/3 et 3/4 de la contribution nette.

Ajouté au fiasco des ministres de l'Agriculture, qui, butant sur l'obstacle irlandais, ne sont pas parvenus à confirmer leur série d'accords d'il y a quinze jours, l'échec des ministres des affaires étrangères aggrave le sentiment de crise. M. Cheysson s'est gardé de tout commentaire alarmiste ou agressif à l'égard de Londres. Il a indiqué, au contraire, que la présidence française allait poursuivre ses efforts pour rechercher un compromis. Mais il ressort aussi de son propos que Paris ne va plus différer les mises en œuvre

des initiatives nécessaires pour prouver que « la vie continue » et que le fonctionnement de la Communauté n'est pas mis en cause par la crise.

Une telle démonstration passe en premier lieu par l'adoption de l'ensemble des décisions agricoles. L'idée initiale des Français était de faire procéder à un vote en cas d'obstruction britannique. Le veto irlandais complique les choses. La gestion de la crise exige en premier lieu que la difficulté irlandaise soit surmontée. Les ministres de l'Agriculture se retrouvent vendredi et samedi à Bruxelles. On verra alors s'ils peuvent y parvenir.

Enfin, les ministres des affaires étrangères ont adopté quatre résolutions concernant la coopération politique. Une semaine plus tôt, les chefs d'État et de gouvernement y avaient renoncé, estimant que, compte tenu de l'échec de leurs débats sur l'organisation de la Communauté, cette adoption n'était pas opportune. Les textes maintenant approuvés portent sur les relations Est-Ouest, le Proche et le Moyen-Orient, l'Amérique latine et Chypre.

PHILIPPE LEMAITRE.

L'embarras du gouvernement britannique

De notre correspondant

Londres. — Le cabinet de M. Thatcher doit se réunir, jeudi 29 mars, pour examiner la situation après le nouvel échec des discussions de Bruxelles. Comme le souligne le *Financial Times*, ce mercredi matin, le gouvernement britannique se trouve dans une position assez embarrassante non seulement parce que son attitude est plus que jamais dénoncée par l'ensemble de ses partenaires européens, mais encore parce que, à Londres, il est soumis à des pressions contradictoires.

L'opposition travailliste continue de mettre M. Thatcher au défi de prendre les mesures de rétorsion qu'elle avait elle-même évoquées avant le sommet de la semaine dernière, c'est-à-dire retenu, dès maintenant, une partie de la contribution britannique au budget de la Communauté tant que le remboursement dû à la Grande-Bretagne pour l'année 1983 reste bloqué.

Au sein du Parti conservateur, plusieurs députés adoptent la même position. Aussitôt après l'annonce de l'impasse de Bruxelles, certains d'entre eux sont revenus à la charge

en demandant qu'un projet de loi soit immédiatement déposé au Parlement pour autoriser des sanctions. Mais à l'instar du Parti social-démocrate, les conservateurs « modérés », qui semblaient à la fin de la semaine dernière avoir convaincu M. Thatcher et la majorité de leurs collègues, persistent à dire que le gouvernement doit se montrer patient. Parmi les membres du cabinet, les avis seraient très partagés.

Il y a au moins une décision qui ne peut pas attendre : c'est le paiement d'une avance sur le prochain budget de la CEE, une somme d'environ 100 millions de livres, qui devrait être versée le 31 mars. Le gouvernement peut décider de ne pas effectuer un versement à cette date, maintenant toute proche. Pour cela, il n'a pas besoin de modifier la législation, donc de provoquer un débat à la Chambre des communes. Ce serait une sorte de demi-mesure (déjà envisagée) avant la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères à Bruxelles en avril.

FRANCIS CORNU.

Roumanie

L'IMMOBILISATION DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

La presse roumaine a annoncé, le mardi 27 mars, la nomination, par décret présidentiel, de deux ministres : celui de l'Agriculture, M. Ion Tatu, et celui de l'Énergie électrique, M. Traian Ciocila. Ils ont été remplacés respectivement par M. Gheorghe David, jusqu'à la nomination d'un ministre de l'Énergie électrique, et par M. Nicolae Bănuș.

Les raisons de cette double décision n'ont pas été précisées, mais elles sont vraisemblablement liées aux pénuries alimentaires chroniques qui ont souffert la Roumanie et à la crise énergétique qui a amené les autorités à imposer, depuis deux ans, de sévères restrictions à la consommation d'électricité notamment.

Les deux ministres avaient fait l'objet de critiques lors du comité central du Parti communiste, qui s'est tenu la semaine dernière. On avait, notamment, reproché au ministre de l'Agriculture une mauvaise organisation dans plusieurs régions, qui a entraîné des pertes de production et des insuffisances dans le ravitaillement. — (AFP.)

Grande-Bretagne

De violents incidents ont opposé des mineurs grévistes à des non-grévistes et à la police

Dix-sept jours après le début de la grève dans les mines, des incidents ont opposé, mardi 27 mars, la police et des grévistes qui avaient dressé un barrage sur une autoroute dans le nord de l'Angleterre et interrompu la circulation sur une voie ferrée. Huit policiers ont été blessés au cours d'affrontements avec des piquets de grève et vingt-trois mineurs arrêtés. Mardi, vingt-huit piquets sur cent soixante-cinq, dans le seul Nottinghamshire où ont eu lieu de nombreux heurts entre grévistes et non-grévistes.

A Stock-on-Trent, dans le centre, quatre mineurs défilent, depuis mardi matin, un drapeau au fond d'un puits pour protester contre la grève. Le syndicat des mineurs des Midlands a, en effet, lancé un ordre de grève dans la région à par-

tir de mardi alors que 73 % de ses adhérents avaient voté contre.

Neuf membres de l'exécutif du Syndicat national des mineurs, de tendance modérée, ont demandé, mardi soir, une réunion d'urgence des instances dirigeantes du Syndicat, afin que soit organisée une consultation de la base. Le secrétaire général, M. Peter Heathfield, a cependant rejeté cette demande et regretté cette réunion des représentants de l'aile droite de l'organisation « dans une situation aussi délicate ». Dans de nombreuses régions, les mineurs semblent être divisés à peu près à égalité sur l'opportunité de poursuivre ou non ce mouvement de protestation contre les projets de la direction de fermer une vingtaine de puits et de licencier vingt mille employés. — (AFP, UPL.)

Union soviétique

L'agriculture attend des solutions « rapides »

De notre correspondant

Moscou. — M. Tchernenko n'a pas de chance. Son élection, son succès et sa démission ont fait l'objet de plus de commentaires que le contenu même du discours qu'il a prononcé, mardi 26 mars, au Kremlin, devant la conférence nationale convoquée sur les questions agro-industrielles. La totalité de l'intervention du secrétaire général a été retransmise à la télévision. L'événement était moins difficile que le 2 mars dernier, lors du « discours électoral » du candidat Tchernenko au Soviet suprême, le texte étant beaucoup plus court. Mais même sur ce petit parcours, le secrétaire général a été victime de son insuffisance respiratoire, où certains diagnostics de l'emphysème pulmonaire chronique. Une fois de plus, M. Tchernenko a avalé ses mots et a eu du mal à terminer ses phrases.

Sur le fond, le secrétaire général est apparu fidèle à la ligne fixée en matière agricole depuis le lancement du « programme alimentaire », en mai 1982. Pour remédier aux insuffisances traditionnelles de l'agriculture soviétique, qui avaient pris des allures de catastrophe nationale dans les dernières années de Brejnev, une réforme a été mise en place à compter du 1^{er} janvier 1983.

L'accès est mis désormais sur le calcul des coûts de production, la responsabilité individuelle des dirigeants des unions agro-industrielles de districts, créée à cette occasion, et sur la coordination au niveau. Ce dernier point semble le plus important. Il s'agit d'éviter que, par manque de concertation entre producteurs et transporteurs, par exemple, une bonne partie de la récolte ne pourrisse sur place ou dans des lieux de stockage mal conditionnés, comme c'est souvent le cas.

M. Tchernenko a insisté, ce qui n'est conforme ni à son tempérament ni à la pratique du système, sur l'urgence des actions à entreprendre. « Pour être franc, nous avons très peu de temps. Il est important de trouver rapidement des solutions bien pensées aux problèmes qui se posent dans le développement de notre complexe agro-industriel. (...) C'est ce que le peuple attend de nous », a-t-il déclaré. « Il faut des nouvelles méthodes et on doit les appliquer dans une amélioration de tous les mécanismes de gestion. (...) Pour cela, nous devons améliorer non seulement le style de travail des dirigeants, mais aussi leur niveau de réflexion sur l'économie », a-t-il ajouté.

L'importance accordée à la « gestion » et l'idée qu'il y a « urgence » sont associées au nom de M. Gorbatchev, le benjamin du bureau politique, souvent présenté comme le numéro deux du parti depuis l'accession au pouvoir de M. Tchernenko. M. Gorbatchev, qui est chargé — entre autres — du dossier de l'agriculture, a présenté, lundi, devant la conférence, un « rapport sur les tâches du parti, du gouvernement et des organes de gestion économique, pour accroître l'efficacité de l'agriculture » et a eu droit à une apparition à la télévision.

Le benjamin du bureau politique (il a cinquante-trois ans) affirme que la production agricole a augmenté de 5 % en 1983 par rapport à 1982 et que « pour la première fois depuis neuf ans, toutes les Républiques fédérées ont atteint les objectifs du Plan pour les principaux produits d'élevage ». La situation est évidemment moins brillante en ce qui concerne les céréales, même si l'on retient le chiffre de 190 millions de tonnes pour la récolte de 1983, avancé le 2 mars par M. Tchernenko, mais dont M. Gorbatchev n'a, lui, pas fait état. L'objectif du Plan était de 238 millions de tonnes.

DOMINIQUE DHOMBRES.

LE MONDE

Pierre Magnan

Mieux qu'une réussite, c'est une révélation...
le roman le plus haletant de ce début d'année.

Gilles Pudlowski/Paris-Match

La maison assassinée

(1) En 1969 le ministre des finances était M. Giscard d'Estaing, le secrétaire d'État au budget, M. Chatelet, et le ministre de l'Agriculture, M. Pom.

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. MITTERRAND AUX ÉTATS-UNIS

A Knoxville : le président aux champs...

Pittsburgh. — « Ce n'est pas surhumain », a remarqué M. François Mitterrand en descendant du tracteur vert à jantes jaunes qu'il venait d'apprendre à piloter. « On embauche au printemps, si vous voulez », lui a alors proposé le propriétaire de l'engin, des fermes environnantes et des 1200 hectares de maïs et de soja : M. John Block, secrétaire américain à l'agriculture.

« Il est super », a dit M. Block lorsque M. Mitterrand a enfilé une blouse bleu pâle portant « Mister President » sur la poitrine et « Block Farms » dans le dos. Casquette à longue visière, bottes de caoutchouc afin de patauger à l'aise dans la boue, le président de la République a fait le détour de Knoxville (Illinois), près de Peoria, afin de compléter sa vision des États-Unis. Il avait vu des alignements de grattoirs, il manquait les vaches, les cochons ! M. Block en vend sept mille par an. M. Mitterrand s'est contenté d'en porter un dans ses bras, porcelet de dix jours tacheté de noir et de blanc. Touchant tableau que le gouverneur de l'État, M. James Thompson, le secrétaire américain à l'Agriculture et le président de la République française posant pour les photographes et les caméraman, chacun son nouveau-né gigotant dans les bras.

Moins touchante, en revanche, la « table ronde » qui a réuni ensuite des professionnels américains et des professionnels français, dont M. François Guillaume, président de la FNSEA, M. Block, M^{me} Edith Cresson, ministre du commerce

De notre envoyé spécial

extérieur, M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État au budget notamment. Les Français estiment que les Américains apprécient un peu trop les trous du gruyère européen. M. Mitterrand a remarqué que le système de la préférence communautaire était compensé par les accords du GATT, qui autorisent plus de la moitié de la production agricole américaine à pénétrer dans la Communauté sans taxes. La balance des échanges, observé-t-il, est favorable aux États-Unis pour 6 à 8 milliards de dollars. « Si l'on ajoute encore à ce déséquilibre, alors on se trouvera dans une situation dramatique », a-t-il déclaré.

Pour un plan Marshall planétaire

Plutôt que de continuer dans la voie sans issue des accusations réciproques de protectionnisme, M. Mitterrand a proposé une nouvelle fois de « tout mettre sur la table » et d'organiser une conférence Europe-États-Unis, ou au moins France-États-Unis, entre professionnels. Des représentants des agriculteurs français et des agriculteurs américains s'étaient déjà rencontrés lundi à Chicago. « Il faut reformuler ce dossier dans quelque temps », a affirmé M. Mitterrand, pour que les 2 milliards d'hommes qui ont besoin puissent bénéficier de nos productions. M. François Guillaume a dit pour sa part : « Plutôt que de nous opposer sur les mar-

chés, peut-être conviendrait-il de nous organiser afin d'accroître nos productions et de venir en aide aux pays qui ont faim. »

Une sorte de plan Marshall de transfert des connaissances et du savoir à l'échelle de la planète, c'est ce que M. Mitterrand a proposé mardi soir à l'université Carnegie Mellon de Pittsburgh (Pennsylvanie). Le chef de l'État estime « plus nécessaire et créateur d'aujourd'hui que toute la science financière ». Dans le monde entier, il faut des « transferts de classe sociale à classe sociale, de culture à culture, de continent à continent », a-t-il ajouté. M. Mitterrand pense que les citoyens des pays industrialisés prennent conscience de cette nécessité et que les autres, ceux du tiers monde, l'attendent « comme le pain, le riz, le mil, comme la vie ».

Toute l'intervention de M. Mitterrand a été consacrée à ce thème, celui de la formation des hommes par les moyens les plus modernes, et d'abord par l'informatique. « L'orientation fondamentale de la France a été fixée. Elle ne cesse plus d'inspirer nos efforts, nos mutations, notre politique à long terme », a-t-il dit en évoquant le « projet français ».

En présence de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber dont le Conseil mondial a travaillé en collaboration avec l'université de Pittsburgh, M. Mitterrand a affirmé que, après avoir constaté la rapidité des mutations technologiques, on

n'a encore rien dit si l'on ne comprend pas que c'est l'adaptation des hommes qui représente finalement l'obstacle. (...) Tout passe aujourd'hui par la connaissance des techniques de l'informatique, c'est la discipline commune ».

Le chef de l'État a cité à ce propos les actions entreprises en France : diffusion populaire de la culture informatique, formation de jeunes chômeurs à ces techniques par des étudiants volontaires.

Ses interlocuteurs ont accueilli son discours avec enthousiasme. Le professeur Cyert, président de l'université de Pittsburgh, a dit de M. Mitterrand qu'il est « le premier à se faire les grands responsables politiques à mesurer l'importance de la culture informatique pour l'avenir des peuples ». « Le prestige de la connaissance est le premier pas, le pas décisif vers le décollage des pays pauvres », a dit pour sa part le professeur Raj Reddy, fils de paysans indiens, aujourd'hui directeur de l'Institut de robotique de Carnegie Mellon, auquel M. Mitterrand a remis les insignes de la Légion d'honneur.

Deux universitaires ne font pas l'Amérique. Plongés dans leur campagne de l'élection présidentielle, tournés vers leurs problèmes économiques intérieurs, les États-Unis ne sont peut-être pas disposés à recevoir de suite un tel message, fruit d'une réflexion « socialisée » sous la poussée de la crise — d'un socialiste.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

L'INSTALLATION DES MISSILES DE L'OTAN

La tension monte aux Pays-Bas à l'approche de la décision du gouvernement

Les États-Unis — dont le secrétaire à la défense, M. Weinberger, doit venir plaider à La Haye la cause des euromissiles de l'OTAN jeudi 29 mars — ont confirmé, mardi, leur intention de réaliser un système de défense antimissiles fondé sur les technologies nouvelles (laser, faisceaux de particules, etc.). La réalisation de ce dispositif de protection, a précisé M. Weinberger à Washington, sera « une très haute priorité » dans les années à venir.

De notre correspondant

Amsterdam. — Le gouvernement de centre droit se trouve dans une situation de plus en plus délicate à mesure qu'il s'approche du moment où il lui faudra prendre une décision au sujet de l'installation de quarante-huit missiles de croisière de l'OTAN sur le territoire néerlandais.

M. Caspar Weinberger, le secrétaire américain à la défense, qui se rendra à La Haye le jeudi 29 mars, mettra en garde son hôte sur le fait qu'un « non » néerlandais porterait un coup fatal aux espoirs de faire redémarrer les négociations sur le désarmement à Genève. Un haut fonctionnaire américain, qui a voulu garder l'anonymat, a informé, en début de semaine, la presse de Washington, que tel était l'objectif de la visite de M. Weinberger en Hollande. Dans ses déclarations publiques, le gouvernement américain avait, jusqu'ici, toujours pris soin d'éviter de donner l'impression qu'il exerçait une pression sur La Haye.

Du côté des pacifistes, le gouvernement est également en butte à des pressions considérables, dans le sens opposé. Lundi dernier, le Conseil néerlandais des Églises, qui affirme parler au nom d'environ neuf millions de chrétiens, toutes tendances confondues, a publié le texte d'une lettre adressée au gouvernement et au Parlement de La Haye, dans laquelle il lance un appel au refus des missiles de croisière. Le Conseil estime qu'un non-déploiement aux Pays-Bas « est de nature à permettre de sortir de l'impasse où se trouvent les négociations sur le désarmement ».

C'est la première fois que les évêques catholiques se sont joints aux protestations contre l'installation des missiles de croisière, prévue par l'OTAN pour 1986. Jusque-là, l'Église catholique des Pays-Bas s'était bornée à condamner les armes nucléaires en général.

Depuis décembre 1979, lorsque l'OTAN a pris sa double résolution, les gouvernements néerlandais ne se sont toujours pas prononcés clairement.

ment pour ou contre l'installation des missiles de croisière. La coalition conservatrice actuelle a promis de trancher au mois de juin, au plus tard.

L'affaire des euromissiles est traditionnellement entourée d'une atmosphère de crise aux Pays-Bas. Les libéraux viennent d'affirmer qu'ils quitteront la coalition si M. Ruud Lubbers, le premier ministre chrétien-démocrate, refuse de se conformer au souhait de l'OTAN.

Au cours des mois à venir, il est à prévoir que les pressions sur le gouvernement iront bon train. La semaine dernière, trois cents « personnalités » chrétiennes-démocrates ont appelé les députés de leur parti, le CDA, à voter contre une éventuelle décision gouvernementale en faveur des euromissiles. Lundi, l'ambassadeur soviétique à La Haye, M. Victor Beletsky, dans un discours prononcé à l'université de Nijmegen, a donné l'assurance que l'URSS « n'attenda jamais les Pays-Bas avec des armes nucléaires si ces derniers refusent d'accueillir des missiles de croisière ». Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a qualifié mardi cette déclaration de « chantage politique ».

RENÉ TER STEEGE.

L'ITALIE RENDRA OPÉRATIONNELLE À LA FIN DU MOIS UNE PREMIÈRE BATTERIE D'ENGINS, confirme M. Spadolini

(De notre correspondant.)

Rome. — Respectant le calendrier fixé par son gouvernement, l'Italie rendra opérationnelle à la fin du mois le premier contingent de missiles installé à Comiso, a annoncé lundi 26 mars à la Chambre des députés, M. Spadolini, le ministre de la défense, sans indiquer le nombre de ces fusées (vraisemblablement seize). Le gouvernement a, par ailleurs, confirmé la validité de l'hypothèse de la destruction des missiles si les États-Unis et l'URSS parviennent à un accord à Genève. « La décision d'installer des missiles, a affirmé M. Spadolini, ne relève pas d'un consensus aveugle », et l'Italie « s'oppose à une interruption du programme d'installation » si un « éventuel retrait de ceux qui sont déjà installés ».

Pour M. Spadolini, le déploiement des missiles constitue « la première riposte concrète, mais encore limitée, à la supériorité de l'URSS en ce qui concerne ce type d'armement ». Il doit être compris comme un « signal » de fermeté, sans pour autant constituer « une renonciation à la volonté générale de réduire le péril nucléaire ». Enfin, les précautions seront prises pour les manœuvres effectuées dans la région de Comiso avec les missiles, qui resteront « inertes », a affirmé M. Spadolini. Celui-ci a en outre déclaré que l'Italie était favorable à une intensification de la coopération européenne en matière d'armements conventionnels « afin de diminuer le risque nucléaire et de doter la Communauté européenne des moyens, y compris militaires, lui permettant de jouer un rôle accru sur la scène internationale ».

Ph. P.

PROCHE-ORIENT

Liban

MM. Cheysson et Hernu pourraient assister au départ des derniers soldats du contingent français

Deux cent cinquante soldats français ont embarqué, le mardi 27 mars, au port de Beyrouth, à bord du cargo *Esterel* — y rejoignant quelque deux cent cinquante autres qui avaient embarqué dimanche dernier — à destination des côtes françaises, qu'ils devraient rejoindre après une traversée de trois jours.

Quatre-vingt-un véhicules — blindés, camions, jeeps et voitures particulières — ont également été chargés à bord de l'*Esterel*, alors que l'escorte d'escadre d'*Estreilles*, la frégate lance-missiles *Duquesne* croisaient très près du port de Beyrouth en protection.

Un groupe d'alerte, soit douze hommes du GIGN (Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale), a débarqué mardi à Beyrouth, avec pour mission, selon le commandant de cette unité, le lieutenant Lionel Chesneau, d'assurer « la protection des personnalités civiles et militaires appelées à embarquer dès à la fin de l'opération » de retrait.

Celle-ci doit, officiellement, se terminer samedi prochain. Aucune précision n'a pu être obtenue sur l'identité de ces personnalités. Mais on apprend à Paris, de bonne source, que MM. Claude Cheysson et Charles Hernu pourraient assister au départ des derniers soldats du contingent. A défaut des ministres des Relations extérieures et de la Défense, ce serait MM. Francis Guitman, secrétaire général du Quai d'Orsay, et le général Jeanmon La-casse, chef d'état-major des armées, qui accompliraient cette mission.

Une dernière réunion du Haut-Comité de coordination, groupant les représentants diplomatiques des pays membres de l'ex-force multinationale au Liban (France, Italie, États-Unis et Grande-Bretagne), et

les commandants en chef des quatre contingents, s'est tenue mardi sous la présidence du ministre libanais des Affaires étrangères, M. Elie Salem. Ce dernier a exprimé ses remerciements « aux gouvernements, aux peuples et aux soldats » des pays participant à la FIM pour les sacrifices consentis. « Il est temps, a-t-il ajouté, que les Libanais comptent sur eux-mêmes et cessent de demander de l'aide de l'Est ou de l'Ouest, tout en maintenant de bonnes relations avec les pays amis et en poursuivant la lutte au service de la paix dans la région et dans le monde ».

Dans un communiqué diffusé ce mercredi, le ministère des Relations extérieures indique, d'autre part, que les observateurs français chargés de surveiller l'application de l'accord de cessez-le-feu à Beyrouth aux côtés des observateurs libanais arriveront dans la journée dans la capitale libanaise.

Le communiqué du Quai d'Orsay précise : « Agissant au nom de toutes les composantes représentées à la conférence de réconciliation nationale, le président de la République du Liban a exprimé le souhait que des observateurs français, collaborateurs à cette mission [surveillance du cessez-le-feu] aux côtés des observateurs libanais. Le gouvernement français a accepté d'envoyer de France une quarantaine d'officiers et de sous-officiers qui seront affectés à la disposition des autorités responsables libanaises. Ces observateurs français, commandés par un officier supérieur français, relèveront directement du « haut comité politique et militaire » dont la création a été décidée à Loussane. Ils en recevront les orientations nécessaires à l'accomplissement de leur mission et lui feront rapport. »

LA GUERRE DU GOLFE

Les assureurs Lloyds confirment qu'un cargo a été atteint par un missile

Les Lloyds ont confirmé dans la nuit de mardi au mercredi 28 mars qu'un pétrolier grec, le *Filikon*, a été touché mardi par un missile à une centaine de kilomètres au sud de l'île de Chypre. Le navire, qui transportait du pétrole iranien de l'île de Kharg.

Le groupe d'assureurs britannique, citant le ministre grec de la marine marchande, a précisé que ce navire de 41 000 tonnes, qui venait de Koweït et dont la destination finale était la Sicile, n'avait pas subi de dommages importants. Le navire, qui n'a pas fait de demande d'assistance, poursuit sa route, ont ajouté les Lloyds.

Un porte-parole irakien avait indiqué mardi que des Super Etendard, avions de fabrication française, avaient coulé mardi après-midi deux navires au sud-ouest de l'île de Kharg et attaqué une station de pompage dans la région de Khorramabad au nord de Dezful (sud de l'Irak). Les Irakiens annonçaient ainsi pour la première fois l'entrée en action de Super-Étendard — la France en a livré cinq — dans le conflit du Golfe. Le gouvernement de Téhéran observait le silence à ce sujet en fin de matinée mercredi.

En revanche, l'Iran a invité tous les gouvernements, en particulier islamiques et du tiers-monde, à condamner l'Irak, après la publication du rapport des experts des Nations unies confirmant l'utilisation d'armes chimiques entre les forces irakiennes. Bien que n'ayant pas l'intention de démentir formellement une condamnation analogue par les Nations unies, l'ambassadeur iranien à l'ONU a insisté entendre que si le Conseil de sécurité ne donnait pas suite au rapport des experts, il ne serait pas totalement exclu que Téhéran ait recours, à son tour, aux armes chimiques. Il a cependant ajouté : « Nous espérons que nous ne serons jamais amenés à faire un tel choix. »

Israël

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AURONT LIEU EN JUILLET

Jérusalem (AFP). — Les élections législatives anticipées se tiendront au mois de juillet prochain, ont décidé, mercredi matin 28 mars, le premier ministre israélien, M. Yitzhak Shamir, et le chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Peres.

« Une déclaration des Dix. — Les ministres des Affaires étrangères des Dix ont rendu public, mardi 27 mars, une déclaration dans laquelle ils invitent Israël à « mettre fin à l'occupation territoriale qu'il maintient depuis 1967 » et à l'implantation de colonies de peuplement dans les territoires occupés. Sans nommer l'Irak, les Dix condamnent en outre l'usage d'armes chimiques et demandent aux belligérants du Golfe de respecter les lois internationales. — (Reuters.)

ATTENTATS ARMÉNIENS A TÉHÉRAN : DEUX DIPLOMATES TURCS BLESSÉS

Deux membres de l'ambassade de Turquie à Téhéran ont été blessés mercredi matin 28 mars par des inconnus, qui avaient ouvert le feu sur eux, annonce l'agence iranienne IRNA. Peu après, les deux attentats ont été revendiqués par l'ASALA (l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie), à indiqué un diplomate turc.

On apprend de même source que les deux diplomates ont été attaqués par des groupes séparés. M. Ismail Tamukcu, attaché militaire adjoint, a reçu une balle dans la tête, et se trouve dans un état grave. M. Hassan Oktom, premier secrétaire, a été blessé à l'épaule et au menton ; ses jours ne seraient pas en danger.

Toujours selon l'ambassade de Turquie à Téhéran, deux autres attentats contre des diplomates turcs ont été déjoués in extremis ce même mercredi matin. La police iranienne a arrêté les assaillants avant qu'ils ne passent à l'action.

(Publicis)
LE DÉFI ISRA�ËLIEN ET LA CONQUÊTE DU NÉGUEV

Avec :
— M. ARI HARRARI, attaché culturel près de l'Ambassade d'Israël ;
— M. YITZAK MAGEN, député israélien ;
— M. PAUL CHANA, secrétaire général.

JEUDI 29 MARS, à 20 h 30
présentation avec les Amis de l'Université Ben-Gourion
Projection de film
CENTRE RACH 30, bd du Port-Royal 75006 Paris
Tél. : 331.99.20

RUN
IBM
DOS
BIT
ROM
CPM
BUG
TRI
RAM
BUS
DMA
OPC

Voici OPC, le magazine des utilisateurs d'ordinateurs personnels IBM PC et compatibles... et dans le cas du PC, des compatibles il y en a beaucoup, des vrais et des faux. C'est d'ailleurs un sujet fort du numéro n°4 OPC.

Alors pour profiter pleinement du phénomène IBM PC, lisez OPC. Édité par le 1^{er} groupe mondial de presse informatique, OPC c'est vraiment le magazine efficace pour l'utilisateur.



ITALIEN EN ITALIE

Cours intensifs de langue italienne, tous niveaux, à Padoue.
Cours mensuel (80 heures) + hébergement = 2750 FF

INSTITUTO CULTURALE BERTRAND RUSSELL

Via Cavour 1 - 35100 PADOVA
Italie - Tél. (49) 654051

Préparez un "Master of Business Administration" M.B.A. Le diplôme de gestion le plus recherché dans le monde des affaires internationales

mba INSTITUTE

La filière la plus rapide et la plus efficace pour accéder aux Business Schools américaines les plus prestigieuses :

- un nouveau modèle pédagogique
- une réelle formation à la vie internationale des affaires et à la prise de décision

Admission sur concours :

- en 1^{ère} année : BAC + 4 ans en France + 1 an aux USA
- en 2^{ème} année : Prépa... DEUG + 3 ans en France + 1 an aux USA

mba INSTITUTE créé par **ipesup** Leader préparation HEC + ESSEC

Établissement d'Enseignement Supérieur Privé
18, rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris - Tél. (1) 325.63.30

ASIE

Selon des « sources gouvernementales » nippones
LA FRANCE SOUHAITERAIT VENDRE DES ARMES AU JAPON

(De notre correspondant.)

Tokyo. — La France a-t-elle demandé au Japon de lui acheter des armes afin de redresser le déficit de la balance commerciale bilatérale ? ainsi que l'a annoncé ces jours derniers la presse japonaise en anglais, citant des « sources gouvernementales » et précisant que « cette question sera probablement abordée par le ministre français de l'Industrie et de la Recherche, M. Laurent Fabius, attendu tel le 12 avril ? »

De source diplomatique française à Tokyo, on dément d'une part qu'une telle demande ait été faite récemment de la part du gouvernement français. D'autre part, on précise que « pendant la préparation de la visite de M. Fabius entre Français et Japonais, la question de ventes d'armes n'a jamais été abordée ». On ajoute qu'« elle ne le sera pas non plus pendant la visite du ministre, qui se bornera aux problèmes concernant son ministère et non pas à ceux du déficit commercial et des ventes d'armes ».

On admet néanmoins, de même source, que, dans le cadre de la visite que doit effectuer prochainement le premier ministre japonais en France, et compte tenu du déficit commercial, « les Français proposent à un rapprochement général des relations bilatérales ». A ce titre, « ils ont sans doute passé en revue les affaires en discussion dans le domaine de la défense » entre l'administration et le secteur privé français d'une part, et les japonais de l'autre. On souligne la différence fondamentale existant entre une telle « mise à jour » et une « demande officielle ».

De toute évidence, on n'apprécie guère du côté français que des « sources gouvernementales » japonaises non identifiées cherchent à présenter, explicitement, M. Fabius comme le marchand de canons du gouvernement français, et sa démarche, implicitement, comme un aveu de l'incapacité de la France de rétablir l'équilibre commercial autrement qu'en jetant le poids de ses armes dans la balance. Certes, au Japon, après d'ailleurs ceux de nos partenaires, la visite officielle de M. Mitterrand lui, en 1982, sous cet aspect.

Il est embarrassant, pour le moins, que la première visite ministérielle française, deux ans après le voyage présidentiel — ce qui constitue déjà une bien longue « absence » — soit présentée officiellement de façon aussi effective. Au ministère japonais des Affaires étrangères, on s'inscrit « il n'y a pas eu récemment de nouvelle demande française formelle » ; on y explique aussi cette apparente contradiction avec l'impression que ce même ministère a choisi de donner, anonymement, à la presse japonaise en déclarant savoir que « la France souhaite et essaie depuis longtemps de vendre des armes au Japon ». Cet intérêt aurait-il nouveau été « officiellement » manifesté lors d'une démarche auprès du ministère japonais des Affaires étrangères.

R.-P. PARINGAUX.

berdy
le prêt à porter
des grands
(1 m 85 à 2 m 15)
et des costards
PARIS 12°
86, av. Ledru-Rollin
Tél : 574.18.24
PARIS 17°
79, av. des Ternes
Tél : 574.35.13
LYON 6°
22, cours F.Roosevelt
Tél : 865.93.96

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Gary Hart remporte largement l'élection primaire du Connecticut

De notre correspondant

Washington. — Un semaine avant l'importante primaire de New-York, M. Gary Hart s'est classé, mardi 27 mars, premier, avec une très large avance, dans l'état limitrophe du Connecticut. Devançant M. Mondale de 24 points (53 % contre 29 % des voix), le sénateur du Colorado a ainsi redressé sa position dans la course à l'investiture démocratique.

L'ampleur de son succès fait en effet contrepoids à la série d'échecs essuyés ces dix derniers jours, notamment dans le Michigan et l'Illinois, les deux grands Etats industriels du Centre-Ouest où M. Mondale était parvenu à reprendre l'avantage grâce surtout à l'appui des syndicats.

De même que le Michigan et l'Illinois, terres d'industries lourdes, étaient des bastions de l'ancien vice-président de M. Carter, le Connecticut était taillé sur mesure pour M. Hart car la population de cet Etat prospère et dynamique est à la fois jeune et d'un niveau de qualification professionnelle élevé. Ces « jeunes cadres », étudiants au tournant des années 60-70 et en conséquence aussi éloignés des républicains que des démocrates traditionnels, également composés à leur tour dans la guerre du Vietnam, ont maintenant un nom, popularisé par l'équipe de M. Hart : « Yuppies » pour « Young Urban Professionals ». Ils constituent par excellence la clientèle électorale du sénateur du Colorado, qui avait fait assidûment campagne dans le Connecticut afin d'aborder sur une victoire la primaire de New-York. New-York arrive, en effet, avec le Californien, l'un des deux plus importants délégations à la convention.

Pour attendre qu'elle ait été la victoire remportée, mardi, par M. Hart lui permet de démontrer que, contrairement à ce qui commençait à se murmurer, le « feu de paille » dont il avait bénéficié dans les deux premières semaines de campagne n'est pas un feu de paille. Il est maintenant confirmé — et sans ambiguïté — que la période du jeune

sénateur ne relève pas d'un simple effet d'amplification de sa victoire initiale et imprévue du New-Hampshire, mais d'un désir d'une large partie de l'électorat de procéder à une relève de génération en refusant également le conservatisme passif de M. Reagan et le retour au pouvoir de l'appareil démocrate incarné par M. Mondale.

Le pasteur Jackson : l'homme-clé

De victoire de l'un en échec de l'autre, l'issue de la convention de juillet demeure très incertaine. Au bout de cinq semaines de campagne, M. Mondale s'est assuré 691 délégués, et M. Hart, 426. L'avantage va donc pour l'instant à l'ancien vice-président, mais, outre le fait qu'on est à peine à mi-chemin du processus des « primaires », 271 des délégués déjà élus sont « non engagés ». Autrement dit, aucune majorité n'est encore garantie à aucun des deux favoris. D'autant qu'il faut compter avec M. Jackson qui, pour n'avoir obtenu que 12 % des voix dans le Connecticut, a néanmoins déjà fait élire 86 délégués sur son nom, plus 35 autres qui lui sont acquis. Recueillant de plus en plus nettement l'écrasante majorité des votes de sa communauté, le candidat noir apparaît comme l'homme-clé de la convention. Si M. Hart et M. Mondale ont « tenté » de se tenir au chaud à côté, il fera payer cherement son soutien.

Le « blocage » sur le nom de Jackson du vote noir (20 % des suffrages dans la primaire de New-York) a d'ores et déjà conduit M. Mondale et Hart à rivaliser d'empressement auprès des électeurs noirs, qui constituent, eux, 40 % de l'électorat démocrate de l'Etat et décident donc du vainqueur. Dans cette bataille, M. Mondale a pour lui le soutien d'un appareil démocrate particulièrement puissant à New-York, et M. Hart d'avoir, jusqu'à maintenant, gagné tous les Etats de la côte est.

BERNARD GUETTA.

Chili

Le pays a été paralysé pendant une journée

(Suite de la première page)

Si le bain de sang tant redouté ne s'est pas produit, la violence n'a pu être totalement évitée. Une nouvelle fois, ce sont les étudiants et les habitants des quartiers pauvres qui sont montés en première ligne. Des batailles rangées ont opposé carabiniers et étudiants autour de la faculté de droit, de l'école d'ingénieurs et du toujours très combatif « Pedagógico » (école normale). Jetés de pierres d'un côté, gaz lacrymogènes de l'autre, mais aussi tirés à balles, qui blessèrent gravement un étudiant de vingt-deux ans.

Affrontements également à Concepcion, où un étudiant de vingt-quatre ans a été tué d'une balle en pleine poitrine. A Valparaiso, père de Valparaiso, un manifestant a été abattu par des inconnus.

Les populations (habitants des banlieues pauvres) étaient décidées à ne pas laisser pénétrer les forces de l'ordre dans « leur » zone. Répétant le scénario des protestations antérieures, ils ont dressé, avant et après le couvre-feu, des barricades. Abrités derrière des pneumatiques en flammes, ils ont résisté durant plusieurs heures aux assauts des carabiniers. Les combats ont été particulièrement violents dans les populations de La Hermida, Pudahuel, la Cisterna et La Victoria, tout autour de la capitale. Un enfant de treize ans et un ouvrier de quarante-huit ans ont été tués à Pudahuel, non loin de l'aéroport international. A La Victoria, un prêtre français, le Père Dubois, a été interpellé... au moment où il s'efforçait de calmer les manifestants qui harcelaient un groupe de carabiniers isolés. Il ne fut libéré qu'en fin de soirée, grâce à l'intervention de l'ambassade de France et de l'archevêque de Santiago.

Plusieurs communes du grand Santiago ont été, en outre, plongées dans l'obscurité. Dans la plupart des cas, la technique utilisée par les manifestants a été la même : une chaîne lancée contre des câbles de haute tension.

Le centre de Santiago, et en particulier l'Alameda, où peu de véhicules circulaient, ont été également le théâtre d'affrontements. Les forces de l'ordre ont procédé à de nombreuses arrestations ; mais aucun incident grave ne s'est produit.

Le général Pinochet, qui a survolé, mardi soir, en hélicoptère, la zone des populations s'est déclaré satisfait : « Je n'ai vu que de petits groupes qui avaient mis le feu à des pneumatiques... Les rues étaient vides. Jusqu'à présent, tout est tranquille ».

Pour les autorités, la protestation a été un échec. L'état d'urgence et le couvre-feu ont, selon elles, protégé le pays de troubles. Et dans le souci de veiller sur la « sécurité des biens et des personnes », le couvre-feu a été prolongé d'une nuit, jusqu'à jeudi 29 mars, à 5 heures du matin.

Un autre son de cloche chez les responsables du CNT, qui ne cessent de réclamer, selon leur satisfaction, M. Hernán Flores, président de l'ANEP (employés de l'Etat), affirmait, avec tout de même un peu d'exaspération : « Le pays a été paralysé du nord au sud ». M. Seguel, de son côté, se félicitait de l'attitude du peuple chilien. « Le protestataire est dans l'ensemble pacifique », Satisfaction également dans les rangs de l'Alliance démocratique. Pour son président, le démocrate chrétien M. Gabriel Valdés, « la protestation a été une magnifique démonstration de maturité civique ».

Sans toutefois oser le dire ouvertement, tous les dirigeants de l'opposition sentaient, à l'issue de cette première « journée nationale » de 1984, que la possibilité d'appeler à la grève générale n'était plus si lointaine.

JACQUES DESPRÉS.

Cette semaine dans le Monde Informatique, relevez :

LE DEFILÉ INFORMATIQUE

lancé aux professionnels de l'informatique par 6 leaders de l'informatique. Répondez à leurs questions et gagnez :

- 1^{er} prix : un séjour de 9 nuits pour 2 personnes à l'hôtel HAMAK SAINT-FRANÇOIS en GUADELOUPE.
- 2^e prix : un micro-ordinateur Macintosh d'Apple.
- 3^e ou 15^e prix : un micro-ordinateur Tandy TRS 80 modèle 100.

... ou l'un des 85 autres prix.

NE MANQUEZ PAS UN SEUL NUMÉRO

LE MONDE

INFORMATIQUE

chez votre marchand de journaux habituel

AFRIQUE

Côte-d'Ivoire

Rigueur et austérité seront les thèmes dominants au Congrès national

De notre envoyé spécial

Abidjan. — Dans leur créole imagé, les Ivoiriens se disent « gâtés complais » (riches) ou, plus justement, « conjoncureux » (vicieux de la conjoncture). Il est vrai que les premières coupures de courant à Abidjan, la métropole la plus moderne d'Afrique occidentale, ont fait l'effet d'une douche glaciale. Pour la première fois, la Côte-d'Ivoire négocie cette année, auprès des clubs de Paris et de Londres, le rachat d'une dette extérieure globale évaluée à pas moins de 7 milliards de dollars. Le coup d'arrêt ainsi porté à une expansion continue et remarquable depuis un quart de siècle semble d'autant plus brutal qu'il coïncide, ou presque, avec l'élection posée par la succession de M. Houphouët-Boigny, dont le cinquième mandat présidentiel prend fin l'an prochain, quand il sera, officiellement du moins, âgé de quatre-vingt ans. Le vieux l'homme finira-t-il par déclarer forfait ?

L'atmosphère qui règne aujourd'hui en Côte-d'Ivoire n'est guère conforme à ce schéma. Dans sa solitude, le Vieux contemple son peuple... et continue de l'admonester, de le diriger et de redresser la barre quand il est encore temps de le faire. Pour les milieux financiers internationaux, Abidjan demeure, en dépit de son endettement, un « bon risque ». Le corps social ivoirien encaisse, avec beaucoup de souplesse, la réduction de son pouvoir d'achat. Si des vols à main armée ont eu lieu à Abidjan, la criminalité y demeure bien plus réduite qu'à Lagos ou à Nairobi. Sur tout, les Ivoiriens commencent à comprendre que la crise n'est pas forcément insurmontable et que leur pays n'est pas, pour autant, paralysé.

Premier constat, donc, le président a réagi. A l'automne dernier, à son retour après cinq mois d'absence, il aurait piqué quelques colères bien senties en réalisant que son pays s'était endetté — souvent maladroitemment — au prix fort, et qu'il en aurait fait tout autant, quelques semaines plus tard, quand l'inévitable s'est annoncé : la sécheresse avait vidé les retenues d'eau, imposant des délestages d'électricité. La somme de l'alarme avait été tirée dès septembre 1979. Peut-être parce qu'ils ont été mal conseillés, les Ivoiriens ont réagi avec un bon temps de retard, laissant ainsi un énorme trou de comptes à leur pays. Mais pour reprendre le dérapage, après un moment de découragement, on s'est dit qu'il fallait y aller, sans trop savoir le où et le comment », explique un diplomate occidental. Et c'est le Vieux qui, une fois de plus, s'est mis à secouer son petit monde.

Mais la Côte-d'Ivoire n'est ni le Ghana ni même le Nigeria. Parti de loin, l'Etat a réussi là où des pays moins dotés — comme la Guinée — ont complètement échoué. L'infrastructure est en place. L'intégration des étrangers — un habitant sur trois n'est pas ivoirien, mais dispose du droit de vote — et l'exploitation des ressources agricoles et forestières ont permis de construire un Etat moderne dont le revenu par tête s'élève à 1 200 dollars — est comparable à celui de la Tunisie. Certes, il y a eu des excès, des erreurs — les complexes sociaux en sont le meilleur exemple — et des dépenses de prestige dont Yamoussoukro, capitale et ville natale du président, est un peu le symbole. Mais le résultat est là : un seul a été franchi, la Côte-d'Ivoire connaît des problèmes de développement, non de sous-développement.

Un plan de restructuration

On a fait venir de France, en toute hâte, quatre turbines d'une capacité globale de 100 MW, de quoi assurer — au prix fort, il est vrai, puisqu'elles sont alimentées en fuel — la soudure jusqu'en septembre 1984, quand des pluies, apparemment précoces, auront rendu au pays sa capacité hydro-électrique. Un plan de restructuration de l'administration est appliqué : réduction du nombre des portefeuilles ministériels et de l'assistance technique étrangère, reconduction pour un an du blocage des salaires, renforcement des recettes fiscales. Les complexes sociaux sur six seront fermés au terme de la campagne en cours. Les prix de l'eau, de l'électricité, des transports en commun, du riz, du pain et de l'essence ont fait un bon. Du coup, en mars, la

Côte-d'Ivoire a fait une mémorable sortie devant les responsables du PDCI, parti unique, évoquant au passage les menaces pesant sur sa famille et l'étendue de ses richesses — ses plantations, mais aussi ses biens à l'étranger — certains s'étaient demandés s'il n'avait pas été marqué par la crise ouverte un peu plus tôt par une grève d'enseignants. « Houphouët s'est retrouvé tout seul, mais il a bien joué. Le discours est passé dans le public. La démonstration a payé. Bon gestionnaire pour lui-même, il a expliqué qu'il était tout autant pour son pays. Et pourquoi cacher ce qui est de notoriété publique, à savoir qu'il possédait des biens à l'étranger ? », expliquera un observateur occidental.

Il est vrai que les finances de la Côte-d'Ivoire — trop d'emprunts à court terme, trop de crédits commerciaux — se portent bien mal. En outre, les productions de café et de cacao ont également souffert de la sécheresse. Enfin, le pétrole ne répond pas aux espérances initiales, puisque la production actuelle — 1,2 million de tonnes en 1983 — permet d'envisager d'atteindre le seuil de l'auto-suffisance (1,8 million de tonnes) et non d'encaisser d'intéressantes rentrées de devises. Quant au gaz, il constituera un jour une ressource importante, mais s'écroule pas à court terme puisque l'investissement nécessaire à son exploitation est évalué à quelque 100 milliards de francs CFA.

En avril 1983, lorsque le président a fait une mémorable sortie devant les responsables du PDCI, parti unique, évoquant au passage les menaces pesant sur sa famille et l'étendue de ses richesses — ses plantations, mais aussi ses biens à l'étranger — certains s'étaient demandés s'il n'avait pas été marqué par la crise ouverte un peu plus tôt par une grève d'enseignants. « Houphouët s'est retrouvé tout seul, mais il a bien joué. Le discours est passé dans le public. La démonstration a payé. Bon gestionnaire pour lui-même, il a expliqué qu'il était tout autant pour son pays. Et pourquoi cacher ce qui est de notoriété publique, à savoir qu'il possédait des biens à l'étranger ? », expliquera un observateur occidental.

Si 1984 s'annonce, pour des raisons financières, l'année la plus difficile, 1985 sera l'année des échéances politiques puisque la Constitution, révisée à cet effet, prévoit l'élection d'un vice-président sur le « ticket » du président. M. Houphouët-Boigny saisira-t-il cette occasion — qu'il a, après tout, voulu — pour désigner son successeur ? Le problème demeure entier. Personne ne se risque à poser publiquement la question. Le Vieux donne, ces temps-ci, l'impression d'écouter davantage ses petits-enfants que ses enfants ; autrement dit les « jeunes » : cinq sur les neuf membres du comité exécutif du PDCI, élu en 1980, sont âgés aujourd'hui de moins de quarante-cinq ans, ce qui est également le cas de plusieurs ministres. La plupart sont issus du MEECI, la branche étudiante du parti, et s'étaient rangés aux côtés du président lors de la crise étudiante du printemps 1983.

Mais, tout en laissant parfois manœuvrer un personnel politique bien prudent, M. Houphouët-Boigny ne prend pas parti. Ceux qui entendent « se positionner » dans la perspective de la succession le font à leurs risques et périls. Le petit jeu des noms tourne d'ailleurs très vite court. Le chef de l'Etat ne se conduit même pas en arbitre. Il se comporte comme si l'héritage devait se mériter, laissant planer la plus grande incertitude sur le choix de l'an prochain. « Il pense, nous dira un de ses proches collaborateurs, qu'il serait trop facile d'offrir la vice-présidence à quelqu'un, que le peuple l'a choisi lui-même pour des raisons précises et que son successeur devra accéder au pouvoir de la même façon ».

En 1980, juge de son côté un diplomate, on s'était demandé s'il tiendrait le coup jusqu'au terme de son mandat. Aujourd'hui, on s'interroge surtout sur les conditions dans lesquelles il sollicitera un sixième mandat. Le problème de la succession ne semble, en effet, soulever ni passions rentrées ni graves inquiétudes. Nombreux sont ceux qui misent sur la sagesse d'une classe dirigeante qui, le jour venu, aura intérêt à préserver des acquis substantiels. Enrichie, parfois sans mesure, la Côte-d'Ivoire garde le souvenir de son dénuement à la date de l'indépendance, quand les paris sur le développement se reportaient sur certains de ses voisins, aujourd'hui en difficulté et parfois même ruinés.

On s'interroge pas le passé, on s'inquiète davantage d'assurer le futur. « On est encore dans le flou, il n'y a plus de plan. Il va falloir provoquer la reprise, nous l'attendre », jugera un économiste. Et pour un banquier ivoirien, la crise actuelle ne comporte pas que des aspects négatifs puisqu'elle traduit aussi « la rançon d'un certain succès ».

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Rigueur et austérité promettent d'être les mots d'ordre du Congrès national — grand rassemblement de la classe dirigeante — qui s'ouvre jeudi 29 mars. Mais il en faudra davantage pour renforcer la solidarité entre la grande majorité, qui subit la crise, et les couches les plus aisées, encore peu affectées. Les députés, pour prendre un exemple, le savent. Dispensaires et hôpitaux de campagne fonctionnent mal, faute de médicaments et de médicaments. A la veille de l'échéance électorale de 1985 — le mandat de l'Assemblée prend également fin — ces élus sans pouvoir et sans grands moyens se sentent un peu coupés : « S'ils disent la vérité, le parti risque de les sanctionner et s'ils se taisent, la masse les lâche », juge un observateur.

Grippé, le système a besoin d'un bon coup de fouet, de prouver qu'il peut se ressaisir, faute de quoi il sera victime de la désaffection d'une population, notamment rurale, surprise de laquelle M. Houphouët-Boigny conserve non seulement le prestige du bâtisseur mais également celui de l'homme qui, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, avait remporté une formidable victoire politique en obtenant l'abolition du travail forcé.

La succession

Si 1984 s'annonce, pour des raisons financières, l'année la plus difficile, 1985 sera l'année des échéances politiques puisque la Constitution, révisée à cet effet, prévoit l'élection d'un vice-président sur le « ticket » du président. M. Houphouët-Boigny saisira-t-il cette occasion — qu'il a, après tout, voulu — pour désigner son successeur ? Le problème demeure entier. Personne ne se risque à poser publiquement la question. Le Vieux donne, ces temps-ci, l'impression d'écouter davantage ses petits-enfants que ses enfants ; autrement dit les « jeunes » : cinq sur les neuf membres du comité exécutif du PDCI, élu en 1980, sont âgés aujourd'hui de moins de quarante-cinq ans, ce qui est également le cas de plusieurs ministres. La plupart sont issus du MEECI, la branche étudiante du parti, et s'étaient rangés aux côtés du président lors de la crise étudiante du printemps 1983.

Mais, tout en laissant parfois manœuvrer un personnel politique bien prudent, M. Houphouët-Boigny ne prend pas parti. Ceux qui entendent « se positionner » dans la perspective de la succession le font à leurs risques et périls. Le petit jeu des noms tourne d'ailleurs très vite court. Le chef de l'Etat ne se conduit même pas en arbitre. Il se comporte comme si l'héritage devait se mériter, laissant planer la plus grande incertitude sur le choix de l'an prochain. « Il pense, nous dira un de ses proches collaborateurs, qu'il serait trop facile d'offrir la vice-présidence à quelqu'un, que le peuple l'a choisi lui-même pour des raisons précises et que son successeur devra accéder au pouvoir de la même façon ».

En 1980, juge de son côté un diplomate, on s'était demandé s'il tiendrait le coup jusqu'au terme de son mandat. Aujourd'hui, on s'interroge surtout sur les conditions dans lesquelles il sollicitera un sixième mandat. Le problème de la succession ne semble, en effet, soulever ni passions rentrées ni graves inquiétudes. Nombreux sont ceux qui misent sur la sagesse d'une classe dirigeante qui, le jour venu, aura intérêt à préserver des acquis substantiels. Enrichie, parfois sans mesure, la Côte-d'Ivoire garde le souvenir de son dénuement à la date de l'indépendance, quand les paris sur le développement se reportaient sur certains de ses voisins, aujourd'hui en difficulté et parfois même ruinés.

On s'interroge pas le passé, on s'inquiète davantage d'assurer le futur. « On est encore dans le flou, il n'y a plus de plan. Il va falloir provoquer la reprise, nous l'attendre », jugera un économiste. Et pour un banquier ivoirien, la crise actuelle ne comporte pas que des aspects négatifs puisqu'elle traduit aussi « la rançon d'un certain succès ».

JEAN-CLAUDE POMONTI.

AFRIQUE

LA GUINÉE APRÈS LA MORT DE SEKOU TOURÉ

M. Lansana Beavogui, soixante et un ans, premier ministre, a été nommé chef du gouvernement par intérim, en remplacement du président Sekou Touré, par le bureau politique du Parti démocratique de Guinée, a annoncé un communiqué du bureau politique du parti unique guinéen. La décision de nommer M. Beavogui chef du gouvernement, a été prise, conformément à la Constitution, à l'issue d'une réunion du bureau politique élargie aux membres du gouvernement, mardi 27 mars au début de l'après-midi, précise le communiqué.

• A CONAKRY, plusieurs milliers de militants du Parti démocratique de Guinée (PDG), selon Radio-Conakry, se sont rassemblés mardi au Palais du peuple pour rendre hommage au président Sekou Touré. Les militants de la révolution guinéenne, très émus, psalmodiaient des versets coraniques comme

le veut la religion islamique, affirme la radio. Le bureau politique du PDG avait prescrit que des prières soient dites dans les lieux de culte de toutes les confessions religieuses du pays, pour le repos de l'âme du président défunt.

La dépouille mortelle de Sekou Touré est arrivée ce mercredi en fin de matinée à Conakry. Elle sera exposée sur l'esplanade du Palais du peuple, au centre de la ville. La cérémonie religieuse de vendredi se déroulera à la grande mosquée de Conakry, avant que le corps du président Sekou Touré ne soit transporté au Mausolée des héros nationaux.

La plupart des capitales africaines ont réagi à la mort du président guinéen.

• A RABAT, où le chef de l'Etat guinéen jouissait d'une grande estime, la radio marocaine a inter-

rompu ses émissions pour faire part de cette nouvelle en priant Dieu « d'avoir le défunt en sa miséricorde et de lui accorder sa grâce ». Un deuil de trois jours a été décrété au Maroc. Ami personnel du roi Hassan II, Sekou Touré était un « conseiller écouté », aussi bien pour les affaires africaines qu'islamiques. Le président guinéen-président depuis 1981 le Comité islamique de bons offices entre l'Iran et l'Irak. Lors du sommet islamique de Casablanca, du 15 au 19 janvier dernier, il avait été l'un des chefs de file en faveur de la réintégration de l'Égypte au sein de l'OIC.

• A PARIS, M. Mauroy a exprimé, mardi, les condoléances de la France au peuple guinéen. « C'est avec une grande émotion que j'ai appris la brutale disparition de président Ahmed Sekou Touré, écrit le premier ministre. Le deuil qui frappe ainsi le peu-

ple guinéen ami de la France sera également ressenti dans l'Afrique tout entière, dont le président Sekou Touré aura marqué l'histoire, en particulier dans son combat d'émancipation. »

C'est le premier ministre, accompagné de M. Christian Nucci, ministre délégué à la coopération et au développement, qui représentera le gouvernement français aux obsèques du président guinéen. M. Guy Pène, conseiller de l'Elysée pour les affaires africaines et malgaches, représentera personnellement le président de la République.

M. Mauroy qui devait se rendre vendredi à N'Djamena, première étape d'une visite dans trois pays africains — Tchad, Côte d'Ivoire et Gabon — ne s'y rendrait que lundi 2 avril au terme de son séjour à Libreville et Francville.

Les successeurs possibles

Le successeur du président Sekou Touré sera officiellement désigné par le peuple guinéen, au terme du délai — constitutionnel — de quarante-cinq jours. Dans les faits, les choses se passeront un peu différemment. A l'instar des systèmes socialistes, le « parti-Etat », en l'espèce le Parti démocratique de Guinée (PDG), aura indiqué au peuple le « bon choix » en désignant au sein du bureau politique national le candidat unique à l'élection présidentielle. La mort brutale du chef de la révolution guinéenne a pris de court la classe dirigeante de Conakry qui constitue, en raison des privilèges dont elle jouit, une « nomenclature ». Trop d'intérêts — notamment financiers — sont en jeu pour que le choix du futur chef de l'Etat entraîne un quelconque bouleversement de l'ordre établi.

Aussi, et bien qu'il n'ait rempli jusqu'à présent qu'un rôle effacé, le premier ministre (la fonction a été créée pour lui en 1972), le docteur Lansana Beavogui, pourrait faire figure de candidat de transition. Compromis de l'indépendance, il est de la même génération (soixante et un ans) que le président défunt et est reconnu comme l'un des principaux dépositaires de la pensée — prole — d'Achmed Sekou Touré. Sa désignation présenterait en outre l'avantage de ne pas mettre en cause les équilibres ethniques.

Né à Maccanta, en Guinée Forestière, M. Beavogui appartient au groupe ethnique minoritaire des « Forestiers ». Les Foulah (Peuls), les Malinkés (ethnie du président Sekou Touré) et les Soussous n'ont donc, a priori, rien à craindre, en tant qu'ethnies, de lui. M. Beavogui n'affaire personnelle, dans la mesure où son nom n'a jamais été prononcé à propos de la répression qui, pendant de nombreuses années, s'est déroulée en Guinée.

M. Ismaël Touré, le demi-frère de l'ancien chef de l'Etat, est une personnalité plus complexe. Réputé « pro-américain », il a eu l'occasion, comme ministre des mines et de la géologie, de mener les négociations avec les sociétés mixtes étrangères travaillant dans le secteur de l'extraction minière. Au cours de nombreux voyages à l'étranger, il a pu nouer des contacts étroits avec des hommes d'affaires occidentaux. C'est certainement le « candidat » préféré des milieux d'affaires. Sa réputation est double : on lui reconnaît généralement une grande efficacité et une compétence certaine, mais on le craint. La nomination d'Ismaël Touré a été souvent citée à propos du « camp Boiro », le sinistre camp de détention.

Il aura l'appui d'une partie de la « famille ». Mais, au sein du clan des Tourés, les jeux ne sont pas encore faits. Les membres de la famille, qui ont essaimé dans les rangs de l'Etat et du secteur privé, vont probablement, comme à chaque décision importante, se retrouver à Faranah, village natal d'Achmed Sekou Touré. Leur décision quant au nom du successeur du « guide suprême » sera déterminante. Un autre membre de la famille, M. Siaka Touré, ministre des transports, a — au moins — l'ambition nécessaire pour revendiquer le lourd héritage de son oncle. Paradoxalement, cet officier supérieur, ancien commandant en chef du camp Boiro, jouit d'une assez bonne réputation. On lui reconnaît, en outre, une vraie personnalité. Il est, dit-on, « intelligent et séduisant ».

L'absence de popularité

Un autre homme pourrait prétendre à succéder au chef de l'Etat, M. Mamadi Keita, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Sa réputation de marxiste lui

vient probablement du fait qu'il s'est longtemps occupé des problèmes de coopération avec les pays de l'Est, notamment l'Union soviétique. Longtemps proche du camp socialiste, M. Mamadi Keita s'est néanmoins rallié à la volonté du président Sekou Touré de faire renaitre la coopération franco-guinéenne. Son nom a également été cité à propos des « activités » du camp Boiro.

M. Sénielhon Béhanzin, ministre des fermes agropastorales et des coopératives agricoles (expériences de coopératives collectivistes, dont l'échec est patent), a régressé de la quinzième à la trentième place dans la liste du comité central élu lors du deuxième congrès du PDG, qui s'est tenu en novembre 1983. Idéologue et conseiller écouté de l'ancien président, M. Béhanzin est égaré et, à ce titre, il est guère aimé de la population. Ses chances de retrouver un poste de responsabilité après la mort de Sekou Touré apparaissent minces. Comme M. Mamontz Camara, président de l'Assemblée nationale et secrétaire permanent du bureau politique national, c'est néanmoins un fidèle du président disparu.

D'autres personnalités, comme M. Moussa Diakité, ministre chargé des domaines, de l'habitat et de l'urbanisme, ou M. Seydou Keita, commissaire général de la révolution de Conakry et beau-frère de l'ancien président, auront leur mot à dire. Tous possèdent actuellement une part du pouvoir. La difficulté de la succession d'Achmed Sekou Touré réside dans le fait qu'aucun d'entre eux ne possède une réelle popularité. Pour une raison simple : être populaire, c'est, à terme, porter ombrage au « guide suprême de la révolution », qui avait un charisme certain et était capable d'exercer une véritable fascination sur ses interlocuteurs.

LAURENT ZECCHINI.

Un appareil répressif impitoyable

« La France a été induite en erreur, aucun individu n'a été poursuivi en Guinée pour activité politique ». Alors qu'il sort de l'Elysée le 17 septembre 1982, reçu pour sa première visite officielle en France par un président socialiste, le président Sekou Touré fidèle à sa tactique, balaye toutes les interrogations sur le sort des prisonniers politiques en Guinée. Le « guide suprême », le père de la révolution guinéenne, ne veut d'ailleurs pas comprendre cet « acharnement » de la presse à l'interroger sur les droits de l'homme. En février 1982, la Guinée n'a-t-elle pas ratifié la charte africaine des droits de l'homme et des peuples ?

Contrairement aux Idi Amin Dada, Bokassa ou Macias Nguema, meurtriers « sans finesse », le dictateur guinéen, intelligent et rusé, avait mis en place une machine de répression bien huilée, particulièrement efficace, qui a broyé successivement tous ceux qui pouvaient lui porter ombrage. Depuis 1958, date de l'indépendance de la Guinée, le président Sekou Touré n'avait pas dénoncé moins de quatorze « complots contre la révolution », autant d'occasions d'envoyer dans les camps de détention, dont le plus célèbre demeure le camp Boiro à Conakry, des milliers de personnes dont la plupart « disparaîtront » sans laisser de trace.

Dans son rapport de 1983, Amnesty International souligne le refus constant des autorités de fournir des renseignements sur le sort d'environ deux mille neuf cents prisonniers « disparus » de prison après leur arrestation entre 1969 et 1976. Selon l'organisation humanitaire, les seize derniers détenus (sur les quatre mille environ) arrêtés à la suite des « complots » de 1969, de 1970 et de 1976, ont été relâchés fin 1980, mais deux mille neuf cents personnes manquent à l'appel, victimes, selon toute probabilité, des conditions de détention particulièrement sévères, des tortures, dont la plus célèbre consistait à les « diète noire », c'est-à-dire la privation de toute nourriture et d'eau dans une cellule entièrement fermée, ou plus simplement d'exécutions.

UN COMMUNIQUÉ DE L'ASSOCIATION DES FAMILLES FRANÇAISES DE PRISONNIERS POLITIQUES

Mme Nadine Bari, présidente de l'Association des familles françaises de prisonniers politiques en Guinée, nous a fait parvenir la réaction suivante :

Après la mort du président Sekou Touré, l'Association des familles françaises de prisonniers politiques en Guinée souhaite que la Guinée s'achemine maintenant vers la démocratie. Sa première réaction a été celle des familles guinéennes de disparus, une réaction d'espoir : espérer que les prisons s'ouvrent, que les langues se délient, que le bilan des morts et des vivants soit enfin établi.

Il est bien évident que le nouveau gouvernement guinéen, quel qu'il soit, devra faire la lumière sur les milliers de disparitions survenues depuis un quart de siècle et cause perpétuelle de l'exil de plus de deux millions de Guinéens. Cependant, la réaction des familles françaises est mitigée par la crainte que le successeur de Sekou Touré puisse étouffer cet espoir.

L'association souhaite que le gouvernement français, jusqu'ici soutien implicite de la dictature guinéenne, mais qui s'affirme défenseur des droits de l'homme, demande les éclaircissements nécessaires sur les disparus en Guinée. L'association espère notamment que les circonstances de l'exécution sommaire et sans jugement de huit maris de Françaises seront communiqués aux veuves et orphelins et qu'une enquête sera menée dans les plus brefs délais sur l'évasion présumée du neveu, Abdoulaye Bari, époux de la présidente de l'association.

Mme Bari est l'auteur d'un ouvrage retraçant toutes les démanches faites pour obtenir des nouvelles sur le sort de son mari, Grégoire de la Roche, édition de Casterman, dont le Monde a rendu compte dans son numéro daté 6-7 novembre 1983.

M. MITTERRAND : un des chefs d'Etat les plus remarquables d'Afrique

M. François Mitterrand a envoyé ce mercredi 28 mars, le télégramme suivant à M. Lansana Beavogui, premier ministre de Guinée : « J'apprends avec une grande émotion la disparition brutale du président Ahmed Sekou Touré. Sa perte sera durement ressentie tant en Guinée que sur le continent africain tout entier dont il était l'un des chefs d'Etat les plus remarquables et les plus écoutés. Les liens anciens qui nous unissaient me font ressentir profondément ce deuil en présentant mes plus sincères condoléances à sa famille, au gouvernement et au peuple guinéen. En mon nom propre et en celui du peuple français, je tiens à rendre hommage à l'œuvre et à la personnalité du grand disparu. »

« M. Michel Debré, ancien premier ministre, a déclaré que le président Ahmed Sekou Touré était « un chef d'Etat remarquable ». Il ne faut jamais oublier, un chef parfois cruel », M. Debré a ajouté : « Il a rompu toute allégeance avec la France, et, de ce fait, l'Occident. Il a été le père de son pays avec l'Est et a pris conscience de la solidarité africaine qu'il avait sans doute méconnue au début. Il a conduit son pays dans l'impasse et n'a pas eu le temps de réparer ses erreurs. »

F. C.

Lisez
le Monde de
L'EDUCATION

(1) Le Monde a rendu compte de ce livre La Mort de Diallo Telli, Editions Khartala, dans son numéro du 10-11 juillet 1983.

(Publicité)

Le premier échec de Moscou en Afrique

Seul pays de l'Afrique francophone à opter pour l'indépendance dès 1958, la Guinée s'est tournée vers les pays socialistes et, en particulier, vers l'URSS, autant pour briser son isolement économique que par conviction idéologique. Cette adhésion lui a donné le privilège de constituer aussi le premier échec de Moscou en Afrique. La méconnaissance du continent et l'inadéquation de l'aide proposée ont donné lieu à des situations ubuesques, devenues la caricature de la présence soviétique dans le tiers-monde, tels ces chasse-neige débarqués des avions porteurs soviétiques sur l'aéroport de Conakry.

Sekou Touré a toujours pris garde de ne pas laisser les Soviétiques empiéter sur un nationalisme chatouilleux. Et la première crise dans les relations avec l'URSS, marquée par des cycles de rapprochement et de tension, a justement été provoquée par l'intérêt jugé trop intense que l'ambassadeur soviétique, M. Daniel Solod, porta, en 1961, à un conflit entre le gouvernement et

les étudiants guinéens. Le représentant de Moscou fut prié de quitter Conakry du jour au lendemain.

Ainsi Sekou Touré refusa-t-il toujours aux Soviétiques le droit d'installer une base militaire dans l'île de Tamana, au large de Conakry, pour surveiller les activités de la flotte américaine dans l'Atlantique. Les observateurs à Moscou pensent que le Kremlin va profiter du changement à la tête de l'Etat guinéen pour repenser la question.

Après l'incident Solod, les relations soviéto-guinéennes avaient connu une période de froid qui dura jusqu'en 1965. Au mois d'août de cette année-là, Sekou Touré est accueilli à Moscou avec tous les honneurs dus au dirigeant d'un pays ami. En novembre, il accuse la France et les pays modérés de l'Afrique occidentale d'avoir formé un complot contre son régime et il rompt les relations diplomatiques. La lune de miel recommence avec le camp socialiste, tandis que Sekou Touré accuse régulièrement les Occidentaux de chercher à le destituer. Après une tentative de débarquement de « mercenaires », il demande l'aide de l'URSS.

Arogance et maladresse

La coopération militaire atteinte son apogée. En 1975, le port et l'aéroport de Conakry sont la plaque tournante de l'aide soviéto-cubaine aux Angolais d'Agostinho Neto. Des fusées sol-air fabriquées en URSS et destinées au MPLA transitent même par la Guinée. A partir de 1974, les Soviétiques exploitent le gisement de bauxite de Kindia, dont ils « achètent » 90 % de la production, pour leur plus grand profit et au plus grand déplaisir des Guinéens. « L'allié indéfectible des peuples en voie d'émancipation » paie en effet au tiers du prix mondial le précieux minerai dont son territoire est dépourvu (c'est une des rares matières premières qu'il ne possède pas) et reprend aux Guinéens la

moitié des recettes pour se rembourser l'aide qu'il leur a fournie.

Quand Sekou Touré se rapproche à nouveau de l'Occident à la fin des années 70, il s'éloigne de Moscou. En 1977, il interromp les vols de reconnaissance des Tupolev 95 au-dessus des routes maritimes au large de l'Afrique occidentale. Moscou en prend ombrage, cesse les livraisons de pétrole et ralentit la fourniture des pièces détachées destinées aux avions d'Air-Guinée. Le nombre des assistants techniques soviétiques, dont une bonne partie de conseillers militaires, est réduit. Les Guinéens supportent mal l'arrogance et la maladresse des « coopérants » de l'Est et le racisme latent que ressentent leurs étudiants en URSS.

La Guinée de Sekou Touré, malgré quelques tentations, n'aura pas été la base avancée du socialisme soviétique que le Kremlin souhaitait en Afrique occidentale. L'URSS a connu d'autres échecs sur le continent noir mais sa réussite depuis vingt-cinq ans est d'avoir toujours su compenser des reculs dans une région par des avancées dans d'autres.

D.V.

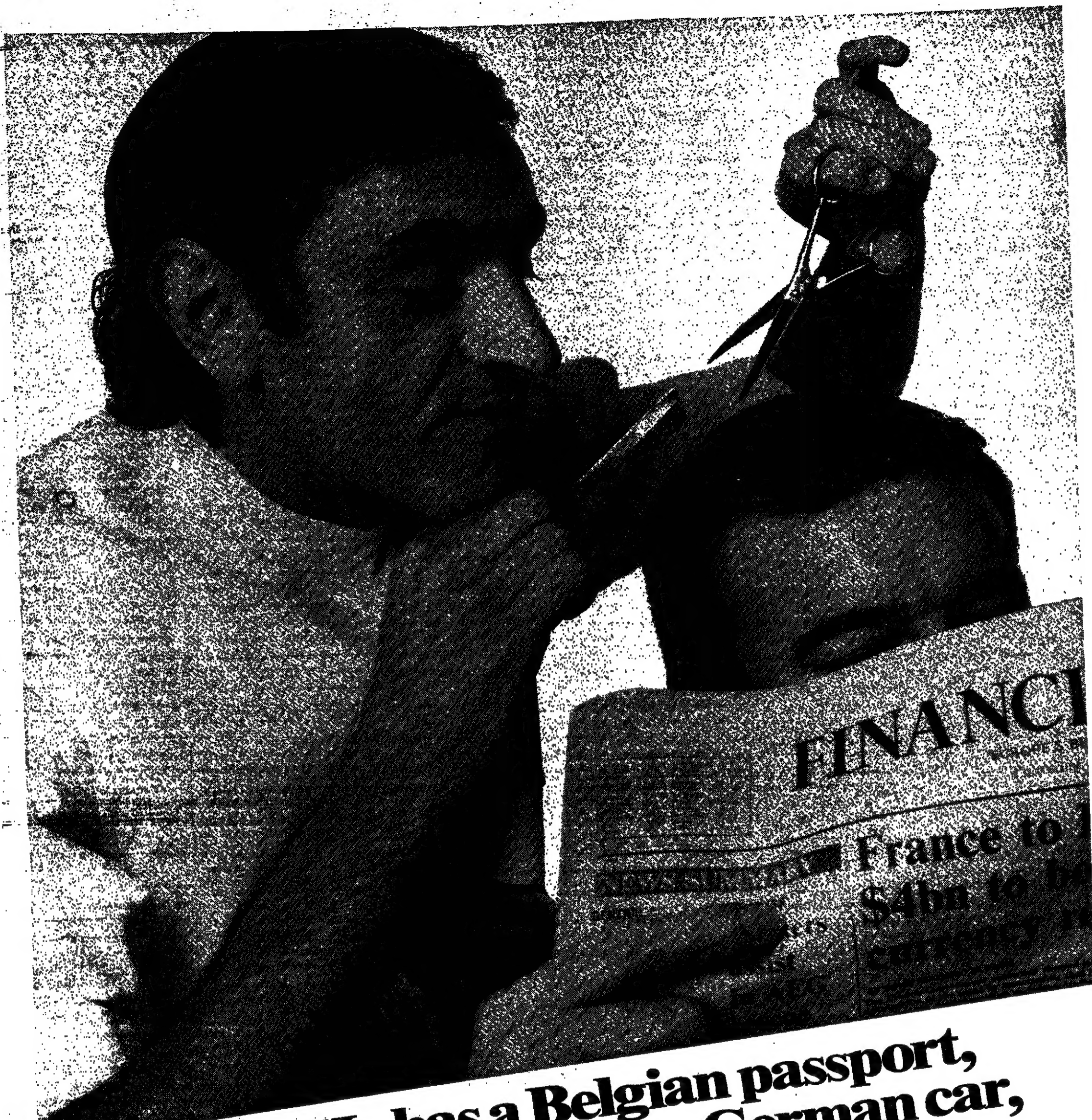
« M. Maurice Couve de Murville, ministre des affaires étrangères du général de Gaulle en 1958, a déclaré : « Vingt-six ans plus tard [après le « non » à de Gaulle] le temps a fait son œuvre. Sekou Touré n'est pas mort à Moscou mais aux Etats-Unis, où il était venu pour se faire soigner après avoir, il y a déjà longtemps, rétabli avec la France des relations normales. Sekou Touré jouait son rôle dans les organisations internationales africaines, mais son problème réel était celui de l'état de son propre pays. Les successeurs auront la tâche dure. »

Lisez
LE MONDE
diplomatique

Maroc

• MOUVEMENT EN FAVEUR DE LA LIBERATION DE DEUX DÉTENU. — Sans Frontière (1), le magazine de l'immigration vient de lancer une campagne en faveur de deux détenus marocains, Miloud Achdini et Hassan el Bou, respectivement condamnés à dix et vingt ans de détention en 1977 « en raison de leurs opinions », selon la déclaration à l'époque de M. Baudelot, représentant au procès de l'Association internationale des juristes démocrates. Les deux condamnés seraient atteints depuis plusieurs années de « troubles mentaux graves », et l'un d'entre eux a tenté, en 1979, de se suicider. De nombreuses organisations humanitaires, dont Amnesty International, sont déjà intervenues, en vain, en faveur des deux détenus.

(1) Sans Frontière, 33, boulevard Saint-Martin, Paris 3.



He has a Belgian passport, a French boss and a German car, so why is he reading an English-speaking newspaper?

Ask him, and maybe he'll look up from his Financial Times for a moment to give you some of the answers.

He'll tell you that, as a businessman, he needs to know what is happening in the world, why it is happening and what is going to happen next.

He'll explain that the FT's daily coverage of business news from Europe, the Middle East, the United States, Japan and the Far East is earlier than other newspapers.

And that because it is written for Europeans

Everyone speaks the Financial Times.

by Europeans it is more likely to give him the kind of overall picture he needs.

As well as world news, he may mention the FT's company news.

Its coverage of world prices and exchange rates. And its reporting of market trends.

As far as he's concerned, the FT's interpretation of the business world is where the day's business begins. Even when he has to share it with the barber.

FINANCIAL TIMES
EUROPE'S BUSINESS NEWSPAPER

For more information about how to receive a regular copy of the FT, or if you would like to know more about using English for Business and would like full details of the Harrods/Financial Times Business English Course, ring or write to, Ben Hughes, Financial Times (Europe) Ltd., Centre d'Affaires Le Louvre, 168 rue de Rivoli, F-75044 Paris Cedex 01. Tél: 297 0623, Tx: 220044.

Le Monde

politique

EN FAVEUR DE L'ÉCOLE PUBLIQUE

Les députés socialistes envisagent une réforme de la taxe d'apprentissage

« Entre le noyau dur du peuple de gauche et le gouvernement, il y a un grand écart, mais c'est nous qui vivons la déchirure musculaire. » Le député socialiste qui s'exprime ainsi, à propos de la question scolaire, n'est pas un défenseur acharné de la « laïcité pure et dure ». Eli d'une région - la Bretagne - où la guerre scolaire a fait des ravages, il est bien décidé à aider, autant qu'il le peut, M. Alain Savary à gagner son ambitieux pari ; mais, enseignant du public lui-même, il comprend aisément les problèmes de conscience que peut entraîner, chez nombre de ses amis parlementaires de gauche, la volonté du gouvernement de signer la paix.

Il s'agit de plus en plus nombreux à réagir comme lui, tout en comprenant qu'il s'agit, pour leurs électeurs concernés, d'une véritable « révolution culturelle » qui n'est pas toujours très facile à accomplir. Ils ont commencé à se faire entendre, mardi 27 mars, au cours de la première des deux journées d'étude du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Au point que les « laïcs » les plus convaincus - ceux qui s'apostrophent d'un « Comment va ton frère ? Le mien, ça va, il a la figure épanouie ces jours-ci ! » - ont même eu le plus avoir la majorité au sein du groupe. Le sujet n'est pas encore venu en séance plénière, mais « les questions scolaires » étaient le thème retenu pour l'une des quatre commissions de travail qui se sont réunies dans l'après-midi et dans la soirée (le rapporteur en sera M. Bernard Derosier, député du Nord). La discussion, bien entendue, a été passionnée, l'unanimité se faisant sur la

nécessité d'une défense des valeurs et de la qualité de l'école publique. C'est le sens que les élus socialistes souhaitent donner aux manifestations du 25 avril. Les militants du CERES se demandent, toutefois, si le PS peut faire descendre dans la rue des gens qu'il déçoit, quinze jours après, en laissant adopter le projet gouvernemental tel qu'il est.

En tout cas, l'idée, avancée par M. Pierre Joxe, d'un collectif budgétaire pour aider l'enseignement public à mieux préparer la rentrée de l'automne 1984 - qui, d'après M. Véronique Neiertz, porte-parole du groupe, s'annonce « plus difficile que les deux précédentes » - est reprise par tout le monde. De même, il est sérieusement envisagé de préparer une proposition de loi modifiant la perception et la distribution de la taxe d'apprentissage, qui, du fait que sa répartition est, pour l'heure, laissée au libre choix des entreprises, profite davantage aux écoles privées qu'aux établissements publics.

Nul ne pouvait douter que la question scolaire occuperait une bonne partie de la séance plénière de mercredi et que, dans l'après-midi, M. Pierre Mauroy serait interpellé sur ce sujet. Pourtant, les trois autres thèmes retenus pour les groupes de travail ne manquent pas non plus d'intérêt : les restructurations industrielles, rapporteur : M. André Billardon, député de Seine-et-Marne ; le budget et la fiscalité, rapporteur : M. Jean Anciant, élu de l'Oise ; la situation européenne, rapporteur : M. André Belloc, député des Alpes-de-Haute-Provence.

Mardi après-midi, les élus socialistes, en séance plénière, ont débattu de la valorisation et de la popularisation de l'œuvre législative déjà accomplie. « Fiers et satisfaits », pour reprendre l'expression de M. Neiertz, ils constatent que leur travail n'est pas apprécié à sa juste valeur par la population. « y compris par les électeurs de gauche », soit qu'elle ignore, soit qu'elle le considère comme tout naturel. Entrés en période électorale, les députés socialistes sont décidés à mettre le projecteur sur leur œuvre législative. Le groupe socialiste a passé la main de mardi à régler ses problèmes internes. M. Pierre Joxe a été réélu à la présidence par acclamations, mais ce n'a pas été aussi simple pour les postes à pourvoir au bureau de l'Assemblée nationale. Il a fallu une longue discussion et un vote à bulletin secret (81 voix pour, 70 contre, 6 abstentions) pour décider d'appliquer le principe, accepté en juillet 1981, du remplacement, comme questeur, de M. Raoul Bayou, député de l'Hérault, qui démissionne depuis onze ans, par M. René Gaillard (Deux-Sèvres). De même, malgré le souhait de certains de profiter de l'expérience acquise, M. François Massot (Alpes-de-Haute-Provence), Alain Chénard (Loire-Atlantique) et Michel Suehod (Dordogne) devront laisser leur place, à la vice-présidence de l'Assemblée, à MM. Jean Natiez (Loire-Atlantique), Raymond Douyère (Sarthe) et Michel Sapin (Indre).

THÉRIER BRÉHER.

M. CHIRAC A TF 1

« M. Mitterrand doit à ses prédécesseurs son bon accueil aux États-Unis »

Sans être aucunement embarrassé par les questions des journalistes, M. Jacques Chirac a pu, mardi 27 mars, exposer ses idées politiques au cours de l'émission « Politiques » de TF 1, pendant une heure et quart, comme il le fait plusieurs fois par semaine devant des auditeurs plus restreints que le public d'une chaîne de télévision.

A la fin de l'émission, interrogé sur le voyage de M. Mitterrand aux États-Unis, le président du RPR a déclaré : « Non seulement je suis content du succès de ce voyage, mais j'aurais été outré que ce soit le contraire. Quand les États-Unis qui sont nos alliés reçoivent le président de la République française, il convient qu'ils le reçoivent bien, ce qui est le cas. Il a aussi été bien reçu par ce qu'il a apporté la caution d'une nation militaument indépendante, possédant une force nationale de dissuasion, au déploiement des missiles américains en Europe et j'ai approuvé cette position. Je voudrais tout de même rappeler que s'il a été ainsi reçu pour cette raison, il serait tout de même bien inspiré de se rappeler que, si la France a aujourd'hui cette position qui lui permet d'être bien reçu, il le doit non pas à lui, qui a contesté et désapprouvé, qui n'a jamais voté les crédits de la force nucléaire de dissuasion, mais il le doit à ses prédécesseurs. Il aurait été mieux reçu s'il n'avait pas affaibli la France pendant dix ans et qu'il avait fait de nos pays les plus endettés du monde et par conséquent dépendant de l'étranger, il avait maintenu la puissance et l'indépendance financière du pays. »

Après avoir, plus de la moitié de l'émission, été consacré à l'Europe, M. Chirac a ainsi précisé sa position à l'égard de la Grande-Bretagne : « Il n'est pas très convenable de dire que je veux bouter les Anglais hors de l'Europe. Il faut que l'Angleterre comprenne très clairement qu'il faut qu'elle respecte les règles du jeu et sa signature apposée à trois reprises déjà, ou qu'elle estime ne pas pouvoir l'accepter. Il faut alors qu'elle en tire les conclusions et qu'elle-même dise, ah bien ! comme pour le système monétaire européen - où elle n'est pas présente - je me mets en congé de politique agricole commune. Chaque pays assume des contraintes pour faire l'Europe. (...) L'Europe n'a pas résisté à l'élargissement. Ce qu'on pouvait faire à six (...) sera complètement impossible demain si M. Mitterrand obtient satisfaction et que l'Espagne et le Portugal entrent dans la Communauté. Ou alors il faut admettre que l'Europe est une entité politique avec une coopération politique, capable d'avoir une politique étrangère et puis sur le plan technique admettre que dans tel domaine, on le fait à trois, à quatre, à cinq, à six, comme dans le domaine monétaire où nous ne sommes que neuf. Si l'on fait une station orbitale, on peut bien être que quatre ou cinq. C'est une Europe à deux vitesses. »

M. Chirac a estimé prématuré la proposition de M. Giscard d'Estaing d'être au suffrage universel le président du conseil européen. A propos de la négociation agricole et du sommet de Bruxelles, il considère que M. Mitterrand « n'a pas bien joué » car « nous avons montré nos cartes, nous avons lâché du lest, accepté des sacrifices très importants pour nos agriculteurs sans s'assurer qu'on aurait un accord final. »

Le journaliste de l'Humanité ayant parlé de « l'appel de Cochin » lancé en 1978 par M. Chirac, celui-ci lui a répliqué : « En matière de parti de l'étranger, vous êtes un expert », ajoutant : « le parti de l'étranger que je visais était le parti de la passivité, car si l'Europe ne coordonne pas ses efforts elle deviendra otage sur le plan de sa sécurité et vassale sur le plan de son indépendance notamment économique. »

L'Europe à deux vitesses

A propos de la politique intérieure, M. Chirac déclare : « Les sondages disent que la majorité est au creux de la vague mais que l'opposition n'en profite pas. C'est possible, mais l'opposition gagne les élections, à croire qu'il y a un décalage entre les sondages et les élections. » Il ajoute que « la politique conduite par les communistes et les socialistes est globalement négative et mauvaise pour la France ; que l'opposition doit apporter une solution et un programme, elle doit être déterminée, mais elle ne doit pas jeter de l'huile sur le feu et être respectueuse de la démocratie. »

M. Chirac estime que l'opposition n'a pas la possibilité de s'exprimer suffisamment et il annonce qu'il présentera « un projet de véritable liberté de communication ». Car si « les pouvoirs publics ont toujours eu tendance à mettre la main sur l'information, ce que je reproche au gouvernement actuel c'est d'y avoir mis les deux mains ». Évoquant le problème de l'enseignement libre, M. Chirac a répondu à plusieurs reprises que sa solution ne concernait que les parents d'élèves, estimant que le compromis n'était pas bon et assuré : « Si démocratiquement l'alternance joue, nous ouvrirons avec les parents d'élèves de l'école libre la concertation nécessaire pour résoudre le pluralisme, c'est-à-dire faire en sorte que chaque famille puisse mettre son enfant dans l'école de son choix sans qu'elle ait de contraintes financières (...) D'ailleurs, je trouve stupéfiant qu'en France on vote des lois maintenant que pour enseigner, il faut être obligatoirement fonctionnaire. M. Mitterrand aux États-Unis a été très admiratif de certaines initiatives. Il devrait regarder comment s'y fait l'enseignement (...) La plupart des enseignants n'y sont pas des fonctionnaires. »

M. MESTRE (UDF) ET LE RÉFÉRENDUM D'INITIATIVE POPULAIRE

L'idée de l'instauration d'une procédure permettant la pratique du référendum d'initiative populaire fait son chemin, du moins au sein de l'opposition.

M. Philippe Mestre, député UDF de Vendée, expose, dans le numéro de mars de la Revue des Deux Mondes, un projet qu'il souhaite voir figurer dans le programme de l'opposition, ce qui impliquerait une révision de la Constitution. La proposition de M. Mestre prévoit une procédure à trois étapes, qu'il décrit ainsi :

« Dans un premier temps, une pétition devrait être signée de dix mille électeurs ou moins comptant parmi eux mille élus, dont cent députés ou sénateurs représentant au moins trente départements. Cette pétition, comportant le texte du projet de loi soumis au référendum, serait présentée au Conseil constitutionnel. Celui-ci trancherait sur sa recevabilité après avoir vérifié la réalité et l'origine des signatures. »

« Dans un deuxième temps, si le Conseil constitutionnel avait jugé la pétition recevable, il en assurerait la diffusion dans chacune des mairies du territoire. C'est là que, dans un délai d'un mois, les électeurs inscrits dans la commune pourraient venir signer la pétition en apportant la preuve personnelle de leur identité. À l'expiration de ce délai, le Conseil constitutionnel vérifierait que la signature a recueilli un nombre de signatures au moins égal à 10 % des électeurs inscrits et statuerait sur la régularité de l'ensemble de l'opération. »

« Alors s'ouvrirait la troisième phase : le Conseil constitutionnel saisi par la pétition le président de la République, en l'invitant à soumettre le projet de loi au référendum dans les conditions prévues à l'article 11 de la Constitution. Ce projet de loi entrerait en application s'il recueillait la majorité des suffrages exprimés à l'occasion de la consultation référendaire sous réserve que le nombre de ces suffrages dépasse le quart des électeurs inscrits. »

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT.

SURENCHÈRES A L'EXTRÊME DROITE

Le PFN demande le renvoi des immigrés de la deuxième génération

Géné aux entours par la progression du Front national, son frère ennemi depuis la scission de 1974, le Parti des forces nouvelles (PFN), organisera le samedi 31 mars à Paris des assemblées nationales au cours desquelles ses délégués régionaux et départementaux arrêteront la position du parti pour les élections européennes. M. Jean-Marie Le Pen refuse, jusqu'à présent, de faire alliance avec lui. Il publiera à cette occasion une brochure précisant sa propre stratégie.

Le PFN, qui revendique « près de dix mille adhérents », mise, en fait, sur un essouffissement de l'« effet Le Pen » et se livre à une surenchère sur les

thèmes « porteurs » de l'immigration et de l'insécurité. Dans la pratique politique quotidienne, il oppose délibérément une volonté de collégialité au « culte du chef » auquel sacrifie, à ses yeux, le Front national.

C'est un « collectif » - composé à égalité Pierre Buisson, président du conseil national, et de MM. Thierry Gambier, membre du conseil national, Roland Hille, membre du bureau politique, Jack Marchal, membre du bureau politique, Jean-Baptiste Vilbert, membre du conseil national - qui a répondu à nos questions sur l'état du parti et ses rapports avec la formation de M. Le Pen.

honorable aux prochaines élections européennes. Mais malheureusement nous nous sommes heurtés une fois de plus à l'attitude sectaire de M. Le Pen, qui a choisi, du moins pour l'instant, de faire exclusivement campagne sur des thèmes passés avec ses seuls amis.

« Les éléments les plus criminogènes du pays »

« Vous exploitez, vous aussi, les thèmes de l'immigration et de l'insécurité. En quoi vous différenciez-vous, sur ces thèmes, du Front national ? »

« Nous exprimons nos positions d'une façon pragmatique et plus politique que M. Le Pen, non pas au niveau de sa réaction épidémique et passionnelle. A la gravité des faits doivent correspondre la gravité de la réflexion et la radicalisation des solutions proposées, hors des demi-mesures. Dans un premier temps, et comme nous en avons donné l'exemple la dernière fois à une majorité jamais atteinte dans son histoire (84 %, le 5 avril 1981), suppression des avantages sociaux - qui nous saignent - aux immigrés. Simultanément, arrêt puis inversion du courant d'immigration. Abrogation des clauses permettant à un quelconque sujet né de parents étrangers en France d'obtenir automatiquement la nationalité française. Abrogation du paragraphe 3, article 7, de la loi du 1^{er} juillet 1972, enlevant aux citoyens français la primauté au travail dans leur propre patrie. Renvoi, contrairement à M. Le Pen, des immigrés de la deuxième génération dans lesquels se trouvent les éléments les plus criminogènes du pays. Ce n'est que par des mesures rigoureuses, draconiennes en ce domaine, que nous assurerons - comme c'est notre devoir envers les générations à venir, notre pays, notre civilisation - la maîtrise absolue de notre destin et, par là, la dignité de notre place dans l'Europe. »

« Sur quels thèmes pensez-vous pouvoir vous distinguer des autres formations de l'opposition ? »

« Nous disons ce que l'opposition officielle ne veut pas, ou ne sait

pas dire, en mettant en avant les questions - des questions tabou - qui touchent directement au devenir de notre communauté nationale :

1) L'effondrement démographique européen et le génocide par substitution que représente l'afflux de populations afro-asiatiques ;

2) L'indépendance de l'Europe. Condamner les manifestations pacifistes est insuffisant, encore faut-il travailler en direction d'une défense européenne autonome, désigner les objectifs d'une politique européenne digne de ce nom, c'est-à-dire : abolition du protectorat américain et libération des peuples d'Europe de l'Est avec tout ce que cela comporte - et notamment la réunification allemande ;

3) UDF et RPR feignent de croire que, au jour où ils seront de retour dans les palais nationaux, les choses s'arrangeront d'elles-mêmes, et que cessera le processus de décomposition nationale dans ses différentes manifestations : régression économique, montée des corporatismes, délinquance de masse. On n'y remédiera que par des solutions révolutionnaires. Il faudra une véritable mobilisation nationale. Le rôle de l'État devra se définir dans une nouvelle dialectique entre contraintes et consensus, liberté et autorité. Il n'est pas besoin pour cela de modifier le cadre institutionnel existant.

« Quel est votre jugement sur l'attitude des principaux partis de l'opposition ? A-t-il évolué depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir ? »

« L'opposition est toujours en retard d'une querelle. Elle ne sait rien prévoir, rien voir. Elle se laisse balotter d'un projet de loi à l'autre. Elle pousse la sottise jusqu'à jurer, chaque fois qu'un mouvement social est dirigé contre le gouvernement, qu'elle n'y est pour rien. De Stürn en Veil et de Veil en Faure, elle se présente comme une proie toute désignée pour toutes les manœuvres de division, aussi maladroites soient-elles. Quant au fond, les réurgitations libérales de Giscard et les vagues références réagissantes affichées par Chirac ne peuvent évidemment nous satisfaire. Elles ne satisfont même pas les électeurs giscardiens et chiraciens. »

« Les Français et la rigueur »

Les Bucoliques de M. Mauroy

Sous la pression des réalités, la métamorphose de M. Pierre Mauroy continue. Le premier ministre avait déjà mis quelques bémols au lyrisme hugolien de sa première période gouvernementale. Voici venu, pour lui, le temps des Bucoliques virgiliennes. Invité de « Découvertes », l'émission de Jean-Pierre Ekabach, mardi après-midi 27 mars, M. Mauroy a assimilé sa charge à celle d'un modeste laboureur : « Le premier ministre, c'est un jardinier. Je suis en train de semer, je fais attention à mes semis, il y a les graines qui rapportent tout de suite, et il y a celles dont la récolte viendra plus tard... » M. Mauroy a même fait une confidence : il parle aux arbres du parc de l'Hôtel Matignon : « Il m'arrive de parler avec eux, ils apprennent la fonction de la durée... » A l'occasion du deuxième anniversaire de son installation rue de Varenne, il a planté un chêne, alors que son prédécesseur, M. Raymond Barre, avait lui, dans les mêmes circonstances, fait planter un érable...

Que dit-il aux arbres ? Il leur dit son espoir secret qu'en dépit des multiples aléas d'aujourd'hui le moisson, en 1986, sera bonne pour la gauche : « Je crois qu'à l'heure des résultats les Français se diront finalement que le premier ministre et le gouvernement ont eu raison de faire ce qu'il fallait pour la France. Le moment venu, quand on examinera le bilan, en 1986, on verra que ce gouvernement a tenu ses engagements, qu'il n'y avait pas d'autre politique possible, sauf à la faire de manière brutale... » Il leur fait aussi un aveu : « Notre erreur a été de ne pas avoir trouvé ce qu'il fallait faire pour que les Français comprennent la nécessité de cette politique de rigueur. Pourquoi faut-il tant de temps

pour que les Français en soient convaincus, pour qu'ils aient l'élan, les gestes qui approuvent, sans résignation mais dans une acceptation critique et raisonnée, cette politique courageuse qui mériterait d'être mieux partagée ? »

S'il conçoit parfois quelque amertume devant les manifestations de l'« égoïsme » collectif ou sectoriel - « le plus grand obstacle », à ses yeux, - M. Mauroy s'empresse d'ajouter que, pour autant, il n'a jamais été tenté de démissionner. S'il lui est arrivé, au sein du gouvernement, comme naguère à l'intérieur de son parti, d'accepter la loi de la majorité, il assume sereinement la condition en notant qu'à son poste et il faut une certaine capacité d'encaissement ». Et il souligne la qualité de son dialogue permanent avec M. François Mitterrand, qu'il préserve soigneusement de toute « indication ».

Après avoir cru comme far aux vertus du volontarisme, Mauroy le « jardinier » cultive ainsi un certain fatalisme.

Il se dégageait de cette évolution une impression d'impudence si au même moment les Français, dans leur nette majorité, n'apparaissent - selon un sondage de la SOFRES effectué pour un groupe de journaux de province - atteints, eux, par une métamorphose encourageante pour le gouvernement. Qu'il se trouve aujourd'hui 54 % de citoyens pour approuver la poursuite de l'effort de rigueur économique et prêts à y sacrifier une certaine baisse du pouvoir d'achat peut, en effet, laisser espérer à la gauche que les « graines » semées par M. Mauroy ne demeureront pas éternellement stériles.

A.-R.

UN SONDAGE DE LA SOFRES

Les Français et la rigueur

Une majorité des Français (54 %) souhaite que le gouvernement continue sa politique de rigueur économique même s'il faut accepter une certaine baisse du pouvoir d'achat. C'est ce qu'indique un sondage de la SOFRES réalisé du 10 au 15 mars pour un groupe de journaux de province, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes.

Il ne sont que 29 % à préférer que le gouvernement preserve le pouvoir d'achat et accepte pour cela des déficits financiers plus importants.

Pour ce qui est du désir du gouvernement de limiter cette année les augmentations de salaire à 5 % pour juguler l'inflation, 51 % des personnes interrogées estiment que le gouvernement « doit tenir bon et maintenir sa position » contre 33 %

qui considèrent qu'il devrait faire plus de concessions.

Les Français, à 61 %, se déclarent partisans de maintenir le libre-échange entre la France et les autres pays contre 31 % qui préféreraient la fermeture des frontières de notre pays à certains produits étrangers.

Enfin, les récents mouvements sociaux sont diversement appréciés. Les Français approuvent largement les manifestations des mineurs (68 % contre 16 % qui les désapprouvent), les manifestations des partisans de l'école privée (56 % contre 31 %) et plus modérément les barrages des routes par les transporteurs routiers (45 % contre 44 %). La grève des fonctionnaires, en revanche, leur a semblé injustifiée : 66 % d'entre eux (contre 24 %) l'ont désapprouvée.

Quelques-unes des meilleures tables de la région.

GILLE - Table. Pin massif verni. Ø120 cm. Avec rallonge comprise: L 160 cm. **1850F**

KRISTINA Chaise. Pin massif verni. **340F**

JONAS Chaise. Hêtre laqué blanc. **170F**

VANSBRO - Table à rabats. Hêtre massif verni. Plateau mélaminé blanc. 15/115 x 100 cm. **695F**

SMEDVIK Table. Pin massif verni. 120 x 75 cm. **220F**

REBECCA Chaise. Pin massif verni. **450F**

SÖRGÅRDEN Table à rabats. Pin massif verni. 120/220 x 100 cm. **1570F**

TED Chaise pliante. Laqué époxy. Plusieurs coloris. **59F**

MOLKOM Table à rabats. Piètement pin massif, non traité, plateau plaqué pin. 34/125 x 70 cm. **59F**

KORPI - Table à rabat. Sapin massif verni. 120/170 x 75 cm. **590F**

KORPI Chaise. (2 par emballage). **170F**

RUSTIK - Chaise. **540F**

RUSTIK - Table à rabat. Pin massif verni sur glacis fauve. 117/175 x 100 cm. **2190F**

LACK - Table laquée rouge. 143 x 77 cm. **450F**

BROMMA Table. Structure hêtre massif. Plateau plaqué hêtre, glacis brun. Ø105 cm. **295F**

PER Chaise. Structure bois massif. Assise bois lamellé. Teinté brun. **95F**

Dans la région, des bonnes tables, nous en connaissons plus d'une. Aucune ne figure dans les guides gastronomiques. Mais toutes sont réunies sous un même nom et dans un même endroit. Chez nous. IKEA.

Chez IKEA, vous trouverez des tables de toutes sortes. De toutes tailles. Avec rabats.

Sans rabat. Avec tiroir. Sans tiroir. Sans dépenser beaucoup d'argent. Avec un peu de travail de votre part. Car c'est là un principe d'IKEA: nos meubles sont vendus non montés. Vous les emportez dans des cartons. Vous les montez tranquillement une fois chez vous. Rassurez-vous, c'est très simple. Et voilà

pourquoi IKEA peut se permettre d'afficher des prix aussi peu élevés sur des articles qui n'ont rien à envier à beaucoup de ses chers (oh oui!) collègues. Manque de modestie de notre part? Certainement pas. Nous ne faisons là qu'affirmer la vérité. Et la vérité, n'est-ce pas elle qui a fait le succès d'IKEA?

IKEA EVRY - AUTOROUTE DU SUD
SORTIE AIRE DE LUSSES TEL. (6) 497.65.65.
Lun., Mar., Mer., Ven.: 11-20 h - Jeu.: 11-22 h
Sam.: 9-20 h - Dim.: 11-19 h
RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS
Ils sont fous ces Suédois



IKEA BOBIGNY. CENTRE COMMERCIAL BOBIGNY 2
TEL. (1) 832.92.95 (à 5 mn de la Porte de Pantin)
Lun., Mar., Mer.: 11-20 h - Jeu. et Ven.: 11-22 h - Samedi: 9-20 h
IKEA LYON. CENTRE COMMERCIAL DU GRAND VIRE.
VAULX-EN-VELIN. TEL. (7) 879.23.26
Heures d'ouverture: Lun. - Vend.: 11-20 h - Samedi: 9-20 h

(PUBLICITÉ)

RÉGION PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

VA-T-ON SACRIFIER UGINE-ACIERS A FOS-SUR-MER ?

Une usine ultra-performante sur le marché mondial de l'acier

Ugine-Aciers regroupe sur le site de Fos un ensemble unique d'outils très performants :

- Un four électrique qui rivalise avec les meilleurs au niveau mondial ;
- Une unité de dégazage de l'acier liquide de très haut niveau ;
- Le laminoir à barres le plus puissant de France : l'égal des Japonais ;
- Une installation de flammage automatique unique sur le plan national ;
- Un train à fils spécialement conçu pour les aciers alliés ;
- Une tréfilerie complète pour des spécialités difficiles.

La compétitivité de ses produits fait de ce site industriel un leader mondial de l'acier.

- Une production de plus de 180 000 tonnes destinée :
 - Pour un tiers à la consommation nationale ;
 - Un tiers à la Communauté européenne ;
 - Un tiers à la grande exportation.
- 600 millions de francs de chiffre d'affaires en 1983, dont plus de la moitié à l'exportation.

- Un plan de charge 1984 qui dépasse toutes les prévisions.

Le savoir-faire de son personnel permet à Ugine-Aciers Fos d'être le seul spécialiste français des aciers pour roulements à billes.

- 1 250 personnes hautement spécialisées avec une expérience déterminante de l'acier à roulements (95 % de la production française).
- Une renommée mondiale dans le domaine du traitement de l'acier et notamment dans la pratique du laminage.

Construite il y a à peine dix ans, dernière-née des aciéries françaises, c'est une usine d'avenir.

- Une pratique très poussée de l'automatisation et de l'informatisation.
- Des options techniques de développement qui répondent aux exigences du marché de l'acier des prochaines décennies.
- Des possibilités de création sur place d'unités de transformation de la production.

Le plan acier fera-t-il disparaître cet outil leader de l'économie régionale en Provence - Alpes - Côte d'Azur ?

Fermer Ugine-Aciers à Fos-sur-Mer, cela veut dire :

- Augmenter de 400 millions de francs le déficit de la balance commerciale ;
- Priver notre pays de l'unité d'élaboration des aciers spéciaux la plus récente ;
- Abandonner la production des aciers à roulements ;
- Compromettre à moyen terme l'emploi dans les entreprises de cette filière ;
- Annoncer le déclin de la zone industrielle portuaire de Fos-sur-Mer ;
- Entraîner le gaspillage inutile d'un outil d'une valeur de 4 milliards de francs ;
- Faire disparaître à terme près de deux mille emplois dans une région déjà très fortement touchée par le chômage.

**L'Intersyndicale de l'usine de Fos
et le Conseil régional Provence - Alpes - Côte d'Azur se sont associés
pour vous présenter l'usine d'aciers spéciaux la plus moderne de France.**

*Intersyndicale Ugine-Aciers
BP 30, 13771 Fos-sur-Mer*

LA PROCHAINE SIGNATURE DU CONTRAT DE PLAN

18 milliards de francs pour le développement de l'Île-de-France

Le bureau du conseil régional d'Île-de-France a approuvé il y a quelques jours le contrat de plan (1984-1988) présenté par M. Jean La Garrec, secrétaire d'Etat chargé du Plan. Les deux partenaires ont abouti à un accord qui prévoit l'engagement de près de 18 milliards de francs de dépenses pour stimuler le développement de la région capitale.

Ce contrat, qui comporte six chapitres et trente-neuf articles, ainsi que plusieurs annexes, sera présenté le 5 avril au public, et devrait être signé officiellement en mai ou au début de l'été. Son chapitre essentiel, celui qui engage les sommes les plus importantes, est relatif aux transports et à la circulation.

L'Etat et la région se sont mis d'accord sur une liste unique d'opérations routières correspondant à un programme maximal de travaux de 6 875 millions de francs. L'Etat s'est engagé à verser une enveloppe budgétaire annuelle de 450 millions de francs, auxquels s'ajouteront 100 millions de francs en 1984, au titre du fonds spécial des grands travaux. La garantie d'une rallonge annuelle de 100 millions, demandée par le conseil régional, n'a pas été retenue.

L'effort portera essentiellement sur la réalisation de l'autoroute A-86 dans son tronçon compris entre l'autoroute du Nord (A-1) et l'autoroute du Sud (A-6), la construction de rocades et de liaisons rapides interdépartementales, la desserte des villes nouvelles et la réduction des principales nuisances phoniques. Les crédits régionaux destinés à cofinancer cet effort seront votés chaque année.

L'Etat consacrerait 335 millions de francs par an aux transports collectifs qui auront fait « l'objet d'une liste établie en commun par l'Etat et la région ». Les deux partenaires se sont mis d'accord sur le mode de financement des opérations nouvelles : « L'Etat s'engage à subventionner à 50 % les opérations en site propre et à 40 % les opérations d'infrastructure. La région s'engage

à subventionner à 50 % les opérations en site propre et à 40 % les opérations d'infrastructure, en accordant à ces dernières, pour 20 % des travaux, des prêts bonifiés remboursables à la RATP et à la SNCF banlieue. »

Le financement du surcroît du tramway Saint-Denis - Bobigny, projet que la région n'a jamais estimé comme satisfaisant, sera pris en charge pour moitié par l'Etat (soit 75 millions), ce qui augmenterait sa participation de 15 millions de francs par an pendant cinq ans; pour le quart (37,5 millions) par le département de la Seine - Saint-Denis, le quart restant étant supporté par la région.

Le deuxième chapitre important du contrat de plan est celui de l'habitat. « L'Etat et la région s'engagent à réhabiliter en commun dix mille logements chaque année dans les vingt-neuf îlots sensibles recensés par la Commission nationale pour le développement social des quartiers. »

La région s'engage à maintenir pour l'ensemble de ces îlots son taux privilégié d'intervention à 20 ou 30 % du coût des travaux, soit 80 millions de francs par an environ.

L'Etat affectera, d'autre part, 66 millions (en 1984) et 49 millions (les autres années) aux investissements et aux actions sociales dans les îlots sensibles, tandis que la région s'engage à financer à hauteur de 40 millions de francs les équipements nécessaires par le développement social de ces quartiers. Les deux partenaires vont, enfin, créer un fonds d'intervention dans ces îlots, auquel ils consacreront 10 millions de francs par an chacun à partir de 1985.

Toujours au chapitre du logement, l'Etat et la région ont décidé de mener « une étude pour déterminer les moyens financiers les plus adéquats pour faciliter l'acquisition par les communes des immeubles anciens mis en vente, de façon à les maintenir dans le parc social ». Enfin, pour « faciliter l'implantation de logements sociaux en centre-ville », l'Etat s'engage à verser à la région un montant de crédits de surcharge foncière égal à 35 % de

l'enveloppe nationale, la région affectant à ces mêmes actions une enveloppe au moins égale à la moitié des crédits de l'Etat. »

Au chapitre du développement économique, c'est « l'aide au transfert de technologies au bénéfice des PMI et à l'acquisition par les établissements scientifiques d'équipements mis à la disposition des PMI » qui se voit affecter les crédits les plus importants : 32,5 millions de francs par an par chacun des partenaires.

Politique de l'eau et environnement

Pour favoriser le développement des entreprises artisanales (adaptation à l'environnement, modernisation), l'Etat et la région consacreront chacun 4,5 millions de francs sur cinq ans.

L'Etat consacrerait 675 millions de francs aux villes nouvelles - elles sont cinq en Île-de-France; 275 millions viendront du ministère de l'urbanisme et du logement pour le financement de la voirie; 400 millions seront versés par le ministère des finances pour participer au financement du différé d'amortissement des emprunts. La région réservera une enveloppe de 625 millions de francs, sur la durée du plan, dont 225 millions seront consacrés à la voirie et 400 millions au financement du différé d'amortissement. Le contrat de plan précise que le rythme annuel de construction de logements sera maintenu, de manière à ce que les villes nouvelles accueillent 20 % au moins des constructions neuves dans la région.

La politique de l'eau fait l'objet d'un long chapitre qui prévoit la construction du barrage de l'Aube (1330 millions de francs). Sur les 772 millions de francs qui restent à financer, l'Etat versera une subvention de 200 millions à l'installation interdépartementale des barrages-réservoirs du bassin de la Seine, maître d'ouvrage, et 60 millions de francs suivront pour l'actualisation des travaux déjà engagés. La région s'engage à verser une subvention de 60 millions à la même institution et 20 millions pour l'actualisation.

Une somme de 2850 millions de francs est inscrite au contrat de plan pour le programme « Seine propre » (assainissement des eaux usées). L'Etat ne peut s'engager que sur l'année 1984, durant laquelle il octroiera 50 millions au programme de la station d'épuration de Valenton. Il autorisera, d'autre part, l'agence de bassin Seine-Normandie à prélever une redevance spécifique qui lui permettra un engagement de

400 millions de francs au cours du IX^e Plan. La région versera 500 millions au cours du plan à ce programme.

Dernier chapitre de ce contrat de plan : l'environnement. La protection phonique du boulevard périphérique drainera les subventions les plus importantes. Un programme qui comporte la mise en place d'écrans anti-bruits, le double vitrage des fenêtres des riverains et

la couverture partielle ou totale de certains tronçons, évalué à 270 millions, sera financé à 40 % par les collectivités locales, l'Etat s'engageant à verser 67,5 millions (25 %) et la région 94,5 millions (35 %). Les bases de loisirs, le parc régional de la vallée de Chevreuse et la récupération des déchets font aussi l'objet de financements Etat-région pour 115 millions de francs environ.

O. S.

Ni vainqueur ni vaincu...

Après des mois de négociations acharnées, l'Etat et la région Île-de-France sont enfin tombés d'accord sur un « contrat de plan » définitif. « Succès inespéré », affirme-t-on au cabinet de M. Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional. « Un bon travail et un contrat sérieux », estime-t-on au cabinet de M. Lucien Vachal, préfet de région.

Certains chercheront à distinguer, à l'issue de cette partie de bras de fer, un vainqueur d'un vaincu. Incontestablement, en termes politiques, on peut estimer que le gouvernement socialiste s'est forgé, par ces contrats de plan, un instrument de contrôle non négligeable sur la vie des régions. Ainsi - on le voit en Île-de-France - le préfet de région sera-t-il associé, chaque année, à la définition de programmes d'actions économiques - aides au PMI, action sociale dans les îlots sensibles, politique des transports - de manière très formelle puisque inscrite dans le plan et régissant le versement de certaines aides financières.

La mise en garde que formulait, en mai 1983, M. Alain Gricourt, vice-président (UDF) du conseil régional chargé des finances, reste toujours valable : le contrat de plan engage environ 75 % du budget régional sur cinq ans, ce qui ne va pas dans le sens d'une plus grande autonomie du

pouvoir régional vis-à-vis de l'Etat.

Pour ce qui est des dossiers plus strictement régionaux, le contrat de plan ne laisse pas apparaître véritablement de vainqueur ou de vaincu. M. Giraud n'a pu obtenir de l'Etat qu'il s'engage à hauteur de 550 millions de francs par an sur le financement du programme routier. Mais, alors qu'il demandait à l'Etat de verser 1 574 millions pour les transports en commun, celui-ci s'est engagé sur une somme de 1 675 millions et a accepté de prendre une part plus importante du financement du tramway Saint-Denis-Bobigny.

Au chapitre de l'environnement et de l'eau, le conseil régional demandait une participation d'au moins 587 millions de francs à l'Etat pour la réalisation de l'opération « Seine propre ». Il n'a rien obtenu. Rien non plus pour l'aménagement de la « ceinture verte » de Paris. En revanche, alors que l'Etat n'y était pas disposé, il a obtenu l'inscription de la réalisation du barrage d'Aube au contrat de plan ainsi que des crédits pour la station d'épuration de Valenton, l'amélioration du système d'annonce des crues et de protection contre les inondations.

C'est peut-être au chapitre de l'habitat que l'Etat a pu imposer le mieux ses conceptions. Les îlots sensibles, dossier favori du

préfet de région, ont la part belle. Et alors que M. Giraud réclamait la réhabilitation de 15 000 logements par an, le contrat n'en prévoit que 10 000.

L'attitude des communistes

Au chapitre du développement économique, l'Etat semble avoir réussi à grappiller quelques millions à la région, qui avait décidé d'y affecter 27 millions. Finalement, 35 millions viendront de la région et de l'Etat pour aider essentiellement les PMI.

Tous comptes faits, le résultat auquel sont arrivés les deux partenaires peut être considéré comme satisfaisant pour chacun. Reste que ce contrat n'a pas l'heur de plaire au département de la Seine-Saint-Denis, qui l'a déjà qualifié d'« inacceptable ». M. Jean-Louis Mons, président communiste du conseil général, estime, en effet, qu'« il est marqué par le refus du conseil régional d'utiliser tous les moyens juridiques et financiers dont il dispose pour contribuer réellement au développement économique de l'Île-de-France ». Gageons que la polémique ne fait que commencer et que le secrétaire d'Etat au Plan, M. Jean La Garrec, aura un certain mal à convaincre ses alliés communistes de la région-capitale à accepter ce plan.

OLIVIER SCHMITT.

TUBORG C

SOIR.



INFORMATIONS « SERVICES »

JEUNES

Tout ce que l'on doit savoir sur la sexualité

« Dis, où ils sont les bébés dans le ventre ? Comment ils font pour sortir ?... » Quels sont les pères et les mères qui n'ont pas entendu, un jour ou l'autre, ce genre de questions ? Quel est celui, ou celle, qui ne s'est pas précipité - en vain - vers la « bible » familiale (la Petite Larousse illustrée) dans l'espoir de trouver quelques croquis des organes reproducteurs pour éclairer ses explications ? S'il est possible de tout savoir, grâce à cet ouvrage, sur le squelette, le système nerveux, les muscles et la circulation sanguine, il est impossible d'y trouver la moindre illustration concernant les appareils génitaux.

Heureusement, depuis quelques années, fleurissent des brochures vulgarisatrices. La dernière en date : *Eric et Lena*, une plaquette de 24 pages publiée par la Fédération nationale Couple et famille (1). Claire et abondamment illustrée, elle essaie de donner une réponse aux questions essentielles sur la puberté, les organes génitaux, le cycle féminin, la fécondation, la grossesse, la naissance, la contraception ainsi que sur l'interruption volontaire de grossesse et les maladies sexuellement transmissibles. Rédigée simplement, elle s'adresse en priorité aux adolescents, mais beaucoup d'adultes gagneraient à la parcourir... au risque de devoir renier au grand public quelques clichés. Qui s'en plaindra ?

Aussi étonnant que cela puisse paraître, le domaine de la sexualité est encore encombré d'idées fausses ! Couple et famille peut en témoigner. Cette association, créée en 1980 et reconnue d'utilité publique en

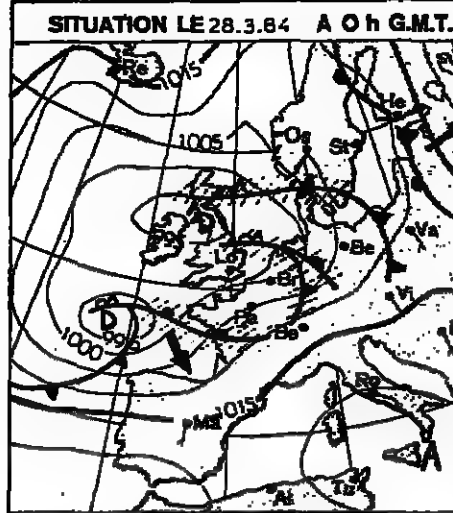
1975, a pour vocation d'aider les personnes et les couples à vivre leur sexualité d'une manière responsable et de leur apporter des informations, tant sur le plan biologique que psychologique. Elle organise des réunions, des entretiens individuels avec les adultes, mais aussi des rencontres pour les jeunes dans les établissements scolaires, les maisons pour tous.

C'est à partir de ces échanges avec des adolescents que l'idée d'une brochure informative a germé. L'équipe qui a rédigé l'ouvrage a apporté le maximum d'attention au texte où se retrouvent simplement les mots désir, responsabilité, amour, et risques. Certains buteront peut-être sur cette définition volontairement restrictive de l'acte sexuel : « rapprochement de deux personnes sexuellement différentes », tandis que d'autres se féliciteront de voir relativisée la notion de plaisir abordée dans l'ouvrage : « la sensation de plaisir de chacun est plus ou moins intense selon les circonstances ». On peut tout de même déplorer que, par souci de « respect des choix moraux de chaque famille », l'association ait refusé, dans son chapitre sur la contraception, de mettre en garde les utilisateurs sur l'efficacité des différentes méthodes, laissant cette tâche aux médecins.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(1) *Eric et Lena*, Fédération nationale Couple et famille, 28, place Saint-Georges, 75009 Paris. Tél. : 28-25-98. Également en vente dans certains magasins FNAC ou dans les différentes antennes de l'association. 24 pages. Prix : 5 F.

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 28.3.84 A 0 h G.M.T.

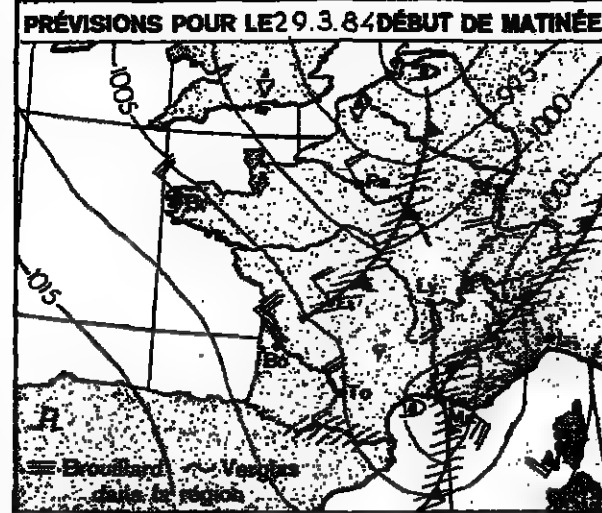
Evolution probable du temps en France entre le mercredi 28 mars à 0 heure et le jeudi 29 mars à 24 heures.

La dépression se déplaçant de l'ouest de la Bretagne vers le Danemark, la circulation d'une perturbation très active.

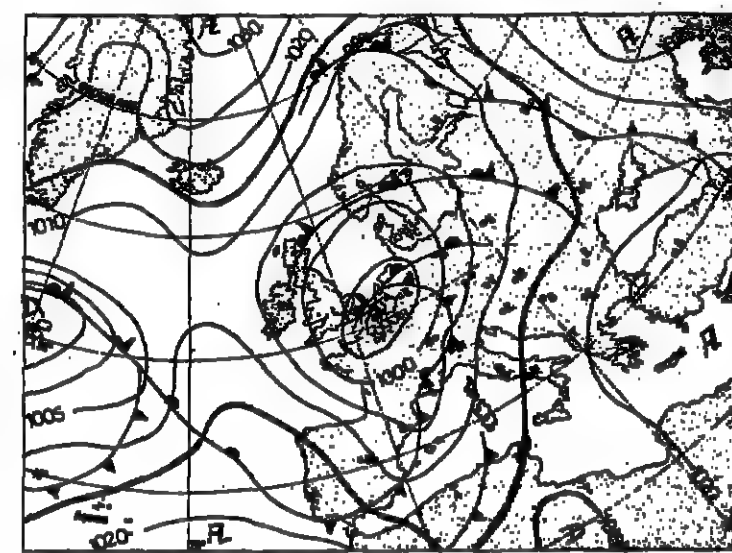
Jeudi, le temps en France sera très nuageux et fort pluvieux. Le front froid de la perturbation et son occlusion se situant au sud de la France, la dépression apportera des précipitations de type continu et orageux en régions méditerranéennes, du nord de la Seine au Nord-Est, aux Alpes et régions méditerranéennes du matin, des Vosges à la Corse l'après-midi. A l'arrière, le ciel restera très chargé et des averses locales fortes se produiront. Elles cesseront progressivement l'après-midi avec développement de quelques éclaircies près de l'Atlantique. Les températures seront inférieures aux normales saisonnières et le vent sera assez fort à fort près des côtes de l'Ouest.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer sera à Paris, à 7 heures, le 28 mars, de 1 000 millibars, soit 750,1 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 mars; le second le minimum de la nuit du 27 au 28 mars): Ajaccio, 16 et 5 degrés; Biarritz, 18 et 11; Bordeaux, 15 et 9; Bourges, 11 et 8; Brest, 10 et 6; Caen, 13 et 3; Clermont-Ferrand, 15 et 7; Dijon, 12 et 8; Grenoble-Saint-Martin-d'Hères, 17 et 7; Grenoble-Saint-Georges, 14 et 7; Lille, 9 et 4; Lyon, 14 et 9; Marseille-



PRÉVISIONS POUR LE 29 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



Marignane, 16 et 11; Nancy, 11 et 8; Nantes, 13 et 9; Nice-Côte d'Azur, 17 et 8; Paris-Montsouris, 12 et 7; Paris-Orly, 10 et 7; Pau, 20 et 10; Perpignan, 17 et 8; Rennes, 13 et 8; Strasbourg, 14 et 8; Toulouse, 12 et 9; Toulouse, 19 et 10; Poitiers-Futuro, 29 et 22.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 20 et 7 degrés; Amsterdam, 10 et 5; Athènes, 20 et 9; Berlin, 11 et 3; Bonn, 13 et 6; Bruxelles, 11 et 5; Le Caire, 31 et 11; Des Canaries, 22 et

17; Copenhague, 2 et 1; Dakar, 24 et 19; Djibouti, 23 et 13; Genève, 13 et 6; Jérusalem, 14 et 6; Lisbonne, 16 et 13; Londres, 10 et 1; Luxembourg, 9 et 3; Madrid, 12 et 9; Moscou, 1 et -2; Nairobi, 13 et 21; New-York, 10 et 6; Palma-de-Majorque, 17 et 3; Rome, 17 et 9; Stockholm, 0 et -3; Taux, 25 et 14; Tunis, 20 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

P.T.T.

Le « pneu » c'est fini

Ouvret à Paris, en 1867, le service pneumatique sera supprimé le 30 mars prochain à 17 heures. Les pils étaient délivrés en deux heures, propulsés dans des tuyaux souterrains par de l'air pulsé, depuis une dix-septième rue. Toute une époque...

La suppression du « pneu » était prévue depuis longtemps par les P.T.T. (le Monde du 21 décembre 1983). Concurrencé par le téléphone, le téléx et les nouveaux services offerts par l'administration, le pneumatique a vu son trafic passer de 2,7 millions de pils, en 1973, à 650 000, en 1982. Les lourdes machines à visser, le réseau de tuyaux est, par endroits, hors d'état et le déficit du service atteint une cinquantaine de millions de francs.

Les P.T.T., qui souhaitent supprimer le « pneu » dès le début de l'année, ont attendu de trouver le moyen de racheter le personnel (environ cent cinquante « machinistes » et cent cinquante porteurs vacataires), et mettre en place deux services équivalents : Pontclair (créé fin 1983), qui permet la transmission par télex d'un document entre deux bureaux de poste pour un prix de 12 à 15 F, et Pontclair (créé en janvier dernier pour la région parisienne), qui permet la délivrance d'un pil le jour même s'il est déposé avant une certaine heure matinale. La COT proteste contre l'arrêt du « pneu » et critique l'administration qui « refuse depuis des années de rénover ce réseau ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3677

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | |
| XI | | | | | | | | | |

HORIZONTALEMENT

I. - Une œuvre qui tourne autour de son héros. - II. Jour de la lyre avec des vers de mirliton. - III. Se montre facile pour tenter d'obtenir des faveurs. - IV. Peut qualifier un berger, mais jamais un pasteur. Lieu d'élection au pays de Mirville. V. Empêches des vapeurs de se délayer. - VI. Serin auquel il est facile de cloquer le bec. Jumelles muettes. - VII. Laurier-sauce à l'américaine. - VIII. Font partie des risques. Evocation de Fanfan pour les fans de Gérard Philipe. - IX. L'Inde moderne. Planer. - X. Dissolvant. Vodka, d'après Ponce Pilate. - XI. En bonne compagnie ou en fâcheuse posture.

VERTICALEMENT

1. Qualificatif généralement attribué à l'administration « chinoise ». - 2. Prisa. C'est souvent un Maure au sein d'une nature morte. - 3. Leur administration ne relève pas de l'église catholique. Plaisante. - 4. En cela s'exprime la Tyrolienne. Si cette femme vous fait des signes de la main, n'en tirez pas pour autant une conclusion galante ! - 5. Le prince de la jungle. - 6. Paradoxalement revêtu pour avoir à éviter une veste. C'est souvent ouvert pour la retraite anticipée. - 7. Progeniture de la foi aux hommes pas catholiques. Procède à la deuxième phase d'un programme antipollution. - 8. Personnel. Point d'honneur. Façon de tomber providentielle ou danger de chute. - 9. Entremetteur grec. Coule en France.

Solution du problème n° 3676

Horizontalement
I. Pharmacie. - II. Ail. Es. Ma. - III. Relent. Ba. - IV. Arquier. - V. Dague. Un. - VI. Irréductible. - VII. Soane. A.M. - VIII. Robe. - IX. Pis. Perle. - X. Réclut. Ben. - XI. Nasse.

Verticalement
1. Paradis. Pré. - 2. Hérarchie. - 3. Allegro. Sen. - 4. Equine. La. - 5. Mennets. Pus. - 6. Ast. Aère. - 7. Orbe. - 8. Imbrûlable. - 9. Eau. Néméens.

GUY BROUTY.

SPORTS

Le Comité national olympique réclame 1 milliard de francs de ressources supplémentaires pour les clubs

« Les moyens pour une politique ambitieuse en faveur du sport français : tel est le titre du rapport rédigé par une commission composée de parlementaires et de représentants du mouvement sportif qui a été adopté à l'unanimité, le 27 mars, par l'Assemblée générale du Comité national olympique et sportif français (CNOSF). Concrètement, le mouvement sportif réclame 1 milliard de francs de ressources supplémentaires.

« Nous ne pouvons pas nous résoudre à gaspiller quelques dizaines de millions pour améliorer l'ordinaire », a déclaré M. Nelson Pailhou, président du CNOSF, qui va soumettre aux pouvoirs publics quatre propositions n'excluant pas une augmentation de la part du sport dans le budget de l'Etat. La première consisterait à créer un « Loto » sportif, le parti revenant au sport étant de 33 % pour les vingt franchises annuelles pouvant rapporter chacune 150 millions de francs. La deuxième viserait à augmenter le pourcentage revenant au sport sur le montant des paris du Loto actuel (+ 5%) et du PMU (+ 2,5%). La troisième solution combinerait les deux premières. La dernière reviendrait à créer un concours de pronostics sur les mat-

ches de football, comme il en existe notamment en Italie. Cette dernière proposition a été placée en fin de liste car elle a déjà fait l'objet de nombreuses polémiques et elle ne serait défendue par le CNOSF que si les trois premières solutions étaient écartées.

M. Pailhou a précisé que, sur le milliard de ressources supplémentaires, 600 millions de francs seraient affectés au sport de masse : « Cela représenterait quatre heures d'animation pendant quarante-cinq semaines pour soixante-dix mille clubs. Ce ne serait pas trop au moment où les dirigeants s'efforcent et ne peuvent plus se satisfaire de discours », a-t-il ajouté. Le président du Comité olympique doit présenter les quatre propositions au président de la République, qui le recevra début avril. Le ministre du temps libre, de la jeunesse et des sports, M. Edwige Avice, a cependant noté dans son allocution de clôture de l'assemblée générale qu'il n'était pas possible de tout faire en même temps : si le projet d'organisation des Jeux olympiques à Paris en 1992 aboutissait, cela représenterait un engagement de plusieurs milliards de francs, a précisé le ministre.

● **Football : Les « olympiques » français en danger.** - L'équipe de France olympique de football a compromis ses chances de participer aux Jeux de Los Angeles en faisant match nul (1-1) avec son homologue de la République fédérale d'Allemagne, mardi 27 mars au Parc des Princes. Devant trente mille spectateurs, dont dix-huit mille scolaires invités, les Français avaient ouvert le score à la 29^e minute par le Lenois Daniel Xuereb, mais les Allemands ont égalisé à cinq minutes du coup de sifflet final par Schatzschneider, le successeur de Hirschbach à Hambourg. Le match retour, qui désignera le représentant de l'Europe occidentale aux Jeux, aura lieu le 17 avril à Bochum.

● **Matches de première division en retard.** - Les deux matches en retard du championnat de première division disputés le 27 mars se sont soldés par des résultats nuls, d'une part entre Sochaux et Saint-Etienne (1-1) et d'autre part, entre Strasbourg et Rouen (0-0). Au classement général, Rouen huitième, Strasbourg neuvième, Sochaux onzième, gagnent une place tandis que Saint-Etienne reste à la seizième.

EN BREF

CHANTEURS ET COMÉDIENS

DONNEZ DE LA VOIX. - La Fédération nationale des activités musicales (FNAMU) organise, du 31 mars au 8 avril, une rencontre entre choristes, solistes et musiciens autour du Messie de Haendel, sous la direction de Norma Benesi, chef de chœur, et de Jean-François Gonzalez, chef d'orchestre. Un stage « Voix au mouvement » aura lieu en Ardèche du 1^{er} au 8 avril.

★ FNAMU, 41 bis, quai de la Loire, 75019 Paris; tél. : (1) 201-95-98.

CONCOURS

FUTURS HISTORIENS. - Organisé chaque année par les Archives nationales pour les jeunes de quatorze à dix-huit ans, le Concours de l'historien de demain portera cette année sur « La vie des Français en 1914-1918 ». Les candidats devront remettre, avant le 18 avril 1984, un court dossier illustré rendant l'atmosphère de cette époque dans leur ville ou leur région. Ils s'appuieront sur les archives, la littérature de guerre, les articles de presse, caricatures, affiches illustrées, etc. Pour les aider, les services éducatifs des Archives nationales et départementales organisent des expositions commentées.

EXPOSITION

FASCINATIONS HIMALAYENNES. - Le Club alpin français présente jusqu'au 13 avril une exposition consacrée au projet architectural d'un camp de base pour l'expédition himalayenne à Pokhara, au Népal. Au Club alpin français, 7, rue La Boétie à Paris 8^e, de 12 heures à 17 heures.

MOTARDS

CASQUE ET CHOCS. - Sous la forme d'un petit dépliant illustré « Chic ! un casque pour tous les chocs », l'AFNOR, en six questions-réponses simples, apprend aux motards à choisir un casque et comment rouler en sécurité.

★ Gratuit, sur simple demande à l'AFNOR, Cedex 7, 92000 Paris la Défense. Tél. : 70-13-26; poste 4113. Ou à l'URCS (Union Régionale civile et sociale), 6, rue Bréguet, 75003 Paris. Tél. : 272-19-18.

PRIX DE POÉSIE

JEUNES TALENTS. - Le prix de poésie de la Fondation de la vocation est destiné à encourager un jeune poète d'expression française. Ce prix de 20 000 F sera décerné le jour de l'attribution du prix littéraire de la vocation. Pour concourir, il faut être âgé de dix-huit à trente ans et envoyer à la Fondation de la vocation, avant le 30 avril, un recueil dactylographié de cinquante poèmes au minimum - les manuscrits et copies d'auteur non acceptés.

★ Fondation de la vocation, 60, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris. Tél. : 501-23-28.

STAGES

NISSER LA VOILE. - La direction temps libre, jeunesse et sports d'Ile-de-France organise un stage d'initiation technique à la planche à voile et au dériveur, du 23 au 28 avril à Jablines (Seine-et-Marne) et un stage de découverte de la randonnée nautique, du 21 au 26 mai à La Rochelle.

★ Renseignements au 584-12-05, postes 618 et 623.

PARIS EN VISITES

VENDEUR 30 MARS
« La Conciergerie », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge, M^{me} Dubucane.
« Le mobilier urbain », 14 h 30, angle rue Froment, boulevard Richard-Lenoir. M. Gazquez-Romero (Caisse nationale des monuments historiques).
« Exposition Bouguereau », 14 h 30, Petit Palais (Approche de l'art).
« Hôtel des ventes », 15 heures, métro Richelieu-Drouot (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« La Seine et ses ponts », 15 heures, place du Châtelet (Paris autrefois).
« Les Catacombes », 15 heures, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son histoire).
« Faubourg Saint-Antoine », 14 h 30, métro Faubourg-Chaligny (Rénovation du passé).

Lisez
St Monét
PHILATELISTES
LE JOURNAL DE LA PHILATÉLIE

(Publicité)

LOTO :

CAGNOTTE DE 6806011 F POUR LE 31 MARS

6806011 F : ce sera le montant de la cagnotte pour le tirage du Loto du samedi 31 mars 1984.

Pour la première fois en effet depuis la création du second tirage, personne n'a trouvé les six bons numéros le 24 mars dernier. De ce fait, cette fort coquette somme sera attribuée à ceux qui trouveront les six bons numéros en fin de semaine.

Les prochains tirages auront lieu mercredi 28 et samedi 31 mars.

Une très bonne raison de participer au tirage du samedi.

Joué, misé, gagné

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

LA CHANSON FRANÇAISE AVANT LE PRINTEMPS DE BOURGES



LE Printemps de Bourges présente sa huitième édition du 31 mars au 8 avril. Renaud, Daniel Balavoine, Jacques Higelin, Claude Nougaro, Nina Hagen, Pierre Akendengué, une série de créations originales, une scène ouverte, des soirées spéciales, dont une avec la participation de William Burroughs, de nouveaux espaces scéniques vont donner tout son éclat à cette fête annuelle où la chanson démontre sa vitalité, sa magie et son invention.

Car le paysage a changé depuis huit ans, poissé par l'évolution des sensibilités et du langage, entraîné dans une série de crises qui ont amené l'industrie phonographique à se remettre peu à peu en question. La firme AZ a disparu du marché il y a quelques mois. Eddie Barclay a quitté au début de l'année la maison qui porte son nom et qui appartient désormais au groupe Polygram. Certes, celui qui, dans les années 60 et 70, a représenté d'une certaine manière le pouvoir dans le show-business n'a

pas renoncé à la production : à la tête d'une nouvelle société, la Compagnie française de production artistique et audiovisuelle, Friedland, Eddie Barclay annonce la publication des premiers albums sous sa nouvelle griffe. Mais il est pour le moins marginalisé.

Des trois importantes expéditions françaises de catalogue discographique (Barclay, AZ, Vogue), deux ont disparu et aucune nouvelle n'apparaît à l'horizon. Patrick Zelnik, jeune président dynamique de Virgin France, explique ce tarissement par le fait que toute entreprise nouvelle n'existe que par rapport à l'environnement, aux banques, à l'Etat, aux autres maisons phonographiques, aux disquaires : « Si vous arrivez seul sur le marché actuellement, vous ne trouverez pas de financement, ni de conditions de paiement, ni de contrat de distribution ».

Virgin France a été créée en juillet 1980. Son chiffre d'affaires, un an plus tard, était de 30 millions de francs. Il représente aujourd'hui 153 millions, soit environ 5 % du marché français. Le catalogue anglais constitué uniquement par le rock des années 70 et 80 (Peter Dinklage, Human League, Tangerine Dream, Tom Verlaine, XTC, Culture) a assuré au départ un chiffre d'affaires minimum qui a permis de financer un catalogue français rassemblant des artistes influencés

par le rock au sens large du terme (Julien Clerc, Richard Gotainer, Valérie Lagrange, Bill Baxter, Taxi Girl, Téléphone). A l'intérieur d'une industrie en crise, Virgin a su, en peu de temps, prendre une place non négligeable. En Grande-Bretagne, Virgin a investi dans tous les domaines des loisirs et de la communication. Elle possède des discothèques, des sociétés vidéo, elle édite des livres, produit des longs métrages et se lance à présent dans le câble. « En France, souligne Patrick Zelnik, nous allons être amenés à entreprendre une diversification identique ».

Produire un album aujourd'hui coûte en moyenne entre 300 000 et 400 000 francs, somme qu'il faut multiplier par deux s'il y a un peu de publicité. Il faut donc vendre 40 000 33 tours pour récupérer la mise. Or il n'y a plus de fidélisation du public. L'enjeu est devenu permanent pour les artistes français. C'est un phénomène nouveau qui s'explique aisément par la limitation du budget du consommateur sollicité par les diverses formes de loisirs et qui doit faire une sélection de plus en plus sévère dans ses choix.

« Avec les artistes nouveaux », dit Patrick Zelnik, il faut, à l'évidence, raisonner à long terme. Ce n'est pas forcément le premier ou le deuxième album qui aura du

succès. Mais le troisième. Il y a un problème de maturation qui peut durer plusieurs années : ce fut le cas de Bernard Lavilliers et de Jacques Higelin. Il est donc nécessaire d'investir de l'argent mais avec des bénéfices de plus en plus incertains et une chute de moitié des gains obtenus avec le fonds de catalogue. La crise est une contrainte. On doit en tenir compte. Mais ça n'exclut pas la réussite. Cela demande simplement une stratégie différente.

Il y a un décalage flagrant entre l'écriture d'une chanson et son prolongement possible dans l'image. Il y a un fossé entre la chanson et le désir de l'interprète de faire de son produit un vidéo-clip. Cela doit changer. Nous avons besoin d'artistes qui ont un look et des idées. Pour réussir, il faut non seulement un bon enregistrement et une pochette bien exécutée, mais une solide promotion dans laquelle le vidéo-clip a de plus en plus d'importance. Virgin va produire des vidéo-clips avec de jeunes artistes. — C. F.



GAINSBOURG

Les belles harmonies

SERGE GAINSBOURG n'est jamais allé au Printemps de Bourges. Est-ce parce qu'il est à la fois idéaliste et provocateur, mystificateur et démythifiant ? Parce qu'il a l'air de toujours s'amuser, lui qui travaille comme un artisan faisant son ouvrage avec une facilité déconcertante qui cache une longue maturation ? Toujours est-il que depuis huit années cette manifestation qui a vu défiler tout le gratin de la chanson française n'a pas reçu sa visite ni bénéficié de ses réponses à l'empereur du show. Comme si après son « parcours du combattant », où s'entrechoient les chansons, les films et les spots publicitaires pour le lave-vaisselle, le silence, et Palmolive, il ne s'était jamais identifié à son art, à son métier, à ces « trucs qui font des trous dans le fromage à la rennetaire ».

Jacques Brel disait souvent à Gainsbourg : « Tu es un crooner », et si l'auteur de la Javanaise fait le compte, il se dit qu'effectivement dans cette chanson comme dans Je t'aime moi non plus il y a des « plans » de chanteur de charme. Pourtant, la première vraie rencontre de Serge Gainsbourg avec la chanson, elle a lieu avec Fréhel, avec cette voix rauque qui venait du ventre.

En 1938, Gainsbourg avait dix ans et il habitait 11 bis, rue Chaptal. Fréhel vivait impasse Chaptal, là où il y avait le Grand Guignol. Le père (émigré russe) de Serge Gainsbourg était pianiste dans une boîte de nuit à Pigalle. « Il m'a expliqué, dit le chanteur, ce qu'était Fréhel : « Du gris qu'on prend dans ses doigts et qu'on roule ».

Serge Gainsbourg chante à voix basse, à la recherche du temps retrouvé. Il jure qu'il n'a jamais, depuis, écouté la chanson :

« Dans ses bras il tenait sa belle
Mais sur la table l'ai pris
un couteau
Et ma vengeance fut cruelle.
Où j'étais gris, j'ai fait une blague
J'ai tué mon gigolo
Devant la copine, comme
une coquette ».

Dans le cou, j'ai mis mon couteau
Donnez-moi de la coca
Pour troubler mon cerveau.
C'est là, le code sublime :
L'esprit s'envole vers la Seine
Mon amour de cœur m'a rendu folle ».

Un jour, au retour de la commedia, Serge Gainsbourg, la croix d'honneur du bon élève accrochée sur la blouse noire, prend le tournant de la rue Chaptal et se heurte à Fréhel, que la vie mouvementée, la boisson et la drogue ont transformés en une femme massive, usée, sans âge. Elle a le regard de celle qui a perdu depuis longtemps toute illusion. Elle passe la main dans les cheveux de Serge Gainsbourg et lui dit : « Toi, t'es un brave garçon ». Elle portait toujours sur elle un peignoir déguisé, dit Gainsbourg, un peignoir sous l'atmosphère, et un gigolo se tenait derrière elle, à 3 mètres réglementaires. « T'es un bon p'tit. Viens au café. Je te paie une grenadine et une tartelette. » Et elle a vidé un litre de rouge ».

Nuits blanches

Serge Gainsbourg s'est produit pour la première fois en public au cabaret Milord l'Arsouille, en 1958, à l'époque de l'agonie de la rive gauche. Huit jours après ses débuts, Yves Montand et Simone Signoret surgissent, s'assoient à gauche de la scène. « Montand, me rappelle Gainsbourg, me convoque à sa table. C'était la star ».

« Qu'est-ce que vous voulez faire p'tit gars : auteur, compositeur, interprète ? »

D'une voix innocente, je balance : « Moi, je veux tout ».

Montand fait le masque, et moi je me casse. Mais Signoret sort de son silence :

« Rappelle le p'tit.
Alors Montand se lève, viens vers moi et, la main sur l'épaule, me dit :
« Eh ! p'tit gars, ça va travailler ensemble. Viens, prends mon numéro de téléphone. Tu m'appelles, je serai là ».

Mais à ce premier rendez-vous place Dauphine, il ne s'est rien passé. Je lui ai montré toutes mes chansons sans qu'il y ait eu suite ».

Serge Gainsbourg n'a pas un titre dans ses trois. Il n'a rien au chand comme on dit. Je t'aime moi non plus a pour origine le film Les Caves vertes. Elise, le film l'Horizon. En 1973, il compose une jolie valse pour le Voleur de chevaux. Après la sortie du film, il ajoute des paroles à la musique, appelle Montand et lui propose la chanson.

A ce deuxième rendez-vous, quinze ans après, dit Gainsbourg, je me suis mis dans ma tête de petit Russe que j'allais lui montrer comment on buvait du whisky sous glace. J'en ai pris beaucoup et j'ai joué ma valse. Montand s'est exclamé : « Hein ! Simone, elle est belle la valse de Gainsbourg ». Si Signoret a répondu : « Gainsbourg, il est vraiment joli ce thème. Tout à coup, je me suis demandé : qui peut chanter ça avec toutes ces belles harmonies ? Mais c'est Montand ». Lui, très imposant, très classe : « On fait le 45 tout de suite ». J'avais une idée de face B : l'alcool qui tue. Quand je suis sorti place Dauphine, j'ai rubé mon chemin de croix. J'ai géré tout l'alcool. Je n'ai pas eu de nouvelles de Montand ».

Serge Gainsbourg continue aujourd'hui son chemin avec tous les signes extérieurs de la légende : le dandyisme décadent, l'ironie provocatrice, la voix travaillée par l'alcool, le tabac, les nuits blanches. Et aussi les blessures grandioses et désolées, la vulnérabilité et la fragilité. Il vient de fabriquer, en trois mois, douze spots publicitaires. Il est l'un des réalisateurs les plus demandés et « les plus chers ». Juste avant, il avait fait les derniers albums d'Isabelle Adjani et de Jane Birkin. Il prépare son propre disque, dont la sortie est prévue en septembre. « Surtout pas de sclérose. Toujours en mouvement ! Sinon, je me ferais prier la cervelle. Et je parle sérieusement. Pas d'arrêt image. Traveling avant ».

C. F.

MIREILLE

L'élégance pour toujours

MIREILLE, soixante-dix-huit ans, célèbre cette année le centenaire de son anniversaire. Petit Conservatoire de la chanson. Près de quatre-vingt mille jeunes l'ont fréquenté et aussi François Hardy, Colette Magny, Hugues Aufray, Hervé Cristiani. Aujourd'hui encore, ce Petit Conservatoire est animé par Mireille, minuscule, la voix acide, pointue, qui a composé plus de cinq cents chansons imaginées comme une sorte de valse romantique et qui, au début des années 30, a ouvert la brèche où allait s'engouffrer Charles Trenet et, derrière lui, une grande partie de la chanson française moderne.

Le Petit Conservatoire a trente ans, dit Mireille. Deux fois par semaine, ils sortent cinquante à venir, à se placer comme ils peuvent, à échanger des musiques, des chansons. Lundi dernier, j'ai reçu pour la première fois le visite d'un jeune handicapé qui cherchait dans le miroir. J'ai ramené subi d'un coup auvent de talent. Tout le monde, debout, a fait une « standing ovation ». Il m'a demandé : « Voulez-vous, madame, que je vous fasse un yogourt ? » Les élèves connaissent l'expression, et ils ont ri. Je lui ai demandé de m'expliquer. Parce que ce sont toujours les élèves qui m'apprennent. Je n'ai jamais rien enseigné à personne. La chanson, ça se joue, ça se sent, ça se passe. Ce que je peux faire, c'est aider, détecter, parler. Je vais quitter mon appartement à quatre heures et demi. Cinq élèves m'ont téléphoné pour me demander s'ils pouvaient venir me chercher. Je sais tout avec eux. Le yogourt, c'est un amalgame de rythmes et d'onomatopées. J'ai été tellement éblouie par les dons du jeune handicapé que je lui ai demandé s'il n'avait pas un autre « yogourt ».

Vous venez d'écrire une chanson avec un élève.

J'arrête pas. Je vis comme un fou. Évidemment, j'aurais préféré être une abeille.

J'ai toujours du plaisir à me mettre au piano. L'autre jour, pour une fête, j'ai chanté Couché dans le foin, le Jardinier, le Vieux Châtelet, le Carrousel, tous ces titres que les gens, miraculeusement, ont encore perdus dans la tête. Moi, je crois qu'en dépit des modes la chanson ne se renou-

vèle pas beaucoup. La base musicale ne change pas. Il y a des yogourts, il y a des fromages. Mais le fond reste le même. Les yogourts ont moins besoin de mélodie. Ce sont des sons martelés. Ça ne résiste pas au tampe. Mais ce n'est pas fait pour ça.

Je suis de l'école de Gerstwin. J'ai été fascinée par lui. Au début des années 30, j'ai eu la chance de le rencontrer et je me suis dit : « Tiens ! il fait la même musique que moi ! »

Les mots, les rythmes, les sons, ce sont des passades. Ça qui ne bouge pas, c'est l'élégance. C'est quelque chose de naturel, l'élégance. François Hardy disait un soir avec moi, dans la cuisine. Je lui avais prêté le haut d'un pyjama de Théodore et je le regardais devenir élégant avec une veste de pyjama qui, tout à coup, s'est mise à faire des plis, des drapés. Quelqu'un m'a demandé récemment ce qu'il fallait pour pouvoir entrer au Petit Conservatoire.

J'ai eu un énorme fou rire et j'ai répondu : « Il faut être gentil ».

La dédicace

La « look », par définition, c'est quelque chose qui se regarde, qui se voit. La « look » a suivi le phénomène Michael Jackson. Il y a eu d'abord la voix, le rythme, la manière de danser. Beaucoup de garçons et de filles ont peut-être le même talent que lui, mais ils n'ont pas pu s'imposer. Michael Jackson est sorti de la boîte et pas un autre. Il y a eu un défilé en plus.

La popularité mondiale et soudaine de Michael Jackson n'est pas sans rappeler celle qu'eut le champion de tennis Björn Borg.

Oui. Aujourd'hui, les gens éprouvent de l'admiration pour tel ou tel chanteur, mais ils ont moins d'amour. Ça va trop vite. On ne peut plus garder une chanson dans sa poche comme avant.

Il y a quelques semaines, je suis allée signer mon livre à Strasbourg, dans un grand magasin. Les gens faisaient la queue et il y avait deux bons vieux avec bonnets et gants de laine qui restaient devant moi et sou-

rirent. Les gens arrivaient avec le livre, je le dédicais et je continuais à voir un peu plus loin le couple en train de sourire. Je ne pouvais pas faire autre chose que de leur répondre. A un moment, tous les deux ont sorti leur porte-monnaie. Ils ont compté leurs sous. Ils n'avaient pas assez pour acheter le livre. J'étais entourée de vendeurs et de gens qui voulaient une dédicace. Je n'avais rien sur moi, je ne pouvais que leur sourire. Et puis ils sont partis.

Il y a des revues, une demi-heure après, le livre à la main. Je leur ai demandé de s'asseoir à côté de moi et, un peu sous forme de boutade, je leur ai dit : « Vous allez le lire quand ? » L'homme m'a répondu : « Nous ne savons pas lire. Je ne sais plus comment faire pour retourner les choses. Mais l'homme m'a dit tout à coup : « Vous faites partie de notre vie. Quand on s'est marié, vous chantez. Papa n'a pas voulu. A notre premier enfant, on écoutait à la radio Couchés dans le foin. D'autres chansons de vous ont coïncidé avec des petits événements de notre vie. Et puis il y a aussi les photos dans le livre. On les a vues ».

Vous-même, avez-vous ressenti ces dernières années un sentiment très fort pour un chanteur ?

J'ai eu une espèce de folie pour David Bowie. J'ai regardé ses films, j'ai assisté à son dernier concert à Autun. J'ai été très impressionnée par le personnage. Quand je me suis mariée — je ne l'ai été malheureusement que quarante ans — la première chose que j'ai vue chez Théodore, c'est à-dire Emmanuel Béri, c'était des mains magiques qui pouvaient chaque phrase comme des arbalètes. J'ai été éblouie. Lorsqu'une chose vous séduit à ce point, vous avez envie de voir, d'écouter. Il n'y a plus de détail. Après, je me suis dit : « Oui, il doit avoir un regard, une couleur des yeux ».

Pourquoi ne pas s'arrêter aujourd'hui ?

C'est un secret tout simple qui me maintient active : Toute ma vie, j'ai eu l'impression d'être assise dans un char conduit par des lutins et de me laisser guider.

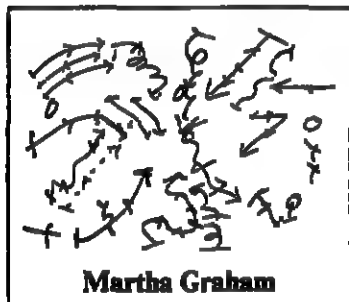
Propos recueillis par CLAUDE FLÉOUTER.

PARCOURS A NEW-YORK

MODERN DANCE

ARRIVER à New-York le jour de la Saint Patrick, c'est tomber dans un tourbillon blanc et vert de drapeaux et de guirlandes claquant au vent glacé. Une foule badgée, déguisée, se presse vers Central Park. Canalisés par la police à cheval, les cortèges, les fanfares, remontent la 5^e Avenue. La gigue a remplacé le smurf, l'air sent la bière et le crétin.

Chaque séjour new-yorkais, trop bref, engendre l'excitation, un sentiment d'urgence devant tout ce qui vous sollicite. Il faudra d'emblée renoncer aux musées archi-plains, City, mais aussi les anciens succès, *Chorus Line*, *The Tap Dance Kid* et *On your Toes*, où triomphe Galina Panova, ballerine transfuge du Bolchoï, nouvelle coqueluche des Américains, le star d'élection demeurant toutefois Baryshnikov, dont le profil romantique agrément les vitrines.



Martha Graham

Actuellement c'est Martha Graham qui tient la vedette. Elle attire le public au State Theater du Lincoln Center, où elle présente une dizaine de ballets, dont une importante création : le *Sacre du printemps* (1). A quatre-vingt-dix ans la chorégraphe, longtemps marginale, fait partie du patrimoine : « Investissez dans un trésor national » conseille un dépliant à l'usage d'éventuels sponsors.

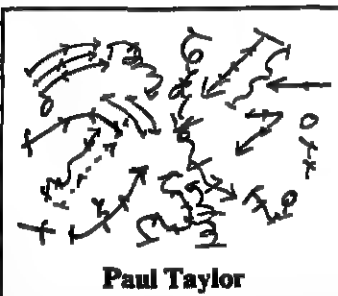
Le programme met l'accent sur l'hommage qui lui a été rendu en janvier à l'Opéra de Paris, excellente opération publicitaire pour Nouriev

largement évoqué à cette occasion. Le *Sacre* constitue une œuvre majeure de Graham, une manière de boucler la boucle et de revenir à sa première source d'inspiration, le primitivisme. Dans sa version, Nijinsky se référait à la vieille Russie, Graham s'inspire des Indiens d'Amérique.

Avec un certain détachement vis-à-vis de la musique de Stravinsky elle développe de manière très théâtrale un sacrifice rituel avec des danses hachées, circulaires, le martèlement des talons et des attitudes profilées rappelant les fresques aztèques. La vierge palpitante, manipulée par le Shaman, dansant jusqu'à l'épuisement au pied d'un immense totem est très proche de la jeune Martha Graham qui incarnait « Xochitl » au Denishawn en 1920 ou de l'étue du *Sacre* de Massine. Son ballet, superbe, est moins émouvant pourtant que *Primitive Mysteries* (1931) où sont suggérés avec poésie la beauté et le mystère féminin. Le public lui a fait un triomphe.

Non loin de là, au City Center, Merce Cunningham — un dissident de la grande prêtresse, qui a mis longtemps à s'imposer lui aussi — fait salle comble. Les spectateurs entraînent envers lui une relation chaleureuse, familière, assez différente de l'administration respectueuse des Français. Quand Merce paraît en scène, chacun de ses gestes est souligné par des cris, des encouragements. Une connivence se crée, elle stimule les danseurs, et *Roadrunner*, ballet plein de gags, s'achève dans l'euphorie générale.

A soixante-quatre ans, Cunningham n'a pas fini d'étonner. Sa nouvelle création, *Pictures* (2), est d'un ton neuf, insolite, en raison de la musique lyrique de Mark Lancaster et d'une chorégraphie extrêmement sensible et raffinée. C'est une méditation, la confiance d'un danseur vieillissant, qui s'achève sur l'image — très balnéaire — du maître et de l'élève, Charlie Moulton en ombre chinoise avec humour et pudeur.

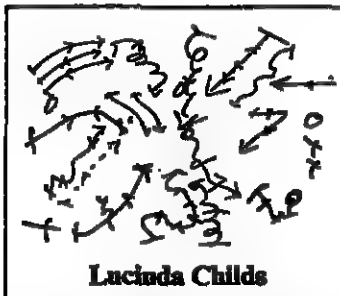


Paul Taylor

Paul Taylor, autre disciple de Graham, se succède à Cunningham au City Center. On le trouve dans son loft en bas de Broadway où il met la dernière main à une répétition, assisté par Betty de Jung, très présente, et qui fut — on s'en souvient encore — l'interprète de *Big Bertha*.

Grand, massif, cheveux ras, pantalons larges de bûcheron, flanqué de son inséparable chien, Taylor parle d'une petite voix douce : Vous n'avez jamais été mieux, dit-il à ses danseurs, vous vous reposez maintenant pendant deux jours, tout va bien » et, comme s'il sortait d'un rêve, il commence à évoquer Paris, du temps où il dansait encore avant d'avoir fondé, mai 68 qui l'a touché de plein fouet au Théâtre de l'Odéon où il n'a pu donner qu'un spectacle. Autant de choses qu'il est en train d'écrire dans ses Mémoires. « Je pensais avoir eu une vie heureuse, dit-il ; en la racontant je m'aperçois que ce n'est pas tout à fait exact. » On le quitte un peu ému. Il arbore son grand sourire de gamin : « A bientôt, en France » (3).

D'un loft à l'autre, on retrouve des figures connues, Vaida Setafield avec ses airs de Mistinguett. Elle vient de créer *The Photographer*, histoire d'un meurtre passionnel, sur une musique de Phil Glass et une chorégraphie de son mari David Gordon, une œuvre curieuse avec des tableaux vivants.



Lucinda Childs

Lucinda Childs est là, plus lumineuse que jamais. Elle prépare un ballet sur poèmes pour la compagnie de danse de Seattle et doit venir à Paris en avril discuter avec Nouriev d'un projet pour l'Opéra.

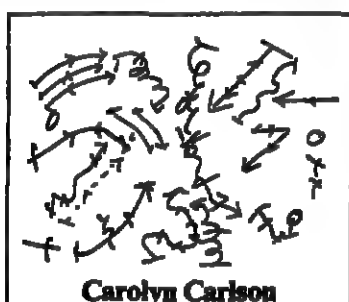
Au hasard de brunches où l'on déguste d'excellentes pâtes au basilic et des quiches aux poireaux délicieuses — la cuisine est un art très pratiqué à New-York — on rencontre Meredith Monk, Bob Ausley, des jeunes danseurs français venus nombreux s'initier aux techniques et à l'état de la chorégraphie. A New-York, il est toujours possible de montrer un essai, une performance, la bouche à oreille fonctionne. Pourtant, l'Amérique resurgissante ne facilite pas la vie matérielle de tous ces danseurs, et l'on a aujourd'hui plus de chances de les rencontrer en France dans les festivals ou, pour les moins connus, à l'American Center, qui leur donne une première chance comme ce fut le cas pour Bill Jones et Arnie Zane, Nina Wiener, Melissa Fenley, Rudy Perez, Judy Padovani...

Un lieu de ce genre existe à Chelsea, le Dance Theater Workshop, nouvellement aménagé, avec une certaine de places, un plateau large mais un peu bas et une forte efficacité du public. Son directeur, David White, cherche à s'ouvrir sur la production étrangère, mais avec un certain préjugé pour tout ce qui n'est pas dans l'esprit « post modern ». Ce soir-là, Charlie Moulton était à l'affiche. Excellent danseur, aujourd'hui à

la tête d'une compagnie, il semble s'orienter vers une danse banale et racoleuse inspirée des anciens vaudevilles. Turbulent et décidé, le jeune Moulton a tout pour plaire à l'Amérique profonde, et ne s'embarrasse pas de finesse.

Convaincu de sa suprématie chorégraphique, New-York s'intéresse peu à la production étrangère, à moins qu'il ne s'agisse du ballet classique dont la fascination demeure totale, surtout le ballet soviétique dont l'Amérique est privée. Les critiques n'hésitent d'ailleurs pas à venir à Londres ou à Paris pour voir le Bolchoï ou le Kirov.

Si la modern dance a profondément pénétré l'Europe et l'Asie, la réciproque n'existe pas. La danse japonaise est acceptée seulement à travers des chorégraphes installés aux Etats-Unis comme Kei Takai, qui vient de se produire à La Mairie, ou des danseuses formées à la technique Graham. Eiko et Koma viennent de réussir une perle au Dance Theater Workshop, mais le mouvement Buto n'est connu à New-York qu'à travers des films vidéo.



Carolyn Carlson

Carolyn Carlson, invitée cet hiver à la Brooklyn Academy avec Underwood, a connu un succès d'estime sans plus. L'accueil qui sera réservé à Pina Bausch, attendue en juin avec *Le Sacre du printemps*, *Café Müller*, *Barbe-Bleue*, reste une inconnue mais la chorégraphe suédoise déjà une forte curiosité. Daniel Layrieu a été invité récemment au Dance Theater

Workshop, où il a assez bien marché. D'autres, encouragés par le relatif succès des groupes français au festival de Durham, tentent l'aventure. C'est le cas d'Anne Dreyfus puis de Michel Hallet actuellement programmés au Théâtre de Riverside Church à hauteur de la 120^e Rue. En 1985, la compagnie de Jean-Claude Gallota doit passer au City Center, pari hasardeux mais qui dépend en partie de l'accueil qui lui sera réservé à l'occasion des Jeux Olympiques de Los Angeles cet été.

Apparemment, la danse américaine se porte bien, même si l'on constate un manque de renouvellement du côté des post modern passés du minimalisme à une certaine tendance au baroque. Il est un peu facile d'annoncer leur décadence, alors que des artistes aussi différents que Twyla Tharp, Lucinda Childs ou Thelma Brown sont en pleine activité créatrice. Il serait plus juste de dire que la danse moderne européenne, tant d'échappée maintenant aux modèles américains et trouve des moyens d'expression répondant mieux à sa propre culture.

Mais New-York demeure un lieu privilégié de la danse, un centre de formation technique unique, un creuset pour toutes les expériences. On comprend pourquoi une Karole Armitage a besoin d'y retourner de temps à autre pour se ressourcer. La danse new-yorkaise est à l'image de la ville qui la sécrète, à la mesure de son espace et de son énergie. Variée dans ses gestes, changeante dans ses modes parcs qu'affranchit le temps, elle est assez libérée pour pouvoir se réactiver sans cesse. C'est ce qui la rend imprévisible, fascinante.

MARCELLE MICHEL

* Illustration : schéma d'un ballet par Merce Cunningham.

(1) Biennale internationale de la danse de Lyon, les 2 et 3 juillet.
(2) Lyon, 5-6 juin et Paris au Théâtre de la Ville, 12-17 juin.
(3) Lyon, du 12 au 14 juin, et au Théâtre de la Ville du 16 au 20 juin.

MUSIQUE A TOKYO

L'empire des sons européens

L'INVASION de la musique européenne dans l'empire du Soleil-Levant, qui remonte à cent ans avant l'ère Meiji, constitue un phénomène de civilisation troublant : alors que la cuisine occidentale, si brillamment représentée soit-elle dans les grands restaurants, garde un caractère exotique qui n'a guère influencé la « culture » culinaire du Japon, notre musique a été adoptée très vite, massivement, comme si elle émanait du fond même de la tradition.

Certes l'antique musique demeure, et a même repris vigueur et pureté dans les dernières décennies, mais elle reste marginale, et le nombre des concerts qui lui sont consacrés est minime à côté des concerts symphoniques et des récitals, pour lesquels Tokyo n'a rien à envier à New-York. Londres, Paris. Et s'il n'y a pas de doute et surtout le kabuki, dont les salles ne désemplissent guère, même pendant les heures de travail, on se demande ce qui subsisterait dans l'âme collective des vestiges de la musique japonaise.

Tokyo n'a pas moins de huit grands orchestres symphoniques qui organisent chacun quelque cent soixante concerts par an, drainant des foules considérables dans des salles de vastes dimensions : quatre mille places à l'auditorium de la radio NHK, et la plupart jouent dans la superbe Bunka Kaikan, situé dans le parc Ueno, non loin des collections artistiques du Musée national (1), une excellente salle de deux mille trois cents places qui allie harmonieusement le béton, le marbre et le bois ; l'admirable architecture donne à chaque auditeur une impression d'intimité assez remarquable, car personne, fût-ce aux cinquièmes galeries, n'est très loin de la curieuse scène aux pans coupés, comme l'âtre d'une cheminée, où l'on a l'agréable sentiment d'être bien au chaud avec l'orchestre !

Personne ne s'étonnera que ces formations soient composées d'artistes presque exclusivement japonais : les conservatoires sont ici si prolifiques et d'un niveau si remarquable que ce sont au contraire les

musiciens nippons qui peuplent les orchestres occidentaux, ce qui en dit long sur l'assimilation généralisée de la culture européenne.

On en aura un bon exemple (les 7 et 8 mai à Paris, les 9 et 10 à Lille) avec la venue de l'Orchestre philharmonique de Tokyo, l'un des plus renommés, au cours d'une tournée qui le mènera aussi en Allemagne, en Italie, en Autriche, en Finlande et en Tchécoslovaquie, répondant ainsi aux visites fréquentes des orchestres européens au Japon (comme celui de Lille l'an passé ou l'Orchestre de Paris en mai prochain).

Des « produits japonais »

Cet ensemble, fondé en 1938 et formé alors par un chef allemand, est dirigé depuis 1974 par Tadaaki Otaka, qui a travaillé avec des maîtres tels que Keilberth, Sawalisch et Swarowski. Et il a toujours accueilli les plus grands solistes occidentaux, d'Alfred Cortot à Alfred Brendel, en passant par Casadesu, Yepes, Rostropovitch, Gualda et Perlman.

Cependant, à côté du *Carnaval* de Dvorak, de la *Cinquième Symphonie* de Chostakovitch et de la *Sixième* de Tchaïkovski, le Philharmonique de Tokyo présentera à Paris des « produits » authentiquement japonais. On retrouvera avec intérêt le pianiste Izumi Tateno, qui avait fait une forte impression au Concours Messiaen de Royan, en 1968, par son jeu d'un lyrisme très intense, dans le *Concerto* d'Akiyoshi. Ce musicien, né en 1929 et mort prématurément à quarante-sept ans, avait étudié la composition en France avec Nadia Boulanger et Tony Aubin, mais c'est œuvre de style occidental, recèle assez souvent une harmonie poétique d'un parfum extrême-oriental. Et le violoncelliste Tsuyoshi Tsutsumi créa un nouveau *Concerto* de Toru Takemitsu à l'enseignement contemplatif d'Orion et les *Piélades*.

Takemitsu, comme compositeur, Ozawa, comme interprète, nous

semblent les meilleurs exemples d'un mariage réussi, entre des cultures fort dissimilaires. Ils restent cependant des exceptions. Les chefs et les solistes de leur pays sont souvent de prodigieux techniciens et des artistes sensibles, mais rares sont ceux qui affirment une véritable originalité. Et, pour les compositeurs, la situation paraît encore bloquée.

Selon le musicologue Takehiko Tomimaga (large visage solaire et longue barbe en pointe de sage oriental) que nous avons rencontré à Tokyo, « Les jeunes musiciens ont beaucoup de difficultés à trouver ce qu'ils veulent exprimer... Ils se sentent les représentants d'une nation très originale et homogène, mais dont la riche tradition musicale a été complètement mise de côté pendant un siècle, ce qui les oblige à s'exprimer aujourd'hui en un langage fondamentalement étranger. Beaucoup, pour en sortir, regardent vers l'art ancien, mais comment combler le fossé technique et spirituel qui les en sépare ? Certains, comme Maki Ishii, ont su réaliser une synthèse très personnelle, à la manière de Isang Yun en Corée. Mais Takemitsu, à l'origine très authentiquement japonais, devient maintenant de plus en plus un compositeur quasi européen ».

La docilité du public à l'égard d'une musique occidentale qui sem-

ble lui convenir parfaitement contraste avec l'intérêt marqué de certains compositeurs japonais pour les traditions extrêmes-orientales. Cependant, M. Tomimaga ne semble pas très convaincu par ces tentatives de rapprochement, ni par l'inspiration du gagaku (musique de la cour impériale) dans la *Course du temps*, de Stockhausen, ni par l'expression d'une philosophie japonaise à travers la musique électronique dans *Gaku-No-Michi*, de Jean-Claude Eloy.

En revanche, il découvre davantage d'affinités dans la musique d'Olivier Messiaen (*Sept Histoires*), car « le sentiment que celui-ci montre dans son rapport avec la nature est très proche du nôtre : c'est pour cela sans doute que ses œuvres sont tellement appréciées chez nous ».

Le public de Tokyo aura, dans les jours qui viennent, l'occasion de se familiariser avec les œuvres de Xenakis et d'Eloy, qui feront l'objet d'un petit festival. Mais on n'est pas près de guérir le malaise, très supportable et fort bien supporté, de la musique au Japon...

JACQUES LONGCHAMPT.

(1) D'une grande richesse, mais limitées en général dans une présentation médiocre qui doit dater d'un siècle.

CENTRE CULTUREL CORÉEN
2, av. d'Iéna, 75116 Paris, T. 720-84-15
Céramiques peintes, gravées
et calligraphiées
Poèmes de M. Sue Jong-Jon
Peintures de M. Lee Hang-Sung
et M. Lee Seung-II
VERNISSAGE DE L'EXPOSITION
Mercredi 4 avril, 17 heures

PROSCENIUM
35, rue de Seine, 75006 Paris
354-82-01

CLAYETTE
« PHANTASMES VÉNITIENS »

GALARTE
13, rue Mazarine - 75006 PARIS - Tél. 325.90.84

ZORKO

Sculptures de marbre, bois, métal

Du 1^{er} mars au 7 avril

GALERIE DENISE RENÉ
196, boulevard Saint-Germain, Paris, 222-77-57
PEREZ-FLORES
« PROCHROMATIQUE »
VERNISSAGE JEUDI 29 MARS, à 19 h 30

Sotheby's LONDON
prépare actuellement
ses prochaines ventes de gravures modernes et anciennes
des 14 et 15 juin 1984.

Jean-Baptiste Monoyer
Collection de 50 gravures botaniques. Eau-forte, reliées dans un album.
(vendue le 6 décembre 1983, 17.600 £).

Les personnes désireuses de rencontrer nos spécialistes,
les 4 et 5 avril, sont priées de contacter :
SOTHEY PARKER BERNET
3 rue de Miromesnil 75008 Paris - Tél. : 266.40.60

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE 55, rue de Richelieu (2^e) 261-82-83

dix siècles d'enluminure italienne

VI - XVIII siècles

tous les jours de 12 h à 18 h - DU 8 MARS AU 3 JUIN

GALERIE DU MESSAGIER

31 mars - 5 mai Tous les jours sauf dimanches et fêtes

MESSAGIER

MUSÉE DE LA POSTE 34 boulevard de Vaugrard - Paris 15e

مكتبة الوطنية
55, rue de Richelieu (2^e) 261-82-83

L'AMÉRIQUE A PARIS

Au Grand Palais

La peinture des pionniers

VOILA une exposition qui doit faire plaisir au président Reagan. Elle veut montrer, à Paris, que l'art américain a un passé, une histoire vieille de deux siècles, comme la nation elle-même. Si, en peinture, les La Fayette et les Rochambeau s'appellent Géricault et Thomas Couture, l'art a grandi, avancé des pionniers de l'Ouest, emboutant le pas aux rudesses de la survie.

Ces cent dix tableaux peints entre le milieu du dix-huitième siècle et le début du vingtième ne sont pas seulement une découverte pour les publics français et européens, mais aussi pour les Américains, auxquels ils viennent d'être montrés. Voilà à peine un peu plus d'une décennie que cette peinture est collectionnée, achetée. Et, comme tout doit avoir aussi une sanction économique, elle a fait l'objet d'une spéculation du marché. Mais c'est tout récemment qu'elle a acquis droit de cité dans les grands musées du pays.

Qui, dans le public, a eu l'occasion de voir un portrait de Copley ou de Peale, un paysage mystique de Cole ou de Church ? Alors que les noms de Pollock et Rothko sont dans toutes les bouches dès qu'il est question d'art contemporain. Et qu'un ensemble d'œuvres de Braque, Leger, Miro provenant de la collection Macgilt a été dispersé à Drouot pour payer la seule acquisition d'une grande toile de Pollock, au bénéfice du Centre Georges-Pompidou.

apparis son extraordinaire métier de coloriste. Etabli à Boston, premier centre d'art de la pré-Amérique, où il bénéficiait des commandes des riches négociants faisant le commerce avec l'Angleterre, Copley, après la déclaration de l'Indépendance, émigra à Londres, pour ne plus revenir aux Etats-Unis. C'est Philadelphie qui reprit le flambeau du commerce et de l'art qui allait avec, grâce à la famille des Peale, dynastie de peintres dont le père, Charles Wilson Peale, présuma ses enfants, presque aussi brillants que lui, Rembrandt, Raphaël...

Et c'est aussi de Philadelphie que sortit l'artiste dont le savoir-peindre étonna l'Amérique du moment, sans écoles d'art, ni académies, ni musées. Malgré son titre à résolutions quelconques, Benjamin West, la Mort sur un cheval pale, n'a rien de bien américain, ni par son sujet mythologique, ni par son baroque de chairs roses et d'armes décolorées de sang, à la Rubens.

Inspiré du Titien

Peinture d'histoire également que l'œuvre de Copley le Bostonien, qui raconte à la façon du réalisme anglais l'épopée de Watson, le marchand tombé à l'eau dans la mer de La Havane et sauvé des dents d'un requin qui lui avait dévoré une

est le cas de John Vanderlyn, qui croyait « épater » les bourgeois de New-York avec son grand nu endormi *Ariadne* et en fut pour ses frais. Les bien-penseurs trouvaient indécente sa pulpeuse Vénus inspirée de Titiens, et le peuple convié à des expositions, décidément trop lointaine. L'excellent Vanderlyn n'eut pas davantage de succès avec son beau portrait de Wilder, peint à trente ans, qu'on peut rapprocher de celui de M. Rivière, chef-d'œuvre d'Ingres réalisé à vingt-sept ans. L'Amérique puritaine acceptait mieux la peinture moralisante, évitant l'expression toujours funeste des grandes épaules, des sentiments amoureux. Le nu féminin est mal vu, et la représentation de la femme elle-même rarissime. En fait, la peinture de ce temps montre une société d'hommes, avec le moins possible de Noirs ou d'Indiens.

Aucune tentative de se démarquer de l'Europe n'a vraiment atteint son but. Ainsi le paysage idéal de Fitz Hugh Lane, peintre de bateaux tranquilles, flottant tels des néphélènes sous l'éclair du couchant, se réfère au *Sibole* d'un hollandais. Ses ciels agités du port de Boston et du port de Somers, dans le Maine, traitent les paysages d'eau et de lumière en intimistes silencieux, sans parvenir à se défaire d'une tenace grisaille.

Avec Church l'eau se met à bouillir, et le paysage à prendre des dimensions héroïques. Aucun, dans ce pays de terres vierges sans fin, n'a

de Mark Twain. C'est le peintre notalgique, vite oublié, de l'Amérique perdue d'avant la guerre de Sécession, alors que les grands bateaux à aubes avaient déjà remplacé les pilgrimages. Et c'est toujours un certain paradisaïque qui peignait les Winslow Homer et les Eakins, malgré la sanglante leçon d'anatomie de ce dernier, mise à l'honneur aujourd'hui, mais longtemps au rancart pour son trop de réalisme.

L'isolationnisme cède bientôt devant la poussée internationaliste de 1860-1865, après la guerre civile. Sorti plus riche, plus puissant, le pays s'ouvre. Les collectionneurs, qui ne demandent que de la peinture française moderne, se font construire des demeures sur la 5^e Avenue, dont certaines subsistent, dans le style de l'Ecole des beaux-

Au musée du Luxembourg

Nouvelles images

L'INFORMATION sur l'art contemporain et ses nouveautés circule si vite depuis quelques années qu'il faut en permanence se défendre de cette impression de déjà-vu avant même d'avoir vu. C'est un peu le cas avec cette exposition «Tendances à New-York», qui, pourtant, offre pour la première fois l'occasion au public parisien de juger sur pièces, et dans d'aussi larges proportions, ce qui se fait du côté de Manhattan. Cela à travers le choix éclectique de dix artistes, non des moindres, puisque parmi eux figurent Julian Schnabel, Susan Rothenberg et David Salle.

La confrontation est utile et a plusieurs effets : elle confirme la place de New-York dans le branle-bas de combat des « nouvelles images », place qui n'est pas toujours soulignée de ce côté-ci de l'Atlantique, et permet de s'interroger sur la spécificité de cette contribution, en même temps qu'elle démythifie un peu cette création américaine protégée par une aura de dollars. Un tableau de Schnabel, on le sait, va chercher dans les 60 000 dollars, ce qui pour un artiste jeune — il est né en 1951 — n'est pas

donné, même si le format est grand.

Qu'on s'étonne de cela, de ce vedettariat, c'est oublier sans doute que New-York est New-York, et veut le rester, en réaffirmant son titre de grande métropole de l'art et de la création ouverte et cosmopolite, en maintenant son statut de ville qui sait investir sur les forces vives et les larges carrières. Schnabel justement a ce profil.

Revenu en 1979, après trois ans d'errance en Europe, la tête pleine de souvenirs, de références multiples, savantes et populaires (de Barcelone, de Gaudi — du Parco Güell notamment), l'artiste s'est trouvé là à point pour apparaître comme le garant des liens traditionnels et sacrés entre le Vieux et le Nouveau Monde, ce sur quoi s'est fondée la grande peinture de l'Ecole de New-York, de l'expressionnisme abstrait en particulier ; pour réincarner l'image d'une création forcée, exerçant sa pleine liberté, comme on n'en voyait plus depuis Pollock ; et, par sa violence expressionniste, pour corriger celle par trop décorative que le *pattern painting* et ses motifs fleuris ou exotiques étaient en train d'imposer, le *pattern* étant au demeurant le premier grand signe de généralisation du ras-le-bol des formalismes réducteurs et exsangues minimalo-conceptuels.

Donc Schnabel vint, avec ses immenses tableaux. On l'on mesure cette formidable capacité qu'il a de faire avaler, digérer, tout et n'importe quoi à la peinture : assises cassées et entières, taches, *drip-pings*, objets et figures, caprices et forces irrésistibles ; de réussir à faire tenir le tout, monumentalité.

Formes et figures

De l'énergie portée à grande échelle, une recherche poussée à bout de quelque chose « qui fonctionne visuellement », c'est aussi ce que l'on retrouve chez David Salle, autre représentant du nouveau courant brasseur d'images, mais en plus intellectualisé, élégant et sophistiqué. La séduction chez lui est plus douce, qui joue aussi sur la superposition, mais encore plus sur la juxtaposition des motifs hétérogènes : le corps humain au dessin classique et velouté, les visages en surimpression, les coups de brosse et les aplats, auxquels il faut ajouter des objets réels, qui viennent compliquer le jeu additionnel des références iconographiques, brouiller encore les pistes, mettre en échec toute tentative d'interprétation, alors que chaque œuvre tend à forcer l'interrogation sur le sens. Beaucoup plus que chez Schnabel, où la présence picturale évacue une bonne part de la charge symbolique.

L'exposition est éclectique, on l'a dit, et ne s'arrête pas, fort honnêtement, aux aspects les plus « nobles » du déboussolement des images. Elle accueille aussi Kenny Scharf (né en 1958), qui va puiser le pire dans les cartoons et les comics, et dont le je-m'en-foutisme, insolent, mal élevé, de mauvais goût, à quelque chose de joyeux, de suicidaire. Et Keith Haring qui, lui, tire son inspiration de la signalétique urbaine.

Il est l'auteur de dessins à la bombe dans le métro et passe pour un représentant de l'art des graffiti dont les galeries new-yorkaises ont récupéré plusieurs représentants.

C'est cependant un artiste qui a une solide formation classique, dont le vocabulaire emblématique, où se mêlent Mickey et personnages dessinés comme sur les panneaux de mobilier urbain, est net, propre et sans bavures, et se déploie comme d'immenses blasons, ou

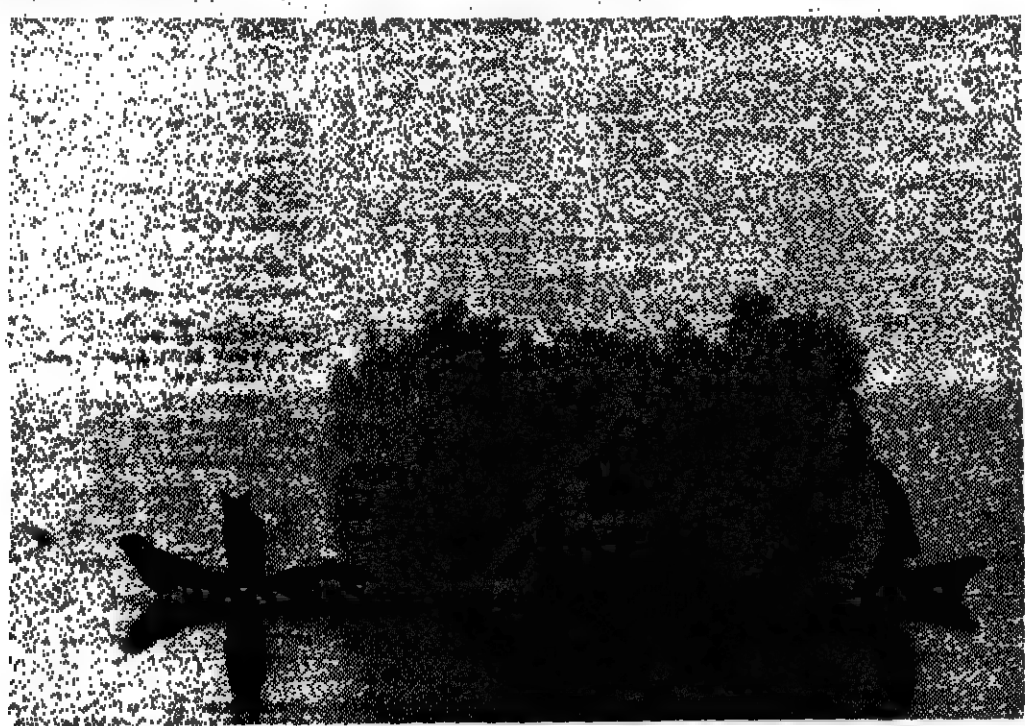
comme de grands hiéroglyphes décoratifs.

Les autres artistes présentés sont plus âgés et ne sauraient être mis tout à fait sur le même plan que ces derniers-nés. Leurs sources sont autres. Ils affirment par-dessus tout le caractère formel de leur travail, et sont les héritiers de l'abstraction cool même si la figure apparaît. C'est le cas de Susan Rothenberg, de Robert Moskowitz, de Donald Sultan. Ou bien ils se rattachent à une tradition antérieure, comme Bill Jensen (la seule à travailler dans des formats plus que moyens), dont les formes tendues, lourdes de charges symboliques, font penser à ce pionnier de l'abstraction qui fut Arthur Dove. Ou Eric Fischl, peintre de « mythologies quotidiennes », très orienté sur le sexuel, qui rappelle l'existence, par-dessus tout, d'un solide courant réaliste, sans complaisance à l'égard de la scène américaine.

Un mot encore du seul sculpteur présent, Bryan Hunt, dont les bronzes dressés sont autant de lazarettes d'images et de corps possédés, avant de revenir à ce grand peintre qu'est Susan Rothenberg. Susan Rothenberg (née en 1945) a sûrement été une des premières artistes de cette génération à faire émerger l'image d'un vaste champ abstrait. Cette image est celle du cheval. L'artiste prétend que le cyprès aurait pu aussi bien faire l'affaire. Il reste qu'avec le cheval, tête, patte, croupe, dont elle se sert pour ossifier son espace pictural, c'est toute l'histoire de la peinture qui est retournée, c'est Laseaux, la préhistoire, la remontée à la nuit des temps. C'est la vie et la mort ramassées dans un tracé qui refuse toute rupture dans la texture du tableau (l'artiste a médité l'exemple des drapeaux de Jasper Johns), une figure d'apparition dans un espace de rêves, calme. Un espace de méditation, affolant de sensibilité et de violence mêlées. Qui vous fait l'effet d'une noyade délicate dans l'ombre neigeuse ou le rose vieilli.

GENEVIÈVE BREERETTE.

* Musée du Luxembourg, jusqu'au 25 avril. L'exposition, conçue par Carmen Jimenez, a été présentée à Madrid et Barcelone avant Paris.



* Marchands de fourrures descendant le Mississippi, 1845, de George H. Rainsford.



* Terre haute, 1962, de Bryan Hunt.

La réussite de l'avant-garde des années 40-50 a occulté l'existence de l'art américain le plus ancien, le plus laborieux, comme si ce passé n'avait pas existé ! A part quelques succès limités, sa trajectoire est une suite d'échecs. Le Nouveau Monde, qui a tant inventé dans les arts mécaniques, n'a fait le plus souvent que suivre les courants européens, les démarquer, qu'il en absorbe les leçons ou qu'il les rejette, pour répondre au goût des riches amateurs. La peinture suit l'évolution du pays, prise dans le dilemme de l'ouverture internationale et de la tentation isolationniste. Avec Thomas Volsen, l'auteur de ses sociologies, la nation enrichie n'a pas tardé d'en faire un des facteurs sociaux du paradis. L'art américain, encore en miettes, avant de s'ouvrir au paysage dans un esprit de conquête nationale, va d'abord être une peinture de portraits. De portraits-souvenirs de marchands nantis qui tentent de s'établir socialement.

Leur premier serviteur fut Copley, peintre dont on veut faire un père fondateur. Reynolds et Gainsborough sont ses modèles, et c'est à travers des gravures anglaises qu'il a

jambes. Un autre tableau de « grand genre », *Elle dans le désert*, fait d'Allston le premier peintre du romantisme américain. Mais d'un romantisme moins inspiré par le paysage local que d'un tableau de Titien vu au Louvre, *Saint Jérôme dans le désert*. C'est à son mysticisme biblique que cette toile, d'une facture soutenue, doit d'être la première œuvre nationale à entrer dans un musée, celui de Boston précisément, ville qui créa la première institution du genre en 1870.

La Fayette a sans doute fait beaucoup dans l'intérêt des artistes américains pour la France. Après la rupture des relations avec l'Europe, Paris devint un point de mire. Les artistes, qui ont commencé par aller copier au Louvre, ont fini par établir une tradition du « grand tour » en Europe s'achevant dans les ateliers du quai Malaquais. La domination de l'art américain par l'Ecole des beaux-arts, s'est maintenue longtemps jusqu'à la rupture de la première guerre mondiale.

Mais revenir des Salons parisiens avec un art accompli, marqué par le néo-classicisme, était une rare. Tel

montré un tel soufflet capable des plus saisissantes images de la nature rapportées à la suite d'expéditions, un chasseur d'images, un reporter qui a mis tout son génie dans la patience pour donner à voir des merveilles de la nature embrassées du sursplend de la montagne. L'audecième vue des *Chutes de Niagara* fut montrée à l'Exposition universelle de Paris en 1867, où elle remporta une médaille. Et son *Iceberg* est le tableau qui a remporté les foudres à New-York sous l'étendard du Parti de l'Union, qui lui a donné opportunément le titre de *Nord, peinture d'un iceberg*.

Le plus cher

Vendu ces dernières années 2,75 millions de dollars par l'université qui l'avait reçu en legs pour financer une construction nouvelle, il est resté le tableau américain le plus cher jusqu'à ce qu'un autre le détrône : la *Vue de l'intérieur du Louvre*, par Samuel Morse — le Louvre de la Joconde et de Claude le Lorrain — qui dépasse les 3 millions de dollars !

Une génération d'artistes qui estimait, elle, parfaitement inutile le « grand tour » en Europe suivit cette poussée nationale à travers l'Ecole américaine. Il lui paraissait même nuisible, puisqu'il s'agissait d'un retour aux sources, au pays profond et à ses paisibles scènes rurales où les enfants s'amusaient dans les champs, où le forgeron forge les chevaux, où les bedards s'atoutaient pour lire la feuille d'avis... On ne voit que des hommes dans les tableaux de Mount, qui discutent et s'affaiblissent dans la cité naissante. Et chez Bingham, surtout des marchands de fourrures descendant le fleuve sur leur embarcation qui font penser à la *Vie sur le Mississippi*,

arts. Pour les artistes qui veulent capter un marché national qui leur échappe, le voyage à Paris est plus qu'une nécessité. Il passe par la fréquentation des maîtres de l'académisme qui leur enseignent les secrets, très intellectuels, de la composition à la française. Mais certains se mêlent aux avant-gardistes, comme Whistler, proche de Manet, dont on voit la silencieuse *Mère de l'artiste*, en noir et gris, chef-d'œuvre américain du Louvre.

Désormais, à chaque mouvement à Paris correspond une vague de peintres qui viennent s'installer au nouveau know-how. Et les impressionnistes ont naturellement leurs appels. On a fait peu de place dans cette exposition aux tableaux de Chase et de Robinson, qui ont essayé, avec dix ans de retard, d'adapter cette peinture du bonheur en plein air au sentiment poétique exprimé par Walt Whitman et Thoreau.

Ces tableaux, qui évoquent la conquête américaine de ses propres frontières artistiques, étaient, hier encore, dans les premiers des familles ou des antiquaires, quand ils n'étaient pas dans des institutions spécialisées, dans des universités. Les grands musées d'art les ignoraient. Le Metropolitan de New-York n'a cédé qu'au tournant des années 80 en mettant en place une « *american wing* », constituée essentiellement de donations récentes, à la suite d'un vaste mouvement de réévaluation des valeurs traditionnelles, et d'une poussée du marché. Car on est fier, sur un fond d'incitation fiscale, de payer très cher des tableaux dont nul ne voulait naguère pour quelques dollars. A présent, c'est de l'autre côté de l'Atlantique que se raconte le chauvinisme artistique.

JACQUES MICHEL.

* Peinture du Nouveau Monde, au Grand Palais, jusqu'au 11 juin.

En préparation :
FÉLIX VALLOTTON
1885-1925
Catalogue raisonné
de l'œuvre peint
Les personnes détenant des tableaux de cet artiste ou susceptibles de fournir des renseignements utiles sont priées d'écrire à :
GALLERIE VALLOTTON
Grand-Chêne 6
1002 Lausanne, Suisse
discrétion assurée

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 bis, avenue Daumesnil (7^e) - 066-79-16
Henri CARTIER-BRESSON
« CAMÉRA DE NOTRE SIÈCLE »
T.J. et dim. 10 h-18 h, sam. 14 h-18 h
15 MARS - 28 AVRIL
GALERIE JEANNE CASTEL
Marie-Josée LEFORT
TOUBEAU
Dessins et Peintures
8 Mars - 11 Mai
3, rue du Cirque 75008 Paris
359-71-24

péens

AGIER

SÉLECTION

CINÉMA

« Sans témoin » de Nikita Mikhalkov

Pendant une nuit - le temps du film - un homme qui a raté sa vie par ambition et compromissions s'efforce de détruire une femme autrefois aimée, abandonnée par lui depuis neuf ans. Dramatique face à face de deux grands comédiens, Mikhaïl Oulianov et Irina Koupchenko, prodigieuse mise en scène en espace clos, au-delà duquel on perçoit les défauts d'une société où il est difficile d'être en harmonie avec soi-même.

ET AUSSI : *Vertigo* (Susanne Froides), d'Alfred Hitchcock (le chef-d'œuvre); *les Copains d'abord*, de Lawrence Kasdan (que sont mes amis devenus?); *le Temps suspendu*, de Peter Gotthard (Hungarian graffiti); *Mauvaise conduite*, de Nestor Almendros et Orlando Jimenez Leal (Cuba no); *Laissés béton*, de Serge Le Péron (enfance); *la Femme flamboyante*, de Robert Van Ackeren (l'amour marchand); *Carman*, de Francesco Rosi (c'est elle).

THÉÂTRE

« Cinna » à la Comédie-Française

Les ambiguïtés de l'amour, de l'ambition, de la politique. Les débuts de la tragédie classique, dans la mise en scène épurée de Jean-Marie Villégier, qui présente également, en parallèle, un chef-d'œuvre presque inconnu du théâtre baroque, *la Mort de Sémioque*, de Tristan L'Hermite.

ET AUSSI : *Ionas* (à l'Odéon) (Jean Carmet, Ionasco très humain); *la Mouette* et *le Héron* (à la Comédie-Française); *Faut-il choisir? Faut-il rêver?* (à la Comédie-Française); *Terre étrangère* à Nanterre (jusqu'au 5 avril, l'enchantement).

MUSIQUE

Cocteau à Cap-d'Agde

Brillamment inauguré l'an passé avec la « Venise de Vivaldi », le Festival de Piques de Cap-d'Agde, sur la côte languedocienne, sera consacré cette année à « Jean Cocteau et la musique française ». Une exposition de deux cents dessins, décors de cinéma et de théâtre, poésies, photographies, costumes (au musée de la Clape), dix films de et sur Cocteau (du 1^{er} au 5 avril), seront accompagnés de cinq concerts (du 6 au 22 avril) donnés par J.-P. Collard, les Solistes de Montpellier et l'Orchestre de chambre J.-P. Collard, qui illustreront un large panorama de la musique française de Lully et Delalande à Debussy et Ravel, en passant par des musiciens languedociens tels que Jean Gilles et Dédos de Séverac. (Renseignements : Centre des congrès, Cap-d'Agde; tél. : (67) 94-08-58).

« Aéroformes » de François Bayle

Au cours de deux ateliers à l'Espace de projection de l'IRCAM, les 29 et 30 mars, François Bayle présentera sa dernière œuvre, *Aéroformes*, à laquelle il a travaillé pendant deux ans sur les fameux « processus audiovisuels 4A et 4X » de l'Institut, où il joue avec « des images audibles qui se produisent dans l'air, naissent et se développent, invisibles et mobiles, mais présentes et comme touchées par l'ouïe ».

GALERIE JACOB
28, rue Jacob (6^e) - Tél. : 633-90-86
LEGENDE - LEMOINE - SCHMIT
SEGERAL - STERLING
Dessins
Jusqu'au 15 avril

IRCAM
jeudi 29 vendredi 30 mars 20 h 30
AEROFORMES
création mondiale de
FRANÇOIS BAYLE
Espace de projection IRCAM, 278 79 95

qui en suit les contours, les mouvements et les combinaisons... ».

ET AUSSI : *le Prince Igor*, de Borodine (TMR/Châtelet, le 28); *Vivaldi*, Beethoven, Dvorak, par l'Orchestre de Paris, dir. Myung-Whun Chung (Pleyel, les 28 et 29); *La Cenerentola* (Opéra de Lyon, les 30 mars, 1^{er}, 3, 5, 7, 9 avril); *K. Gilbert* (Saint-Médard, le 29); *Lucrèce Borgia*, de Donizetti, avec M. Castro-Albert (Nancy, les 30 mars et 1^{er} avril); *Tannhäuser*, dir. T. Guschlbauer (Strasbourg, les 31 mars, 2, 4, 6, 8 avril); *Drakma* par le Liedert Quartett, N. Lee et Ch. Ivaldi (Théâtre du Rond-Point, le 1^{er} avril à 11 heures).

DANSE

« Marco Spada » à l'Opéra de Paris

Reconstitution par Pierre Lacotte d'un ballet romantique composé en 1857 par Joseph Mazilier. En fait, Pierre Lacotte a refait la chorégraphie en déplaçant le centre d'intérêt sur le personnage de Marco Spada, bandit d'honneur, dont le rôle, à l'origine, était minime.

Momix au Théâtre de la Ville

Un des groupes issus du Pilobolus et animé par l'inventif Moses Pendleton. Moins installé dans un répertoire que la troupe mère, Momix a opté pour le changement permanent, l'improvisation collective et un style baroque assez proche des Marx Brothers.

ET AUSSI : Festival Danse au présent : Jean-Christophe Paré (avec et sur une musique de Serge Aubry) et la Compagnie Limbes (*Reste immobile et très dangereux*); *Écritures scéniques* au Centre Georges-Pompidou; *Plaisir synchrone* de Jean-Marc Matos (exploration des rapports danse, ordinateur, vidéo); Kenneth King au Centre américain (le roi de la performance).

EXPOSITIONS

Les trésors de Saint-Marc au Grand Palais

Sculptures, icônes, émaux, vases, travaux de verre et de cristal de roche, objets filigranés... Le trésor de la basilique Saint-Marc de Venise à Paris. Une exposition présente cet ensemble précieux qui fut le butin de la quatrième croisade des Vénitiens, partis en 1204 à la conquête de l'Empire byzantin, et augmenté au cours des siècles d'œuvres romanes, gothiques, islamiques. A défaut d'aller à la basilique des doges, il faut aller voir ou revoir au Grand Palais ce témoignage de la splendeur de la République de Venise.

ET AUSSI : Les nouvelles acquisitions du département des peintures, au Louvre; « Bonnard », au Centre Georges-Pompidou; « Images et imaginaires d'architecture », au CCI; « Atelier 84 », à l'ABC.

RHÔNE-ALPES
SUISSE ROMANDE
Le supplément n° 4 « Arts et spectacles » consacré à la région Rhône-Alpes et à la Suisse romande paraîtra dans le Monde du 5 avril, dans cette région, avec une enquête sur la situation culturelle à Chambéry, un portrait de Jean-Luc Bédard, une sélection des principales manifestations artistiques du mois.

GALERIE JACOB
28, rue Jacob (6^e) - Tél. : 633-90-86
LEGENDE - LEMOINE - SCHMIT
SEGERAL - STERLING
Dessins
Jusqu'au 15 avril

IRCAM
jeudi 29 vendredi 30 mars 20 h 30
AEROFORMES
création mondiale de
FRANÇOIS BAYLE
Espace de projection IRCAM, 278 79 95

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

MINAM
Animation graphique, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h; le samedi, à 11 h, centre du musée (troisième étage); lundi et mardi, 17 h, galeries contemporaines.

PIERRE BONNARD, Jusqu'au 21 mai.

UN SIÈCLE DE PHOTOGRAPHES D'ARCHITECTURE, 1839-1939, Jusqu'au 21 mai.

OTMAR THORMANN, Jusqu'au 13 avril.

ENRICHISSEMENTS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE, De Bas à Haut, Jusqu'au 30 juillet.

CCI
IMAGES ET IMAGINAIRES D'ARCHITECTURE, Jusqu'au 28 mai.

TEXTILE DU NORD : Culture et technique - CULTURE TECHNIQUE EN NORD/PAS-DE-CALAIS, Jusqu'au 23 avril.

TEXTILE : Créer avec l'industrie, Jusqu'au 7 mai.

LES ENFANTS DE L'IMMIGRATION, Jusqu'au 23 avril.

BNM
CARNAVALES ET FÊTES D'HYVER, Jusqu'au 23 avril.

THÉÂTRES D'AFRIQUE NOIRE, Jusqu'au 21 mai.

THÈME ILLUSTRÉ, Philippe Deroin, Bibliothèque des enfants, Plaza, Jusqu'au 16 avril.

LES FLOTTANTES, Un parcours à travers les œuvres de Boris Thode, Atelier des enfants, De 14 à 18 h, Jusqu'au 14 avril.

Musées

UN NOUVEAU MONDE, Chiffre d'œuvre de la peinture américaine, 1760-1910, Grand Palais, avenue du Général Eisenhower (561-64-10), Sauf mardi, de 10 h à 20 h; mercredi, jusqu'à 22 heures. Entrée : 16 F; le samedi : 12 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 11 juin.

LE TRÉSOR DE SAINT-MARC, de Venise, Grand Palais (voir ci-dessus). Entrée gratuite le 21 mai. Jusqu'au 23 juin.

JACQUES-HENRI LARTIGUE, Palais de la Ville, Grand Palais, avenue Winston Churchill (236-37-11), Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 16 septembre. Entrée : 8 F.

WILLIAM BOUGUEREAU, 1825-1905, Petit Palais, avenue Winston Churchill (236-37-11), Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 12 F. Jusqu'au 6 mai.

HAÏLES ET MARCHÉS D'ILE-DE-FRANCE, Grand Palais, espace 404 (225-03-20), Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 14 mai.

NOUVELLES ACQUISITIONS du département des peintures 1980-1982, Musée du Louvre, Grand Palais, espace 404 (225-03-20), Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 12 F. Jusqu'au 6 mai.

NOUVELLES ACQUISITIONS du département des sculptures, 1980-1982, Musée du Louvre (voir ci-dessus). Jusqu'au 6 mai.

DIX SIÈCLES D'ENLUMINURE ITALIENNE, de VI^e au XV^e siècle, Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-82-43), De 12 h à 18 h. Jusqu'au 3 juillet.

JEAN-LUC TARTARIN, Galerie de photographie de la Bibliothèque nationale, 4, rue de la Harpe, Sauf dimanche, de 13 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 avril.

BAUHAUS ET PHOTOGRAPHIE, 1920-1935, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27), Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30; mercredi, jusqu'à 20 h 30. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 13 mai.

RUZI ET PETER JACOB, Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 24 juin.

ATELIER 84, Arc au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

LE JARDIN MUSICAL, Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (723-61-27), Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 29 avril.

LE PRINCE EN TERRE D'ISLAM, Chapiteaux romans, Jusqu'à fin octobre. - **NOUVELLES ACQUISITIONS - CONTIGUITÉS - REGARDS SUR L'ART**, Jusqu'au 29 avril. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-61-27), Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 9 F.

L'EMPIRE DU BUREAU, 1900-2000, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14), Sauf lundi, de 12 h à 18 h; sam. et dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 15 mai.

L'IMAGE DE LA MER, Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09), Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 21 mai.

CENDRE ET ALCOOLS, Cendriers publicitaires de la collection Rodriguez, Musée de la publicité (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 avril.

PASTELS DU MUSÉE CARNAVALET, Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13), Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 29 avril.

SAINT-SÉBASTIEN, Rituels et figures, Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (747-69-80), Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F; samedi : 7 F (gratuite le 12 mars). Jusqu'au 16 avril.

JEAN-PIERRE LÉON, Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09), Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 21 mai.

CENDRE ET ALCOOLS, Cendriers publicitaires de la collection Rodriguez, Musée de la publicité (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 avril.

PASTELS DU MUSÉE CARNAVALET, Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13), Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 29 avril.

SAINT-SÉBASTIEN, Rituels et figures, Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (747-69-80), Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F; samedi : 7 F (gratuite le 12 mars). Jusqu'au 16 avril.

JEAN-PIERRE LÉON, Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09), Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 21 mai.

CENDRE ET ALCOOLS, Cendriers publicitaires de la collection Rodriguez, Musée de la publicité (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 avril.

PASTELS DU MUSÉE CARNAVALET, Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13), Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 29 avril.

SAINT-SÉBASTIEN, Rituels et figures, Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (747-69-80), Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F; samedi : 7 F (gratuite le 12 mars). Jusqu'au 16 avril.

CAMILLE CLAUDEL, 1864-1943.

Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-01-34), Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 11 juin.

JOAN PALA, Prix Bourdelle 1983, Musée Bourdelle, 16, rue A-Bourdelle (548-67-27), Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 13 mai.

JEAN MESSAGIER, Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugirard (320-15-30), Sauf dim., de 10 h à 17 h. Entrée libre. Du 31 mars au 5 mai.

MONTMARTRE, Des origines à nos jours, Musée de Montmartre, 12, rue Curmer (506-61-11), De 14 h 30 à 17 h 30; dim., de 11 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'à fin décembre.

TENDANCES A NEW-YORK, Musée de Luxembourg, 19, rue de Vaugirard (234-05-00), Sauf lundi, de 11 h à 18 h; le jeudi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 avril.

TREMOIS A LA MONNAIE DE PARIS, Hôtel de la Monnaie, 11, quai de Conti (323-12-48), Sauf dim. et jours fériés, de 11 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 avril.

CORPS, PARURES ET COSTUMES, Musée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-54), Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 9 F; 4,50 F le dimanche. Jusqu'au 16 avril.

INDISPENSABLES ACCESSOIRES, Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Sorbie (720-83-46), Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 23 avril.

POUPÉE JOUET, POUPÉE BOUTIC, Musée de l'histoire, palais de Chaillot (553-70-60), Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 16 avril.

L'ŒUF ET LA PLUME, Musée en herbe, Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons (747-67-66), Tous les jours, de 14 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 avril.

Centres culturels

JEAN COCTEAU et les arts plastiques, Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau (233-83-50), Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 6 mai.

LE CORBIÈRE-SAVINA, Sculptures et dessins, Fondation Le Corbière, 10, square du Docteur-Blanchet (286-41-53), Sauf dim., de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 19 mai.

LES TRES RICHES HEURES DU DUC DE BERRY, Fac-similé intégral, Fondation Le Corbière-Savina, 10, square du Docteur-Blanchet (286-41-53), Sauf lundi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

CLASSICISME NORDIQUE, 1910-1930, Dessins et aquarelles originales, objets, Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (271-83-20), De 12 h à 18 h; sam. et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 3 avril.

WILHELM VOET, Tableaux, sculptures, peintures, Institut allemand, 121, rue de Lille (705-83-99), Sauf lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 13 avril.

CASPAR DAVID FRIEDRICH, Le tracé et le transparent, Centre culturel du Marais, 20, rue des Frères-Bourgeois (272-73-52), Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} mai.

AU-DELA DE L'IMAGE RÉPÉTÉE, Hayward, Sewall, Tassam, Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (271-83-20), De 12 h à 18 h; sam. et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 3 avril.

JUDITH WOLFE, Peintures, American Center, 261, boulevard Raspail (321-42-20), Sauf dim., de 12 h à 19 h; sam., de 12 h à 17 h. Jusqu'au 19 avril.

AU-DELA DE L'IMAGE RÉPÉTÉE, Hayward, Sewall, Tassam, Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (271-83-20), De 12 h à 18 h; sam. et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 3 avril.

CONSTRUIRE POUR LA CULTURE, Jusqu'au 12 mai - **BEY-ROUTH**, Photographies de S. Ristow, Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1^{er} mai.

MISES EN SCÈNE, Centre culturel Walimou-Brucelles, 127-129, rue Saint-Martin (271-26-16), Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 3 juin.

TORDMAN, Centre Rambouillet, 19-21, rue Cabanis (562-67-12), Tous les jours, de 15 h à 20 h. Jusqu'au 10 avril.

CARTIER-BRESSON, Carrel de notes sur le Mexique, Centre culturel du Mexique, 47 bis, avenue Bosquet (555-79-15), Sauf dim., de 10 h à 18 h; sam., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 avril.

IONESCO, Des routes et des carrières, Théâtre national l'Odéon, place Paul-Claudel (325-80-92), Jusqu'au 15 avril.

REFLEXION RÉFLÉCHIE, Livres d'artistes/Événement, N.R.A., 2, rue de Joux (508-19-58), Jusqu'au 15 avril.

GARACHE TAKIS, Galerie Maghail-Lelong, 13, rue de Téhéran (563-13-19), Jusqu'au 13 avril.

ALAIN KIRILL ALI KURODA, Galerie Adrien Maeght, 46, rue de la Harpe (22-59), Jusqu'au 15 avril.

AQUARELLES : Pat Andrieu, S. Baril, H. Damour, E. Dietman, etc. Galerie J. Brancie, 23-25, rue Godefroid (326-85-51), Jusqu'au 7 avril.

LES TROIS NOLL, Galerie Muscade, 21, rue du Petit-Musc (272-15-80), Jusqu'au 5 mai.

COLLAGES 1960-1980, Œuvres de Colin, Coppet, Downing, Le Bret, Ordib et Simonet, Galerie Jacques, 85, rue Rambuteau (508-51-25), Jusqu'au 21 avril.

JEAN-MICHEL ALBEROLA, Souterrain et les vitraux, Galerie D. Toulon, 30, rue Beaumont (272-14-10), Jusqu'au 4 avril.

GEORG BASELITZ, Gravures 1964-1983, Galerie Gillespie-Lange-Salomon, 24, rue Beaumont (278-11-71), Jusqu'au 25 avril.

FRANÇOIS BEAU, Gravures récentes, Galerie J. Mayor, 34, rue Mazaria (326-60-34), Jusqu'au 14 avril.

PIERRE HETTINGER, Galerie Beaumont, 23, rue de la Renard (271-20-50), Jusqu'au 26 avril.

ANDRÉ BORDERIE, Peintures, Galerie du Centre, 17, rue Saint-Sulpice (633-76-58), Jusqu'au 28 avril.

BRAM VAN VELDE, Lithographies 1974-1981, Galerie Passic, 6, rue Maréchal (770-39-59), Jusqu'au 14 avril.

PIERRE PAOLO CALZOLARI, Peintures, Galerie de France, 22, rue de la Verrière (274-38-00), Jusqu'au 15 avril.

CAMEL Visible - Invisible, Galerie M. Grisel, 22, rue de Poitou (271-60-06), Jusqu'au 12 mai.

LUCIANO CASTELLI, New Paintings, Galerie Faridat Cadot, 77, rue des Archives (278-08-36), Jusqu'au 17 avril.

CHAMBRAS, Portraits, Galerie Krief-Raymond, 50, rue Mazaria (325-32-37), Jusqu'au 21 avril.

CLAYETTE, Plastiques récents, Galerie Proenon, 33, rue de Seine (354-92-01), Jusqu'au 14 avril.

CONDE, Galerie du Marais, 33, rue des Frères-Bourgeois (277-17-25), Jusqu'au 5 mai.

BRAM VAN VELDE, Lithographies

1974-1981, Galerie Passic, 6, rue Maréchal (770-39-59), Jusqu'au 14 avril.

PIERRE PAOLO CALZOLARI, Peintures, Galerie de France, 22, rue de la Verrière (274-38-00), Jusqu'au 15 avril.

CAMEL Visible - Invisible, Galerie M. Grisel, 22, rue de Poitou (271-60-06), Jusqu'au 12 mai.

LUCIANO CASTELLI, New Paintings, Galerie Faridat Cadot, 77, rue des Archives (278-08-36), Jusqu'au 17 avril.

CHAMBRAS, Portraits, Galerie Krief-Raymond, 50, rue Mazaria (325-32-37), Jusqu'au 21 avril.

CLAYETTE, Plastiques récents, Galerie Proenon, 33, rue de Seine (354-92-01), Jusqu'au 14 avril.

CONDE, Galerie du Marais, 33, rue des Frères-Bourgeois (277-17-25), Jusqu'au 5 mai.

HONORÉ DAUMIER, 1868-187

COMMUNICATION

«La croissance de l'audiovisuel est retardée» nous déclare le PDG de la RFP, M. Philippe Le Méhastrel

Depuis octobre 1968, date de son introduction, la publicité a fait sa place sur les chaînes de service public et est devenue l'une des composantes de base du système audiovisuel, dont elle assure le quart du financement. Aujourd'hui, elle est en mesure de financer sur l'avenir des médias. Pour la presse écrite, qui lui reproche souvent de limiter sa croissance; pour les promoteurs des nouveaux moyens de communication (télématique, câble et satellites) qui espèrent trouver en elle le moyen d'un financement d'appoint difficile.

Pour l'écran, la publicité sur les écrans - connue sur les ondes de Radio-France - fait encore l'objet d'une réglementation très stricte. Certains secteurs économiques lui sont fermés; les messages obéissent à des usages déontologiques stricts; son chiffre d'affaires est contingenté. Au centre des

procédures, la Régie française de publicité (RFP) joue un rôle de régulation, de coordination et de contrôle entre ses propres filiales, les annonceurs, les agences de publicité, et le pouvoir politique.

M. Philippe Le Méhastrel, maître des requêtes au Conseil d'Etat, occupé depuis six ans les fonctions délicates de PDG de la RFP. Comme prévu, il ne sera pas reconduit dans un troisième mandat; M. François Gicquel, conseiller référendaire à la Cour des comptes devant lui succéder au début du mois d'avril (le Monde du 21 mars).

Homme discret, quelque ayant marqué de son empreinte les milieux professionnels et de l'audiovisuel, M. Le Méhastrel livre ici les réflexions et les critiques que lui inspirent les relations audiovisuel-publicité, particulièrement avec la télévision.

«Pendant les six ans durant lesquels vous avez assuré sa présidence, la Régie française de publicité ne s'est pas fait que des amis dans le monde des médias. Ce fait a notamment empêché de passer d'un poids excessif sur le marché publicitaire.

La RFP, c'est vrai, est une entreprise qui plane haut. Mais si elle exerce un monopole, c'est un monopole qui marche et qui va rapporter cette année 3 milliards de francs de recettes nettes à l'audiovisuel public.

Ce que l'on a pu vous reprocher, ce sont nos méthodes de commercialisation. La RFP s'est toujours refusée à rentrer dans le jeu des négociations tarifaires qui aboutissent parfois ailleurs à des prix inférieurs de 30 % à 50 %, selon les clients. C'est ce qui nous a permis, d'un côté, d'assurer la neutralité du service public face aux annonceurs et, de l'autre, d'éviter la concurrence interne entre les chaînes. Ce système n'est pas forcément toujours parfait, même par les intéressés. En fait, on nous reproche d'être en position de force alors que la plupart des médias - et c'est là tout le problème de l'avenir - sont en position de faiblesse par rapport aux acheteurs d'espace; c'est-à-dire ceux qui assurent la part essentielle de leur financement.

La part de la publicité dans le financement des chaînes est toujours limitée à 25 % du budget global de l'audiovisuel, par une décision politique du gouvernement. Que pensez-vous de cette disposition?

C'est une limite qui n'a jamais été atteinte. C'est un problème de fond; dans tous les pays industrialisés, la télévision a une part de 20 % à 40 % des recettes totales. En France, la télévision a une part de 25 % des recettes totales. C'est une situation anormale, qu'on ne pourra plus maintenir dans l'avenir. Non seulement elle provoque une déperdition artificielle du marché, mais elle pose des problèmes économiques graves car elle nous a obligés à refuser certaines sommes jusqu'à la moitié des demandes d'espace qui nous parvenaient. Si bien que beaucoup d'entreprises sont vraiment limitées dans leur développement. Cette situation aboutit à un véritable sous-développement du marché publicitaire, puisqu'il y a des sommes importantes qui pourraient être investies dans l'audiovisuel et qui ne profitent que très partiellement aux autres grands médias.

À combler les antennes vous ? C'est très difficile à dire. Ce qui est sûr, c'est que les filiales de la RFP pourraient facilement faire 600 à 700 millions de francs de plus cette année. On évolue, on ouvre tout en étant très prudent - que le

marché de la publicité télévisée pourrait, en deux ou trois ans, dégager au moins 1,5 milliard de francs supplémentaires; ce sont des ordres de grandeur. Toute la question est de savoir qui en bénéficiera. Il y aurait, d'abord, de quoi financer une, voire deux chaînes de télévision commerciales supplémentaires, ou développer considérablement les recettes de la télévision publique.

Il est vrai que le service public a tendance à devenir de plus en plus accueillant à la publicité; d'abord sur RFI, puis depuis 1981 sur FR3 et RFO. Les plages horaires de l'après-midi sont aussi maintenant beaucoup plus ouvertes à la télévision. Mais, en plus du plafonnement dont nous avons parlé, il connaît encore des discriminations de taille. Il est, par exemple, choquant que RTL-télévision ou Télé-Monte-Carlo puissent accueillir toute une série de secteurs d'activités comme le livre, le disque, le cinéma et le tourisme auxquels le secteur public reste fermé. Je pense qu'il vaut mieux avoir en France un service public limité, mais fort et sans discrimination, capable d'affronter l'inévitable déferlement à venir, qu'un secteur public très large et sous-développé commercialement.

En somme, vous pensez que le secteur audiovisuel est mis, en ce moment, inutilement à la diète?

L'audiovisuel pourrait en effet vivre beaucoup mieux; au lieu de ménager une transition vers un système d'équilibre réel entre médias et de développement du marché, on cherche des mesures superficielles qui retardent sa croissance.

Mais, outre que vous mentionnez le risque d'une déperdition de recettes, il y a aussi un risque de déperdition de recettes. La presse écrite est la grande gagnante d'une telle situation. C'est une bonne partie de ses recettes ? Qu'on le veuille ou non, il y a une déperdition des médias audiovisuels qui devrait être prise en compte. C'est la question de la concurrence. Le seul moyen d'assurer aux médias écrits une croissance, c'est de permettre un développement du marché. C'est si vrai que 1982, par exemple, qui a été une année d'augmentation importante des recettes publicitaires de la télévision, a aussi été la seule année où le marché publicitaire a connu une forte croissance, presque comprise.

Toujours plus de publicité ?

Mais la publicité a déjà beaucoup changé et va encore évoluer. Depuis quelques années, on assiste au développement de la publicité institutionnelle, publique ou privée, connue sous le nom de PTT ou des assurances, dans lequel la télévision joue un rôle moteur. Et ces nouvelles campagnes publicitaires, aussi aux autres médias, servent à présenter des idées et des produits. Ensuite, la publicité audiovisuelle est devenue un moyen d'expression d'une culture, avec son code, ses langages, ses rites; c'est l'affluement de la

société de communication. L'usage discret du monopole a permis de créer un climat de compétition sur la qualité qui fait que cette publicité est beaucoup mieux acceptée. Enfin, on évolue vers des formes plus différenciées que les spots répétitifs à gros coûts de production, avec toute une gamme de produits allant de la publicité d'information à des campagnes beaucoup plus « fines » destinées à des publics restreints. D'où l'intérêt et l'expérience de publicité locale faite actuellement dans les DOM-TOM, pour des audiences plus limitées.

Vous pensez que la publicité va jouer le rôle principal dans le développement de la communication ?

Le problème essentiel, c'est bien celui du financement des entreprises de communication dans les prochaines années. Mais le marché publicitaire, notamment en France, ne suffira pas à y faire face. Les problèmes financiers ont été longtemps méconnus. Les gens se sont battus pour obtenir tel canal de satellite, ou telle autorisation, alors que les conséquences financières des choix technologiques commencent seulement à être perçues. Nous avons eu la chance à la RFP de pouvoir faire un certain nombre de travaux, dès 1979, qui faisaient ressortir la préminence du problème financier. La concurrence elle-même - qui sera rude - ne sera pas celle que l'on croit. Elle jouera plus entre entreprises qu'entre types de médias. Le marché est à très haut risque; dans une telle situation, les investisseurs prudents seront menacés. Il est donc particulièrement difficile de choisir ceux qui seront rentables. Ce choix fait, le problème passe avant tout par la recherche des formes d'entreprises adaptées. Qu'elles soient publiques ou privées, il ne s'agit pas de les laisser se développer comme pour la presse écrite, la question est de leur donner des structures efficaces. On ne fera pas la presse ni la télévision de demain, avec les entreprises actuelles. Il faut regarder les coûts de production, la manière de les alléger, les formes de financement direct en télévision et aussi l'organisation des entreprises elles-mêmes. Faut-il produire soi-même, faut-il acheter ? Toutes les entreprises de communication auront besoin d'une grande souplesse; il ne s'agit pas de les enfermer dans une cage rigide, ni de les laisser marcher à l'aveugle.

Projet recueilli par ERIC RONDE

Le président de la République « étudie le dossier » de la publicité sur les radios locales

Le quotidien le *Matin de Paris* publie ce mercredi 28 mars un sondage (1) selon lequel 79 % des personnes interrogées estiment que « les radios libres doivent bénéficier d'un minimum de recettes publicitaires pour exister ». 46 % déclarent écouter une radio libre.

M. François Mitterrand a d'autre part été interviewé sur ce thème, à San Francisco, par Gonzague Saint-Bris, de l'agence de presse R. Com. Le président de la République a notamment déclaré : « Si je n'étais pas pour les radios libres, je n'en aurais pas donné le coup d'envoi. C'est un bien avec le gouvernement que j'ai constitué que sont nées, au cours de ces dernières années, les radios libres. Aucune n'était autorisée et des poursuites judiciaires s'abattaient sur ceux qui s'engageaient dans cette voie. J'ai eu l'occasion de le vérifier moi-même. On se plaignait qu'il n'y ait pas assez d'autorisations. C'est la Haute Autorité qui les décerne et cela fait quand même actuellement huit cent cinquante radios libres sur l'ensemble du territoire. Il ne m'appartient pas de juger s'il y a le moyen, dans un tel état, d'en donner davantage. Il reste des problèmes délicats comme celui de la publicité. C'est un dossier que j'étudie. J'essaie

d'être logique avec moi-même, c'est-à-dire de faire que ces radios puissent représenter une force d'expression tout à fait conforme à ce que j'en ai vu.

M. Bernard Schreiner, député socialiste des Yvelines, président de la mission TV-cible et rapporteur de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle, a de son côté déclaré, sur l'Antenne 2 : « Ce qui nous a conduits, le Parlement et le gouvernement, à ne pas voter la publicité, c'est le problème de la déstabilisation de la presse. Je pense qu'il y a une loi qui aura de la publicité sur l'ensemble des médias, mais il y a un équilibre à trouver. [La solution actuelle] est transitoire ».

M. Thierry Jouanne, porte-parole du Mouvement des radicaux de gauche, a répondu, dans un communiqué, la prise de position favorable de son parti à l'introduction de la publicité sur les radios locales privées, à raison de trois à cinq minutes par heure.

(1) Effectué par téléphone le 26 mars, par la société Paris-Information directe, auprès de cinq cents trente-sept personnes de Paris et de la région parisienne.

VU Interminable

Belle occasion manquée, lundi soir, pour la tournée de l'Orchestre national aux Etats-Unis, malgré le plaisir de découvrir Philippe Claret, avec Michèle Côté, Maurice Fleuret, Henri Dutilleul, Jean-Loup Tournier, un journaliste américain et une représentante de la firme Philip Morris : tous les problèmes de la musique en France affluèrent en quarante-cinq minutes ! Il en ressort que la France n'a rien à envier aux Etats-Unis quant à l'audiovisuel, que de l'Est - ce qu'on savait. On croit comprendre que le sujet sous-jacent était celui du mécénat et que la présidence de la Haute Autorité serait plutôt pour la mention des « sponsors » à la télévision, mais il ne faut pas le dire. Une chaîne n'y retournerait pas par poète.

Les mélomanes avertis ont encore vu à 23 h 30 le Deuxième Concerto, de Prokofiev, joué par un pianiste cubano-américain et, à minute, la musique française et fait son entrée avec *Daphné et Chloé*, de Ravel. Qui peut être satisfait de cette soirée hétéroclite ? Le représentant de Philip Morris pour cette publicité gratuite ?

JACQUES LONCHAMPT.

Mercredi 28 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 *Série* : *Dallas*.
21 h 25 *Méga* : *Le testament de Jack*.
22 h 15 *Méga* : *Le testament de Jack*.
22 h 55 *Journal*.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 30 *Sport* : *Football*.
22 h 15 *Psy-show*.
22 h 55 *Journal*.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 *Agora* : *L'homosexualité*.
21 h 15 *Journal*.
22 h 55 *Journal*.

FR 3 - PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 *L'histoire de France en BD*.
17 h 11 *Dessin animé* : *Belle et Sébastien*.
17 h 40 *Faust* : *Huckleberry Finn* et *Tom Sawyer*.
18 h 5 *La portaise de pain*.
18 h 30 *Dessin animé* : *Le petit prince*.
18 h 55 *Journal*.
19 h *Informations*.
19 h 35 *Faust* : *Le trésor des Hollandais*.
19 h 50 *Dessin animé* : *Gédéon*.

FRANCE-CULTURE

20 h *La belle œuvre* : la *7^e Symphonie*, de G. Mahler (actes IV : « Catastrophe »), par le Cleveland Orchestra, dir. G. Solti; œuvres de Berg, Stravinsky, Bruckner, Tchaïkovski.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 *Concert*, perspectives du vingtième siècle (donné le 24-3-1983 à Radio-France) : « La jeune musique par les jeunes musiciens » : *Kontakte*, de Stockhausen, *Trois pièces pour violon et piano*, de Webern; *Fantaisie pour piano et piano*, de Schoenberg; *Concert pour deux instruments*, de Webern; *Ensemble-Konzert*, de Goldmann; *Intervallensatz*, de Diderichs; *Six baguettes*, de A. Haber; *Cinq pièces pour petit orchestre*, de Webern, par l'ensemble moderne de la Junge Deutsche Philharmonie, direction P. Eotvos.

23 h *Les œuvres de France-Musique* : la *Balade*, œuvre de Zerkow, Schostak, Loebe, Mephistopheles, Brahms et Wolf.

Jeudi 29 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 *Vision plus*.
12 h *Le rendez-vous d'Amélie*.
12 h 30 *Actualités*.
13 h 45 *Objectif santé*.
14 h *Série* : *L'incroyable Hulk*.
14 h 50 *Les choses du jeudi* (à 15 h 35).
15 h 30 *Quarant*.
16 h 45 *Croque-vacances*.
17 h 25 *Le village dans les nuages*.
17 h 45 *Faust* : *Holmes et Yoyo*.
18 h 15 *Presses-citron*.
18 h 25 *Clip-jockey*.
18 h 50 *Variétés* : *Jour J*.
19 h 15 *Emissions régionales*.
19 h 40 *Les petites drôles*.
20 h *Journal*.

20 h 35 *Faust* : *Marie Perle*.
21 h 15 *Documentaire* : *Longues marches*.
21 h 30 *Documentaire* : *Longues marches*.
22 h 15 *Documentaire* : *Longues marches*.
22 h 30 *Documentaire* : *Longues marches*.
23 h 15 *Documentaire* : *Longues marches*.

23 h 30 *Documentaire* : *Longues marches*.
23 h 45 *Documentaire* : *Longues marches*.
24 h 15 *Documentaire* : *Longues marches*.
24 h 30 *Documentaire* : *Longues marches*.
24 h 45 *Documentaire* : *Longues marches*.

24 h 55 *Documentaire* : *Longues marches*.
25 h 15 *Documentaire* : *Longues marches*.
25 h 30 *Documentaire* : *Longues marches*.
25 h 45 *Documentaire* : *Longues marches*.
26 h 15 *Documentaire* : *Longues marches*.

26 h 30 *Documentaire* : *Longues marches*.
26 h 45 *Documentaire* : *Longues marches*.
27 h 15 *Documentaire* : *Longues marches*.
27 h 30 *Documentaire* : *Longues marches*.
27 h 45 *Documentaire* : *Longues marches*.

27 h 55 *Documentaire* : *Longues marches*.
28 h 15 *Documentaire* : *Longues marches*.
28 h 30 *Documentaire* : *Longues marches*.
28 h 45 *Documentaire* : *Longues marches*.
29 h 15 *Documentaire* : *Longues marches*.

29 h 30 *Documentaire* : *Longues marches*.
29 h 45 *Documentaire* : *Longues marches*.
30 h 15 *Documentaire* : *Longues marches*.
30 h 30 *Documentaire* : *Longues marches*.
30 h 45 *Documentaire* : *Longues marches*.

30 h 55 *Documentaire* : *Longues marches*.
31 h 15 *Documentaire* : *Longues marches*.
31 h 30 *Documentaire* : *Longues marches*.
31 h 45 *Documentaire* : *Longues marches*.
32 h 15 *Documentaire* : *Longues marches*.

32 h 30 *Documentaire* : *Longues marches*.
32 h 45 *Documentaire* : *Longues marches*.
33 h 15 *Documentaire* : *Longues marches*.
33 h 30 *Documentaire* : *Longues marches*.
33 h 45 *Documentaire* : *Longues marches*.

33 h 55 *Documentaire* : *Longues marches*.
34 h 15 *Documentaire* : *Longues marches*.
34 h 30 *Documentaire* : *Longues marches*.
34 h 45 *Documentaire* : *Longues marches*.
35 h 15 *Documentaire* : *Longues marches*.

35 h 30 *Documentaire* : *Longues marches*.
35 h 45 *Documentaire* : *Longues marches*.
36 h 15 *Documentaire* : *Longues marches*.
36 h 30 *Documentaire* : *Longues marches*.
36 h 45 *Documentaire* : *Longues marches*.

36 h 55 *Documentaire* : *Longues marches*.
37 h 15 *Documentaire* : *Longues marches*.
37 h 30 *Documentaire* : *Longues marches*.
37 h 45 *Documentaire* : *Longues marches*.
38 h 15 *Documentaire* : *Longues marches*.

vie marginale, la vie tout court, prise en flagrant délit. Un document aussi puissant que la réalité.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h *Télévision régionale*.
18 h 30 *Dessin animé* : *Inspector Gadget*.
19 h 5 *Les jeux*.
20 h 30 *Théâtre* : *Le Drame de la mort*.
(A l'occasion de la Semaine nationale du théâtre.) De Strindberg, réal. C. Chabrol, avec M. Bouquet, N. Artaud, J. Carré, M. Milla, C. Poullet.

20 h 55 *Théâtre* : *Le Drame de la mort*.
(A l'occasion de la Semaine nationale du théâtre.) De Strindberg, réal. C. Chabrol, avec M. Bouquet, N. Artaud, J. Carré, M. Milla, C. Poullet.

21 h 15 *Théâtre* : *Le Drame de la mort*.
(A l'occasion de la Semaine nationale du théâtre.) De Strindberg, réal. C. Chabrol, avec M. Bouquet, N. Artaud, J. Carré, M. Milla, C. Poullet.

21 h 30 *Théâtre* : *Le Drame de la mort*.
(A l'occasion de la Semaine nationale du théâtre.) De Strindberg, réal. C. Chabrol, avec M. Bouquet, N. Artaud, J. Carré, M. Milla, C. Poullet.

21 h 45 *Théâtre* : *Le Drame de la mort*.
(A l'occasion de la Semaine nationale du théâtre.) De Strindberg, réal. C. Chabrol, avec M. Bouquet, N. Artaud, J. Carré, M. Milla, C. Poullet.

22 h 15 *Théâtre* : *Le Drame de la mort*.
(A l'occasion de la Semaine nationale du théâtre.) De Strindberg, réal. C. Chabrol, avec M. Bouquet, N. Artaud, J. Carré, M. Milla, C. Poullet.

22 h 30 *Théâtre* : *Le Drame de la mort*.
(A l'occasion de la Semaine nationale du théâtre.) De Strindberg, réal. C. Chabrol, avec M. Bouquet, N. Artaud, J. Carré, M. Milla, C. Poullet.

22 h 45 *Théâtre* : *Le Drame de la mort*.
(A l'occasion de la Semaine nationale du théâtre.) De Strindberg, réal. C. Chabrol, avec M. Bouquet, N. Artaud, J. Carré, M. Milla, C. Poullet.

23 h 15 *Théâtre* : *Le Drame de la mort*.
(A l'occasion de la Semaine nationale du théâtre.) De Strindberg, réal. C. Chabrol, avec M. Bouquet, N. Artaud, J. Carré, M. Milla, C. Poullet.

23 h 30 *Théâtre* : *Le Drame de la mort*.
(A l'occasion de la Semaine nationale du théâtre.) De Strindberg, réal. C. Chabrol, avec M. Bouquet, N. Artaud, J. Carré, M. Milla, C. Poullet.

23 h 45 *Théâtre* : *Le Drame de la mort*.
(A l'occasion de la Semaine nationale du théâtre.) De Strindberg, réal. C. Chabrol, avec M. Bouquet, N. Artaud, J. Carré, M. Milla, C. Poullet.

24 h 15 *Théâtre* : *Le Drame de la mort*.
(A l'occasion de la Semaine nationale du théâtre.) De Strindberg, réal. C. Chabrol, avec M. Bouquet, N. Artaud, J. Carré, M. Milla, C. Poullet.

MONACO

Une ville dans son Etat

195 hectares et quelques arpents de rêve

Monaco, c'est d'abord un décor et quelques mythes tenaces. La réalité est moins simple. Monte-Carlo, c'était hier.

POUR l'œil, Monaco, c'est d'abord un décor. Il faut l'aborder en laissant de côté ses humeurs. L'exercice n'est pas toujours facile. Les idées reçues sont souvent trop bien ancrées pour être déracinées. La tentation est grande d'abord de tenir pour assez dérisoire, dans une Europe et un monde en crise, cette principauté souveraine de 195 hectares, soumise de tous côtés à la loi de la mer. C'est pourtant de cette réalité qu'il faut aujourd'hui tenir compte avec tous les paradoxes qu'elle comporte, toutes les surprises qu'elle dissimule.

Paradoxe d'abord, cette enclavée qui permettrait à chacun d'aller d'un point à l'autre à pied mais qui, ici, fait que l'on compte plus de deux voitures par habitant. Paradoxe encore, ces 27 000 habitants dont 4 800 seulement sont des nationaux,

mais qui, par cette qualité, sont les seuls à avoir le droit de vote pour élire tous les quatre ans leurs représentants au conseil communal et tous les cinq ans au conseil national. Paradoxe toujours, ce souci de plus en plus affirmé de rappeler qu'il ne s'agit pas d'un jeu mais d'une activité industrielle diversifiée que l'on cherche à développer, alors qu'en même temps on veille à redonner, quand même, son lustre d'antan à la « façade », à rénover sans trahir, à garder pour le visiteur les attraits de la légende, du mythe et du rêve.

Dans son étude de notaire de Monaco-ville, sur le rocher historique, M. Jean-Charles Rey, président du conseil national, ne s'agite pas de ces contradictions. « Ce pays, rappelle-t-il, existe depuis huit cents ans. S'il subsiste encore, ce n'est pas le fait du hasard. Il le doit à la sagesse de ses princes et de ses médiateurs. »

Mais encore ? Assurément la réussite est belle. Jusqu'en 1870, Monaco n'était qu'une petite cité de la Méditerranée. On y vivait chichement de pêche et aussi des courses de mer. On s'y nourrissait de pain trempé dans l'huile et frotté d'ail. La devise restait à l'image de cette condition précaire : « Je suis Monaco sur un caillou. Je ne sème ni ne récolte et pourtant le nez me pique. » Les succès de l'histoire furent celles inhérentes aux luttes d'influence des puissances du moment.

reprise son essor. Encore faut-il s'entendre. L'immobilier en baisse, cela veut dire que là où l'on vendait soixante-quinze appartements on n'en vend plus que dix. Mais 1000 mètres carrés de terrain à construire demeurent hors de prix. Avenue de Grande-Bretagne, 1 500 mètres carrés ont été vendus sans difficulté 120 millions de francs. Le prix des appartements, lui, ne monte plus. En France constants, comme disent les économistes, cela signifie baisse. Reste qu'à Monte-Carlo « on n'a rien à moins de 20 000 F à 25 000 F le mètre carré ». Et 25 000 F « c'est une très bonne affaire », car on a vu

des ventes il n'y a pas très longtemps à 45 000 F. « On a changé de clientèle », explique de son côté M. Jean Pastorelli, à la direction de l'économie et du budget. Il veut dire par là que ceux qui aujourd'hui achètent le font pour venir habiter et non pour louer ou spéculer. Quant aux groupes immobiliers, ils jouent le long terme, l'assurance d'une présence le jour où cette crise se dénouera.

Il reste que, dans le budget de l'Etat - 1 630 millions de francs pour 1984 - 30 % des recettes sont apportées par la TVA, 13,50 % pro-

venant des monopoles de l'Etat et 5,50 % seulement des monopoles concédés, la fameuse SBM, avec ses casinos, ne fournissant que 3,65 %. Voilà qui illustre bien la fin de la légende : Monaco ville du jeu. Monaco vivant du jeu. De toute façon, il faut bien vivre et, pourquoi pas, vivre bien. Monaco sait trop qu'elle ne peut rougir d'une prospérité maintenue sans laquelle elle irait à sa perte. C'est pourquoi ses gestionnaires, Rainier III en tête, donnent aujourd'hui « la priorité des priorités » à l'équipement, qui représentera cette année 43 % des dépenses. L'équipement, c'est, bien sûr, Fontvieille, vaste chantier de

l'ouest conquis sur la mer. A l'urbanisme forcé des années 60, au feuillage de béton, a succédé un programme de raison à la mesure des exigences contemporaines et aussi de ce « Monaco réel » qui n'est pas celui des étrangers riches et lointains, mais celui des 10 000 ou 12 000 salariés capables d'accéder à un bon niveau moyen. Sans doute ne sont-ils pas tellement différents d'esprit. Quelle que soit leur nationalité, ils tiennent eux aussi à cette sécurité dont la principauté fait un de ses mots-clés.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.
(Lire la suite page 28.)

Chers voisins de l'Hexagone

La France considère la principauté comme un Etat à part entière et entretient avec elle des relations diplomatiques désormais amicales.

LES relations franco-monégasques ? On sourit... Et on a tort, comme à peu près chaque fois que l'on est tenté, hors des « frontières » de la principauté, de considérer avec condescendance ce micro-Etat dont l'histoire est substantielle à celle de l'Europe et tout particulièrement de la France. Les différents chefs d'Etat français qui ont eu, de Louis XIII à François Mitterrand, à s'entretenir aux rapports avec Monaco, s'en sont d'ailleurs bien gardés.

« L'attitude franco-monégasque est la plus ancienne de celles qui lient actuellement Paris à des capitales étrangères. « Bon, d'accord, ça ne veut pas le parapluie nucléaire américain, jadis regardé comme essentiel pour la sécurité de la France, ou même la réconciliation franco-allemande comme moteur de la construction européenne, note avec humour un vieux Monégasque. Mais c'est quand même important. Et nous apportons aujourd'hui à

l'Hexagone bien davantage qu'on ne semble le croire chez nous. » C'est le traité de Pérenne qui, en dépit de conventions plus récentes, continue d'être considéré comme le grand texte de référence en la matière. Un traité qui date du 14 septembre 1641. Qui dit mieux ? Il est vrai que ce bel accord a connu de sérieux accords depuis l'époque où, excédé par les prétentions de son protecteur espagnol, le prince Honoré II, seigneur de Monaco, avait signé avec Louis XIII ce traité prudemment « limité » à deux siècles.

Pour le pire et le meilleur

Si les gestes de courtoisie et d'indulgence n'ont pas manqué dans l'histoire - tel celui de Louis XIV choisissant le prince de Monaco comme ambassadeur de France auprès du Saint-Siège en 1698 - cette belle entente a aussi traversé certaines périodes sombres ou agitées. Notamment pendant la Révolution, où la principauté fut purement et simplement annexée à la République. Honoré III et sa famille, emprisonnés, et une de ses belles-filles, Thérèse de Choiseul-

Stahville, condamnée à mort par un tribunal révolutionnaire et guillotinée - peut-on pousser plus loin l'infortune ? - le jour même où la Terreur prenait fin, le 9 Thermidor.

En outre, les fortunes militaires françaises ne sont pas toujours restées sans conséquence pour le statut de la principauté, d'autant moins que l'un des termes de l'accord était précisément que la France se chargeait de la sécurité des Monégasques. Ceux-ci se sont ainsi trouvés plus ou moins annexés, à plusieurs reprises, par les vainqueurs méditerranéens, comme la Sardaigne. Mais le Second Empire a permis de renouer les liens anciens entre la principauté et Paris. Et il est frappant de voir combien, en chaque circonstance difficile d'une histoire française qui n'en a certes pas manqué depuis un peu plus d'un siècle, les princes de Monaco ont mis non seulement leur nom et leur influence, mais leur dévouement, au service de la République française.

En 1870, en 1914 et en 1939, la famille Grimaldi a rejoint spontanément l'armée française, et y a servi dans des conditions qui ont valu aux princes des distinctions qui ne devaient rien aux usages diplomatiques. Beau sujet de méditation pour

ceux qui ne voient éternellement Monaco que comme une principauté d'opérette... Le « prince héréditaire » Rainier ne s'est pas contenté de s'engager, il a fait une résistance active et est titulaire de la croix de guerre, de la Légion d'honneur et titre militaire, et a fini la guerre comme lieutenant à Berlin à la mission militaire française. En 1951, Rainier III, qui est monté sur le trône deux ans plus tôt, renouvella ses liens avec la France en signant la « convention de régence et d'assistance administrative mutuelle », le 23 décembre. Il sera reçu par de Gaulle en 1959 à l'Elysée, visite rendue officiellement en octobre 1960 à Monaco. Ces rapports « officiels » ont pourtant coexisté avec les « contacts majeurs » de la période contemporaine deux ans plus tard.

L'affaire de 1962

L'affaire de 1962, on en parle encore aujourd'hui avec des mines un peu embarrassées dans la principauté. Elle commence par un incident qui semblait appelé à se régler rapidement : le prince s'était opposé à la négociation, à l'« Elysée » de Paris, d'un certain nombre d'actions de la société Image et Son, juridiquement monégasque, mais que l'Etat français contrôlait indirectement à 25 %. Cette décision fut rapportée à Paris, poussant l'avantage, formel des exigences politiques, mais aussi fiscales, qui appartenaient au palais comme une véritable déposition, de rétrocession ruinée pour l'économie monégasque.

Le ministre d'Etat de l'époque, l'ancien ministre de l'Intérieur français Emile Pelletier, fut congédié par le prince, ce que de Gaulle prit très mal. La querelle devint échauffée. En 1963, après plus d'un an de négociations houleuses, il était désormais convenu que seuls les Monégasques, les vrais, ceux qui sont titulaires d'un passeport de la principauté, échapperaient à l'impôt sur le revenu, ainsi que de rares Français parmi ceux - nombreux - qui étaient établis à Monaco. Mais, pour l'essentiel, la principauté avait été « mise sous séquestre », préservée son quant-à-soi envers Paris... Et la vision, pénible pour Monaco, de l'installation de douaniers français le long de la frontière, n'est plus qu'un lointain souvenir.

Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas, parfois, des craintes chez les Monégasques à l'égard de leurs voisins. « C'est un peu comme Hong-Kong devant la Chine, toutes proportions gardées, explique un résident français de la principauté. Même langue, même culture, mais complexe de la minorité, et aussi influence d'un très grand cosmopolitisme par rapport au nationalisme d'une « grande » puissance. » La civilité idéologique en moins, tout de même... Encore que certains, ici, aient éprouvé une réelle inquiétude le 10 mai 1981. Mais la France des socialistes et des communistes n'a pas nationalisé Monaco, et M. Mitterrand est venu prononcer les paroles amicales qu'on attendait.

BERNARD BRIGOUTEX.
(Lire la suite page 29.)

Des Spélugues à Monte-Carlo

Qui ont l'idée de changer tout cela, de loger vers l'exemple de petites principautés allemandes comme celle de Hombourg, où le jeu assure la prospérité ? D'aller solliciter un banquier français, François Blanc, qui avait fait ses preuves dans ce genre d'exercice ? En tout cas le destin monégasque était scellé, de ce jour de 1863 où Charles III, après avoir créé une Société des bains de mer et de ce cercle des étrangers, en donna pour cinquante ans la concession à François Blanc. Les Spélugues, baptisées « quartier de Monte-Carlo » par une ordonnance de 1866, allaient changer de visage. Ce fut le temps des premiers grands travaux avec la construction du casino, de l'Opéra, signé, comme celui de Paris, par Charles Garnier, celle de l'hôtel de Paris promu au rang d'insitution, et de quelques autres. Les villas se multiplièrent. Une clientèle arrive, oisive ou active, disposant de ces fortunes qu'a permises d'un bout à l'autre de l'Europe l'apparition de l'ère industrielle. L'argent attire l'argent. Monte-Carlo éclipsa Monaco. Mais lui donna la tortue.

Aujourd'hui qui oserait renier ce passé ? C'est lui qui a fait prendre conscience aux Monégasques de leur situation particulière. C'est par lui qu'ont été attirés dans la principauté tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, en assurent aujourd'hui la continuité. Et ceux-là, comme le dit M. Charles Rey, en admettant qu'il paraît « un peu rétrograde », souhaitent « vivre, travailler, réussir ». Pour cela « l'horizon doit être maître chez lui ». Autrement dit, même « subordonnés » dans une population aux multiples nationalités, les 4 800 Monégasques n'entendent pas concéder de droits politiques, ni même seulement économiques, aux 12 000 Français, 4 600 Italiens, 1 500 Britanniques, qui sont avec eux les résidents. Et M. Rey ajoute : « Nous apprécions les étrangers mais nous pouvons dire aussi que nous leur facilitons la vie, que nous leur offrons des conditions d'existence pas déplorables. »

C'est une façon de répondre à quelque grogne qui, quand même, s'exprime notamment dans la communauté française, en tout cas dans sa composante la plus affirmée qu'on qualifie de minoritaire, affiliée à l'Association démocratique des Français résidents à l'étranger. Ceux-là font valoir que l'ancienneté ne leur apporte

rien, que la priorité d'emploi est toujours réservée aux Monégasques, que le gouvernement peut mettre fin à tout moment à certains contrats de fonctionnaires français détachés à Monaco.

« On a du mal à avaler ces choses », dit M. Tony Pettavino, qui siège au conseil économique provisoire, et qui ajoute : « En dépit des liens privilégiés avec la France, les Français sont ici des étrangers comme les autres. Ils peuvent même s'y sentir encore plus pénalisés que les autres depuis les accords de 1963, qui ont mis fin à l'exemption de l'impôt sur le revenu pour tous ceux qui se trouvent en principauté depuis le 13 octobre 1957, la date néfaste. »

La communauté française est morose. Peut-être. Elle est pourtant présente partout. Au gouvernement d'abord, où le ministre d'Etat, aujourd'hui M. Jean Hatz, est de droit un des siens, comme le sont le conseiller du gouvernement pour l'intérieur, le directeur des services fiscaux, celui des services judiciaires, le chef de la police. Elle garde dans le secteur privé une place prépondérante, même si elle n'est un peu en recul depuis 1970.

C'est pourtant aux Français que Monaco doit le lancement de son économie », dit M. Pettavino, qui s'inquiète d'une possible italienne dans l'hôtellerie, américaine dans les jeux, et aussi de la présence de plus en plus affirmée de multinationales anglo-saxonnes, ce qui joue sur les décisions de l'Etat monégasque.

Ainsi se modifierait son climat social et économique. Ainsi s'est-on voté au conseil national, le 1^{er} juillet 1980, une loi réglementant le droit de grève d'une façon tellement restrictive que certaines dispositions en ont été abrogées par le Tribunal suprême, équivalent de notre conseil constitutionnel.

Dans ce pays à facettes dont un de ses notables dit qu'il est « un pseudo-paradis fiscal viable », la crise internationale n'a pourtant pas encore porté atteinte à une réelle prospérité. Peut-être parce que Monaco est géré comme une boutique, c'est-à-dire bien. Mais aussi parce que les secteurs touchés ne le sont pas suffisamment pour grever une situation qu'il est encore possible de rééquilibrer ailleurs. Il y a trois ans, le tourisme avait tassé mais l'immobilier se maintenait. Aujourd'hui l'immobilier stagne, mais le tourisme, dollar aidant, a



IMPLANTE DANS 78 PAYS LE GROUPE BNP EST PRÉSENT EN PRINCIPAUTÉ DE MONACO DEPUIS 1904

MONTE-CARLO

- 1, boulevard des Moulins, tél. (93) 50.83.90, télex 489918
- Place des Moulins, "Le Continental", tél. (93) 30.06.41
- Avenue des Spélugues, Galerie Charles III, tél. (93) 50.63.90.

Siège spécialisé dans l'accueil et le conseil de la clientèle des NON RESIDENTS (investissements, portefeuille, gestion de trésorerie...).

MONACO

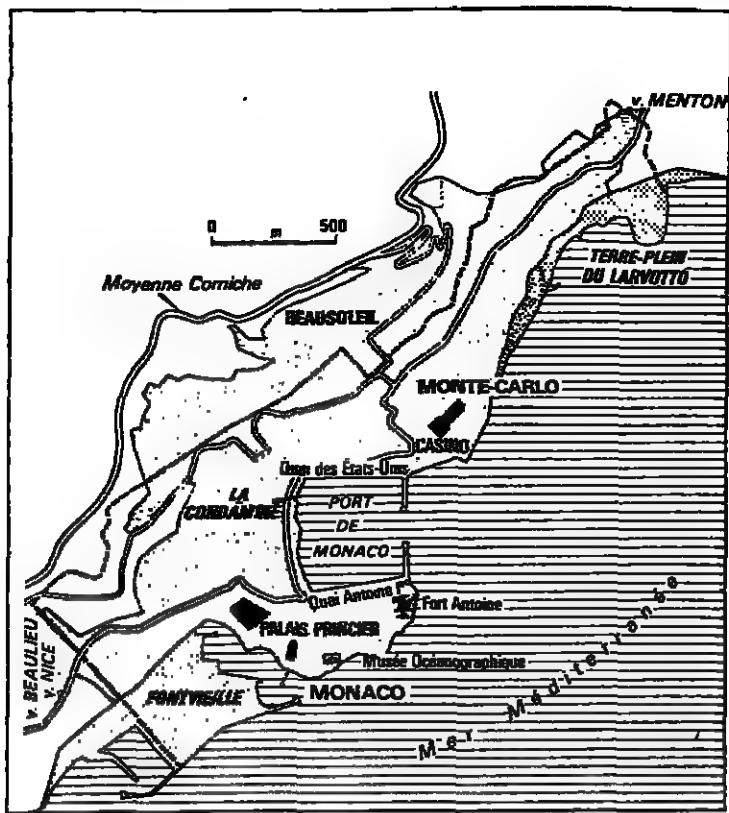
- 5 bis, boulevard Albert-1^{er} (Monaco-La Condamine) tél. (93) 30.21.05.



BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siège social : 16, bd des Italiens 75009 Paris
Tél. 244.45.46 - Télex : 280 605

صكنا من الاميل



Fontvieille-Nouvelles-Terres

Les Monégasques sont en train d'équiper un terre-plein de 22 hectares gagnés sur la mer. C'est leur Far-West.

IMAGINEZ-ON la France accolant à ses rives une seconde Bretagne, entièrement gagnée sur la mer ? C'est ce qu'a fait, à son échelle, la principauté de Monaco. La « Bretagne monégasque » s'appelle Fontvieille, un terre-plein de 22 hectares - soit le septième du territoire national pré-existant - construit sur endiguage au pied du rocher des Grimaldi. L'extension la plus considérable jamais réalisée par l'Etat princier, qui n'a cessé pour autant depuis près d'un siècle de repousser artificiellement ses limites territoriales. Sur ces nouvelles terres s'élèvent un quartier satellite de 5 000 habitants, à vocation économique autant que résidentielle et sportive.

Fontvieille est une longue histoire qui commence en 1965 par un véritable exploit technique : la construction d'une digue de près de 1 kilomètre de long par des fonds de 40 mètres. L'ouvrage repose sur une fondation d'enrochement de 100 mé-

tres de large, est couronné par quarante caissons alvéolaires en béton de 150 000 tonnes chacun et est équipé d'un dispositif brise-lames inédit mis au point par la société française SOGREAH. En volume trois fois la pyramide de Khéops, et un record du monde dont viendront notamment s'inspirer les Japonais et les Américains.

Le terre-plein na, flanqué de deux ports de plaisance, l'un à l'est de 3,5 hectares, l'autre à l'ouest sur la commune de Cap-d'Ail de 3,5 hectares, est achevé à la fin de 1971. La Société anonyme pour le développement immobilier de Monaco (SADIM), un puissant groupe italo-franco-suisse, qui l'a réalisé, envisage d'édifier sur les terrains nouvellement émergés une cité du vingt et unième siècle de 5 000 logements, à la pointe de l'innovation urbanistique et en même temps écologique. L'architecte du projet, Mandrè Nicolletti, a imaginé des mégastructures de 25 à 75 mètres de hauteur formant un amphithéâtre ouvert sur la mer, mais écrasant de leur masse le rocher qu'elles auraient dépassé de quelques 25 mètres. Le prince exprime son désaccord.

« Malgré plusieurs variantes, explique M. Bernard Fautrier, le directeur général du département des travaux publics de la principauté, les promoteurs de l'opération n'arrivaient pas à respecter les règles du jeu ». Indépendamment des problèmes d'urbanisme et d'architecture, la perspective de voir naître sur une portion importante - et privée - du territoire national une ville nouvelle pouvait abriter 40 % de la population avait aussi donné à réfléchir aux autorités monégasques. Les conditions économiques n'étaient plus déjà celles de la décennie « flamboyante » des années 60. On peut aussi supposer que le prince ait craint que la SADIM ne s'érigeât un jour en groupe de pression.

Au terme de longues négociations, l'Etat rachètera finalement le terre-plein à la société en juin 1973. Coût : 400 millions de francs, soit à l'époque près de deux fois le budget annuel de la principauté. Il avait été prévu de faire appel à des concours bancaires, qui pourtant ne seront pas utilisés. Presque aussitôt l'Etat revendra un peu moins de 6 hectares à deux groupes : l'un italien ayant pour mandataire le Banco di Roma, l'autre français, La Hénin, respectivement de 15 et 7 hectares, soit 45 119 mètres carrés et de 14 022 mètres carrés.

Cet ensemble de transactions, M. Charles Soccal, secrétaire général de l'Union des syndicats monégasques et alors conseiller national (Mouvement d'union démocratique), les a toujours jugées défavorables aux intérêts de la principauté. Même si le rachat de Fontvieille s'est effectué à un prix, selon lui, « inférieur pour la SADIM », on ne peut dire cependant que l'Etat ait mal revendu. Pour la cession d'un peu plus du quart de la superficie du terre-plein, il a récupéré en effet la moitié de son investissement, soit 200 millions de francs. Pour cette somme, il est vrai, les promoteurs ont obtenu des droits de construction représentant 185 000 mètres carrés de plancher, dont les deux tiers pour le groupe italien désigné aujourd'hui sous le nom de son représentant, l'avocat d'affaires international Roberto Memmo.

Mais la crise immobilière a sévi. Les deux groupes ont dû alléger leurs programmes. De nouveau, en 1981 et 1983, l'Etat monégasque doit intervenir pour racheter une partie des droits à construire qu'il avait négociés huit ou dix ans auparavant. Au total, 58 000 mètres carrés de plancher, dont 23 000 rétrocedés par La Hénin et 35 000 par Memmo. La Hénin, qui avait réalisé d'importants travaux d'infrastructure dans la partie la plus délicate du terre-plein - le secteur sud-est - a aussi passé le relais pour trois immeubles en cours de construction à des filiales des groupes Empain et Rothschild. La principauté, elle, a déboursé 220 millions de francs supplémentaires sur la base du prix

de vente de 1974, simplement réactualisé. « On aurait pu en théorie faire l'opération sans ces rétrocessions croisées, note M. Fautrier, mais nous avons joint la carte de la prudence ».

Fontvieille aujourd'hui a pris corps. Sur les 2 000 logements du secteur privé qui doivent être construits à terme, 680 ont déjà été livrés en 1982 et 1983 par le groupe Memmo et 310 ont été mis en chantier par les successeurs de La Hénin. Le gouvernement monégasque s'est lancé de son côté dans un vaste programme de travaux correspondant aux options prioritaires de sa politique socio-économique, c'est-à-dire l'habitat social, les implantations industrielles et les équipements collectifs.

Une première tranche de 180 logements sociaux financés sur des fonds budgétaires et gérés par l'Etat a été terminée l'an dernier. Une seconde de 350 sera entamée l'an prochain. Ces logements sont uniquement réservés aux Monégasques, qui, passé une période de cinq ans, peuvent s'en rendre acquéreurs grâce à des prêts de l'Etat - au taux préférentiel de 6 % - pouvant atteindre 80 % du prix global.

Pour faire face à la révolution industrielle de la fin du dix-neuvième siècle, la principauté avait déjà commencé à ramblayer la grève de Fontvieille en créant de 1880 à 1910 une plate-forme de 5 hectares. Celle-ci avait d'abord servi à l'implantation d'activités de production d'énergie. Puis elle s'était profondément transformée, les vieilles usines faisant place à des immeubles industriels de grande hauteur dans lesquels plus de 100 000 mètres carrés de plancher

Fontvieille, c'est enfin une zone administrative et culturelle avec un bureau de poste, un centre de secours contre l'incendie, un commissariat de police, une église paroissiale ainsi qu'une zone scolaire de quinze classes et, surtout, un parc paysager de près de 4 hectares planté, entre autres essences, d'oliviers centenaires - achetés à grands frais en Espagne - et incluant une splendide roseraie dédiée à la princesse Grace.

Au total l'Etat monégasque investira entre 1,5 et 1,8 milliard de francs sur six ans. Une charge assez lourde qui absorbera la moitié de son budget d'équipement dans les deux ou trois prochaines années. Les risques ? Il en existe car il faudra faire vivre ce quartier surgi de rien.

Dans le secteur immobilier, Fontvieille est un produit inédit à Monaco : des constructions d'architecture méditerranéenne - avec toitures en tuiles romanes, loggias et façades polychromes - moins luxueuses que celles offertes jusqu'ici à la clientèle touristique traditionnelle. « Par rapport à l'offre traditionnelle de la principauté, le copropriétaire urbanistique et l'unité architecturale sont des éléments positifs, estime un jeune architecte monégasque, M. Henry Notari, mais on aurait peut-être pu opter pour une expression plus contemporaine ». Un avocat passionné d'architecture, M. Georges Blot, déplore lui aussi l'absence à Monaco d'une « signature internationale » (1). Il approuve pourtant les initiatives prises par les autorités monégasques « pour réguler le marché immobilier » - Fontvieille, ajoute-t-il, est de

Les frontaliers de Beausoleil

MONACO n'a de relations institutionnelles qu'avec Paris. Mais les réalités géographiques, l'appartenance à une même entité touristique, l'histoire locale, la façon de vivre, ont créé de multiples liens entre la principauté et ses voisins immédiats.

Les relations les plus concrètes entre Monaco et les Alpes-Maritimes se situent en fait au niveau de l'emploi. Sur les vingt-quatre mille salariés des secteurs industriel et commercial de la principauté, le moitié sont des Français résidant hors de Monaco dont la plupart dans les communes de la périphérie monégasque. Cette situation, qui a des avantages, présente aussi des inconvénients pour les communes intéressées. Comme le fait remarquer M. Franz, une partie de la richesse produite grâce à la main-d'œuvre française est exportée sous forme de salaires. Les non-résidents travaillant à Monaco sont aussi des contribuables locaux. Mais, en revanche, les taxes professionnelles versées par les entreprises monégasques, les entreprises locales, dans les communes de la principauté. Or les communes « hôtes » doivent consacrer d'importants efforts financiers, notamment pour le logement et les équipements sociaux, qui bénéficient indirectement à l'économie monégasque.

Beausoleil (douze mille habitants) est sans doute la plus mal lotie des trois communes limitrophes de la principauté qu'elle entoure d'est en ouest et pour laquelle elle représente le principal réservoir de main-d'œuvre. Un territoire exigu (239 hectares), un parc immobilier de faible valeur locative, des réserves foncières inexistantes, aucune entreprise industrielle et ce n'est une blanchisserie. Conséquences : un potentiel fiscal (703 F par habitant) inférieur de près de 40 % à la moyenne des communes de même taille et une gestion des plus difficiles. « Nous n'avons aucune action à l'égard de la principauté, qui nous offre des débouchés vitaux, déclare le maire-adjoint, M. Roger Benetti, mais nous souhaiterions que nos problèmes de déséquilibre structurel soient pris en compte à travers, par exemple, un accord entre les deux Etats ».

Les deux maires communistes de Beausoleil, M. André Venco, et de Cap-d'Ail, M. Pierre Albrand, n'ont pas manqué d'attirer l'attention de M. François Mitterrand sur la « position particulière » de leur commune, à l'occasion de la visite faite par le président de la République à Monaco en janvier dernier.

G. P.

Barclays Bank S.A.

Direction Générale

33, rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris - Tél. : (1) 265.65.65 - Télex 210015

dans la Principauté de Monaco

l'Agence Principale

31, avenue de la Costa
Tél. (93) 50-67-11 - Télex 469951

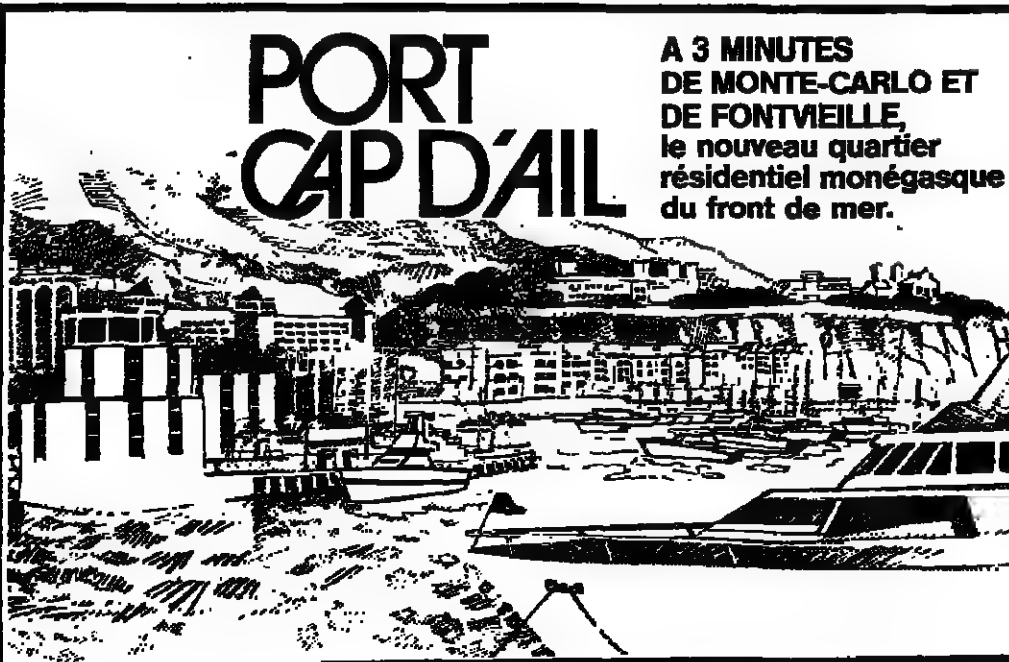
le Bureau de la Condamine
Immeuble l'Héracière
17, boulevard Albert-1^{er}
Tél. (93) 50-21-22

le Bureau du Larvotto
Immeuble le Formentor
27, avenue Princesse-Grâce
Tél. (93) 50-63-42

effectuent
en liaison avec
les agences du Groupe Barclays
dans toutes les grandes places financières,
toutes les opérations de banque, de Change et de Bourse
à Monaco et avec l'étranger,
pour leur clientèle de particuliers et d'entreprises.

Barclays France

filiale du premier groupe bancaire britannique
dont le réseau de 5.000 agences couvre 83 pays du monde



**A 3 MINUTES
DE MONTE-CARLO ET
DE FONTVIEILLE,
le nouveau quartier
résidentiel monégasque
du front de mer.**

200 places d'amarrage toutes catégories. Bassin d'honneur conçu pour abriter des unités de 50, 60 mètres et plus. Equipements ultra-modernes, service portuaire d'assistance et de surveillance 24 h. sur 24 tous les jours. Restaurants, chantier naval, gardiennage.

**VENTE ET LOCATION
DES POSTES DE MOUILLAGE**

Voir CDB n° 81178 du 6.12.81 paru en S.A.L.O.
le 17.12.81 ou nous pour plus de détails
fournir la note d'information sous le CDB :

**SOCIÉTÉ ANONYME
DU PORT DE CAP-D'AÏL
(S.A.P.C.A.) Service commercial
B.P. 21 - 06320 Cap-d'Ail (F)
Tél. (93) 78.28.46**

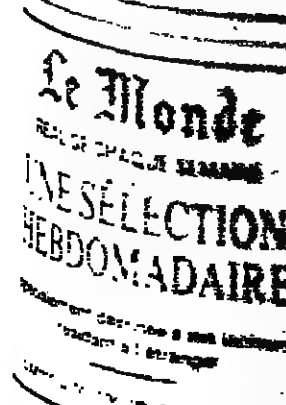
ce point de vue une sorte de vase d'expansion.

La clientèle ? Les logements de Fontvieille ne sont destinés ni aux touristes ni aux milliardaires, mais aux cadres des entreprises et à la bourgeoisie moyenne de la ville. L'aménagement du terre-plein paraît bien être, quoi qu'il en soit, la dernière grande opération d'urbanisme du genre à Monaco. On a déjà travaillé à Fontvieille - aux limites de la science - que fera-t-on après pour résoudre le lancinant problème de l'espace ? « On nous a déjà soumis plusieurs projets d'îles artificielles », révèle, amusé, M. Fautrier. La principauté a pris conscience en fait du danger de se transformer en « Manhattan-sur-Mer ». L'urbanisme vertical que symbolisent notamment la chandelle du Millefiori (105 mètres) en arrière du port et une douzaine de tours de vingt-cinq à trente-cinq étages est désormais banni. Comme l'est, autant pour des raisons techniques que d'environnement, toute reconstruction du rivage.

L'opération de Fontvieille a été « une opportunité historique ». Elle marquera, entend-on à Monaco, le règne de Rainier III comme l'introduction des jeux dans la principauté et la création de Monte-Carlo restent attachées au souvenir du prince Charles III. Mais sait-on quelle « nouvelle Bretagne » le génie monégasque des affaires peut encore inventer ?

GUY PORTE.

(1) Sans remonter à Charles Garnier, l'architecte de l'un des salons du casino de Monte-Carlo, la principauté a néanmoins fait appel récemment au grand prix de Rome Henry Potier pour la construction du Sporting d'été.



une ville dans son Etat

De fête en fête

A culture, à l'image de ce petit Etat, principauté où tout est lié, dépend du prince. Manifestations à vocation internationale, prestigieuses, qui n'oublient pas l'aspect touristique. Les grands festivals succèdent aux shows, gales de la Croix-Rouge, manifestations sportives et musicales, rallyes automobiles, dîners aux chandelles en musique, bal de la Rose, etc., qui drainent toute l'année un tourisme de luxe, capable de remplir les nombreux palais appartenant à la puissante Société des bains de mer.

Ce petit Etat, grand comme un mouchoir de poche, a un budget considérable pour la culture. Celle-ci représente 3 % du budget total de Monaco, soit 1,7 milliard de francs, qui servent essentiellement au fonctionnement de l'Orchestre philharmonique, de l'Opéra, de la fondation Prince-Pierre-de-Monaco (qui regroupe trois institutions : un opéra, un théâtre, un musée), d'un prix international d'art contemporain, du Musée des poupées, des conférences, et au déroulement des trois grandes manifestations annuelles : le Festival international de télévision, le Festival international du cirque, et le Printemps des arts de Monte-Carlo.

L'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, qui porte ses cent vingt-sept ans, a une bonne réputation. Dirigé successivement par Bruno Walter, Victor de Sabata, Sir Thomas Beecham, Leonard Bernstein, et aujourd'hui par un chef d'orchestre américain, Lawrence Foster, il interprète des œuvres symphoniques, des opéras et des musiques de ballet. L'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, qui est allé aux Etats-Unis, en Autriche, en Allemagne, et qui participe aux festivals de Menton, de Montreux, d'Albi-Provence, de Dresde ou de Leipzig, a reçu un certain nombre de prix du disque français et étranger, notamment un pour l'« orchestre complet », dirigé par Bernstein, pour la « Symphonie de Wagner », pour la « Symphonie » de Beethoven, et pour la « Symphonie » de Brahms.

Ce rendez-vous annuel, qui sera organisé cette année du 19 avril au 5 mai, regroupe une quinzaine de spectacles de disciplines différentes : art vocal, musique instrumentale et symphonique, théâtre et danse. Il mêle les grands noms — cette année Ruggero Raimondi, Igor Stravinsky, Daniel Barenboim, le Nederlandse Theater — à de plus jeunes talents — comme Michaela Mardin, Andrea Lucchesini ou Jesse Li Cecilio.

Les plus grands clowns

Le Festival international de télévision de Monte-Carlo se développe d'année en année. Limité à l'origine à un concours (de fiction et d'actualité), il s'est brusquement agrandi avec la création d'un marché du cinéma et de la télévision. Il est devenu un point de rencontre traditionnel, avant le MIP-TV de Cannes, pour les distributeurs, acheteurs, vendeurs de programmes, compagnies privées et chaînes de télévision, câbles et réseaux du monde entier.

Le Festival international du cirque qui en est à sa deuxième année présente enfin, en dernière instance, une sélection des numéros du monde entier : on y a vu les plus grands dresseurs, jongleurs, acrobates et équilibristes, les plus grands clowns (Charlie Rival, Georges Carl et Oleg Popov). C'est un point de rencontre qui permet de suivre attentivement l'évolution du cirque dans le monde.

C. H.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à nos lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaires spéciaux sur demande

Adieu les grands ducs, bonjour les congressistes

« Monte-Carlo carrefour international du tourisme d'affaires » : c'est le nouveau slogan de la principauté.

EN Beaune, pour une bonne exploitation, il faut aller chercher dans les 200 ou 300 hectares de terres grasses. Ici, suspendus aux 573 mètres de la Tête-de-Chien, cornes, littéralement posés à la mer par un tunnel de rochers, voici 195 hectares (un Etat indépendant) de pentes arides où, l'an dernier, 240 000 personnes, venues des quatre coins de l'Europe, des deux Amériques, des îles du Japon ou du continent australien, ont passé 810 000 nuitées d'hôtel (1). Tous records battus pour les quatre-vingt-neuf hôtels (80 % des chambres monégasques) qui croissent et se multiplient « sous le divin firmament » de Monte-Carlo, lequel « suffit au bonheur des amants », comme le jure la chanson d'époque. 15 % d'augmentation du chiffre d'affaires par rapport à 1982, et un taux annuel d'occupation à faire rêver les confrères de tous les pays : 70 %.

Magie du « fascinant Monte-Carlo », comme disent les slogans publicitaires ? « Oui et non », répond le directeur du tourisme et des congrès, additif à ne pas oublier pour la suite de la visite. Il ne nie certes pas les prestigieuses légendes de la Belle Époque. Ses monuments sont toujours debout, glorieusement rétro en façade : casino de Garimber, Hôtel de Paris, Hermitage et la suite, deux enfants de l'histoire, Société des bains de mer. Toutefois, de ces fastes d'Empire — et de l'égérie du territoire — ont jailli les

tours d'un petit Manhattan. La Défense-sur-Mer ? Qu'on se rassure. Le Mirabeau, basculement vertical, les Loews et ses ailes horizontales affouillées par les vagues, sont des quatre étoiles comme partout dans le monde. Comme le futur Métropole en construction, aussi Belle Époque en façade et sophistiquée à l'intérieur que ses grands ancêtres. Voilà les clés : passé plus présent, plus avenir. C'est de l'insaisissable.

Ouvert toute l'année

On part des origines, où il n'était saison que d'hiver — grands ducs et grands noms — pour en arriver aux quatre saisons pleines, après la longue plage de la saison d'été (tous les hôtels étaient fermés en hiver, jusqu'en 1960). Mutation. C'est vite dit. « Bouleversement impossible », précise le directeur du tourisme, sans une politique cohérente, sans une volonté, celle du prince Rainier. Le coup d'envoi est donné avec la mise en souterrain de la voie ferrée (1958-1964) qui coupait en deux le principauté. Monaco se réunissait, respire, puis marche sur la mer : Portier, Larvotto, Fontvieille, en tout 45 hectares nouveaux conquis sur l'eau... et qui augmentent de près de 30 % la surface du territoire national. Infrastructures indispensables. Voulait-on seul tourisme ? Absolument ! Des idées reçues vont s'envoler : « Tourisme : 25 % du PNB monégasque. Industries (propres) : 30 % ! De même pour les jeux : 95 % des recettes de l'Etat en 1980. Aujourd'hui : 4 % ».

L'hôtellerie d'ailleurs, même somptueuse, était une simple annexe du casino. Pour rattraper le temps pré-

sent, il a fallu courir vite. En quelques années, parallèlement à la modernisation (intérieure) des palais, le nombre des chambres a doublé : 2100. Et pour l'an prochain, 400 de plus. Une augmentation de 20 % en un an.

Défices des chiffres qui chantent l'expansion. Reste l'autre volet : les jobs, les visiteurs, les amoureux et les congrès de Monaco. Sans eux les palais d'hier et d'aujourd'hui, tout comme le futur grand trois-étoiles de demain (2) — on s'embellit, on s'agrandit aussi en direction de cette clientèle, — ne seraient qu'un décor vide. Pour avoir oublié ce trisme certains grands réalisateurs de France et d'ailleurs ont créé de remarquables déserts de dix mois au douze. Ici, objectif atteint. Monaco affiche maintenant : « Hôtels ouverts toute l'année ».

Comment ? La « politique des congrès » a fait resurgir de ses cendres la saison d'hiver de jadis. Bouclée bouclée. Certes, « nos agents à l'étranger » sont chargés de réunir ici les congressistes de tous les pays, mais ils ne partent pas sans bouscail. Le produit qu'ils présentent offre un éventail d'équipements selon gros-seur, selon couleur. Culture, technique, affaires, trouvent un concentré de services spécialisés dans chacune des centres. On va de l'intimité douillette du centre de rencontres aux 1 000 places de l'auditorium — bourré de gadgets électroniques — du centre des congrès, en attendant les 5 000 mètres carrés (plus salles de conférences, plus salons, plus services) du prochain centre des expositions.

« Monte-Carlo, carrefour international du tourisme d'affaires », voilà le slogan-relais après les folles

suites des grands ducs. Mais l'un ne chasse pas l'autre. Il arrive même que le congrès s'annule. Qu'à cela ne tienne ! L'auditorium est à vocation variable, prêt pour recevoir l'orchestre symphonique national, ou les corps des ballets, ou du rock en trames. Et puis, revanche de l'exiguïté territoriale, tout est à quatre pas : les « grandes tables », l'opéra italien et la folie russe.

Pour les congressistes d'hiver comme pour les bronzés des plages et des piscines, il se passe quelque chose tous les jours à Monaco : sports, spectacles, soirées. Le calendrier des réjouissances y ajoute chaque mois un événement de dimension internationale, depuis le populaire Rallye automobile jusqu'au Festival du cirque en passant par le très sélect Gala de la Croix-Rouge, les nuits embrasées du Sporting-Club estival ou le Printemps des arts en avril. Princes et princesses le président.

« Passeport pour un rêve »

Donc, pas de quartiers d'hiver pour le quarté gagnant (équipements, animation, accueil, services). Dès lors, pourquoi s'en tenir aux seuls congrès ? Après la carte de congressiste et ses privilèges, voici la dernière trouvaille : le passeport pour individu. « Strictement personnel », il vous met dans l'avion jusqu'à Nîmes, en hélicoptère jusqu'à Nîmes, en quatre heures pour votre séjour, le tout pour des prix très spéciaux (3). « Un rêve, une réalité », dit le slogan nouveau. Attraction en prime : les coupons déductibles du passeport offrent des entrées gratuites dans les hauts lieux

de la légende. Gros succès ! Ça marche si bien, l'un dans l'autre — congressistes et individuels du passeport, — que les 80 % d'occupation annuelle sont à portée de la main. C'est tout dire. Et c'est en revenant à la crise. Comme la mer, elle frappe au Rocher sans entrave. Les touristes du monde font un détour. Un petit exemple. La montée générale de l'insécurité. « Ici, monsieur, les femmes sortent le soir, dans la rue, avec leurs bijoux ». Vrai ? Dans cette exposition de l'hexagone, propre à attirer toutes les convoitises organisées ? « Nous avons pris nos dispositions, monsieur ».

Hors du temps, irréfutable, Monaco ? Oui, bien sûr. Elle le sait, elle le proclame. « Entrez dans 195 hectares de rêve, nous organisons sa réalité. Révélez, nous ferons le reste ». Dans son « site paradisiaque », dans sa légende (très) dorée, la principauté existe, on peut la remonter. Pour un mois, pour un week-end, pour un jour, « selon grossueur ».

JEAN RAMBAUD.

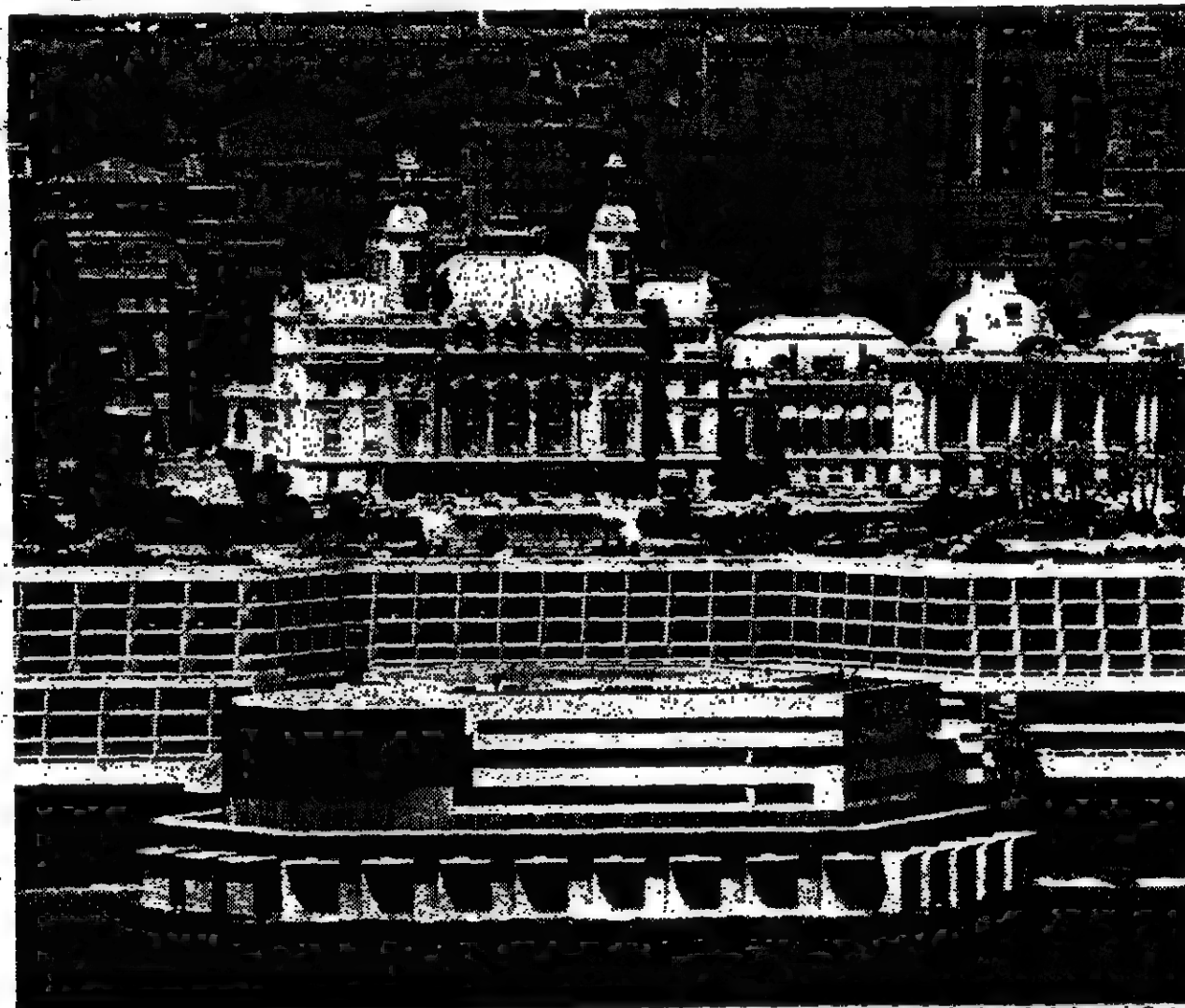
(1) La baisse du dollar avait entraîné un lâchage du nombre des Américains en 1980-1981 : de 32 % des arrivées à 16 %. Avec une hausse de 21 % en 1983, ils représentent la deuxième place devant l'Italie (17 %), mais derrière la France : 23,4 % (+ 12 % de 1982 à 1983). Ensuite : Grande-Bretagne, RFA, Suisse, Belgique, Suède et Japon, en augmentation de 29 %.

(2) Actuellement, six trois-étoiles et trois deux-étoiles. Les cinq une-étoile, souvent baises ou douches, offrent une centaine de chambres sur les 2 100.

(3) Au départ de Paris, avion et hélicoptère compris, à partir de 2 070 F le week-end (4 jours, 3 nuits, hôtel quatre-étoiles). Renseignements : agences Air Inter et agents de voyages.



CARLO Un rêve. Une réalité.



Le Centre des Congrès Auditorium de Monte-Carlo devant le Casino.

Le haut lieu des loisirs devient le haut lieu des affaires.

Dans le monde entier, le nom de Monte-Carlo éveille toujours les mêmes échos : un site unique, la mer et le soleil, des activités artistiques et sportives toute l'année. Mais Monte-Carlo n'est pas seulement une destination pour le tourisme de loisir, c'est aussi un carrefour international du tourisme d'affaires grâce à un complexe d'accueil de congrès unique en Europe.

Des équipements de premier ordre. Monte-Carlo, très facilement accessible depuis le monde entier, mérite bien de figurer en première place sur votre liste de lieux de congrès ou de conférences. En effet, pour assurer à votre manifestation le succès que vous recherchez, Monte-Carlo ne manque pas d'atouts majeurs : Le Centre de Congrès Auditorium. Ce somptueux édifice hexagonal,

surplombant la Méditerranée, abrite cinq salles de réunion ; dont le prestigieux auditorium Rainier III, doté d'un équipement ultra-moderne, qui peut recevoir jusqu'à 1100 congressistes.

Le Centre de Rencontres Internationales. Cet ensemble entièrement modernisé dispose de deux salles de réunion d'une capacité respective de 500 et 100 personnes.

Des prix pour séduire. Du 1^{er} septembre au 15 juillet, les hôtels de la Principauté pratiquent des prix spéciaux pour les congrès. Des

réductions supplémentaires sont accordées du 1^{er} novembre au 31 mars. Monte-Carlo destination congrès vous offre donc le meilleur rapport qualité/prix.

Quant au coût du déplacement vers Monte-Carlo, il est sans doute plus abordable que vous n'osez l'imaginer. Les compagnies aériennes proposent, en effet, des formules tarifaires avantageuses pour les groupes.

Une équipe efficace à votre service. La Direction du Tourisme et des Congrès de la Principauté de Monaco met ses spécialistes à votre service. Avec vous, et en fonction de vos impératifs, ils assureront la préparation, la coordination et la réalisation de votre manifestation.

Consultez-nous sans engagement pour votre prochain projet de réunion. Nous vous établirons très rapidement une première proposition chiffrée.

Monte-Carlo Destination Congrès

- Intéresse :
- envoyez-moi un dossier d'information,
- contactez-moi en vue d'un avant-projet chiffré,
- je souhaite continuer à être tenu informé. Envoyez-moi votre bulletin d'information "Monte-Carlo News".

Nom, prénom : _____

Société/Association : _____

Fonction : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

Office du Tourisme et des Congrès de la Principauté de Monaco
9, rue de la Paix 75002 Paris
Tél. 296.12.23 - Telex 215.946

Copyright © Maitre

Le dernier carré... dans le "Carré d'Or" de Monte-Carlo



Soyez l'un des derniers privilégiés à investir dans le Carré d'Or de Monte-Carlo. Il ne reste que quelques appartements disponibles au Park Palace. Face à la mer, au milieu des jardins prolongeant ceux du Casino, le Park Palace vous attend et l'on vous invite à visiter ses somptueux appartements, sa piscine intérieure privée, son système de sécurité sophistiqué et les boutiques de luxe de sa galerie "Les Allées Lumière". Le Park Palace, un nouveau style de vie et le plaisir de vivre à Monte-Carlo.

Renseignements et ventes :

LEGADÉL S.A.
25, avenue de la Costa Monte-Carlo
Tél. (93) 50.92.96 Telex : Legren 479276 M.C.
et auprès des Agences Immobilières de la Principauté de Monaco.

Financement : The Chase Manhattan Bank N.A. (Paris)
Garde d'investissement des travaux : Banque de Placement et de Crédit (Monaco)
(du Groupe de la Société de Banque Suisse)
Garantie pour le Gouvernement : Banque Centrale Monégasque de Crédit

clip-mono

Les Américains mènent le jeu

MÊME s'ils ne fournissent à l'Etat princier que son argent de poche — 72 millions de francs de prélèvements en 1983, — les jeux, en principauté de Monaco, vont très bien. La Société des Bains de Mer (SBM) s'apprête à clore, le 31 mars, son exercice 1983-1984 par un résultat record, de l'ordre de 600 millions de francs de produit brut au lieu de 491 millions de francs l'an dernier, soit une augmentation de plus de 22 %.

A titre de comparaison, ce chiffre représente plus de 70 % des recettes brutes de l'ensemble des cent trente-cinq casinos français, quatre fois et demie celles du premier d'entre eux, Divonne, ou encore plus du double des cagnottes réalisées en 1982-1983 par les douze casinos de la Côte d'Azur. Le haut niveau d'activité atteint par la puissante société monégasque n'est pourtant pas sans lui poser certains problèmes. Une profonde mutation s'est produite, en effet, depuis quelques années dans la structure des jeux en principauté. A l'origine : l'introduction des jeux de table américains et des appareils automatiques, qui ont supplanti en recettes (65 % en 1982-1983) les jeux européens traditionnels.

Désireuses de s'ouvrir un nouveau marché, les autorités monégasques avaient fait appel, en 1972, au groupe américain Loew's auquel fut confiée la réalisation d'un ensemble comprenant, notamment, un palace de six cent cinquante chambres. Innovation majeure : l'ouverture dans l'hôtel Loew's d'une salle de jeux américains (black jack, roulette américaine, craps, punto banco) équipée d'appareils automatiques (lot machines).

Le contrat signé entre la SBM, bénéficiaire du monopole des jeux en principauté, et la société américaine prévoyait une exploitation conjointe et un partage à 50 % des revenus. L'opération allait réussir au-delà de toutes les

prévisions. Au cours des six derniers exercices, les résultats nets enregistrés par la SBM-Loew's ont plus que quadruplé, passant de 7 millions de francs environ en 1977-1978 à près de 28 millions de francs en 1982-1983.

Malgré la reconstruction, en 1974, du casino d'été du sporting club et la création, en 1979, d'une salle de jeux américains dans le « temple » du casino de Monte-Carlo, les résultats obtenus par la SBM seule ont évolué dans le même sens en dents de scie. Excellents en 1977-1978 (31,8 millions de francs) et en 1978-1979 (30,1 millions de francs), ils ont été ensuite beaucoup moins satisfaisants, atteignant, pour le mieux, 7,7 millions de francs en 1981-1982 et se révélant négatifs à deux reprises : lourdement en 1979-1980 (- 9,8 millions de francs). Les joueurs fortunés du Proche-Orient contribuent pour 12 % aux recettes de la SBM, loin derrière les Italiens (65 %), mais devant les Américains (6 %, à égalité avec les Français).

Le succès des jeux américains a été très profitable, financièrement, à la SBM. Mais il a eu aussi des incidences moins positives. Avant de céder, en 1982, son fauteuil de président du conseil d'administration de la société à M. André Saint-Mieux, ancien ministre d'Etat du gouvernement princier, le prince de Polignac n'avait pas caché ses préoccupations devant « une certaine rétroaction de la clientèle traditionnelle des jeux européens ». « Il nous faudra tenir compte, avec une grande vigilance, de l'évolution qui se manifeste », prévenait-il, en préconisant « des efforts promotionnels pour soutenir les jeux européens, dont le casino de Monte-Carlo doit rester à la fois le symbole et le centre d'attraction ». En d'autres termes, l'image de prestige de la principauté devait être défendue contre une trop grande démocratisation des jeux.

Les décisions ont suivi. Relançant sa promotion en direction de la « belle clientèle », la SBM a voulu rétablir dans sa plénitude l'ambiance ancienne du casino de Monte-Carlo. Exit les jeux américains et les appareils automatiques, qui seront transférés dans une salle du Café de Paris, rasé au début de l'an prochain — puis reconstruit sur un parking souterrain de six cents places (coût du transfert : environ 140 millions de francs). On retrouvera aussi sur les terrasses du casino le fameux Bar du Soleil, indissociable du passé légendaire de la principauté. Bref, une révolution à l'envers, ou plutôt la réhabilitation d'un sanctuaire.

L'introduction des jeux américains avait entraîné des difficultés sociales, illustrées par des grèves de personnel et une typhie de procès devant la juridiction du travail. « Il y a eu des problèmes d'adaptation », concède M. de Saint-Mieux. « Le Loew's », commente plus directement un observateur de la vie monégasque, « c'est Atlantic-City et des méthodes qui ont empoisonné le climat social ». Une détente est pourtant intervenue à Monaco après la signature d'une nouvelle convention, au début de l'été dernier.

Reste une question : que se passera-t-il à l'expiration du monopole des jeux de la SBM en 1987 ? La société s'officialise en sollicitant le renouvellement de sa concession d'exploitation. Les négociations sont en cours. Les syndicats ont fermement pris position pour le statu quo. Mais on ne s'attend pas à des bouleversements, puisque la SBM s'est lancée dans d'importantes investissements et projette, notamment, la construction d'un nouvel hôtel en bord de mer. Sans la menace des jeux, ce programme serait réduit à néant.

G. P.

195 hectares et quelques arpents de rêve

(Suite de la page 25.)

Dans la panoplie publicitaire, cette sécurité n'est pas la dernière à être mise en avant. C'est avec fierté que l'on parle des 300 policiers qui veillent jour et nuit à la tranquillité de 27 000 habitants, avec le concours de caméras de télévision à tous les points stratégiques, de liaisons directes avec Interpol et la police française. Ses hommes, qu'ils soient formés sur place ou rodés par des stages en France aux méthodes de l'anti-gang, connaissent leur affaire autant qu'ils connaissent les gens. Cela n'empêche pas, malgré tout, quelques cambriolages, mais la grande criminalité ne vient pas se froter à ces supermen. Peu encombrés, les tribunaux peuvent juger vite et « sans laxisme ». On insiste beaucoup sur l'expression. De même on se préserve sans mal d'une délinquance économique et financière à la fois par des contrôles rigoureux de gestion des entreprises et par des enquêtes préalables suffisamment sérieuses pour parer à la venue des gens incertains. Aussi bien les trois syndicats de faillites et administrations

judiciaires établis à Monaco ne sauraient subsister s'ils n'étaient en même temps experts-comptables...

Mais il faut bien observer aussi que les 27 000 habitants de Monaco ne seraient à eux seuls faire tourner cette entropie. Chaque matin arrivent ici 15 000 travailleurs qui se repartent le soir. Ils sont italiens ou français. Ils occupent les emplois subalternes, que ce soit sur les chantiers de construction ou dans l'industrie, cette industrie légère établie sur l'ancien site de Fontvieille, dans des immeubles incommodes où l'on travaille en étage, et qui, disent les dirigeants « coûtent horriblement cher ». Le plastique, l'électronique, l'alimentation, la chimie, l'industrie des cosmétiques et celle de la pharmacie occupent le plus grand nombre. Au lendemain des accords de 1963 et des nouvelles données fiscales qu'ils imposaient aux sociétés françaises, on se pose sérieusement la question : partir ou demeurer ?

On choisit finalement le maintien. Tous comptes faits, Monaco offrait plus d'avantages que d'inconvénients. Non seulement il était plus facile d'attirer des clients sur la Côte d'Azur qu'ailleurs, mais le gouvernement et le prince préféraient eux aussi assurer la continuité d'une économie avec des sociétés et des hommes qui, malgré tout, avaient la fibre monégasque. « Alors », dit M. Pierre Besse, directeur de la Monégasque, conservée d'ancêtres établie par un Français, on s'est accroché. » Il a tout de même fallu

s'accommoder de certaines réalités, ouvrir des filiales au Maroc et à Salouche, tablier sur l'exportation. Et aussi ramener de 400 à 80 le nombre des emplois à Monaco. C'est signifier que la crise a eu ses répercussions et qu'il n'est pas facile de passer par les boomissements ou les prévisions, étant entendu que sont frappés dans l'ordre les étrangers, les habitants des communes limitrophes, les résidents, et, seulement en dernière nécessité, les Monégasques. Cela dit, le chiffre d'affaires de la Monégasque prospère bon an mal an de 7 à 8 %.

Ainsi va Monaco avec 21 000 salariés dans le secteur privé, 2 128 fonctionnaires, des banques dans tous les coins et un établissement réservé aux professions libérales. Le reste, c'est ce que chacun peut voir : un tourisme florissant et sentimental, l'insupportable attraction qu'exerce à la fois le palais princier au style indéfinissable et les environs du casino, complétés par les salles de jeux du Loew's américain, des galas éclatants, une saison lyrique, une autre de ballets, l'opulente architecture du Musée océanographique. Et puis partout ces plaques commémoratives qui rappellent tout ce que firent les princes et les princesses, ces canons symboliques autant que les pyramides de boulets posés à leur côté, le négoce d'une bimbeloterie qui n'a rien à envier à celle de Lourdes, des pèlerinages en déambulation de la cathédrale où le tombeau de Grace fera encore longtemps verser des larmes.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.



MATIERES PLASTIQUES TECHNIQUES

MICROTECHNIC

PRODEM

VOS PARTENAIRES

ACTIVITE TRADITIONNELLE DE SOUS-TRAITANCE

- BUREAU D'ETUDES
- FABRICATION DE MOULES
- INJECTION DE PIÈCES TECHNIQUES
- MONTAGE ET ASSEMBLAGE D'ENSEMBLES

Spécialisés depuis vingt-cinq ans dans la transformation des matériaux plastiques techniques.

Immeuble LES INDUSTRIES
8, rue de Stale
MC 98000 MONACO (Principauté)
Tél. (93) 58-42-18
TELEX MICTEC 479841 MC

ACTIVITE NOUVELLE

- Conception et réalisation de produits propres à MICROTECHNIC
- Recherche de développements nouveaux dans les plastiques techniques, les matériaux composites...
- Ingénierie dans les matières plastiques : assistance à réalisation d'usines ou de chaîne de production clés en main.

Immeuble EUROPA
Place des Minimes
MC 98000 MONACO (Principauté)
Tél. (93) 38-63-58
TELEX MICTEC 489203 MC

* Division PRODEM : PROSPECTION DÉVELOPPEMENT MICROTECHNIC.



CARLO

MONTE-CARLO



La Carte d'Or SBM, précieux atout de vos voyages d'entreprises.

Dans le site privilégié de Monte-Carlo, la Société des Bains de Mer possède de nombreux atouts qui garantissent la réussite de vos séminaires et voyages de stimulation.

La Carte d'Or :

est l'assurance d'un univers exclusif. Dès leur arrivée dans l'un des prestigieux hôtels de la SBM : Hôtel de Paris, Hôtel Hermitage, Hôtel Mirabeau ou Monte-Carlo Beach Hôtel, les participants de vos voyages d'entreprises se verront remettre la Carte d'Or, qui leur donnera le libre accès à tous les hauts lieux de Monte-Carlo : le Casino, rendez-vous de l'histoire et de l'élégance, le Monte-Carlo Beach avec sa piscine minuscule, la piscine

des Terrasses et son centre de remise en forme. Ils bénéficieront non seulement de l'accès gratuit, mais aussi de conditions très avantageuses, au Club du Mont-Agil et au Monte-Carlo Country Club dont les 23 courts de tennis voient s'affronter les plus grands champions.

De plus, la SBM saura les faire profiter de ses implantations exclusives au cœur d'un espace exceptionnel qui réunit centres de conférences, salles de réunions, restaurants, cabarets et night-clubs.

Un choix de programmes en or : La SBM s'attache avant tout à simplifier vos problèmes d'organisation et vous propose des formules de séjours adaptées, comprenant les trans-

ferts, un accueil personnalisé, l'hébergement et le petit déjeuner des visites touristiques, des dîners à thèmes et une soirée de gala avec spectacle.

A titre d'exemple, un séjour de six nuits revendra en 1984, à environ 4.830 F par personne taxes et service compris.

La SBM vous offre les atouts qui garantiront le succès de votre prochain voyage d'entreprise. Sachez les utiliser en vous adressant à votre agent de voyage ou à : Société des Bains de Mer - Direction des Ventes, Place du Casino - Monte-Carlo. Tél. : (93) 50.80.80, Telex : 460.227. SBM Paris : 24, rue Marbeuf - 75008 PARIS. Tél. : (1) 236.13.82, Telex : 640.854.

Club & Mailer



Banque Industrielle de Monaco

BANQUE PRIVÉE MONÉGASQUE FONDÉE EN 1949

8, boulevard des Moulins - B.P. 115
Monte-Carlo, principauté de Monaco

Télex 469551 BANKIM
Téléphone : (93) 30-73-11 (lignes groupées)

Adresse télégraphique :
CREDUSTRIEL MONACO

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

Des footb...

une ville dans son Etat

Des footballeurs à l'abri du besoin

L'Association sportive de Monaco ne connaît pas les fins de mois difficiles. C'est le fait du prince.

La principauté se veut un haut lieu du sport grâce aux trois épreuves de prestige qu'elle organise chaque année : le Rallye Monte-Carlo en janvier, l'Open de tennis à Fécamp et surtout le Grand Prix de formule 1 le dimanche qui précède l'Ascension.

De tous les grands prix, celui de Monaco est le plus suivi de par le monde avec près d'un million de téléspectateurs. De façon plus confidentielle, mais aussi plus continue, le sport professionnel est aussi représenté en principauté par les footballeurs qui participent au championnat de France.

L'Association sportive de Monaco est une équipe à part entière, mais aussi entièrement à part dans le championnat de France. Sur le plan sportif, les Monégasques ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que leurs adversaires. A quatre reprises, ils ont été champions de

France (1961, 1963, 1978, 1982) et ils ont gagné la coupe autant de fois (1960, 1961, 1963, 1980). C'est dans le domaine financier que se situe la différence. L'AS Monaco ne connaît pas les difficultés ni les fins de mois difficiles.

Cette situation enviable est, bien sûr, le fait du prince. Lorsqu'il a succédé, en 1949, à son grand-père Louis II, Rainier III a encouragé les dirigeants de l'AS Monaco à opter pour le professionnalisme, en leur garantissant une subvention importante votée chaque année par le Conseil national pour équilibrer les comptes. Depuis, cette subvention n'a jamais fait défaut et elle représente désormais plus de la moitié du budget du club.

Il serait faux d'en conclure que l'AS Monaco a un train de vie princier. Son budget, qui atteindra cette saison les 15 millions de francs, est inférieur de moitié à ceux des Girondins de Bordeaux ou du Paris-Saint-Germain, par exemple. Avec moins de soixante-cinq mille spectateurs pour l'ensemble de la saison - trois mille quatre cents de moyenne par match - les Monégasques figu-

rent en 1983 au dernier rang, en première division.

Avec une population de vingt-sept mille habitants en principauté et un stade Louis-II dépourvu de toute zone de stationnement pour les spectateurs venus des communes voisines, le club monégasque ne pouvait espérer rassembler de grandes foules. Cette faible fréquentation constitue aussi un handicap, les supporters pouvant jouer un grand rôle dans la motivation des footballeurs.

La construction, à proximité de l'ancien, d'un nouveau stade Louis-II d'une capacité de vingt mille places devrait contribuer à améliorer cette situation.

Limités dans leurs recettes, les dirigeants monégasques ont choisi depuis 1976 de miser gros sur leur centre de formation. Une politique de sagesse qui avait porté ses fruits en 1982 puisque, dans l'équipe championne, figuraient huit joueurs passés par ce centre : Ettori, Amoroso, Vitalis, Nino, Christophe, Bijotat, Couriol et Bellone. Cette réussite tourne-t-elle quelques têtes ? La saison suivante fut pour le club le plus mauvais des six der-

nières années. Des clans s'étaient formés entre joueurs. L'entraîneur Gérard Banide était contesté par certains. L'équipe terminait sixième.

Le docteur Campora, président du club, décida alors de trancher dans le vif. Gérard Banide préféra partir. Ce fut la grande leçon. Le Suédois Edström, le Suisse Barberis, Peccot, Vitalis, Couriol, Ricard, Mengual durent changer de maillot. « On a sacrifié des joueurs qui avaient déstabilisé le club », dira le docteur Campora. L'Allemand Krasse, l'Argentin Simon, Leroux, Bendit, Genghini, Bravo sont arrivés en principauté en compagnie de Lucien Muller, un ancien du stade de Reims, qui avait continué sa carrière de joueur et d'entraîneur en Espagne.

La greffe est, semble-t-il, réussie, même si l'équipe est désormais plus à l'aise sur terrain adverse. Avec moins de panache, mais plus de combativité et de rigueur que leurs prédécesseurs, les Monégasques font aujourd'hui figure de favoris pour le titre. Pour l'inauguration du nouveau stade Louis-II, la saison prochaine, l'AS Monaco peut espérer

être encore en course dans une coupe européenne. Mais le plus sûr garant de l'avenir du club, c'est peut-être le prince Albert dont la fidélité aux matches ne se dément pas.

lorsqu'il est en principauté. Tant que des princes veilleront sur elle, l'AS Monaco ne saurait être un club comme les autres.

GÉRARD ALBOUY.



COMPAGNIE MONÉGASQUE DE BANQUE

Société Anonyme Monégasque
au capital de 120.000.000 F

TOUTES OPÉRATIONS DE
BANQUE
INVESTISSEMENTS
INTERNATIONAUX
GESTION SPÉCIALISÉE DE
PORTEFEUILLE

MONTE-CARLO
« Les Terrasses » - 2, av. de Monte-Carlo
B.P. 167
Tél. (93) 50-40-50
Téléc. : 479 289 MC - Cable : COMBAN
R.C.I. 76 5 1557
S.S.E.E. : 833 MC 226 0 141 - 1

Chers voisins de l'Hexagone

(Suite de la page 25.)

Il reste que l'influence française sur la principauté est très importante. Le « ministre d'Etat », chef du gouvernement monégasque et responsable de ses relations extérieures (un terme qui a eu droit de cité au palais bien avant le Quai d'Orsay), est traditionnellement un haut fonctionnaire français, de même que plusieurs responsables de premier plan : le conseiller pour l'intérieur et l'éducation nationale, le directeur de la sûreté, celui des services juridiques, des services fiscaux, du port, le premier président de la cour d'appel, etc. Mais c'est tout de même le prince qui les choisit, sur une liste de trois postulants qu'il reçoit séparément, et qui les rémunère.

En fait, la France met à la disposition du prince une poignée de spécialistes chevronnés, dont le recrutement serait, pour de simples raisons techniques, très difficile par ailleurs. « Vrai » Monégasque, il en va de même pour de nombreux emplois

publics, notamment ceux de commissaire de police.

Une certaine condescendance

Générosité pure du grand voisin protecteur ? Pas seulement, bien sûr. Mais, en principe, ces hauts fonctionnaires ne doivent obéissance, pour le temps de leur détachement, qu'aux autorités monégasques. Ce qui fait que l'actuel ministre d'Etat, M. Jean Herly, diplomate de carrière, a eu, voici quelque temps, l'occasion de signer une convention sur la modification du tracé de la limite des eaux territoriales avec « son » ministre, M. Claude Cheysson ! Il n'en reste pas moins que, par ce biais, Paris continue d'exercer une forte discrétion, mais bien réelle, de contrôle sur bon nombre d'affaires monégasques.

Aujourd'hui, la plupart des dossiers franco-monégasques reviennent davantage des traditionnelles pro-

blèmes de minorité que d'un véritable contentieux politique. Ces problèmes sont nombreux, mais mineurs, et les rapports entre les deux Etats connaissent depuis de longues années une nouvelle embellie. Les quelques quatorze mille Français qui vivent dans la principauté sont l'illustration vivante de la cordialité des rapports, sans parler des innombrables travailleurs frontaliers, concurrents il est vrai, sur ce terrain, par les quatre mille Italiens qui viennent travailler chaque jour à Monaco, de l'innombrable principauté. Mais l'enseignement, d'ailleurs contrôlé par l'inspecteur académique de Nice, est très largement dominé par les professeurs français.

Cette prédominance est également manifeste pour ce qui est de la monnaie : si le franc monégasque a droit de cité sous les espèces, c'est le cas de la pièce, de pièces à l'effigie du prince, le franc français circule librement et constitue la seule monnaie en billets. De nombreux

accords techniques harmonisent en outre le régime salarial et social avec celui de la France. Celle-ci exerce un certain contrôle de fait sur le droit d'établissement des sociétés à Monaco, et sur la naturalisation ; la principauté, qui instruit les dossiers, tient au demeurant, de son côté, à éviter désormais toute complaisance à cet égard, et il n'est plus possible d'obtenir une carte de résident aux seules fins d'échapper à l'impôt direct ou au service militaire.

Il reste que, psychologiquement, les rapports entre la France et Monaco ne seront sans doute jamais tout à fait aussi simples qu'ils devraient l'être. Et l'on s'irrite manifestement un peu, dans la principauté, d'une certaine condescendance française, non pas officielle mais populaire : non de s'être, pas aimé, mais plutôt d'être aimé pour ce que l'on n'est pas.

BERNARD BRIGOUDEX.

RADIO MONTE CARLO

RADIO MULTI COMMUNICATIONS

La communication, un nouveau secteur désormais essentiel à notre économie : RMC, en diversifiant ses activités, et en investissant dans tous les médias, est présent dans ce domaine à Monaco, en France, et en Méditerranée.



TELEVISION

RMC est actionnaire de Télé Monte Carlo avec 20% du capital. TMC émet en France et en Italie.



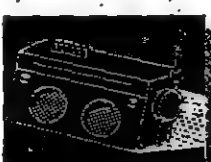
CINEMA

RMC est partenaire de Parafrance pour la distribution et production de films, avec 10% de participation.



PRESSE

RMC est actionnaire à 25% de l'A.C.P. (Agence Centrale de Presse).



RADIO

RMC est la première station du Sud de la Loire, la seconde en Italie et l'une des radios les plus écoutées dans les pays d'Afrique du Nord. Elle émet sur toutes les longueurs d'ondes.

Ondes longues : (218 KHz).
Ondes moyennes : (1467 KHz) Alpes-Maritimes - Var.
Ondes courtes : (702 KHz) RMC Italie (en langue italienne).

Modulation de fréquence

(98,5 MHz) RMC Côte d'Azur.
(93,5 MHz) RMC Rock.
(102,7 MHz) RMC Classique.

RMC a pris une participation de 10% dans Gestival (Groupe Sud Radio). RMC détient 55% de Radio Monte Carlo Moyen-Orient qui touche 9 millions d'auditeurs de l'Egypte à l'Irak. RMC présente dans Radio Méditerranée Internationale qui émet en français et en arabe sur les pays du Maghreb.



PRODUCTION

RMC a ses propres filiales de production, télévision et cinéma : RMC Audiovisuel, Technisonor.



EDITION

RMC s'associe avec les Editions Flammarion pour fonder une nouvelle maison d'édition : « Les Editions Radio Monte Carlo ».



MUSIQUE

RMC possède 50% des Editions Musicales Train Bleu.



Radio Monte Carlo

| | Le 1984 | Le 1983 |
|----------------------|---------|---------|
| OFFRES D'EMPLOI | 83,00 | 88,44 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 25,00 | 29,65 |
| IMMOBILIER | 58,00 | 66,42 |
| AUTOMOBILES | 56,00 | 66,42 |
| AGENDA | 56,00 | 66,42 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 164,00 | 194,50 |

ANNONCES CLASSEES

| | Le 1984 | Le 1983 |
|--------------------|---------|---------|
| ANNONCES ENCADREES | 47,00 | 55,74 |
| OFFRES D'EMPLOI | 14,00 | 16,80 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 36,00 | 42,70 |
| IMMOBILIER | 36,00 | 42,70 |
| AUTOMOBILES | 36,00 | 42,70 |
| AGENDA | 36,00 | 42,70 |

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

COGINTEL

Jeune Société d'Ingénierie Informatique
en forte expansion recherche
pour ses activités Temps Réel et Télématique :

INGÉNIEURS INFORMATIENS :

- débutants ;
- ingénieurs d'études ;
- chefs de projets.

La complexité technique des contrats traités ainsi que la volonté de l'entreprise de laisser une large autonomie d'action aux ingénieurs justifient notre recherche de candidats à fort potentiel, ingénieurs grandes écoles (X, ECP, ENST, ESE) ou ayant une formation informatique approfondie (INSA, maîtrise + DBA.).

Le fonctionnement convivial de la Société, la richesse de l'environnement intellectuel, le potentiel de croissance considérable, associés à une rémunération motivante, garantissent aux débutants une insertion harmonieuse dans la vie professionnelle et aux plus anciens de réelles possibilités d'évolution.

Les postes sont à pourvoir à Paris et en province.

Ecrire à : Michel COMBES, COGINTEL
41, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS.

PM LABINAL

7.800 personnes, 20 usines,
C.A. 2 milliards, recherche pour sa
Direction des Affaires Sociales
située au siège social à BOIS D'ARCY (78)

Responsable des Etudes

Directement rattaché au Directeur des Affaires Sociales, il sera chargé de mener pour le compte des différentes unités du Groupe des études dans tous les domaines relevant de la gestion et de l'administration du personnel et en particulier du droit social.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure DROIT, IEP ou équivalent, possédant impérativement de bonnes connaissances en législation sociale et disposant d'une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction personnelle.

Envoyer CV et prétentions à
PM LABINAL - Direction des Affaires Sociales
5, avenue Newton 78390 Bois d'Arcy.



AVOCAT, 17e, ch.

STENO-DACTYLO
MAGNETO
Plein temps ou 2/4 de temps.
Tél. : 872-48-33.

emploi/ régionaux

ESCAE AMIENS - PICARDIE

Une Grande Ecole Nationale
bien implantée dans sa région.

Une pédagogie « AUTRE »
basée sur la négociation.

ESCAE AMIENS - PICARDIE
18, place Saint-Michel
80038 AMIENS CEDEX.

VILLE DE LONS-LE-SAUNIER (Jura)

22.000 habitants
recrute d'urgence

ARCHITECTE

Ayant compétences en urbanisme pour conduite
d'opérations au sein du Service Municipal Urbanisme
et Architecture.

Adresser candidature et curriculum vitae à :
Monsieur le Maire - Hôtel de Ville
39000 LONS-LE-SAUNIER.

VILLE DE VALENCE (Drôme)

recrute
par voie de concours sur titres et sur épreuves

UN DIRECTEUR

POUR SON ÉCOLE RÉGIONALE
DES BEAUX ARTS DE 2^e CATÉGORIE

Pour tous renseignements, s'adresser à :
MAIRIE DE VALENCE
Service du Personnel avant le 25 avril 1984.
Téléphone : (75) 43-93-04, poste 12-43.

Importante Industrie

en expansion
Produits Modernes
pour le bâtiment
à Strasbourg
recherche

JEUNE CADRE

ESCE - ESC -
formation export
ou similaire

- Dispositif d'une expérience
de l'exportation de 3 à 5 ans,
parlant bien l'anglais +
l'espagnol de l'allemand.
- Mission : développement et gestion
de nouveaux marchés d'exportation.
- Missions : missions commerciales
dans le monde entier.
- Volume de fonction type RS.
- Large possibilité d'évolution
dans la vie professionnelle et
de la DE.

Ad. CV dét. en réf. 1038 à

SELETEC Conseil
67009 STRASBOURG CEDEX

Établissement Supérieur

recherche pour gestion Formation
DIPLOME 2^e CYCLE UNIVERSITAIRE
ou COMPARABLE
Expérience souhaitée. Poste
non statutaire. Temps partiel.
Septembre 1984. Curriculum
vitae détaillé + photo. Envoyer
à : M. TISSIER, 33406 TALLENCE CEDEX, avant
le 15 avril 1984.

Professeur d'Informatique

pour rentrée 83/84. Titulaire
niveau minimum. Ec. avec CV
et prétentions sous n° 235-287
à REGIE-PRESSE.

85 bis, r. Réaumur, 75002 PARIS.

emplois internationaux

REYNOLD ANTILLES recrute
ANALYSTE PROGRAMMEUR
niveau supérieur mini système.
Env. C.V., photo à M. TISSIER,
B.P. 2016,
97191 Pointe-à-Pitre Cédex.

HOTEL CLUB GRECE

RECHERCHE
RELATIONS PUBLIQUES
RESPONSABLE
Formation animateur et/ou
sportive, capable de diriger
équipe. Tél. 298-03-24.

TERMINAUX VIDEOTEX

TERMINAUX POINT DE VENTE
PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

ÉLECTRONIQUE C.K.D.

recherche
POUR SON SERVICE ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENT :
DES INGÉNIEURS
ÉLECTRONICIENS
OU
INFORMATIENS

POUR CONCEPTION DE SYSTÈMES
DE TERMINAUX
INCLUANT DES MICROPROCESSEURS.

1 à 3 ans d'expérience dans l'industrie ou logiciel
ou en matériel.

UNE ÉVOLUTION DE CARRIÈRE INTÉRESSANTE
AU SEIN D'UNE P.M.E. DYNAMIQUE
EST ASSURÉE.

Lien de travail : SAINT-OUEN-L'AUMONE (95).
13^e mois, restaurant d'entreprise.

Envoyer C.V. à :
ELECTRONIQUE C.K.D., B.P. 437
95005 CERGY CEDEX.

GRUPE INFORMATIQUE INTERNATIONALE

recherche pour ses activités
INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE
EN FORTE EXPANSION
(NUCLÉAIRE, AÉROSPATIAL, DÉFENSE, PÉTROLE)

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

X. SUP-AÉRO, CENTRALE OU ÉQUIVALENT +
M.S.C./P.D./I.N.C. DÉBUTANT OU QUELQUES
ANNÉES D'EXPÉRIENCE EN VUE D'APPLICATIONS
INDUSTRIELLES.

Études amont et développement de logiciels (B.P. et
D.F.) en : Dynamique des fluides, Aérodynamique, Electro-
magnétisme (IEM/Diffraction), Mécanique appliquée à la mécanique
structurale (Méthodes nouvelles).

Pense d'avancer pour candidats de haut niveau.

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions à :
ENGINEERING SYSTEM INTERNATIONAL, SILIC 77
94678 BUNCS CEDEX.

INGÉNIEUR BREVET

Pour renforcer son équipe, une
grande école, spécialisée en
électronique, recherche un ingénieur
breveté, capable de concevoir et
réaliser des circuits à micro-
processeurs, logiciels et matériels.
Métier d'avenir, salaire intéressant.
Cabinet Claude Rodière
30, r. Le Bonnet, 75008 PARIS.

INGÉNIEUR ÉLECTRONIQUE PROJETS

5 ans d'expérience en conception,
réalisation et mise au point
d'ensembles électroniques
analogiques et digitaux
pour des systèmes de C.I.D.
Anglais indispensable.

INGÉNIEUR ÉLECTRONIQUE INFORMATIQUE

5 ans d'expérience en conception,
réalisation et mise au point
d'ensembles électroniques
analogiques et digitaux
pour des systèmes de C.I.D.
Anglais indispensable.

CADRES TECHNIQUES COMMERCIAUX

3 ans d'expérience technique et
commerciale pour ventes nationales
de C.I.D. par téléphone et
courriers de France, Angleterre, Allemagne.
Envoyer C.V. et photo à :
M. Didot, 25, rue Jean-
Gautier, 75116 PARIS, ou
M. pour r.v. au 720-85-70.

S.C.C.I.

SPECIALISÉE DANS LES SYSTÈMES
D'INFORMATION ET LA GESTION
TEMPS RÉEL CONVERSATIONNELLE
recherche

CHEF DE PROJET

5 ans d'exp. dans l'informatique de gestion ayant déjà assuré
un ou plusieurs projets, connaissance VAX ou VMS.

Une expérience dans réseaux de mini-ordinateurs, TRANSPAC,
système MINTEL sera appréciée.

Il aura la responsabilité complète du projet et l'animation
de l'équipe chargée de le réaliser.

Il sera l'interlocuteur de tous les partenaires.

Rémunération très motivante en rapport avec l'importance
des responsabilités.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Cobol, expérience sur VAX ou VMS souhaitée.

Candidats débutants ou confirmés disponibles rapidement,
rémunération motivante.

Envoyer C.V. et prétentions à : COMPACT,
21, rue du Bourg-Tibourg, 75004 Paris.

Important groupe de presse

leader sur son marché
recherche son

DIRECTEUR DE MARKETING ET DE DÉVELOPPEMENT

De formation supérieure, ce professionnel de la communication
pourra mettre sa compétence au service d'une politique
commerciale dynamique et ambitieuse.

L'expérience dans une entreprise de presse serait souhaitable.

Si vous vous sentez concernés par cette opportunité, adressez
votre dossier de candidature (lettre, C.V. + photo) à :

EXCELSIOR PUBLICATIONS
Mme CUSTODIO, service du Personnel
5, rue de la Bannière, 75006 PARIS.

INGÉNIEUR BREVET

Pour renforcer son équipe, une
grande école, spécialisée en
électronique, recherche un ingénieur
breveté, capable de concevoir et
réaliser des circuits à micro-
processeurs, logiciels et matériels.
Métier d'avenir, salaire intéressant.
Cabinet Claude Rodière
30, r. Le Bonnet, 75008 PARIS.

INGÉNIEUR ÉLECTRONIQUE PROJETS

5 ans d'expérience en conception,
réalisation et mise au point
d'ensembles électroniques
analogiques et digitaux
pour des systèmes de C.I.D.
Anglais indispensable.

INGÉNIEUR ÉLECTRONIQUE INFORMATIQUE

5 ans d'expérience en conception,
réalisation et mise au point
d'ensembles électroniques
analogiques et digitaux
pour des systèmes de C.I.D.
Anglais indispensable.

CADRES TECHNIQUES COMMERCIAUX

3 ans d'expérience technique et
commerciale pour ventes nationales
de C.I.D. par téléphone et
courriers de France, Angleterre, Allemagne.
Envoyer C.V. et photo à :
M. Didot, 25, rue Jean-
Gautier, 75116 PARIS, ou
M. pour r.v. au 720-85-70.

S.C.C.I.

SPECIALISÉE DANS LES SYSTÈMES
D'INFORMATION ET LA GESTION
TEMPS RÉEL CONVERSATIONNELLE
recherche

CHEF DE PROJET

5 ans d'exp. dans l'informatique de gestion ayant déjà assuré
un ou plusieurs projets, connaissance VAX ou VMS.

Une expérience dans réseaux de mini-ordinateurs, TRANSPAC,
système MINTEL sera appréciée.

Il aura la responsabilité complète du projet et l'animation
de l'équipe chargée de le réaliser.

Il sera l'interlocuteur de tous les partenaires.

Rémunération très motivante en rapport avec l'importance
des responsabilités.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Cobol, expérience sur VAX ou VMS souhaitée.

Candidats débutants ou confirmés disponibles rapidement,
rémunération motivante.

Envoyer C.V. et prétentions à : COMPACT,
21, rue du Bourg-Tibourg, 75004 Paris.

Animaux

BEAUX CHIOTS Bouvier
français (sans chapeau), 12
tous, vaccinés, LOF. Prix
5.000 F. Tél. (1) 638-34-14.

S.O.S. chats adultes castrés et
adoption châtreaux orphelins.
Cherchent foyers douilles et
beaucoup de caresses.
Téléphone au 831-01-08
le soir après 19 heures.

Artisans

PERMES DE CONSTRUCTION
GROS-PLANS (B) 015-13-00
(conforme décret de 15-10-79).

Achat Livres

HENRI LAFITTE
Achat comptant de LIVRES
13, r. de Buci, 01. 328-88-28.

Arts

Historien d'art cherche des
peintures de John White
Alexander (né 1855-
1915). Ecr. M.A. Galt, 2500
North Washington Blvd, Arlington
VA, 22205 U.S.A.

Accessoires autos

PIÈCES AUTO
ACCESSOIRES
- bougies, auto-ventilateurs,
- alarmes et systèmes anti-
vol,
- pièces d'origine BMW, Fiat,
Renault, Peugeot,
amortisseurs KONI,
peintures au laser.
SERVICE EXPORT général
AUTOTEC
83, avenue d'Italie, 75013.
Téléphone : 331-73-86.

Bijoux

Si vous vendez : bijoux, orfè-
vres, pierres, etc., ne laissez-les
sans surveillance 688-74-54.

ACHAT OR

BIJOUX ANCIENS
MODERNES, BRILLANTS
ARGENTURES - VIEL OR
PESONNAGE DEPUIS 1980
A. Oprea, 4, Chaussée d'Antin,
Boulev. 37, avenue Victor-Hugo.

ACHAT OR

BIJOUX ANCIENS
MODERNES, BRILLANTS
ARGENTURES - VIEL OR
PESONNAGE DEPUIS 1980
A. Oprea, 4, Chaussée d'Antin,
Boulev. 37, avenue Victor-Hugo.

Carrelages

DIRECT USINES
GRAND CHOIX TILES MARQUES
BOCAVIL 357-08-46 +
118, av. Faidherbe, Paris-13^e.

Cours

MATH PHYSIQUE
VACANCES de PAQUES
Séance hebdomadaire du 2 au 7 avril
ou du 9 au 14 avril.
MATH CONTACT
18, rue du Mail, 75002 Paris.
Téléphone : 236-31-83.

Cours de Piano

INTELLIGENTS
et d'est bien entendu.
Téléphone : 387-09-90.

MATHÉMATIQUE - PHYSIQUE

Toutes classes secondaires
MATH. SUP. SPÉCIALE
Prof. expérimenté. 658-11-71.

Déménagements

DÉMÉNAGEMENTS
tous les jours, toutes distances,
tarifs réduits. T. 878-71-80.

Piano

PIANOS D'OCCASION
1/4 de queue, 1/2 queue,
grandes marques prêtes par
accordeur, 15 % de remise sur
pianos neufs, 10, R. J. MACÉ
jusq. 14-19 h 370-88-84.

Enseignement

ENGLISH IN ENGLAND
Au bord de la mer, (100 km de Londres) 100 chambres de
vacances modernes et, dans la même région, une école d'anglais
avec centre vous éduqueront.
L'écrit fondée en 1957 et reconnue par le British Council.
£18.00 par jour, repas, et logement compris (pays de la mer).

25% RÉDUCTION

pour un séjour de 90 jours ou plus (pour séjour
saison de Canaries)

REGENCY SCHOOL OF ENGLISH

Canaries, M.L. Agaña, Tel. 843-5122 (télé. 9684)
ou M.L. Agaña, Tel. 843-5122 (télé. 9684)
Tel. (3) 550-25-33 (Sociale)
pour le détail de l'offre - pour de séjour minimum
saison de Canaries - pour de séjour minimum

Moquettes

MOQUETTES 100% CHOC
100.000 m²
tous types et couleurs.
Prix exceptionnel.
Pose assurée 757-19-18.
BUREAU MOQUETTES.

ACHAT

MOQUETTE 100% PURE
PRIX POSÉE 76 F/m²
Tél. : 658-61-12.

Philatélie

ACHÈTE CHIER COLLECTION
CARTE POSTALES, 1850-
1915. Ecr. M.A. Galt, 2500
North Washington Blvd, Arlington
VA, 22205 U.S.A.

Pour les jeunes

PAQUES, GROS VACANCES
4-12 ans, petit effort, vie fa-
miliaire, activ. variées, sports,
poney-club, YONNE, Les Laines
78, (03) 66-06-02.

Tapis

TAPIS D'ORIENT
avec certificat d'origine
SOLDES - 50 %
Envoi contre remboursement.
TAPIS PONTAINE 500-67-28
82, av. R. Poincaré, Paris-18^e.

Troisième âge

RÉSIDENCE « LES CHÈVRES »
10^e porte d'Orléans, Paris.
Jardin, piscine, 8 personnes.
toutes personnes, tous âges,
valides, semi-valides, handi-
capés, seuls ou accompagnés.
20, av. de Vaugoussier, 92400
J.U.P. Téléphone : (1) 728-
88-43 et (1) 838-34-14.

Vacances

Tourisme
Loisirs

CORSE. Grande villa bord mer,
4 chambres, 10/12 personnes,
jardin, piscine, 8 personnes.
Téléphone (16-93) 31-05-13
bureau de bureaux ou écrire
M. MOLL, avenue du 200,
Saint-Leu-de-la-Vie, 06700.

(08) VARS. Beau duplex tout
confort, balcon plein sud, pied
des pentes, 8 personnes.
Téléphone (16-93) 31-05-13
bureau de bureaux ou écrire
M. MOLL, avenue du 200,
Saint-Leu-de-la-Vie, 06700.

GRANDE-BRETAGNE
FRANCO-ÉTATS-UNIS
Pendant une ou plusieurs
semaines, seul ou en couple,
avec vos enfants ou des amis,
partez à la découverte de l'An-
gleterre, des Highlands, ou des
Amériques. Nourri, logé, guidé,
questionné aussi par des hôtes
étrangers et découvrez, vous gou-
terez et vous connaîtrez mieux,
et à bon compte, des pays pas-
sionnants. CAMELION TOUR-
ISMES - La famille d'anglais !
Téléphone : 281-53-35.

GRANDE-BRETAGNE
FRANCO-ÉTATS-UNIS
Pendant une ou plusieurs
semaines, seul ou en couple,
avec vos enfants ou des amis,
partez à la découverte de l'An-
gleterre, des Highlands, ou des
Amériques. Nourri, logé, guidé,
questionné aussi par des hôtes
étrangers et découvrez, vous gou-
terez et vous connaîtrez mieux,
et à bon compte, des pays pas-
sionnants. CAMELION TOUR-
ISMES - La famille d'anglais !
Téléphone : 281-53-35.

GRANDE-BRETAGNE
FRANCO-ÉTATS-UNIS
Pendant une ou plusieurs
semaines, seul ou en couple,
avec vos enfants ou des amis,
partez à la découverte de l'An-
gleterre, des Highlands, ou des
Amériques. Nour

Les propositions de M. Le Pors sur les bas salaires sont jugées très insuffisantes par les syndicats

est double lorsque, à l'ambiguïté, il présente clairement des propositions conformes aux intérêts des fonctionnaires et à assister. Avec les cinq autres fédérations, le négociateur a obtenu, pour la première fois, que les positions des uns et des autres se rapprochent.

Conformément au rapport Finet, M. Le Port a annoncé « la poursuite du réajustement progressif des salaires des fonctionnaires de l'Etat en fonction de la fonction publique (656 000 agents de catégorie C et 105 000 de catégorie D au 1^{er} janvier 1983) selon un processus combiné de fait à la suppression des échelons de la catégorie C et à la mise en place de la catégorie C- ». Une première étape de réajustement des caractères était intervenue lors du relevé de conclusions du 22 novembre 1982, un crédit de 100 millions de

francs imputer sur ce régime, nous aurons le crédit des cotisations, qui s'élèverait à 95 millions de francs. Une différence de 5 millions de francs qui n'est pas politiquement bonne à afficher et qui risque de peser lourd...

Cependant, ces propositions devraient se traduire par des relèvements de 103 F à 277 F brut par mois pour environ 10 000 personnes; par des relèvements compris entre 2 et 7 points d'indice (41 F à 144 F brut par mois) pour environ 96 000 personnes, d'autres relèvements devant être précisés lors d'une prochaine réunion dont la date n'est pas fixée.

Sur le 1^{er} point, nous constatons que le projet est *inconstitucionalis* le vœu du gouvernement de poursuivre l'objectif de justice sociale

A la veille de la grève de vingt-quatre heures lancée dans la sidérurgie et les mines de fer lorraine le 28 mars par la CGT, la CGT, FO, la CFTC et la CFE, M. René Lacroix, secrétaire général de la CGT, a affirmé que les sidérurgistes « agissent pour exprimer leur légitime colère » et que « si des déclarations brutales devaient intervenir, ils n'arrêteraient pas les lutes ».

Dans une interview à l'*'Hémunté'* du 28 mars, M. André Saintmon, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT, qui devait participer au rassemblement à Moulins ce mercredi après-midi — souligne que « des risques d'explosion existent toujours ». La colère serait justifiée.

fière si le gouvernement choisissait l'alignement sur les plans Davignon et du CNPF et supprimait des milliers d'emplois. Qu'on ne vienne pas nous dire que les schémas de casse et de déclin sont sains pour l'économie. Quant aux travailleurs, ils ne vivent pas de promesses ; ils jugent aux actes ».

Dr M. Sevin - les directions

des groupes jouent les sites les uns contre les autres. Les travailleurs ne doivent pas tomber dans ce piège. Ainsi elles opposeront la modernisation du train à fil de Rombas (Saclor) à celui de Valenciennes (Usinor). Il faut maintenant les deux.

Mercredi matin, les syndicats indiquaient que la grève était « largement suivie ». Des sidérurgistes

de tonnes), comme au Zimbabwe (1,3 million de tonnes contre 3,3 millions de tonnes). Le seul pays réellement épargné serait le Malawi, qui connaît un temps plus clément depuis deux mois.

son président, qui estime : *« Irre-mouvables »* l'accord sur le lait préparé. à Bruxelles, juge cependant que si les Dix ne parviennent pas à un accord définitif sur les prix agricoles, les négociations seront suspendues.

« tout va s'aggraver », a-t-il commenté, car il n'y aura plus de soutien du marché du lait à brève échéance et la Commission européenne risque de prendre des mesures très sévères pour faire des économies.

Es renouée, la CFDT et Force ouvrière avaient appelé les ouvriers à se prononcer par vote sur la pérennité de l'action de la CGT. Après l'évacuation *manu militari* des occupants, un protocole d'accord a été signé entre la direction, les sections syndicales CFDT, FO, et la préfecture, sur la base des propositions de M. L. Le travail n'a pas totalement repris dans tous les ateliers ce mercredi 22 mars en raison de la journée intersyndicale d'action des travailleurs de la Société métallurgique de Normandie (SMN-Saciilor), dont l'avenir de la filière fonte est à l'ordre du jour de conseil des ministres.

BERNARD LEBRUN.

LIERS
ZARANE
FURUS
BUTAT.
30-17 h

it
S-Gervais
67-07.

RES
VENDRE
Paire et
particuliers

MADET
1018 Pairs
à vendre.
à rapide.

ME
12
12 cf. off.
71
12.000 F.
P. Ref. vérifié
12.000 F.
12-01-62.

PEAUX
Paire de t.
73 m et
73 m
73-00-80.

C
12
12 cf. 3 p.
71
12.000 F.
12-03-60.

DET
12
12 cf. 3 p.
71
12.000 F.
12-03-60.

it
S-Gervais
67-07.

LEVILLE
12
12 cf. 3 p.
71
12.000 F.
12-03-60.

2 P. P. MÉNILMONTANT
P. P. DE TAILLE
12.000 F. 225.000. 388-40-00.

92
Hauts-de-Seine
BOLLENGE m/Seine p/ce
2 étages 240.000 F.
2 étages 255.000 F.
3 caves 100.000 F.
surface totale 120 m², de plus
surtout chambre, 3e pièce
12 h 12 h 15 h 30
12 h 12 h 15 h 30
+ Aug. 74 : 735-70-87

94
Val-de-Marne
NOGENT-SUR-MARNE
3/500 VINCENNES
R.E.R. 1 proximité. SEJOUR
3/4 CHAMBRES - 160 m²
+ TERRASSE 125 m²
DEMICHIEL
573-50-23 et 47-71.

NOGENT-SUR-MARNE
PROX IMMEDIATE
R.E.R. 12 h 15 h 30
3/500 VINCENNES
+ balcon + garage
ÉTAT EXCELLENT. Social.
TRÈS BELLE AUBERGE
DEMICHIEL
573-50-22 et 47-71.

Province
CHAMONIX
Plais sans cesse perdue
derrière les neiges
surfaces à développer à partir de
148.000 F. AVIS, 404, rue J.
Vaucl. CHAMONIX, 18-50-60
DE-60 à Paris 274-24-44

immobilier
information
ANGIENS NEUFS
DUP STAUDI AU 5 PIÈCES
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORIGINATEUR
Appeler ou écrire :
C. ANGIER
FNAIM de Paris 18 rue de France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
75017 bis, avenue du Vieux-
287 17 PARIS - 22-44-44-44.

**appartements
achats**

Neuchâtel T. 3 3 1 P. PARIS,
préfère D. 3, 7, 14*, 18*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P.A.E. COMPTANT cash nuage,
873-30-57, même le soir.

Reich, un peu 110 à 135 m
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, P.A.T. (1) ch. nuage,
873-67-90 même le soir.

GRUPPE DORESSAY

10000, POUR ACHAT
— HOTEL PARTICULIER
— APPTS de 5 à 8 P.
P24 A TERNI
624-93-38.

Ach. app. 3 à 5 pièces prin-
ci. Paris (pref. 3, 4, 7, 10, 18*,
19*, 12*, aussi ou sans travail).
Escr. m/r 8805 le 75006 Paris,
s. rue des Italiens, 16018 Paris.

**locations
non meublées
demandes**

POUR LOGER Cadres et
ensemble professionnels et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Région parisienne

Pour Site européenne, chert.
ville, pavillon pour CADRES,
888-90-66. 253-57-02.

**locations
meublées
demandes**

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur. 804-90-00.

Paris

EMBASSY SERVICE

5, av. Messine, 75006 Paris
APPARTEMENTS STANDING
UNIVERSITY
562-70-99.

SERVICE AMBASSADE
pour cadres nuage et
important SÉCURITÉ
ELECTRONIQUE reach, appes
p. Paris, préfère D. 3, 7, 14*,
19*, 12*, aussi ou sans travail.
P. acheteur.

[illegible]

aux bureaux

BOURGNE
L'agence de la région de Bourgogne
+ dans les autres régions 723-55-18

DOMICILIATION
10, CHAMPS-ÉLYSÉES
140 A 340 F. PAR MOIS
CIDES - 723-82-10.

3^e TRINITE-AUGER, pour associations
d'artisans ou professions libérales
200 m. T. (d'après les données de l'annuaire)
RDC n. T. 874-53-56, p. 128

Domiciliations : 8-2
SECRÉTARIAT, Tél., TELEX
Loc. bureau, toutes démarches
pour constitution de société
ACTE S.A. 359-77-55

locaux commerciaux

Ventes

BOULOGNE
M^{re} JEAN-JAURES, bureau local
indépendant, entrée cochère
160.000 F. V. 723-22-10.
825-01-50.

PANTHÉON
AFFAIRE A SAISIR
local local TTE PTE
270 m² ENVIRON
EXCEPTIONNELLEMENT
URGENT - 634-13-18.

échanges

FACE AU BOIS
VINCENTS
Bel Hôtel particulier
200 m² Habitat, beau jardin, agrée
ville, calme, annexe, annexe
cette appartement 300 m² +
+ cuisine indépendante
source approvisionnement à justifié.
Tél. ABBOU H. 645-23-7
ou le soir 875-35-95.

ÉTRANGER

LA DETTE EXTÉRIÈRE DE L'ARGENTINE

Buenos-Aires continue de souffler le chaud et le froid

Les Argentins continuent à souffler le chaud et le froid sur la communauté bancaire internationale. Lundi 26 mars, le ministre de l'économie du gouvernement du président Alfonsín, M. Bernardo Grinspun, a déclaré à Punta-del-Este (Uruguay), où il se trouvait pour assister à la réunion annuelle de la Banque Interaméricaine de développement, que son pays ne pourrait pas verser d'ici au 31 mars les arriérés d'intérêt.

L'Argentine a pratiquement cessé tout paiement à ses créanciers étrangers depuis le 10 octobre dernier. Les intérêts restés impayés depuis cette date s'élèveraient à la somme de 2,7 milliards de dollars, encore qu'il faille se méfier des estimations, puisque le montant total de l'endettement argentin, évalué à plus de 43 milliards de dollars, demeure matière à discussion. Le ministre a dit que c'est seulement au début du mois d'avril que les services compétents seront en mesure d'en présenter un tableau complet. C'est également à ce moment, selon M. Grinspun, que le gouvernement de Buenos-Aires fera connaître son nouveau programme économique.

En attendant, le gouvernement argentin semble en prendre à son aise avec les délais qui ne le concernent pas directement : « Nous ne sommes pas responsables », a encore dit M. Grinspun à Punta-del-Este, des règles auxquelles les banques étrangères sont soumises pour la tenue de

leurs comptes. On sait (le Monde du 15 mars) que, pour les banques américaines, la date du 31 mars est importante dans la mesure où, en vertu de la réglementation (du reste assez souple) à laquelle elles sont soumises, elles devraient, au cas où les Argentins n'auraient toujours pas rempli leurs obligations à cette date, classer les créances correspondantes dans la catégorie des « actifs non rentables » ce qui les obligerait entre autres choses, à déduire de leurs bénéfices les intérêts déjà courus mais non versés, et pourtant comptabilisés comme profit.

Des accommodements paraissent toutefois possibles, puisque le secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan, a laissé entendre qu'un délai de grâce de quinze jours pourrait être accordé aux banques.

Si l'affaire est suivie avec autant d'attention, c'est qu'elle risque de faire voler en éclats la fiction, maintenue jusqu'à maintenant sans désampar, qui veut que les créances sur les pays d'Amérique latine (et sur d'autres débiteurs en position aussi délicate) continuent à être considérées comme des actifs au sens plein du terme. Le pot aux roses serait enfin découvert mais il a depuis longtemps cessé d'être caché. Ce qui, toutefois, n'est pas une fiction, c'est l'importance des risques encourus par plusieurs des plus grandes banques du monde.

La COB américaine (Securities and Exchange Commission) oblige depuis

peu les banques américaines à mieux informer leurs actionnaires sur ce point, ce qui a conduit récemment le *Wall Street Journal* à publier un classement des établissements les plus exposés. C'est ainsi que la Manufacturers Hanover a accumulé des créances sur les quatre principaux pays d'Amérique latine (Mexique, Brésil, Argentine, Venezuela), représentant 284 % de sa capitalisation boursière et 10 % du total de son bilan.

M. Grinspun, pour revenir à lui, a encore déclaré qu'il avait bon espoir qu'un accord pourrait être conclu avec les créanciers. Il a eu, à Punta-del-Este, un long entretien avec des représentants qualifiés du Fonds monétaire. On dit même que la lettre d'intention du gouvernement de Buenos-Aires au FMI serait prête. Si tel était le cas, les banques débloqueraient-elles le milliard de dollars « gelé » sur un crédit global de 1,5 milliard de dollars accordé l'été dernier ? Une grande partie équivalait à peut-être la moitié de la dette extérieure de l'Argentine est déjà échue ou doit échoir d'ici à la fin de 1985. M. Grinspun semble s'être donné jusqu'à la fin juin pour conclure un accord avec les créanciers auxquels seront sans doute demandées d'importants sacrifices.

Le Brésil et le Mexique remboursent pour leur part les intérêts grâce aux nouveaux prêts bancaires qui leur ont été consentis. Le Venezuela continue pour sa part à accumuler les arriérés.

C'est dans ce contexte que se réunira, le 12 avril, à Washington le comité intermédiaire du Fonds monétaire. Commentant cette prochaine réunion, le bulletin mensuel du FMI écrit : « Le nombre de pays faisant montre d'un renouveau de croissance adéquate est limité, le chômage demeure à des niveaux élevés dans de nombreux pays en développement, les déficits budgétaires excessifs et des taux d'intérêt réels élevés prévalent encore, cependant, que pour de nombreux pays en développement, le service de la dette de même que le financement des déficits extérieurs demeurent un lourd fardeau. » La crise internationale ne paraît pas encore finie, aux yeux des experts du Fonds monétaire.

MANUEL LUCBERT.

P. F.

Les quotas d'exportations textiles de la Chine vers la CEE

Marchandages sur les chemises et les pantalons

De notre correspondant

Pékin. — Les négociations entre la Chine et la Communauté européenne sur les textiles ont repris il y a une semaine à Pékin, après une interruption de trois mois. Une première phase de discussions formelles avait eu lieu en novembre et en décembre de l'année dernière à Bruxelles. Elles avaient été suspendues sans que les divergences aient pu être réduites. En l'absence d'un compromis, les négociateurs s'étaient toutefois entendus pour proroger tacitement, jusqu'à nouvel ordre, l'accord signé en 1979 et venant à expiration à la fin de 1983.

Tant la délégation chinoise que celle de la Communauté européenne ont exprimé à la reprise des conversations, le 20 mars, leur désir d'aboutir à une solution mutuellement acceptable.

Joignant le geste à la parole, la partie chinoise a présenté, d'entrée de jeu, une liste de sources européennes, des demandes d'augmentation de ses quotas d'exportations inférieures à celles d'il y a trois mois. Cette concession a été appréciée par la délégation européenne qui l'a cependant jugée insuffisante. Si la Communauté est favorable à un nouvel accord, nous a déclaré M. Jean-Pierre Leag, responsable de la négociation pour la CEE, « elle ne l'est pas à l'importation quelle condition ». Aussi bien, la position communautaire ne paraît pas avoir beaucoup évolué depuis décembre, même si existe, selon M. Leag, « une possibilité de flexibilité ».

On se refuse, dans l'entourage de la délégation européenne, à parler chiffres de façon précise. Selon les informations qui avaient filtré en décembre, à Bruxelles, les Chinois réclamaient, à l'époque, une augmentation de leurs quotas de l'ordre de 20 %, tandis que la Communauté offrait, dans le meilleur des cas, un relèvement de 7 %. Mais les situations sont variables d'un poste à l'autre. Les marchandages les plus ardues se feront vraisemblablement, indique-t-on, au sujet des produits appartenant au groupe I. Y figurent notamment les fils et tissus de coton, les tissus synthétiques, les tee-shirts, les pantalons et les chemises.

D'autres questions, qui étaient restées en suspens en décembre, paraissent, en revanche, devoir être résolues sans trop de difficultés. Il s'agit de l'introduction d'une clause antitraffice et d'une disposition visant à éviter un gonflement excessif

(antitraffice) et ponctuel des exportations d'un produit donné. De telles clauses existent entre la Communauté et les pays qui sont parties prenantes à l'accord multilatéral (AMF) relevant du GATT. La Chine, qui a accédé à l'AMF à la fin de 1983, semble tout à fait disposée à s'aligner sur ces dispositions dans le futur accord avec la Communauté.

MANUEL LUCBERT.

P. F.

Manufacturers Hanover souhaite avoir le plaisir de votre visite à la Foire d'Hanovre.

Si vous venez à la Foire de Hanovre, ne manquez pas de rendre visite au stand de Manufacturers Hanover. Manufacturers Hanover sera le seul établissement bancaire présent à la Foire. Nous y présenterons notre dernière gamme de services informatiques de transfert de fonds et de gestion de trésorerie. Nous espérons avoir le plaisir de vous accueillir. N'hésitez pas à prendre contact avec nos représentants si vous souhaitez obtenir des renseignements supplémentaires. Manufacturers Hanover Banque Nordique, Paris, Tel-266 90 36.

Du 4 au 11 avril 1984
à la Foire de Hanovre, Allemagne
Exposition CeBIT
Hall n° 1 Section B
Stand n° 4006



MANUFACTURERS HANOVER

The Financial SourceSM Worldwide.

Bataille pour les trente-cinq heures en RFA

Arrivée par le chômage, la bataille pour la semaine de trente-cinq heures reprend en Europe. Vendredi 30 mars, la Fédération européenne des métallurgistes, dont font partie la CFDT et FO, organise une manifestation à Paris - la CGT, s'étant opposée un refus, en est exclue. Des démonstrations du même type ont été préparées dans d'autres pays d'Europe, notamment en Belgique. Mais c'est

en Allemagne fédérale, que ce dossier semble le plus explosif, en raison de l'attitude inerte pour le 29 mars par l'IG Metall, l'une des grandes fédérations qui composent le DGB (Deutscher Gewerkschaftsbund, confédération des syndicats allemands). L'IG Metall brandit, en effet, la menace d'une grève générale dans la métallurgie et la sidérurgie si le patronat refuse d'ouvrir des négociations.

I. — Le « seul remède » ?

De notre envoyé spécial
JEAN BENOIT

Bonn. — « Heutzutage, Warnstreik ! » (« Aujourd'hui, grève d'avertissement ! »)... Sous les banderoles du DGB et de sa principale fédération, l'IG Metall (2,5 millions de métallurgistes) ils étaient plusieurs centaines de grévistes, lundi 26 mars à Bonn, devant les bandes défilantes. Les manifestants étaient plus nombreux encore les semaines précédentes, dans d'autres villes ouest-allemandes plus peuplées et dans les banlieues ouvrières. Dans la Ruhr, bien sûr, mais aussi en Bavière ou dans le Bade-Wurtemberg, et même à Berlin-Ouest.

Tour à tour, des entreprises de Düsseldorf, Mannheim, Dortmund, Sarrebruck, Cologne, etc., ont été frappées par ce mouvement. Au total, depuis trois semaines, plus de 100 000 ouvriers et employés de la métallurgie ont cessé le travail une heure ou deux, parfois plus, pour appuyer une revendication qui paraît « phénoménale » au patronat ouest-allemand : la semaine de trente-cinq heures sans diminution de salaire.

Catastrophisme

Drapeaux noirs et casques blancs : sombres cortèges et sombre Allemagne fédérale en ce début de printemps ! Comme si l'optimisme relatif du patronat et du gouvernement — qui tablent sur une croissance économique de 2,5 % à 3 % en 1984 — était démenti par les principaux intéressés, c'est-à-dire par les travailleurs. En tête des défilés, à Bonn, à Stuttgart ou à Francfort (11 000 manifestants dans cette dernière ville le 16 mars, selon l'IG Metall, 800 selon la police), de macabres éponévrites symbolisent, comme dans les années 30, le spectre du chômage.

Il n'empêche que plus de 10 % des « actifs » salariés sont frappés par une crise de l'emploi qui a atteint, dans certaines régions, un taux record depuis le début de l'année : 15 % notamment, dans la Ruhr, à Gelsenkirchen, l'une des cités les plus touchées.

Seule la construction automobile se porte bien, pour avoir réalisé à temps les mutations technologiques qui ont mené à l'automatisation et à la robotisation. Mais, selon M. Hans Preis, l'un des dirigeants de l'IG Metall, on peut craindre la suppression de 150 000 emplois dans ce secteur au cours des cinq années qui viennent.

Quant à la relance, nous déclarait à Düsseldorf le Dr Hartmut Götgens, chef des services d'études économiques du DGB, elle est due, pour l'instant, à l'accumulation des stocks. Face aux menaces qui continuent de peser sur l'emploi, le DGB, fort de 8 millions d'adhérents dont il se réclame, a décidé d'introduire une nouvelle revendication dans les négociations salariales entamées — comme d'habitude, région par région, — depuis le début de l'année, pour le renouvellement des conventions collectives. Celles-ci, soit dit en passant, ne concernent pas moins de 12 millions de travailleurs. La semaine de trente-cinq heures — autrement dit, un abaissement de cinq heures de la durée hebdomadaire du travail dans la quasi-totalité des entreprises — est le thème central des grèves d'avertissement qui se sont poursuivies depuis un mois. C'est là, affirme avec force le DGB et sa fédération l'IG Metall, le « seul remède ».

Ainsi résumé, le conflit qui oppose syndicats et employeurs peut paraître assez simple. Ce serait oublier les spécificités du jeu social ouest-allemand, caractérisé par le non-interventionnisme de l'Etat.

Une revendication déjà ancienne

La semaine de trente-cinq heures n'est pas une revendication nouvelle en RFA. La durée du travail y est régie par des accords directs entre les syndicats ouvriers et les organisations patronales, conséquence de l'autonomie tarifaire définie par la Constitution. La plupart des autres problèmes — heures supplémentaires, conditions de travail, congés payés — sont réglés de la même façon. Or l'Allemagne industrielle a toujours été, dans le passé, un terrain favorable pour le taylorisme. Et sa classe ouvrière a dû vaincre, plus qu'ailleurs, les résistances patronales pour arracher des conquêtes sociales acquises en France de longue date.

Certains facteurs socio-politiques ont contribué à cet état de choses : la discipline traditionnelle du peuple allemand, héritée de la bureaucratie prussienne et de ses règles normatives imposées par le haut, comme cela fut aussi pratiqué durant la période nazie ; l'économisme et

l'esprit de collaboration de classes prévalant dans les organisations syndicales ; et surtout, à partir des années 20, la présence de grandes industries très hiérarchisées. Petit à petit, les travailleurs se sont organisés, optant pour un système de cogestion, d'abord dans les secteurs les plus « réactionnaires » comme les mines et la sidérurgie, fondements de l'Etat industrialisé, puis dans toutes les entreprises de plus de 2 000 salariés. Mais le raccourcissement de l'horaire n'a été imposé que très lentement puisque, en 1956, la semaine de travail comportait toujours quarante-sept heures pour les ouvriers et quarante-neuf heures et trente minutes pour les employés.

Ce n'est qu'à partir des années 60 que l'intensification de la production, dans cette phase de forte croissance, incita les salariés à mettre en cause le néo-taylorisme importé — entre autres effets du plan Marshall — des Etats-Unis. Dès cette époque, du reste, le patronat est recouru à un premier dispositif de mise à la retraite anticipée pour un tiers des ouvriers, sinon pour des employés, poussés dehors malgré le manque de main-d'œuvre. Mais, en même temps, la diminution du volume de travail était compensée par des créations d'emplois.

Actuellement, l'Allemagne fédérale en est toujours pratiquement aux quarante heures, mais les Verts et autres écologistes du mouvement alternatif, qui comptent une forte proportion de syndicalistes, font pression depuis plusieurs années sur le DGB « pour qu'on en finisse une fois pour toutes avec les vieux clichés de productivité ».

Un tournant décisif avait été pris au congrès du DGB à Hambourg, en 1979, où, en dépit des réserves de beaucoup de dirigeants, les militants avaient approuvé l'objectif d'une semaine de trente-cinq heures. Hélas ! une grève de six semaines entamée non sans témérité en décembre de la même année par l'IG Metall dans les aciéries de la Ruhr, pour une réduction progressive de la semaine de travail, s'était soldée par un échec. Et le DGB se cantonne, dès lors, dans la lutte pour l'allongement des vacances et pour une « semaine courte » calquée sur le modèle américain.

Pourquoi aujourd'hui ?

Une question vient alors à l'esprit : qu'est-ce qui fait bouger à présent les syndicats ? D'abord, il devient de plus en plus malaisé dans cette période de basse conjoncture de compter sur des augmentations de salaire. Ensuite, l'apparition d'un chômage massif conduit de nombreux militants à revendiquer la réduction du temps de travail en même temps que d'autres mesures garantissant leur avenir.

« Les trente-cinq heures, nous dit le Dr Götgens, c'est d'abord une pierre dans le jardin du chômage. Si la semaine de trente-cinq heures était réalisée, cela permettrait d'embaucher 1,5 million de chômeurs, pour une charge supplémentaire de 3 %, tout au plus, dans les entreprises ».

Quant à la revendication principale, celle qui suscite la plus vive hostilité du patronat, et qui a trait au maintien intégral du salaire, elle vise à conserver à son niveau actuel la masse du pouvoir d'achat, déjà fortement entamé par le chômage : on évalue à 55 milliards de deutschemarks (165 milliards de francs) la somme que lui consacre l'Etat fédéral, et à 125 milliards de deutschemarks (375 milliards de francs) ce qu'aurait produit les chômeurs... s'ils ne l'avaient pas été. Aussi le coût d'une telle réforme n'est-il pas plus élevé, soutient le porte-parole du DGB, pour quarante heures que pour trente-cinq heures. En effet, ajoute le Dr Götgens, « il n'en coûterait que 25 milliards de deutschemarks (75 milliards de francs) aux finances publiques, dépense compensée par une augmentation de productivité dans les entreprises ».

Telle n'est pas évidemment l'opinion des employeurs... ni celle du gouvernement fédéral. Lequel, au grand dam de l'opposition social-démocrate, soutient ouvertement les positions patronales.

Prochain article :

TOUT, SAUF CELA !

ÉTRANGER

ÉTATS-UNIS : DROITS DE DOUANE SUR CERTAINES IMPORTATIONS DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

L'administration Reagan vient de décider de réduire la liste des produits des pays en voie de développement pouvant entrer aux États-Unis sans droits de douane. Cette mesure, qui porte sur 11,9 milliards de dollars d'importations, sera applicable le 1^{er} avril. La réduction de la liste des pays « éligibles » à une telle préférence est annuelle. M. William Brock, chargé du commerce international, a précisé : « Nous réduisons progressivement l'élégibilité des pays en voie de développement les plus compétitifs, de notre propre initiative mais aussi à la demande des travailleurs et des producteurs américains. »

Jusqu'à présent, ce statut spécial, introduit en 1975 - et principalement profité à Taiwan, à la Corée du Sud, à Hongkong, à Mexico, au Brésil et à Singapour. Mais l'adoption de l'accord bilatéral en négociation avec Israël amènerait l'exclusion de presque toutes les exportations de ce pays vers les États-Unis. Le Wall Street Journal, qui donne ces précisions, rappelle que ce système de préférence est censé se terminer le 31 janvier 1985, mais que l'administration Reagan en a demandé le renouvellement.

PHILIPS VA LANCER DES MAGNÉTOSCOPES VHS SUR LE MARCHÉ BRITANNIQUE

Le groupe néerlandais Philips a annoncé, le 27 mars, qu'il allait lancer prochainement sur le marché britannique des magnétoscopes du système japonais VHS. La firme d'Eindhoven a cependant nié que cette introduction marque la fin de son propre système, le V 2000. Elle a souligné que les ventes de V 2000 se développaient favorablement, notamment aux Pays-Bas et en Allemagne fédérale et qu'elles allaient être stimulées par le lancement en 1984 de nouveaux modèles.

Il existe trois systèmes concurrents de magnétoscopes sur le marché. Le japonais JVC (Victor Company of Japan) avec le VHS détiendrait près de 70 % du marché mondial. JETA développé par Sony arrive en seconde position. Le V 2000 de Philips, vendu uniquement en Europe, détiendrait 20 % du marché allemand et un peu plus du marché du Benelux.

En novembre 1983, Philips avait annoncé la production en 1984 de magnétoscopes VHS pour les marchés sur lesquels les V 2000 n'étaient pas vendus. Philips dans un premier temps importera les VHS du Japon (de Matsushita) avant de les fabriquer à Vienne (Autriche) et à Krefeld (RFA).

Grandis, contrôlé par Philips, qui fabrique également des VHS (le Monde du 6 octobre 1983), poursuivra ses propres plans de production et de commercialisation.

En 1983 Les commandes étrangères de matériels aéronautiques français ont chuté de 46 %

Les pays étrangers ont commandé en 1983 pour 23 836 millions de francs de matériels aéronautiques et spatiaux à la France, ce qui représente une chute de 46 % des commandes par rapport à 1982, année pendant laquelle elles avaient été de 44 380 millions de francs. C'est, pour la construction aéronautique française, le plus mauvais résultat depuis 1978.

RENAULT VA CRÉER UNE UNITÉ DE ROBOTIQUE PRÈS DE DENAIN

Renault Automation, filiale de la Régie, qui regroupe les activités productives de Renault, va installer dans la région de Denain (Nord) une unité industrielle et de services consacrée à la robotique, a indiqué Renault dans un communiqué le 27 mars.

Cette unité créera en cinq ans entre 150 et 200 emplois pour un investissement de 30 millions de francs. Cette unité aura pour vocation la conception et la fabrication de robots de maintenance du type portique, la maintenance de robots et de systèmes automatisés à base de robots et la formation aux automatisations et à l'informatique industrielle.

Tous les secteurs de cette industrie (cellules d'avions, hélicoptères, moteurs, missiles, équipements et électronique) sont touchés par cette récession des commandes. Mais les plus atteints sont le secteur de ventes des missiles tactiques (794 millions de francs en 1983, au lieu de 8913 millions de francs en 1982) et celui des ventes de matériels électroniques (1 460 millions de francs en 1983, au lieu de 3 759 millions de francs en 1982).

En 1984, cependant, ces deux secteurs devraient connaître une hausse sensible, après la notification de la commande de missiles anti-aériens par l'Arabie Saoudite.

Avant la publication de ces statistiques par le Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales, qui est le syndicat patronal de la profession, le président directeur général de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA), M. Henri Martre, qui est l'un des principaux responsables de la baisse, mercredi 21 mars à Bordeaux, que la société nationale avait enregistré, en 1983, pour 12 milliards de francs de commandes (au lieu de 16 milliards en 1982). Cependant, M. Martre prévoit un doublement des commandes en 1984, avec la décision de lancer l'A320 européen A-320.

A Nantes

CARREFOUR ET L'ÉPOPEE FONT APPEL

APRÈS LEUR CONDAMNATION POUR « PUBLICITÉ TROMPEUSE »

Le tribunal de grande instance de Nantes a condamné le 27 mars la Banque hypermarchés Carrefour et l'Institut de sondages IPOP (Institut français d'opinion publique) à verser chacun 100 000 F d'amende à la suite d'une plainte des centres Éducard Leclerc pour « publicité trompeuse ». Il ne s'agit pas de la récente affaire des « prix comparés », mais d'une autre campagne de publicité qui avait duré six mois, de mars à septembre 1979, sur un « indice des économies » assorti du slogan « Carrefour à Nantes, premier dans sa région ». La société Carrefour a interjeté appel.

Par ailleurs, les centres Éducard Leclerc avaient, à la même époque, contre-attaqué par voie d'affiches en affirmant : « Pas besoin d'indices, Carrefour pour être moins cher ». L'ÉPOPE avait porté plainte devant le tribunal de grande instance de Paris et obtenu 10 000 F de dommages et intérêts. Les centres Leclerc avaient fait appel.

Il faut maintenant attendre les arrêts des cours d'appel.

FAITS ET CHIFFRES

M. Mitterrand et les manifestations paysannes

« IL FAUT DIRE LA VÉRITÉ AUX FRANÇAIS »

(De notre envoyé spécial.)

Pittsburgh. — M. François Mitterrand a évoqué, mardi, aux États-Unis, les manifestations paysannes qui se sont déroulées en France. Il a estimé nécessaire que « le gouvernement aborde chacun des problèmes avec courage, en disant la vérité à l'ensemble des citoyens français. Aucune (des revendications catégoriques) ne peut obtenir satisfaction contre l'intérêt général ». — J.-Y. L.

Affaires

● Informatique : accord Honeywell-NEC. — Le groupe américain d'informatique Honeywell a conclu définitivement ses négociations avec la compagnie japonaise NEC. Le groupe français Bull, partenaire de Honeywell, est également concerné (le Monde du 8 décembre 1983). L'accord signé « comprend un échange de brevets et de droits de copyright et accorde, à Honeywell et à Bull, des droits de distribution et de fabrication de certains gros ordinateurs de NEC pour dix ans au minimum ». L'accord porte notamment sur le système S 1000 de NEC.

● La Compagnie de navigation mixte se diversifie. — La Compagnie de navigation mixte, par l'intermédiaire de sa filiale à 80 %, la Compagnie française de sucres, vient de prendre une participation majoritaire dans les sociétés de production et de négoce Champagne Tronillard et Champagne De Venoge, pour un montant non précisé. Pour la navigation mixte et sa filiale, l'opération répond à un « désir de diversification annoncé et mis en œuvre depuis longtemps ». Elle se traduit par un investissement de

prestige dans deux maisons de champagne de moyenne importance (1,5 à 2 millions de bouteilles et 70 millions de chiffre d'affaires par an), qui avaient, fin 1980, été vendues par la famille Tronillard à la maison de champagne Charles Heidsieck-Henriot, puis rachetées à un groupe de personnalités champenoises.

● Dunlop France : le « seul maître de la CGC ». — La Confédération générale des cadres (CGC) s'est déclarée d'accord avec le projet de reprise de Dunlop France soumis aux pouvoirs publics par le groupe japonais Sumitomo. Cet accord repose sur le fait que la solution permet de sauvegarder un maximum d'emplois et surtout qu'il n'existe pas d'autres. Toutefois, la CGC fait des réserves. « Cette solution, a expliqué M. Georges Canelon, délégué général de la chimie CGC, ne peut pas nous satisfaire dans la mesure où elle libère le marché français et européen aux producteurs japonais pour rien ». Le prix de rachat (250 millions de francs payables sur huit ans) est en effet inférieur à la valeur des stocks, soit 350 millions de francs.

Communautés européennes

● L'Assemblée européenne veut faire contrôler la conformité des nationalisations françaises aux principes de la CEE. — L'Assemblée de Strasbourg a adopté le 27 mars, par 136 voix contre 89 et 4 abstentions, une demande de contrôle par la Commission européenne de la conformité des nationalisations françaises aux principes de la CEE. « La transparence des relations financières entre l'État et les entreprises publiques et le respect de la neutralité bancaire ». Adoptée sur proposition de M. Delors par les conservateurs européens, ce texte a été qualifié de « mauvais coup de la droite » par les socialistes français.

Étranger

● Baisse de la PIB des pays d'Amérique latine en 1983. — La production intérieure brute (PIB) des pays d'Amérique latine et des Caraïbes a diminué de 3 % en 1983

— après un recul de 1 % en 1982, — et le revenu par tête a fléchi de 6 % selon la Banque interaméricaine de développement (BID). Le rapport préparé par la Banque à l'occasion de son assemblée générale annuelle, dont les travaux viennent de s'ouvrir à Punta-del-Este (Uruguay), ajoute que « l'aspect, peut-être le plus préoccupant de l'évolution de l'économie latino-américaine a été la baisse de la formation brute de capital fixe, qui avait déjà régressé de 13 % en termes réels en 1982 ».

● Sonatrach algérienne demande un report de remboursement aux banques américaines. — La société énergétique algérienne Sonatrach a annoncé, le 26 mars, qu'elle avait demandé à ses banquiers américains un report du remboursement des emprunts contractés pour assurer la livraison outre-atlantique de gaz naturel liquéfié (GNL). Du fait du coût « trop élevé », selon elle, du gaz algérien, les firmes américaines El Paso et Transline ont suspendu leurs achats. L'Algérie estime que cette suspension constitue « une grave atteinte aux règles et usages du commerce international ». — (AFP.)

GRANDE-BRETAGNE

● Fort excédent commercial en février. — La Grande-Bretagne a enregistré un excédent de sa balance commerciale de 569 millions de livres en février, après un déficit de 339 millions en janvier, a indiqué, mardi 27 mars, le ministre du commerce et de l'industrie. Les exportations se sont élevées à 6,033 milliards de livres (contre 5,224 milliards en janvier), et les importations à 5,464 milliards (contre 5,563 milliards le mois précédent).

Du fait de la progression des exportations, la balance des paiements courants se solde par un excédent de 819 millions de livres, après un déficit révisé à 89 millions de livres en janvier. L'excédent des paiements courants en février est le plus élevé depuis novembre 1982.

MONNAIES

LE DOLLAR

AU-DESSUS DE 8 F

Les oscillations du dollar se poursuivent sur les marchés des changes. Après avoir glissé, mardi 27 mars 1984, au-dessous de 8 F à Paris, le dollar, mercredi 28 mars, est repassé au-dessus de ce cours, s'établissant à 8,02 F environ. A Francfort, il a franchi à nouveau la barre des 2,60 DM.

Ces oscillations sont dues à l'incertitude dans laquelle se trouvent les marchés sur l'évolution future des taux d'intérêt américains, et sur la politique des autorités monétaires.

On attend, également, les chiffres du commerce extérieur des États-Unis pour février, à savoir un déficit qui pourrait frôler les 10 milliards de dollars.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

| | COURS DU JOUR | UN MOIS | DEUX MOIS | SIX MOIS |
|------------|---------------|---------|----------------|----------------|
| | + base | + base | Rep. + en dép. | Rep. + en dép. |
| \$ E.-U. | 8,8150 | 8,8175 | + 120 | + 140 |
| S. can. | 6,2666 | 6,2700 | + 184 | + 154 |
| Yen (100) | 3,5283 | 3,5610 | + 166 | + 180 |
| DM | 3,8087 | 3,8225 | + 177 | + 187 |
| Flora | 2,7276 | 2,7294 | + 132 | + 153 |
| S. S. | 15,6008 | 15,6078 | + 43 | + 37 |
| S. S. | 3,7112 | 3,7140 | + 265 | + 282 |
| L. (1 000) | 4,9484 | 4,9515 | + 154 | + 127 |
| S. S. | 11,5891 | 11,5895 | + 342 | + 357 |

TAUX DES EURO-MONNAIES

| | 3 1/8 | 3 1/8 | 3 1/8 | 3 1/8 | 3 1/8 | 3 1/8 | 3 1/8 | 3 1/8 | 3 1/8 |
|----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| \$ E.-U. | 5 1/8 | 5 1/8 | 5 1/8 | 5 1/8 | 5 1/8 | 5 1/8 | 5 1/8 | 5 1/8 | 5 1/8 |
| DM | 5 1/8 | 5 1/8 | 5 1/8 | 5 1/8 | 5 1/8 | 5 1/8 | 5 1/8 | 5 1/8 | 5 1/8 |
| Flora | 5 1/8 | 5 1/8 | 5 1/8 | 5 1/8 | 5 1/8 | 5 1/8 | 5 1/8 | 5 1/8 | 5 1/8 |
| S. S. | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 |
| S. S. | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 |
| S. S. | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 |
| S. S. | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 |
| S. S. | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 |
| S. S. | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 | 1 1/2 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matrice par une grande banque de la place.

AFFAIRES

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le ministre de l'informatique et des marchés publics lance un appel d'offres international pour l'assainissement de la vallée de la gare à Yaoundé.

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être consultés et retirés au ministère de l'informatique et des marchés publics - direction centrale des marchés - à compter du 29 mars 1984 contre versement au Trésor public de la somme de 200 000 F CFA.

Les soumissions, rédigées en français ou en anglais et contenant les offres, devront parvenir au ministère de l'informatique et des marchés publics, Direction Centrale des Marchés, YAOUNDE, au plus tard le 30 avril 1984 à 17 heures, heure locale, soit déposées contre récépissé, et devront porter la mention « Appel d'offres international du 30 avril 1984 pour l'assainissement de la vallée de la gare à Yaoundé - à s'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

L'ouverture des plis sera effectuée dans la salle de conférences du ministère de l'informatique et des marchés publics par la commission centrale des marchés siégeant en séance privée.

(Publicité)

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (C.E.A.O.)

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

AVIS DE PRÉQUALIFICATION POUR LE CHOIX D'UN PARTENAIRE TECHNIQUE POUR LES ÉTUDES ET L'EXÉCUTION DU PROJET DE LA FABRIQUE COMMUNAUTAIRE DE WAGONS

Dans le cadre du programme communautaire de développement industriel, la D.I. confère des chefs d'Etat de l'Afrique de l'Ouest a adopté le projet de société communautaire de fabrication de wagons fixée à BOBO-DIOULASSO en République de Haute-Volta.

La C.E.A.O. désire dès maintenant un partenaire technique pour l'assistance aux divers stades de la réalisation projetée. Dans ce but elle lancera un appel d'offres à des entreprises ayant les qualifications suivantes :

- l'expérience industrielle de la construction en atelier de grands ensembles de chaudronnerie et la mécanique,
- l'accès au savoir-faire d'un constructeur de wagons,
- l'assiette humaine et financière suffisante pour offrir une construction clés en main adaptée,
- des références dans les pays de la C.E.A.O.

La mission du partenaire technique consistera à :

- définir le programme détaillé de fabrication,
- établir les études d'exécution,
- construire la fabrique clés en main, adaptée si nécessaire,
- apporter l'assistance technique et transférer le savoir-faire,
- apporter une assistance à la gestion.

De plus, le partenaire technique devra participer au capital de la société communautaire dans une proportion au moins égale à dix pour cent. Les entreprises industrielles désirent participer à l'appel d'offres-concours devront faire acte de candidature avant le 30 avril 1984 auprès de Monsieur le Secrétaire général de la Communauté Économique de l'Afrique de l'Ouest, B.P. 643 OUAGADOUGOU, Haute-Volta.

Elles devront envoyer un dossier de préqualification rédigé en langue française, comprenant les pièces suivantes :

- 1. renseignements généraux concernant : forme juridique, statuts de la Société, importance et composition du capital, chiffres d'affaires au cours des cinq dernières années et tous autres renseignements financiers,
- 2. références techniques dans les divers domaines de la mission du partenaire technique.

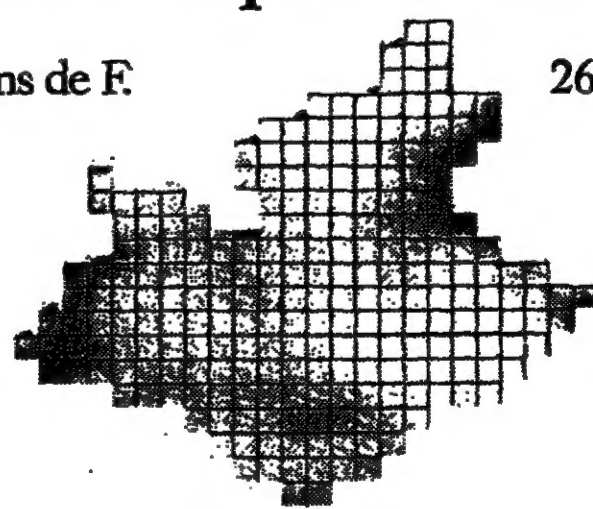
Les procédures d'appel d'offres seront indiquées ultérieurement aux entreprises préqualifiées.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Pour construire le futur avec passion. Emprunt Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

810 millions de F.

26 Mars 1984



14,10%

Émission de 162.000 obligations de 5.000 F. Prix d'émission : le pair. Jouissance, règlement : 9 avril 1984. Durée de l'emprunt : 12 ans. Amortissement : 12 annuités constantes (demi-tirage, demi-rachat).

Taux de rendement actuariel brut : 14,10%

Souscription dans les Banques, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste et les Caisses d'Épargne.

Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5.000 F par an.

Une note d'information (via C.O.B. n° 84.56 du 22.03.84) peut être obtenue sans frais auprès de la CAECL.

56, rue de Lille - 75356 PARIS, et des établissements chargés du placement.

Avec le concours de la CAECL

EMPRUNT ENERGIE

MARS 1984

Emprunt à taux variable
de 2 000 000 000 F en 400 000 obligations de 5 000 F nominal

garanti par Electricité de France

Prix d'émission : 5 015 F par obligation.

Liquidation : 2 avril 1984.

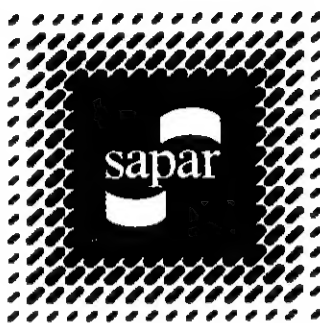
Intérêt annuel : égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement à l'émission des emprunts garantis et assimilés établis mensuellement par l'INSEE.

Intérêt minimum garanti : 7,50 %.

Durée : 10 ans.

Amortissement : par remboursement au pair, en totalité le 2 avril 1994.

Amortissement anticipé : interdit sauf par rachat en Bourse et par offres publiques d'achat.



Souscriptions : les souscriptions seront reçues aux caisses désignées ci-après, dans la limite des titres disponibles chez chacune d'elles :

- Caisses de Crédit Agricole Mutuel,
- Caisse Nationale de l'Energie,
- Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.

Cotation : demandée à la Bourse de Paris.

La Caisse Nationale de l'Energie est chargée du service de l'émission.

Une note d'information (Visa COB N° 84-51 du 15 mars 1984) peut être obtenue sans frais auprès de la SAPAR et des Etablissements chargés du placement.

ETABLISSEMENT FINANCIER
DU GROUPE EDF

Société Anonyme de Gestion et de Contrôle de Participations
3-5, avenue de Friedland - 75008 PARIS

BALO du 19 mars 1984

Emission par l'ERAP d'obligations échangeables contre des certificats pétroliers Elf Aquitaine

montant: 700 Millions de Francs

Prix d'émission :
au pair soit 230 F.

Echangeables à tout moment à partir du 1^{er} janvier 1985, à raison d'un certificat pétrolier pour une obligation.

Intérêt: 10 % payable le 1^{er} janvier de chaque année. (A titre exceptionnel un coupon de 16,33 F le 1^{er} janvier 1985).

Amortissement

• Par annulation des obligations échangeables contre des certificats pétroliers à partir du 1^{er} janvier 1985.

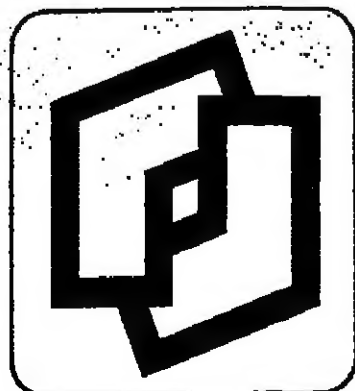
• A partir du 1^{er} janvier 1988 en trois tranches égales soit par remboursement, soit par rachats en Bourse. Le premier remboursement interviendra le 1^{er} janvier 1989. Les porteurs d'obligations appelées au remboursement bénéficieront d'un délai de trois mois pour procéder à l'échange.

Souscriptions ouvertes à partir du 26.03.1984. Clôture sans préavis.

Une note d'information visée par la COB sous le numéro 84-55 en date du 22 mars 1984 est à la disposition du souscripteur. BALO du 26 mars 1984. Arrêté interministériel du 21 mars 1984 autorisant l'émission par l'ERAP de 5 000 000 de certificats pétroliers.

ERAP

Entreprise de Recherches
et d'Activités Pétrolières



SLIMINCO

Le conseil d'administration de la société s'est réuni le 23 mars 1984 sous la présidence de M. Henri Sauty de Chalon afin d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1983, lesquels seront soumis à l'approbation des actionnaires convoqués en assemblée générale ordinaire le 23 mai 1984.

L'activité de SLIMINCO en 1983 a été satisfaisante. Ses engagements nouveaux, en nette progression par rapport à l'exercice précédent, se sont élevés à 233 millions de francs hors TVA pour seize opérations dont quatre en pleine propriété, portant le montant total de ses engagements bruts au 31 décembre 1983 à 1 883 millions de francs pour deux cent cinquante-huit opérations dont quarante-quatre en pleine propriété.

Le chiffre d'affaires, en progression de 12,55 % par rapport à l'exercice précédent, s'est élevé - hors éléments exceptionnels - à 282 millions de francs HT, dont 55,5 millions de francs au titre des recettes provenant de l'exploitation du patrimoine en pleine propriété. A ce chiffre s'ajoutent 5,3 millions de francs de produits exceptionnels.

Le conseil d'administration propose la distribution d'un dividende de 40,70 F par action, en progression de 10 % sur l'exercice précédent. Le bénéfice ainsi distribué correspond à 85,04 % de la masse des résultats soumis à l'obligation de distribution.



PETIT BATEAU VALTON S.A.

Au cours de sa réunion du 23 mars 1984, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1983.

Le chiffre d'affaires de la société s'est élevé à 372,2 millions de francs contre 341,7 millions en 1982, soit une progression de 8,9 %. Le bénéfice net comptable s'élève à 11,1 millions contre 6,9 millions en 1982. Après une dotation aux amortissements de 8,9 millions, la marge brute d'autofinancement s'établit à 20 millions contre 12,9 millions de francs en 1982.

Le chiffre d'affaires consolidé devrait atteindre 560 millions, soit une progression de 12 %. Le résultat net consolidé dépasserait 18 millions contre 13,1 millions en 1982. La marge brute d'autofinancement consolidée s'élèverait à 33,4 millions contre 22,6 millions de francs en 1982.

Il sera proposé à l'assemblée générale qui se tiendra début mai de fixer le dividende net à 10,80 F par action, soit un revenu global de 16,20 F (avoir fiscal compris) contre 13,50 F en 1982, en progression de 20 %.

LE PLUS IMPORTANT ÉMETTEUR DE CHÈQUES DE VOYAGE EN FRANCS FRANÇAIS ANNONCE UNE ANNÉE DE VENTES RECORD

La Société française du chèque de voyage (SFCV), créée en 1980 par la BANQUE NATIONALE DE PARIS, le CRÉDIT LYONNAIS, le CRÉDIT AGRICOLE, le CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE et AMERICAN EXPRESS, a annoncé un résultat record en 1983, avec des ventes de chèques de voyage en francs français dépassant les 3 milliards de francs.

M. Georges Simulinski, président de la SFCV, s'adressant aux actionnaires lors de l'assemblée générale qui s'est tenue le 15 mars à Paris, leur a fait part de sa satisfaction pour le développement spectaculaire des ventes de la société à l'échelle mondiale en 1983, malgré une réglementation des changes plus restrictive imposée par les autorités françaises.

Ce développement a été favorisé par l'augmentation importante des touristes étrangers qui ont visité la France au cours de l'année écoulée.

Le marché du chèque de voyage en francs français est devenu à plus de 60 % par la SFCV, faisant de cette devise dans le monde. La distribution est assurée par ses actionnaires français à travers leurs implantations en France et à l'étranger, ainsi que par le réseau international American Express et plus de 20 000 autres guichets de banques françaises et étrangères dans le monde.

Une nouvelle progression des ventes est prévue en 1984.

MONDIALE PROVINCE INVESTISSEMENTS INVESTISSEMENTS

Les actionnaires des SICAV Mondiales Investissements et Provinciales Investissements sont informés que les dividendes versés au titre de l'exercice 1983, respectivement fixés à F. 12,46 (assort d'un crédit d'impôt de F. 1,46) et à F. 14,83 (assort d'un crédit d'impôt de F. 2,98), seront mis en paiement le lundi 2 avril 1984.



Résultats 1983

Les résultats consolidés, qui seront présentés début avril au conseil d'administration, sont les suivants :

| (en millions de francs) | 1983 (1) | 1982 (1) | 1983/1982 |
|-------------------------------|----------|----------|-----------|
| Chiffre d'affaires | 3 207,6 | 2 841,5 | + 12,9 % |
| Bénéfice avant impôt | 251,7 | 262,1 | - 4,0 % |
| Bénéfice après impôt | 132,0 | 146,6 | - 10,0 % |
| Marge brute d'autofinancement | 330,3 | 307,2 | + 7,5 % |
| Investissements totaux | 326,9 | 314,7 | + 3,9 % |

(1) Nouvelle méthode : en application des principes internationaux, la conversion des comptes des pays à faible inflation est simplifiée (selon SFAS 52). La méthode de conversion des comptes des pays à forte inflation (Brésil, Mexique) reste par contre inchangée.

A structure simplifiée, la progression du chiffre d'affaires s'élève à 7 %.

Le développement du résultat consolidé est dû principalement :
- à la dévaluation exceptionnelle du cruzeiro, qui a permis, en 1983, 70 % de sa valeur contre franc, ce qui implique - en application des principes internationaux - la constatation, dans les résultats consolidés de Legrand, de la dépréciation contre franc des actifs circulants de la filiale Fiat ;
- dans une moindre mesure, à un léger tassement en volume des ventes France, avec un mois de décembre qui, traditionnellement fort, n'a pas apporté en 1983 le regain d'activité habituel.

Ce peut noter que, hors incidence de Brésil, le résultat du groupe serait progressé de 6 %.

En ce qui concerne Legrand S.A., le chiffre d'affaires s'est élevé à 2 030,2 MF, contre 1 800,0 MF en 1982, soit une progression de 12,2 %, à partir de 1983, des produits de certaines filiales.

Le bénéfice d'exploitation, 146,2 MF, s'élève, notamment, après déduction des frais liés à l'augmentation de capital (13,3 MF) et d'une dotation aux amortissements en progression de 29 % (117,9 MF).

Le bénéfice net s'élève à 82,9 MF après une augmentation nette des provisions à caractère de réserve de 18,4 MF, et un impôt société de 39,5 MF.

Compte tenu de la progression de la M.A. consolidée et de la disponibilité des fonds provenant de l'augmentation de capital intervenue en juin 1983, le groupe - confiant dans le potentiel de son créneau, en France et à l'étranger - estime disposer des moyens nécessaires à la politique qu'il aura l'occasion de commenter lors de la réunion SFAF du 14 mai prochain, soit en bref :

- poursuite systématique des investissements de rationalisation et de productivité ;
- développement de nouvelles gammes destinées aux marchés français et internationaux ;
- prise de participation dans des affaires complémentaires, notamment à l'étranger.

C'est dans ce contexte que le conseil d'administration se réunira début avril pour arrêter les comptes de l'exercice et déterminer le montant de la progression du dividende par action proposée à l'assemblée générale des actionnaires.

S.A. VICAT

Au cours de sa réunion du 27 mars 1984, le conseil d'administration de Vicat a arrêté les comptes sociaux de l'exercice 1983, tels qu'ils seront soumis à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

La marge brute d'autofinancement de l'exercice s'élève à 196 263 609,15 F contre 185 378 696,60 F en 1982.

Le bénéfice net de 1983 s'élève à 32 446 920,62 F contre 30 291 328,75 F.

Se conformant aux recommandations gouvernementales, le conseil d'administration propose à l'assemblée générale de fixer le dividende, au titre de l'exercice 1983, à 15,75 F par action contre 15 F en 1982, ce qui, compte tenu de l'impôt déjà versé au Trésor (avoir fiscal), représente un revenu global de 23,625 F, contre 22,50 F l'année dernière.

Amont par la limite d'âge, le président André Merceron-Vicat a annoncé au cours de ce conseil, son retrait après cinquante ans d'activité au service du groupe, qu'il a hissé avec abnégation et exemplarité au troisième rang des pro-

ducteurs français de ciment. S'adaptant aux exigences des nouvelles de la situation économique, pour faire face aux conséquences de la récession du bâtiment et des travaux publics de ces dernières années, il a choisi la voie de la diversification et de l'internationalisation. Nommé président d'honneur, à l'unanimité du conseil, M. André Merceron-Vicat, qui exerçait jusqu'alors les fonctions de vice-président-directeur général de la S.A. Vicat.

AMREP

La société est informée par certains de ses actionnaires que des conversations ont été engagées avec un important groupe industriel pour un examen en commun de la situation présente du groupe AMREP et des perspectives d'avenir. Des conditions, indépendantes à la conclusion d'un accord, doivent être au préalable obtenues. Un communiqué sera publié au plus tard au début de la semaine prochaine.

LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE 1983

Sous le titre « Vents d'Ouest », le Monde vient de publier le Bilan économique et social de 1983, qui présente les événements essentiels de l'année écoulée dans cent quarante-cinq pays.

Les faits dominants - la reprise aux États-Unis, la montée du dollar, l'omniprésence du F.M.I., les difficultés financières de nombreux pays - sont illustrés de tableaux et graphiques.

Pour la France sont notamment présentés le plan du 25 mars, la troisième dévaluation et les ambitions oubliées. La situation dans les départements et territoires d'outre-mer est analysée pour la première fois.

Illustré de cartes et de dessins, le bilan comporte des articles de fond sur les grands dossiers de l'actualité. Un double index par thème et par pays, une chronologie jour par jour, en facilitant la lecture.

* Bilan économique et social 1983, supplément aux « Dossiers et documents » du Monde, janvier 1984, 220 pages, 32 F. En vente chez les marchands de journaux.

MARCHE

Handwritten signature or mark.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LIBÉRALISME : « Nos privilèges », par Alfred Grosser.
- (11) : Histoire monétaire de la France (1800-1980), de Michèle Saint-Marc.

ÉTRANGER

- 3-4. DIPLOMATIE
- La nouvelle échelle des Dix à Bruxelles.
- La visite de M. Mitterrand aux États-Unis.
4. PROCHE-ORIENT
- ÉTATS-UNIS : M. Gary Hart remporte largement l'élection primaire du Connecticut.
5. ASIE
- La France souhaiterait vendre des armes au Japon.
5-6. AFRIQUE
- CÔTE-D'IVOIRE : rigueur et austerité seront les thèmes dominants au Congrès national.
- La Guinée après la mort de Sékou Touré.

POLITIQUE

8. Les députés socialistes envisagent une réforme de la taxe d'apprentissage.
- M. Chirac à TF 1.

SOCIÉTÉ

10. Les suites des mutations de policiers.
12. Les « avions renifleurs » : histoire d'une invention (II), par Serge Marti.
- Faut-il déclasser le général de Gaulle ? Guy Deleurye lui a posé la question à Lyon.
13. RÉGIONS : 18 milliards de francs pour le développement de l'île-de-France.
14. SPORTS.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

15. La chanson française avant le Printemps de Bourges. Rencontre avec Serge Gainsbourg et Mireille.
16. La modernité à New-York.
- L'empire des sons européens à Tokyo.
17. La peinture américaine à Paris.
18. Sélection.
- Programmes des expositions.
23. COMMUNICATION.

SUPPLÉMENT

- 25 à 29 : Monaco, une ville dans son état.

ÉCONOMIE

31. SOCIAL : les négociations salariales dans la fonction publique.
32-33. ÉTRANGER : « La bataille pour les 36 heures en RFA » (I), par Jean Benoît.
- La dette extérieure de l'Argentine.
33. Affaires.

RADIO-TÉLÉVISION (23) INFORMATIONS « SERVICES » (14) :
Jeunes : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (30) ; Car-net (24) ; Programmes des spectacles (19 à 22) ; Marchés financiers (35).

Le numéro du « Monde » daté 28 mars 1984 a été tiré à 460 710 exemplaires.

(Publicité)

Moquette anti-taches? Artisans Récupérateurs.

ÉGAYEZ VOTRE HOME
Avec les étonnantes moquettes « 7 ans coordonnés des Artisans Récupérateurs ».
Depuis les synthétiques soldés (sans pourcentages piégés) jusqu'aux moquettes anti-tache, anti-états, anti-états (la « tache » roule sans mouiller) et la moquette grand standing Blanche-Laine, que l'Europe s'arrache. • Chez les Artisans Récupérateurs, tous prix, toutes matières, 300 coloris. • Si vous trouvez mieux ou moins cher, vous êtes rudement fort ! • Voyez ce dépôt mystère de l'Impasse St-Sébastien, 111 que se repassent architectes, hôteliers, décorateurs. (- 5 % lect. Monde) 355-66-50. Par le 32, rue Saint-Sébastien.

A B C D E F G

Treize nationalistes corses écroués après la découverte d'un stock d'armes

Treize personnes ont été placées sous mandat de dépôt par M. Frédéric N'Guyen, juge d'instruction à Bastia, dans le cadre de l'enquête sur la découverte, le 16 janvier, d'un stock d'armes et d'explosifs dans un caveau du cimetière de L'Ile-Rousse (Haute-Corse).

Les gendarmes de Corse sont persuadés d'avoir arrêté, à l'occasion de cette affaire, la plupart des membres de l'ex-FLNC (Front de libération nationale de la Corse) pour la région de la Balagne (le Monde du 28 mars). Ces arrestations trouvent leur origine dans le plasticage et l'attaque au fusil à pompe, début janvier, de la gendarmerie de L'Ile-Rousse. L'enquête devait mener au caveau de la famille Lebras, dans lequel on a découvert des armes automatiques, des explosifs, des cartouches et des panoplies entières de gendarmes et de militaires.

Les premiers personnes arrêtées, des militants nationalistes, auraient, selon des sources sérieuses, « donné » peu à peu les noms des membres présumés du réseau, dont MM. Yvan et Edmond Lebras, frères du responsable pour L'Ile-Rousse du parti socialiste, ainsi que la fille et le neveu de M. Maurice Acquaviva, responsable de l'UPC

Le conseil supérieur de l'éducation rejette l'avant-projet de loi sur l'enseignement privé

Le conseil supérieur de l'éducation nationale a émis, le mardi 27 mars, un avis défavorable sur l'avant-projet de loi relatif à l'enseignement privé. Dans cette instance consultative où, pour la première fois, des représentants de l'enseignement public et de l'enseignement privé avaient l'occasion de débattre ensemble du sujet, le vote sur le texte ministériel a donné les résultats suivants : 28 voix contre (dont celles de la FEN, de la CFTD et des autres confédérations syndicales), 20 voix pour (celles de l'administration et de l'AUPEL-Association universitaire pour l'entente et la liberté) et 3 abstentions (celles des principales organisations de l'enseignement privé, UNAPEL, SNEC-CFTC-SPEL).

Ce vote reflète mal, cependant, les six heures de débats consacrées au texte. Avant de se prononcer sur l'ensemble, les membres du conseil supérieur devaient, en effet, voter article par article. Or, lors de ces scrutins successifs, le ministère était « gagnant » avec, dans presque tous les cas, l'addition des voix de l'administration, de l'AUPEL, de la CFTD et des principaux représentants de l'enseignement privé.

Il avait, en revanche, toujours contre lui les syndicats de la FEN, les organisations qui se sont opposées à la CGT, souvent alliée, dans les

Le groupe américain ATT lance ses premiers ordinateurs

Le groupe American Telephone and Telegraph, géant des télécommunications, se lance dans l'informatique. « Nous entrons par la grande porte sur le marché des ordinateurs », a commenté M. Olson, vice-président d'ATT, et nous y resterons.

Devoilà à New-York, le 27 mars, les six premiers ordinateurs du groupe. M. Olson n'a pas caché que d'autres produits suivront. Les spécialistes s'attendent en particulier à un micro-ordinateur pour un prix d'environ 3 000 dollars. Pour l'instant, les six machines ont des prix allant de 10 000 à 340 000 dollars : la plus large gamme annoncée d'un coup dans l'histoire de l'informatique.

L'opération ne surprend pas ATT, qui contrôle 80 % du téléphone aux États-Unis, était autrefois encadré sévèrement par les lois américaines sur les communications. Il lui était interdit d'entrer sur le marché de l'informatique. Depuis la « dérégulation » des télécommunications et son démantèlement au 1^{er} janvier 1984 (ATT doit se séparer de ses filiales régionales de gestion du téléphone), le groupe a le champ libre, de la même façon qu'IBM peut désormais pénétrer sur le terrain des télécommunications.

Les produits annoncés le 27 mars sont des « mini » et des « super mini » ordinateurs. ATT vise les marchés de la bureautique, de l'informatique bancaire et militaire et des systèmes de réservations avec un ensemble de « machines multi-

utilisateurs » construites autour du logiciel d'exploitation UNIX, développé par les laboratoires Bell. ATT annonce que ses ordinateurs pourront être reliés entre eux par un réseau de transmission à haute vitesse sur lequel pourront venir se brancher les micro-ordinateurs PC d'IBM. Les concurrents directs d'ATT seront ceux du monde de l'informatique : Digital Equipment, Data General et Wang.

Dans cette bataille engagée ATT n'a pas que des atouts. La difficulté majeure viendra de la faiblesse du marketing du géant du téléphone, en particulier sur son marché de réseaux commerciaux. Les 25 % du capital d'ATT acquis récemment doivent servir à combler en partie cette lacune et il est d'ores et déjà certain que le groupe italien distribuera les ordinateurs d'ATT en Europe.

Mais ATT a diverses cartes dans son jeu : sa maîtrise des circuits intégrés les plus avancés et sa puissance technologique grâce aux Bell Labs. UNIX s'est ainsi imposé en quelques années comme un véritable standard mondial dans la mini-informatique. ATT dispose surtout de considérables ressources financières, même si son bénéfice net en 1983 a été réduit à 249 millions de dollars (contre 728 millions de dollars en 1982) du fait d'une provision de 5,5 milliards de dollars liée à son démantèlement. Son chiffre d'affaires a été de 69,4 milliards de dollars l'an passé.

E. L.B.

(Publicité)

un grand Beaujolais à boire très frais

PISSE-DRU 1983

élève par Nicolas Verneau à Beaujeu

LE GOUVERNEMENT VEUT MODIFIER LE SYSTÈME ÉLECTORAL EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le gouvernement prépare un projet de loi tendant à modifier le système électoral appliqué en Nouvelle-Calédonie depuis 1979, et il souhaite que cette révision intervienne avant le renouvellement de l'assemblée territoriale qui doit avoir lieu en juillet prochain.

Le scrutin de liste avec représentation proportionnelle serait maintenu, mais le nombre des sièges de l'assemblée territoriale serait porté de trente-six à quarante-deux et la « barre » des 7,5 % des inscrits requis pour qu'une liste puisse être représentée à l'assemblée serait remplacée par un autre seuil : chaque liste devrait désormais recueillir au moins 2,5 % des suffrages exprimés pour obtenir d'être représentée.

En revanche, le gouvernement ne reprend pas à son compte la principale des revendications des indépendantistes du territoire, qui menacent d'empêcher l'organisation des élections si le droit de vote n'est pas réservé aux seuls Calédoniens nés sur le territoire, de père ou de mère sés également sur cet-ci. Au secrétariat d'État aux DOM-TOM, on souligne qu'une telle demande est constitutionnellement irrecevable.

Au Salvador

Le vote du 25 mars a été « partiel » et « peu convaincant » selon les insurgés

Le dépouillement du vote du dimanche 25 mars a commencé mardi, à San-Salvador, quarante heures après la fin du scrutin. Le président du conseil électoral, M. Armando Rodríguez, a expliqué ce retard par les difficultés de transport de certaines urnes. Il a annoncé que les résultats définitifs seraient connus ce mercredi dans la soirée, « s'il n'y a pas de contestation des parts ». Il a indiqué, en outre, qu'il serait « difficile » d'organiser un second tour dans le délai prévu, soit trente jours au maximum après l'annonce des résultats du premier tour.

Le parti démocrate-chrétien a affirmé une nouvelle fois la victoire de son candidat, M. Jose Napoleon Duarte, avec 45 % des suffrages exprimés, et indiqué que son décompte portait sur la quasi-totalité des bulletins, si bien qu'il « ne changera plus ».

De notre correspondant

Mexico. — Les représentants des insurgés salvadoriens estiment que l'élection du 25 mars constitue « le plus grand échec politique de l'administration Reagan dans ce pays ». Ils ont affirmé une grande satisfaction lors d'une conférence de presse, le mardi 27 mars à Mexico. Dans un communiqué signé par la commission politico-diplomatique du Front démocratique révolutionnaire et du Front Farabundo-Marti pour la libération nationale, les insurgés estiment que le scrutin a eu lieu dans « un climat d'effronterie militaire généralisée », dont ils rendent responsables le gouvernement du Salvador et celui des États-Unis.

Ils affirment que l'élection a été « faussée par le gouvernement des États-Unis et dirigée par l'ambassade de ce pays ». Malgré cela, disent-ils, la consultation a eu lieu dans « un climat de désordre généralisé et de chaos administratif provoqué par l'inefficacité du conseil central des élections ».

Le FDR-FMLN ajoute : « Le vote a été partiel ; sur un total de deux cent soixante et une municipalités, quatre-vingt-neuf, soit 34 %, n'ont pas voté car elles se trouvaient dans les zones contrôlées par les rebelles. Comparé à la situation en 1982, ce fait démontre l'avancée des forces du FMLN ».

Les insurgés estiment que la consultation de dimanche s'est déroulée d'une façon peu convaincante, sans qu'eux-mêmes intervenissent. Si des cartes d'identité ont été confisquées, affirment-ils, c'est en peu d'endroits, et à la demande de la population, qui voulait un prétexte pour ne pas voter sans encourir pour autant les foudres des militaires.

(Publicité)

PRIX A L'APPUI : TAPIS D'IRAN MOINS CHER

MAISON DE L'IRAN

| NOUVEL ARRIVAGE | BALOUCH | 189 x 122 | 1.900 F |
|-----------------|----------------------|-----------|----------|
| TRES IMPORTANT | ABADEH | 100 x 51 | 2.950 F |
| | AFCHAR | 165 x 110 | 4.900 F |
| | SENEH | 160 x 125 | 6.900 F |
| | ISPAHAN | 160 x 102 | 7.900 F |
| | VERAMINE | 150 x 103 | 7.950 F |
| | NAIN (laine et soie) | 160 x 105 | 11.900 F |
| | GHOM | 158 x 104 | 14.850 F |
| | BAKTAR | 300 x 200 | 19.900 F |

FORMALITÉS DOUANIÈRES ALLÉGÉES AU DÉPART

65, Champs-Élysées, 81 - 225 62 50

25, prom. des Anglais, NICE. Ouvert même dimanche

Sur le vif

Love story

Il y a tant de touches ces Américains. Savez-vous sur quoi ils s'interrogent dans les médias à l'occasion du voyage de Mitterrand, un Mitterrand visiblement conquis, aux États-Unis ? Est-ce qu'on les aime ou pas ? Mais oui, on vous aime. Mieux qu'avant ? Beaucoup mieux, oui, absolument. Du temps de de Gaulle, là, d'accord, ça n'allait pas. Vous nous aviez vendus, aussi. Vous nous trahiez par-dessous la jambe. On voulait s'affirmer, montrer notre indépendance, retrouver notre rang de grande nation après la débâcle de 1940.

Bon, ensuite, il y a eu le Vietnam. Impardonnable ça, surtout pour nous qui en revenions, en faisant un petit détour bien sanglant par l'Algérie. Rappelez-vous ce pauvre Scribe et son hymne aux Russes venus nous délivrer de l'occupant nazi. Qu'est-ce qu'il a pris ! On l'a traité de tous les noms, de ruse, de facho, de pourri. Et puis l'eau a coulé sous les ponts de la Moccova. Les Russes, les Chinois, merci bien, mais non merci. Du coup, l'attaque de Jack Lang à Medoc contre l'impérialisme culturel américain a fait long feu. Tout le monde a rigolé. Même les intellectuels de gauche.

CLAUDE SARRAUTE.

M. LÉOPOLD SEDAR SENGHOR A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

C'est le jeudi 29 mars que l'Académie française reçoit sous la Coupole M. Léopold Sedar Senghor, élu en juin 1983 au fauteuil de duc de Lévis-Mirepoix. Il sera accueilli par M. Edgar Faure, dont le Monde date 30 mars. publie les discours ainsi que celui du récipiendaire.

La cérémonie, qui commencera à 15 heures, sera transmise en direct par TF 1.

ACCORD ENTRE LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET LE SYNDICAT CGT DES PROFESSIONNELS DU THÉÂTRE

Alors que, à l'appel du SYNTAC-CGT (Syndicat national des professionnels du théâtre et de l'action culturelle) les techniciens des théâtres nationaux ont fait grève le 27 mars, ce même jour, M. Jacques Salloin, directeur de cabinet au ministère de la culture, recevait une délégation de ce syndicat conduite par son secrétaire général, M. Raoul Muriand, et de la Fédération nationale du spectacle, de l'audiovisuel, de l'action culturelle FNSSAC-CGT.

Au cours de l'entrevue a été exposé l'ensemble des problèmes sociaux qui affectent les professionnels du spectacle : pouvoir d'achat, statut social des personnes, maintien de l'emploi.

M. Jacques Salloin et M. Raoul Muriand ont publié un communiqué commun, soulignant que la « nécessité de mettre en place une politique active et ambitieuse de développement du spectacle vivant a fait l'objet d'une totale convergence de vues des deux partenaires ».

D'autre part, la direction du développement culturel au ministère de la culture vient de décider la mise en place à Avignon d'un centre de perfectionnement pour des professionnels qui se destinent à la direction d'équipements et d'offices culturels des collectivités territoriales. Il sera ouvert à partir d'octobre 1984 et accueillera quatorze stagiaires pour une durée d'un an.

• La comédienne Anne-Marie Coffinet est morte le 26 mars d'un cancer à l'hôpital de Créteil. Elle était âgée de quarante-neuf ans.

[Après la disparition, en novembre 1965, du leader marocain Mehdi Ben Barka, suite du suicide, en janvier 1966, de Georges Figon, l'un des personnages-clés de l'affaire, Anne-Marie Coffinet, amie d'enfance de ce dernier, avec qui elle était toujours restée liée, avait été entendue par la justice. Selon les déclarations de la comédienne, Georges Figon avait fait part à celle-ci de ses craintes d'être accusé par des barbouzes. Anne-Marie Coffinet devait, par la suite, déposer lors du procès des ravisseurs de Ben Barka, en septembre 1966, en qualité de témoin, et confirmer à la barre les déclarations qu'elle avait faites lors de l'interrogatoire.]

TIREZ BIEN PLUS DE VOTRE

IBM PC

ORDI

30 F chez votre marchand de journaux